

LA VIE MUNICIPALE
A VALENCE
AU XVIII^e SIÈCLE
(1692-1789)

Etude suivie de pièces justificatives
dont le cahier de doléances de la ville de Valence

THÈSE

SOUTENUE

devant la FACULTE DE DROIT de l'UNIVERSITÉ DE LYON
pour le DOCTORAT EN DROIT

PAR

M^{lle} Françoise BUISSON



IMP. L. CHEVALIER
8, RUE DES ALPES — VALENCE
1941

LA VIE MUNICIPALE
A VALENCE
AU XVIII^e SIÈCLE
(1692-1789)



LA VIE MUNICIPALE
A VALENCE
AU XVIII^e SIÈCLE
(1692-1789)

Etude suivie de pièces justificatives
dont le cahier de doléances de la ville de Valence

THÈSE

SOUTENUE

devant la FACULTE DE DROIT de l'UNIVERSITE DE LYON
pour le DOCTORAT EN DROIT

PAR

M^{lle} Françoise BUISSON



IMP. L. CHEVALIER
8, RUE DES ALPES — VALENCE

1941

UNIVERSITE DE LYON — FACULTE DE DROIT

Doyen honoraire

M. JOSSERAND, O. *, $\S$ I, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires

MM. APPLETON (Jean), O. *, $\S$ I.
JOSSERAND, O. *, $\S$ I.
LAMEIRE, *, $\S$ I.
PIC (Paul), O. *, $\S$ I.
LAMBERT (Edouard), O. *, $\S$ I.
ANTONELLI (Etienne), *, $\S$ I.
PERROUX (François), $\S$ A.
BROUILHET (Charles), *.
LÉVY (Emmanuel), O. *, $\S$ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), *, $\S$ I.

Assesseur

M. ROUBIER, $\S$ I.

Professeurs

MM. GONNARD, *, $\S$ I, Professeur d'Economie politique.
PERROUD, *, $\S$ I, Professeur de Procédure civile.
COHENDEY (Georges), *, $\S$ I, Professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre), *, $\S$ I, Professeur de Droit criminel.
ROUBIER, $\S$ I, Professeur de Droit civil.
FALLETTI, $\S$ A, Professeur d'Histoire du Droit public et du Droit privé de Doctorat.
LAMBERT (Jacques), $\S$ A, Professeur de Droit comparé.
NICOLAS, *, $\S$ I, Professeur de Droit administratif.
PHILIP, $\S$ A, Professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
AULAGNON, *, $\S$ I, Professeur de Droit civil.
DE MENTHON, Professeur d'Economie Politique.
M^{me} BASTID, Professeur de Science financière et Législation française des Finances.
MM. RICHARDOT, Professeur d'Histoire du Droit.
BRUN, Professeur de Droit Civil.
TRÉVOUX, Professeur d'Economie Politique.

Professeur sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

M. PELLOUX, chargé du cours d'Etude des Institutions internationales d'organisation de la pair.

Chargés des cours

MM. CONDOMINE, $\S$ I, Droit civil et Droit pénal (Capacité).
GOETZ, Economie Politique.

MEMBRES DU JURY

M. RICHARDOT, Professeur à la Faculté de Droit, **Président**.
M. FALLETTI, Professeur à la Faculté de Droit, **Assesseur**.
M. NICOLAS, Professeur à la Faculté de Droit, **Assesseur**.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Qu'il me soit permis de remercier ici Monsieur le Professeur Richardot, qui a bien voulu accepter la présidence de ma thèse et me conseiller dans mon travail avec une grande amabilité.

Je remercie très vivement Monsieur l'Archiviste Départemental de Font-Réaulx, auprès duquel j'ai trouvé un si sympathique accueil, et qui a bien voulu me guider dans mes recherches et m'éclairer de sa vaste érudition.

Je ne veux pas oublier Monsieur Caillet, Conservateur du Musée et de la Bibliothèque, dont l'aimable obligeance a facilité mes recherches.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Deux faits essentiels dominent l'étude des Institutions Municipales au XVIII^e siècle : la substitution du régime des lois générales au régime des chartes et coutumes et la vente des offices municipaux.

La diversité que nous trouvons dans les Institutions Municipales des différentes villes s'explique aisément par l'origine de leurs Municipalités. Celles-ci se sont formées lentement et à diverses époques en adoptant des institutions et des usages qui varient suivant les siècles et les régions où ils ont pris naissance. Dès la fin du XVII^e siècle nous allons assister à une évolution centralisatrice : si l'initiative et l'activité locale s'affaiblissent, les institutions se précisent et s'étendent à toutes les villes, surtout après l'Edit de 1766. L'Intendant fut l'agent efficace qui permit au pouvoir royal d'effectuer cette transformation. Ce n'est cependant pas encore l'uniformité. Si le pouvoir central promulgue des lois générales, chaque municipalité leur fait subir une certaine adaptation dans leur application. Comme le dit Albert Babeau dans son livre « La Ville sous l'ancien régime » : « la municipalité urbaine du XVIII^e fut le moule d'où sortit la commune moderne, telle que l'ont constituée les lois de 1789, 1800 et 1831. Malgré les différences qui la distinguent de la nôtre, toutes nos institutions modernes y germent et s'y préparent ».

La vente des offices municipaux est un expédient fiscal auquel le gouvernement a recours lorsqu'il se trouve à court d'argent, cette décision est prise parfois sans aucune idée administrative. Ces ventes, en général rapportées lors du rétablissement de l'équilibre budgétaire, étaient remises en vigueur lors de nouveaux besoins d'argent. L'instabilité de ces offices finit par en rendre rares les acquéreurs. Pour garder leurs prérogatives les Villes s'efforcèrent

de racheter les offices ainsi créés. Les ventes se multipliant, elles ne purent faire face à de telles dépenses et se contentèrent de racheter les charges qu'elles jugeaient essentielles de garder en leur nomination. Parfois le Gouvernement obligeait les Villes à acquérir ces charges.

Les documents sur Valence, au XVIII^e siècle, sont peu nombreux ; les seules sources sérieuses que nous possédions sur cette époque sont : les archives de la Ville de Valence et les archives de l'Intendance. C'est en les parcourant que nous pourrions en déduire ce qu'était la vie municipale à Valence de 1692 à 1789.

Dans un chapitre préliminaire nous dirons quelques mots de la géographie descriptive et administrative de Valence ; ils nous permettront de situer la Ville et de voir sa place dans l'administration générale du royaume.

Laissant alors tout ce qui n'est pas spécifiquement municipal, nous étudierons dans une première partie les différents organes d'administration. Nous pouvons classer ces organes en trois groupes : l'Evêque, les Représentants de la population, les Représentants du pouvoir central.

Dans une deuxième partie, nous verrons la gestion municipale, c'est-à-dire comment ces organes ont fonctionné en fait, les différentes branches de leur activité. Si l'Assemblée s'occupe librement de l'administration de la Ville, elle est cependant soumise à un certain contrôle du pouvoir central ; spécialement en matière financière. Ce contrôle s'effectue par l'intermédiaire de l'Intendant.

SOURCES

I. - ARCHIVES DE LA VILLE DE VALENCE

C'est la source essentielle dont l'utilisation est facile, grâce aux inventaires qui en ont été dressés.

Elles ont été classées d'abord en 1769, par Lalebre, qui en rédigea un inventaire analytique conservé aujourd'hui sous la cote II 1, registre in-folio de 303 p. Les documents sont classés par dossiers dont chacun porte une lettre de A à TTTT et rangés par armoires. Chaque pièce, pourvue d'un numéro, est d'ordinaire analysée individuellement d'une façon précise. Un complément qui ne le vaut pas fut rédigé en 1831 par Fond. A partir de 1860, l'archiviste de la Drôme, André Lacroix, répartit tous les dossiers existants dans les cadres officiels prévus par la circulaire de 1839 AA, BB, CC, DD, EE, FF, GG, HH, II. On peut le regretter, mais ce classement est définitif. Son inventaire, resté longtemps manuscrit, fut imprimé après sa mort par les soins et en partie aux frais de sa fille, Made-moiselle Valérie Lacroix, en 1914, sous le titre suivant : INVENTAIRE SOMMAIRE DES ARCHIVES COMMUNALES ET DES ARCHIVES HOSPITALIERES DE LA VILLE DE VALENCE, ANTERIEURS A LA REVOLUTION. VALENCE. Imprimeur, Legrand et Granger, en 1914, un in-4° à part d'abord XV-287 p. et dans le volume consacré aux trois villes de Valence, Die, Montélimar.

De beaucoup les plus importants sont les registres des délibérations qui, pour la période traitée ici, se poursuivent sans lacunes de 1681 à 1790 (-BB 25 à 53). L'inventaire Lacroix les analyse dans l'ordre chronologique ; un second inventaire Lalebre (II 2) en donne le sommaire sous forme méthodique, mais jusqu'à 1769, date de sa rédaction. Dans ces conditions, il a paru suffisant au cours de l'exposé, d'indiquer la date de la délibération sans alourdir les pages de renvois et de notes qui n'apprendraient rien de plus.

Voici le tableau des registres :

- BB N° 25, 1681-novembre 1695.
- BB N° 26, 7 décembre 1695-26 mars 1703.
- BB N° 27, 28 janvier 1704-26 mars 1708.
- BB N° 28, 24 avril 1708-24 octobre 1714.
- BB N° 29, 25 novembre 1711-1^{er} mars 1714.
- BB N° 30, 28 mars 1714-24 avril 1717.
- BB N° 31, 24 avril 1717-7 décembre 1721.
- BB N° 32, 28 décembre 1721-24 avril 1724.
- BB N° 33, 25 avril 1724-10 mars 1726.
- BB N° 34, 28 mars 1726-10 octobre 1728.
- BB N° 35, 10 décembre 1728-26 janvier 1732.
- BB N° 36, 10 février 1732-22 novembre 1733.
- BB N° 37, 20 décembre 1733-25 avril 1736.
- BB N° 38, 26 avril 1736-7 avril 1738.
- BB N° 39, 24 avril 1738-28 janvier 1742.
- BB N° 40, 25 février 1742-20 mars 1746.
- BB N° 41, 27 mars 1746-21 mars 1751.
- BB N° 42, 4 avril 1751-8 mars 1757.
- BB N° 43, 20 mars 1757-10 juin 1759.
- BB N° 44, 19 août 1759-14 février 1762.
- BB N° 45, 7 mars 1762-15 janvier 1764.
- BB N° 46, 18 janvier 1764-25 avril 1767.
- BB N° 47, 26 avril 1767-12 février 1769.
- BB N° 48, 12 février 1771-21 février 1771.
- BB N° 49, 21 février 1771-6 mars 1774.
- BB N° 50, 6 mars 1774-27 février 1780.
- BB N° 51, 5 mars 1780-24 août 1781.
- BB N° 52, 21 octobre 1781-11 décembre 1785.
- BB N° 53, 1^{er} janvier 1786-14 mars 1790.

La série des comptes consulaires n'est pas si complète. CC. 50, qui répond à l'ancien volume XXIX, va de 1687 à 1706 (1705 manque). CC. 51, (ancien XXX), représente les années 1709 à 1721. CC. 53, (ancien XXXI), les années 1722 à 1737, et CC. 54-55, (anc. XXXII), les années 1738-1757. La nouvelle classification a eu le tort de mélanger comptes consulaires et comptes de tailles que l'ancienne mettait avec raison à part. La suite est mal représentée pour les années 1768 à 1772, CC. 55, et pour les deniers patrimoniaux et d'octrois de 1788-1789, CC. 85.

Le litteré des comptes ou pièces justificatives où l'on aurait trouvé la correspondance, les mémoires et les factures, n'est pas conservé.

Les autres documents, répartis dans les diverses séries, sont peut-être moins abondants ou importants pour le XVIII^e siècle que pour les précédents. Quelques-uns ont disparu depuis 1769, d'autres sont aux archives de la Drôme (3 E 119). Ils seront cités lors de leur utilisation.

II. - ARCHIVES DE L'INTENDANCE

Le fonds en est aujourd'hui disloqué. Les registres de correspondance de l'Intendant n'existent plus dans les collections publiques. La fameuse bibliothèque de Terrebasse a recueilli les transcrits des lettres à la Cour des Intendants Fontanieu (1724 à 1741), de la Porte (1747 à 1759). L'obligeance du vicomte et de la vicomtesse L. de Varax en a permis la consultation.

La partie spécifiquement drômoise de ce fonds a été adressée, en 1790, au département et forme la première partie de la série C, dont l'inventaire a été imprimé par A. Lacroix (T. I, séries ABC, 1865). A noter C 26 (octrois), 240-241 (casernes), 267, (digues et quai de Valence), c'est-à-dire beaucoup moins qu'on aurait pu croire. Dans la section restée à Grenoble, classée et sommairement inventoriée par M. G. Letonnellier (II C), on peut relever, II C, 122, 125, 128, 129 (état des revenus patrimoniaux et d'octrois), 240 à 302 (montant des octrois), 621 (impositions).

III. - BIBLIOGRAPHIE

Michel FOREST, « Annales sur ce qui s'est passé de plus remarquable à Valence, de 1736 à 1784, publiées d'après le manuscrit original », par Brun-Durand. Valence, Chenevier et Pessium, 1879.

Jules OLLIVIER, « Essais historiques sur la ville de Valence, avec des additions de A. Lacroix », Valence, Chenevier, 1885.

Marius VILLARD, « Annales Valentinoises », Valence, 1892, in-8°, 229 p. (extrait du « Journal de Valence »).

Jeanne DE FLANDRESY et MELLIER, « Valence, son histoire, ses richesses artistiques, son livre d'or », Paris, Lemerre, 1910.

Maurice FRANCK, « Valence en 1785. Le lieutenant Bonaparte ». 1 br. in-8°, 1897.

BULLETINS DE LA SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE DE VALENCE :

« Description de Valence », par Claude Rogier. Tome VI, 121-37.

« Etude historique sur l'organisation judiciaire de la ville », par E. Fayard. Tome IX, 82-96 ; 173-90 ; 322-38 ; et tome X, 18-34 ; 129-42.

« La Citadelle de Valence », par Dupré de Loire. Tome VIII, 67-82.

« Recherches sur les établissements de bienfaisance de la ville de Valence », par Dupré de Loire. Tomes II à VI.

« L'enseignement primaire dans le département de la Drôme, avant 1789 », par Dupré de Loire. Tome VII, 410-29.

« Les rues de Valence », Docteur Bonnet. Tome IV, 81-98 ; 181-96.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DES ARTS UTILES ET DES SCIENCES NATURELLES DU DÉPARTEMENT DE LA DROME. Valence, Borel, 1837 :

« Mémoire sur les moyens à mettre en usage pour rendre Valence une ville de commerce », par M. de Fontanieu, Intendant de la province du Dauphiné (1727), précédé d'observations préliminaires par Jules Ollivier. Premier volume, p. 29.

Georges DUBOIS, « Mémoires généraux sur la Production et le Commerce du Dauphiné », thèse pour le doctorat, Grenoble, 1932 Allier.

MARION : « Dictionnaire des Institutions Historiques au XVIII^e siècle ».

Albert BABEAU : « La Ville sous l'ancien régime », 1^{er} éd., Paris, 1878.

Albert BABEAU : « La province sous l'ancien régime ».

BAER : « Les Institutions municipales de Moulins sous l'ancien régime », Paris 1906.

Charles NORMAND : « Etude sur les relations de l'Etat et des Communautés au XVII^e et XVIII^e siècle, Saint-Quentin et la royauté ». Champion 1881, Paris, Thèse.



PLAN DE LA VILLE DE VALENCE EN 1727

(Musée de la Ville, n° 18)

Les parties teintées du plan représentent les jardins.

Au Nord de la Ville, la Citadelle ; à proximité, contre les remparts, les « cazernes qu'on va bâtir ». La grande rue qui traverse de l'Est à l'Ouest est la rue Saint-Félix (aujourd'hui rue Madier-Montjau), prolongée par la Côte des Chapeliers.

Presque au centre, l'église Saint-Jean, avec son cimetière en arrière.

Au Sud de la Ville, en bordure des remparts, l'Evêché, et derrière, la Cathédrale.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

SECTION I

GEOGRAPHIE DESCRIPTIVE

Valence est située sur un lieu légèrement élevé au-dessus du Rhône. De part et d'autre elle contemple une double chaîne de montagnes. Près de la Ville, des collines et aussi « plusieurs bons village » d'où lui vient « toute abondance ». De nombreuses sources jaillissent de son sol. Son climat est salubre, grâce à la « bise violente » qui « siffle en se jouant des nuages » (1). Sa situation est excellente, près d'un grand fleuve, une grande route passant à ses côtés. « La ville n'a d'étendue qu'environ 3/4 de lieue, bornée au Nord par la communauté Saint-Pierre, qui se pèrèque et paie ses charges particulières, et au couchant par le Rhône ». Le Bourg Saint-Pierre a ses Consuls et s'administre par lui-même.

Entourée de fossés et par une double ceinture de murailles crénelées, Valence garde, à la fin du XVII^e siècle, sa physionomie du Moyen-Age. Quatre portes, assez curieuses avec leurs grosses tours, permettent l'accès de la Ville : la porte Saint-Félix, la porte Saunière (les deux plus importantes), la porte du Pont et la porte Pontpéry. Cette double enceinte, construite en cailloux du Rhône, enserme en ses flancs la Ville proprement dite, subdivisée en haute ville et basse ville. Celle-ci est située au bas du plateau au bord du Rhône, d'où son nom en opposition avec la partie construite sur le plateau. L'enceinte se prolonge au Nord englobant le vaste quartier du Bourg.

La Ville est un réseau de rues étroites, tortueuses, aux cailloux pointus, point de trottoirs. Un ruisseau occupe le milieu de la chaus-

(1) « Bulletin de la Société d'Archéologie de Valence » : tome VI : « Description de Valence », par Claude Rogier.

sée que viennent encore encombrer les voitures, bois, décombres, voir même les animaux domestiques laissés par le propriétaire devant sa demeure. Les rues sont sombres, obscurcies par les toits saillants, auvents et enseignes. Les maisons sont grises à toit plat, quelque fois supportées par des arcades, maisons simples ou splendides, avançant ou reculant suivant le caprice de leurs constructions. Une grande rue traverse entièrement la Ville, des rues transversales y prennent naissance et bifurquent avec plusieurs autres voies. « Le point central, donnant accès à tous les quartiers, est la place des Clercs, carrefour rectangulaire entouré de magasins de modeste apparence », où la population se réunissait le soir par les belles journées d'été et où se tenaient des vogues. Un peu à gauche de la place, la cathédrale Saint-Apollinaire occupe la terrasse qui domine la Vallée du Rhône. Elle est entourée d'un cloître et d'un cimetière ; cimetière rempli de monuments au centre duquel se trouve le Pendentif, tombeau de la famille Mistral. A côté de la Cathédrale, le Palais de l'Evêque. Plus loin, les bâtiments de l'Université. L'Hôtel de Ville est situé dans le haut de la rue Saint-Félix, près de l'église Saint-Jean. Nombreux sont les églises et les couvents. Un autre édifice mérite une mention spéciale : c'est la Citadelle, construite, lors des guerres de religion en 1581, sur un terre-plein dominant la haute et la basse-ville, elle fut bâtie plus contre l'ennemi intérieur que contre l'ennemi extérieur, ce qui explique pourquoi ses bastions sont faces à la Ville. La Ville descend jusqu'au port Saint-Nicolas par étages, succession de jardins, vergers et clos de vignes. De nombreux établissements publics et particuliers se trouvent aux bords du Rhône.

A l'intérieur de leurs murailles, les habitants de Valence mènent une vie simple et tranquille, voire même rustique. Une bourgeoisie riche et vivant noblement règne sur la Ville. La population du terroir, d'après des données diverses, peut être évaluée entre 6.000 et 7.000 habitants, un peu plus à la fin du XVIII^e siècle.

SECTION II

GEOGRAPHIE ADMINISTRATIVE

La Ville de Valence fait partie de la généralité du Dauphiné, dont le siège est Grenoble et où réside l'Intendant. L'Intendant exerce sur l'administration municipale de Valence un contrôle, contrôle efficace du reste, surtout en matière financière. Un subdélégué, exécuter de ses ordres, réside en la Ville.

Valence est le centre de l'une des six élections du Dauphiné. Elle comprend 80 communautés seulement, composées de plaines, les unes très fertiles en froment, d'autres sablonneuses et pierreuses ne produisant que du seigle, d'un grand nombre de mûriers servant à la nourriture des vers à soie, source de gros revenus pour la Ville, de nombreux arbres à fruits, d'amandiers, de vignes renommées... L'élection a, en 1706, 313 feux taillables et 38 affranchis, plus 164 fonds nobles. L'Intendant de la Porte porte sur l'élection ce jugement : « bon pays, fonds bien cultivés, revenus cocons et amandiers considérables suffisant à payer les charges. »

Valence est le siège d'une importante juridiction royale. Si elle possède depuis longtemps un sénéchal, dont les fonctions sont moins celles d'un officier de justice que d'un gouverneur, son Présidial ne date que de 1636. Les juges de ce Tribunal connaissent des appels des sénéchaussées de Montélimar, Crest, bailliages de Saint-Marcel-lin et de Buis, juges du Haut et du Bas Vivarais ; ces mêmes juges unis à ceux de la Sénéchaussée connaissent de toutes les matières civiles et criminelles des sièges et ressorts de Valence, Die, Chabeuil, Etoile. Vers 1656, le ressort du Vivarais fut enlevé à Valence. D'abord établi dans la maison Rousset (hôtel de Sièyes), ce tribunal occupa dans la suite un local situé au nord de l'église Saint-Apollinaire. Le Présidial était composé : d'un sénéchal, charge purement honorifique, d'un lieutenant général civil, président, d'un lieutenant général de police, d'un lieutenant général criminel, d'un lieutenant principal, d'un lieutenant particulier, d'un lieutenant assesseur civil et criminel, tous nommés par lettres de provisions ; de quatorze conseillers, laïques et clercs, de deux avocats, d'un

procureur du roi, de greffiers, sergents, huissiers. En apparence, le Présidial semble un corps important ; en réalité, étant donné le peu d'importance de son ressort, la plupart des charges n'étaient pas remplies : trois conseillers seulement en 1778.

A côté du Présidial, nous trouvons le bureau de l'Election : juridiction d'exception qui siège dans une maison du chapitre sur la place des Clercs. L'élection connaît en première instance de tout ce qui touche aux tailles et impositions. Les affaires contentieuses relatives à la ferme du tabac, l'octroi de la Ville sont de sa compétence. Elle prononce sur la validité des privilèges et exemptions des gentilshommes. Certains pourvus d'offices prêtent serment devant elle. Ce Tribunal se compose d'un président, d'un lieutenant, d'un premier assesseur, de quatre élus, d'un procureur du roi et d'un greffier. Ses officiers, magistrats de robe courte, ne sont pas obligés d'être gradués.

Une Commission du Conseil ou Chambre ardente, instituée par Arrêt du Conseil d'Etat en 1733 et supprimée par un autre arrêt en 1789, juge souverainement de la contrebande, du faux saunage, de la prévarication des employés de gabelle.

Valence est un pays de petite gabelle, c'est-à-dire où la consommation du sel est libre, sauf la représentation des billets de gabellement qui faisaient foi de l'achat du sel dans les greniers du roi. Valence est l'entrepôt de tout le sel qui remontait sur les barques pour être ensuite conduit par charrois dans les lieux auxquels on le destinait ; ce transport se faisait par le Rhône. Elle possède donc un Tribunal des traites et des gabelles, ayant connaissance des contestations nées de la distribution du sel, de sa bonne ou mauvaise qualité, de la quantité due à chaque juridiction, eu égard à son territoire, des poids et mesures employées. Ce Tribunal est composé d'un contrôleur général, d'un Procureur du Roi et d'un greffier ; ses titulaires ne sont pas gradués, ils sont reçus simplement à la Cour des Aides d'où ressortaient l'appel de leur sentence.

Valence est en outre le siège d'une Université fondée en 1452 par Louis XI encore Dauphin. Cette Université comprend quatre facultés : Théologie, Droit, Médecine, Arts, dont la plus importante est celle de Droit. Elle est dirigée par un recteur, nommé pour un an et assisté d'un conseil de douze membres. Le recteur doit être âgé de 25 ans et appartenir au clergé. L'Université fut au XVI^e siècle

le centre d'une florissante activité intellectuelle et sociale ; nous y voyons professer Jacques Cujas, Antoine de Dorne, François Hotman, l'Italien Pocius... Dès le XVII^e siècle elle commence à décliner ; par la suite nous ne trouvons plus mentionnés que deux professeurs célèbres : Antoine de Marville au XVII^e siècle et Planel au XVIII^e. Des mesures sont prises, mais en vain, pour porter remède à cet état de choses : union des séminaires de Viviers et Bourg-Saint-Andéol à l'Université, don de la Bibliothèque de Saint-Ruf, ouverture en 1778 d'une chaire de mathématiques. En 1793, l'Université fut supprimée.

Grenoble était très jalouse de l'Université de Valence, dès le milieu du XVIII^e siècle elle s'employa à en obtenir le transfert. Elle ne vit réaliser son désir qu'au XIX^e. A cause de la présence d'une Université de Valence, Lyon s'en était vu refuser l'établissement.

PREMIERE PARTIE



LES ORGANES MUNICIPAUX

LIVRE I

L'ÉVÊQUE

Pour être à même de comprendre le rôle de l'Evêque dans l'administration municipale de Valence, rôle qui est une survivance du régime ancien, il est nécessaire de retracer brièvement les traits essentiels de l'histoire de la Ville.

SECTION I

Aperçu historique

Tour à tour enclavée dans le royaume de Bourgogne et de Provence, Valence suivit le sort de ces états lorsqu'au XI^e siècle ils furent annexés à l'Empire, sous le règne de Conrad le Salique. L'autorité de l'Empereur sur un aussi vaste territoire ne pouvait être réelle. Plusieurs seigneurs en profitèrent pour acquérir leur indépendance sous la simple réserve de l'hommage. Parmi eux, le Comte de Valentinois et l'Evêque, Comte de Valence (1). C'est une erreur courante de s'imaginer que Valence faisait partie du Comté du Valentinois. Valence, ville Episcopale sous la puissance de son Evêque, Comte de Valence, seigneur temporel et spirituel, et Comté de Valentinois, étaient deux seigneuries entièrement distinctes ; de nombreuses inimitiés, voire même des guerres, s'élevèrent entre ces deux puissances rivales.

L'Empereur Frédéric, dans une Assemblée tenue à Besançon le 23 novembre 1157, concéda solennellement la Ville de Valence et les territoires en dépendant à l'Evêque Odon. L'Evêque est donc seigneur maître tout puissant de la Ville. Mais dès le XII^e siècle, suivant l'exemple donné par les villes du Midi où s'établissaient des consulats, Valence tenta de briser les liens féodaux et d'obtenir des libertés municipales. Cette lutte entre les habitants et leur Evêque

(1) Voir pièces justificatives n° 1 et « Essais historiques sur la Ville de Valence, avec additions d'A. Lacroix », de Jules Ollivier.

se poursuit pendant près de deux siècles avec des alternatives diverses. Dans cette période confuse, deux faits sont à noter : en 1331, la concession d'une charte aux habitants par leur Evêque, Aimar de La Voulte, et en 1416, l'envoi de lettres patentes en forme de charte, données à la Ville par l'Empereur Sigismond ; dans ces dernières se trouve, semble-t-il, l'origine de l'administration actuelle des Consuls.

Lors de la réunion de Valence au Dauphiné, en 1450, en même temps qu'il reconnaissait le pouvoir temporel de l'Evêque sur la Ville, le Dauphin accorda aux habitants concession, ampliation et confirmation de leurs privilèges, franchises, immunités et usages. La Ville reconnut alors avec empressement en ses Evêques, des seigneurs temporels, ses protecteurs, de qui elle tiendrait la sûreté de ses privilèges si intimement liés aux leurs que déroger aux uns serait violer les autres. Ces libertés de la Ville furent confirmées en 1461 par Louis XI, devenu Roi, par Charles VII, Louis XII, François I^{er}, Henri II, Charles IX, Henri III, Henri IV et Louis XIII.

Valence, ville Episcopale, Valence, d'autant plus attachée à ses libertés municipales et à ses privilèges qu'elle avait lutté pour les acquérir. Ce sont là deux particularités qu'il ne faut pas perdre de vue si l'on veut bien comprendre l'histoire de ses Institutions Municipales.

SECTION II

Prise de possession — Installation

L'Evêque, Comte de Valence, est donc le Seigneur spirituel et temporel de la Ville. Lorsqu'un nouveau titulaire est nommé au Siège Episcopal, son installation fait l'objet d'un cérémonial minutieusement réglé, dont nous trouvons relatées les formalités lors de la réception de Monseigneur de Grave, en 1779 (1).

Dès la réception de ses Bulles de provisions, l'Evêque nouvellement élu envoie un procureur prendre pour lui possession de son siège.

(1) Voir pièce justificative n° 2.

Le Procureur de l'Evêque se rend à l'Hôtel de Ville où il requiert l'assemblée réunie de reconnaître led. seigneur pour son Evêque et pasteur légitime ; de lui « rendre les honneurs, la fidélité, l'obéissance et le respect » dû à son seigneur spirituel et temporel et d'assister à la prise de possession qui aura lieu le lendemain en l'église Cathédrale, à l'issue des vêpres.

Après la vérification des pouvoirs du Procureur, l'Assemblée consent à ses réquisitions et procède à l'enregistrement des différents titres : bulles, procuration... Le jour dit, le procureur, au nom de l'Evêque, prend solennellement possession du Siège Episcopal. Reçu à la porte de l'Eglise, il est conduit dans la chapelle Saint-Apollinaire où se trouve le Saint-Sacrement et là, jure sur les Saints Evangiles « l'entière observation et exécution de tout le contenu des Bulles et l'entretien, maintien et conservation des droits, franchises, privilèges et immunités tant de l'Eglise et Chapitre que de la Ville de Valence ». Il va ensuite occuper les différentes places réservées à l'Evêque, pendant que l'on chante le « Te Deum ».

Quelques mois plus tard, l'Evêque fait son entrée en la Ville où il est reçu en grande pompe par tous les habitants. Les Maire et Consuls se rendent dans deux carrosses à la porte Saint-Félix, comme étant la porte d'honneur et sur laquelle sont apposées les armes du prélat. Là, ils attendent Monseigneur, avec toute la bourgeoisie sous les armes et un grand concours de peuples de tout état et de toutes conditions. Dès que l'Evêque sort de son équipage, l'un des Consuls ou un avocat commis le complimente au nom de la Ville et lui en présente les clefs dans un bassin d'argent. Après quoi, les Maire et Consuls le prient de monter en carrosse pour se rendre au Palais Episcopal. Monseigneur ayant préféré aller à pied pour répondre à l'empressement de la foule, ils le conduisent au milieu d'eux à son Palais par la rue Saint-Félix et la Grande-Rue, précédés d'un détachement de la bourgeoisie avec tambours et drapeaux et suivis des équipages et d'un grand nombre de personnes. Y étant arrivés, ils lui présentent, toujours au nom de la Ville, le présent d'honneur consistant en un certain nombre de bouteilles de vin et de bougies. Présents qu'il accepte en promettant de donner à la Ville, dans toutes les occasions, des marques de son attachement et de son amitié. Le même soir il fut tiré sur la place des Clercs un feu d'artifice avec un grand nombre de fusées, au tirage duquel assista l'Evêque. Après quoi il y eut illumination générale.

Quelques jours après, l'Evêque est solennellement installé. Les dignitaires du chapitre, les Maire et Consuls se rendent au Palais Episcopal chercher Monseigneur qu'ils conduisent en procession à son Eglise.

SECTION III

Evêques titulaires du siège épiscopal. Rapports avec la Ville.

Quatre évêques occupèrent le siège épiscopal de Valence de 1692 à 1789.

Monseigneur de Champigny (1687-1725)

Monseigneur Alexandre Milon de Mesne (1725-1771).

Monseigneur Fiacre François de Grave (1771-1787).

Monseigneur Gabriel De Messey (1788-

Les rapports entre la Ville et l'Evêque étaient en général excellents et de grande courtoisie. L'Evêque faisait de fréquents séjours à la Cour, où son crédit lui permettait d'intervenir efficacement en faveur de la Ville. Mgr de Milon, en particulier, sut s'entourer de l'estime et de l'affection de tous. Il avait fait et fit à son décès des libéralités considérables à divers établissements de la Ville, hôpitaux en particulier. Il légua à la Ville un portrait de Louis XV le bien-aimé. Cet Evêque mourut en son abbaye de Saint-Benoit-sur-Loire où il s'était retiré vu son grand âge ; son cœur fut ramené à Valence. Avec Mgr de Grave les rapports, surtout au début, furent beaucoup plus tendus ; plusieurs différends le mirent aux prises avec la Ville (1).

(1) Voir plus loin

SECTION IV

Attributions.

Le pouvoir temporel de Monseigneur sur sa ville n'est pas seulement honorifique, mais réel. L'Evêque exerce certaines attributions administratives, attributions que nous étudierons au fur et à mesure qu'elles se présenteront, nous contentant ici de les mentionner.

L'Evêque a de temps immémorial le privilège de présider les élections municipales et de recevoir le serment des Consuls.

L'Evêque a toujours joui, en toute propriété, de toute la justice et police de la Ville et des faubourgs du territoire de Valence.

Il possède un droit de nomination à certaines charges : Secrétaire-Greffier de l'Hôtel de Ville, Commis de police, et un droit d'approbation pour d'autres : précepteur de la jeunesse...

Monseigneur jouit, de par son titre, de certaines prérogatives : il est chancelier né de l'Université ; il met le feu le premier aux bûchers pour les feux de joie...

LIVRE II

LES REPRÉSENTANTS DE LA POPULATION

CHAPITRE I

LES ASSEMBLEES

SECTION I

Avant l'Edit de 1766

a) Composition.

A la fin du XVII^e siècle quatre Consuls élus se trouvent à la tête de la ville de Valence ; le premier Consul remplit l'office de Maire, le second est administrateur de la communauté. Les Consuls sont assistés de Conseillers et d'un Secrétaire-Greffier (celui-ci sans voix délibérative). Leur réunion constitue l'Assemblée qui est la représentation civile et politique de la cité. Les Conseillers, au nombre de dix-huit, appartiennent à l'Eglise (2), à la noblesse (2), à la robe (2), à la bourgeoisie (4), à la troisième parcelle (4) et à la quatrième parcelle (4). Sauf ceux de l'Eglise, ils sont tous élus.

Assiste encore à l'Assemblée, où il a voix délibérative : le Lieutenant Général de police. Un procureur du Roi près l' « élection » représente le pouvoir central.

Outre ces Assemblées ordinaires, lorsqu'il s'agit d'affaires particulièrement importantes, il y a Assemblée générale ou de quatre-vingts. Primitivement tous les habitants étaient invités à y assister, mais, à cause du désordre produit, leur nombre fut réduit à quatre-vingts, d'où leur nom. A ces Assemblées sont convoqués, en plus des membres ordinaires, les notables. Ces notables sont pris dans tous les ordres et renouvelés par quart chaque année. Suivant le règlement de Jean de Montluc au XVI^e siècle, ils sont les représentants du clergé (4), de la noblesse (4), des docteurs, médecins et avocats (6), des marchands, bourgeois, procureurs (25), des artisans (25), des paysans (12). Les quatre Consuls sortants complètent le nombre ; il n'en est plus ainsi au XVIII^e siècle, les Consuls sortants demeurent conseillers nés.

b) **Conditions d'éligibilité.**

Peu de conditions sont exigées pour faire partie de l'Assemblée. Un arrêt du Conseil d'Etat du 9 mai 1681 défend de porter sur les rôles au Consulat ou Conseil de Ville tout habitant de la religion prétendue réformée et ceux qui sont cotisés au cadastre moins de 12 florins. Un nouvel arrêt le 13 janvier 1685 exclut pour toujours des consulats et des conseils politiques les habitants des bourgs et communautés faisant profession de la religion prétendue réformée. L'arrêt du Conseil du 20 décembre 1690, rendu entre MM. du Présidial et la Communauté, vient fixer que les officiers du Présidial ne pourront être ni Consul, ni Conseiller.

Tout habitant âgé de vingt-cinq ans, du sexe masculin, catholique, cotisé au moins pour 12 florins, peut donc prendre part à la gestion municipale.

c) **Election.**

Les Consuls et Conseillers sont élus par une Assemblée de notables réunie chaque année le 25 avril, jour de la fête de Saint-Marc. L'élection a lieu suivant un cérémonial minutieusement réglé par les anciens usages et qui fut suivi jusqu'à la Révolution, sauf quelques modifications après l'Edit de 1766.

1^o **PRESIDENCE** : La présidence des élections appartient à l'Evêque. C'est un privilège de temps immémorial, sanctionné par plusieurs arrêts dont celui du 20 décembre 1690. « Monseigneur l'Evêque présidera les Assemblées consulaires et les Assemblées de police, et en son absence le Lieutenant Général du Présidial. Celui-ci ou le premier officier du siège assistera aux Assemblées électorales sans pouvoir opiner. Les Consuls élus prêteront serment à l'hôtel de ville entre les mains de l'Evêque, en présence du Lieutenant Général ». (Délibération du 1^{er} mars 1691.) Lors de l'abonnement de la mairie, en suite de l'Edit de 1692, la présidence des élections fut donnée au Maire. L'Evêque, appuyé par la Ville, obtint par un arrêt du Conseil d'Etat du 12 juillet 1693 son maintien et la faculté de présider les élections et de recevoir le serment des Consuls (1). Mais en l'absence de l'Evêque qui présidera ? le Maire ou le Lieutenant Général ? rien n'est venu trancher ce point litigieux ; les titu-

(1) Voir pièces justificatives n^o 3.

lares en présence étant tous deux aussi attachés à leurs prérogatives, ce sera là une source de contestations.

En l'absence de l'Evêque en 1700, se conformant à l'Edit de 1690, le Lieutenant Général préside les élections. En 1702, l'Assemblée révoque cette décision comme contraire aux droits de la Ville, en suite de l'Edit sur la mairie. (Délibération du 25 avril 1700, 6-7-8 mai 1702). En 1705 Mgr de Champigny est à Paris, des contestations s'élèvent : non seulement le Lieutenant au Présidial réclame la présidence, mais le plus ancien des assesseurs ; en outre le Lieutenant Général étant absent, le Lieutenant principal et le Lieutenant criminel se disputent l'un l'autre son remplacement.

L'Intendant, appelé comme arbitre, dans l'espoir de retour prochain de Monseigneur, renvoie l'élection d'un mois. Le délai écoulé, l'Evêque n'est pas encore revenu. L'élection a lieu devant le Lieutenant criminel. En 1710, nouvelles controverses, une ordonnance du Parlement donne la présidence au Lieutenant Général. La Ville, toujours soumise au régime de l'abonnement, proteste du droit du Maire à présider l'élection. (Délibération des 21-23-24-25 avril 1710).

A la suite de l'Edit de juin 1717, supprimant l'office de Maire, l'arrêt de 1690 retrouve son application.

2° FORMALITES : Le 24 avril (1), veille de l'élection, les Consuls se rendent au Palais Episcopal, à « l'heure de huit du matin », de mander à Monseigneur la convocation de l'Assemblée Générale pour le lendemain, afin de procéder à l'élection des nouveaux Consuls et Conseillers.

« Duquel comparant Mondseigneur a donné actes et ordonne en conséquence que l'Assemblée Générale pour la création des nouveaux Consuls et Conseillers sera faite le jour de demain à l'heure de huit du matin, ordonnant à cet effet a tous les habitants de s'y rendre a peine de l'amande contre le chacun des contrevenants. Et que les proclamations seront faites de par le Roi et de l'autorité de Mond'Seigneur par tous les carrefours et lieux accoutumés de cette ville aux formes ordinaires pour qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. »

Le 25 au matin le Conseil particulier se réunit en l'Hôtel de Ville

(1) Voir pièce justificative n° 4.

pour procéder à la subrogation des membres absents (l'Assemblée devant être au complet pour l'élection) et à la faction du rôle de ceux qui vont être proposés comme officiers municipaux. Les Consuls, revêtus de leurs « marques consulaires » et accompagnés d'un grand nombre d'habitants, vont au Palais Episcopal chercher l'Evêque. En grande pompe, ils se rendent avec lui à l'Eglise des Cordeliers pour assister à la messe qu'il est coutume de faire célébrer, et de là se dirigent vers l'Hôtel de Ville.

Monseigneur occupe la place de président qui lui revient ; à sa droite : les deux chanoines de la Cathédrale, députés du Clergé, et les deux Conseillers de la noblesse ; à sa gauche : les Consuls, les Lieutenants en la judicature mage et le Procureur fiscal. Le Premier Consul représente à l'Evêque que cette Assemblée a été réunie de son autorité et requiert qu'il soit procédé à l'élection. Le Procureur en l'Hôtel de Ville représente l'importance du choix et de l'élection des Consuls et Conseillers, et requiert à son tour qu'il y soit procédé aux formes ordinaires. Monseigneur donne acte à ces réquisitions. Lecture faite du rôle de ceux qui sont proposés pour exercer les différentes charges, il est procédé à l'élection.

Sont aussi élus ce jour-là, les quatre commis pour prendre le pied de la taille, dont deux à la part des fonds possédants, et deux à la part des industriels (les premiers sont pris parmi la robe et la bourgeoisie, les seconds parmi les bourgeois, artisans et laboureurs), les quatre recteurs des hôpitaux (pris parmi les ecclésiastiques, la noblesse, la robe et la bourgeoisie).

Les anciens Consuls déposent leur chaperon, signe de leur dignité. Les nouveaux élus s'en revêtent et se mettent à genoux devant l'Evêque qui leur « represente l'importance de l'exercice de leurs charges et les exhorte à bien fidèlement s'acquitter de leurs fonctions pour le service du Roy, le bien et l'avantage du public ». Ils prêtent alors serment sur les saints Evangiles, puis, accompagnés d'un grand nombre de notables, reconduisent solennellement Monseigneur.

Si l'élection proprement dite est terminée, il reste encore quelques formalités à remplir. Le lendemain 26 avril, l'Assemblée se réunit sous la présidence du Maire. Entre ses mains les Conseillers nouvellement élus prêtent le serment de « bien et fidelement exercer leurs charges, d'être secrets et assidus au Conseil et de donner

leur avis pour le bien et l'avantage du public ». Suit la transmission des signes du pouvoir des Consuls : la pièce d'or pour le premier Consul, la pièce de plomb, la clef de la première Chambre de la Chambre du Conseil et des Archives pour le second Consul. Il doit aussi ce jour, être procédé à certaines nominations : Conseillers pour le bureau des pauvres, Conseillers pour le fait de la guerre et de la police, auditeurs des comptes, assesseurs et péréquateurs des tailles exception faite des années pendant lesquelles leur charge est érigée en titre d'office de 1692 à 1717. Nomination également et prestation de serment des valets de ville, commis de police, fourriers, conducteurs de l'horloge...

3^o DIFFERENTS ARRETS CONCERNANT L'ELECTION DE L'ASSEMBLEE ET LEURS APPLICATIONS : Valence était très attachée au libre choix qu'elle faisait de ses officiers municipaux. Dès qu'un Edit ou Arrêt venait porter atteinte à cette liberté, elle s'efforçait d'en restreindre les effets.

Lors de l'Edit de 1692, créant des offices de Maire, elle s'employa activement à obtenir l'abonnement de la mairie.

En suite de l'Edit de novembre 1733 (1), un arrêt du Conseil d'Etat du 3 mars 1742 fait défense aux Villes et Communautés de procéder à aucune élection d'officiers municipaux et ordonne que « ceux électifs qui, au jour de la publication, se trouveront exercer aucun desdits offices, continueront à le faire jusqu'à ce qu'il y ait été pourvu ». Pendant deux ans la Ville ne tint pas compte de cet arrêt mentionné dans une délibération du 22 avril 1742. En 1744, elle ne put se soustraire à son application et suspendit ses élections. Les titulaires des charges restent en exercice jusqu'en 1748 où les premier, second et troisième Consuls obtiennent des commissions de sa Majesté. En même temps que les Consuls sont installés en leur office, il est pourvu au remplacement des titulaires décédés.

Les Edits du 20 et 22 août 1751 réunissent au corps de la Ville tous les offices créés et rétablis par Edit de novembre 1733 et qui

(1) L'Edit de novembre 1733 créé et rétablit en titre d'offices ceux supprimés par l'Edit de 1717, c'est-à-dire les Maires, lieutenants de Maires, échevins, jurats, consuls, capitouls, secrétaires-greffiers, avocats et procureurs près l'Hôtel de Ville.

n'ont point encore été levés ou restent à vendre, en payant le montant de la finance dudit office. La Ville, y est-il dit, devra nommer un sujet au nom duquel il sera expédié des lettres du grand sceau. Ces lettres tiendront lieu de provisions, sans que le pourvu put prendre le titre et la qualité, ni faire aucune fonction desdits offices « au moien de quoi il leur a été permis de continuer à élire en la manière ordinaire les officiers qui leur conviendra pour faire les fonctions desd. offices, par elles acquis ; et pour les conserver, elles furent admises à payer l'annuel au nom de celui qui serait pourvu ». En conséquence de ces arrêts, Valence acquit toutes les charges municipales, excepté celle de Procureur qui se trouvait remplie par un titulaire, et a présenté au Roi le S^{re} Royannes, chirurgien, au nom duquel les provisions du grand sceau ont été expédiées le 13 mars 1752. La Ville a été ainsi rétablie dans son droit de procéder à l'élection de ses officiers municipaux. Elle acquit même, par la suite, la dispense de donner un homme vivant et mourant pour les offices ainsi réunis et d'en payer l'annuel et les droits de mutation en vertu des Arrêts du Conseil d'Etat du 24 décembre 1759 et 17 février 1760.

L'Assemblée était donc la représentation assez fidèle des habitants de la Ville de Valence. Aucun pouvoir extérieur ne venait influencer sur l'élection, même pas l'Intendant. Il est utile d'insister sur ce point, car, dans de nombreuses villes, l'Intendant, ou tout autre représentant du pouvoir royal, jouait un rôle influant sur les élections.

d) Mode de convocation, fréquence, procédure.

Le son de la cloche avertissait les membres de l'Assemblée de la réunion qui allait se tenir en l'Hôtel de Ville. Dans les temps anciens, c'était là le seul mode de convocation. Il n'en était plus ainsi au XVIII^e siècle. La veille de l'Assemblée, le valet de ville se rendait à la demeure de chacun des membres pour l'avertir de l'Assemblée qui se tiendrait le lendemain. Si celui-ci n'y était pas, le valet prévenait la servante d'en avertir son maître. Plus tard, il laissait un billet écrit.

Les membres de l'Assemblée étaient plus ou moins assidus aux réunions. Ces abstentions nuisaient aux affaires de la communauté en obligeant de renvoyer l'assemblée, faute d'un nombre suffisant

de délibérants. Pour remédier à cet inconvénient, des mesures coercitives sont prises : en 1699, le deuxième Consul devra tirer de leur logement ceux qui ne viendront pas aux Assemblées, s'ils n'ont aucun motif légitime de s'en dispenser (maladie ou absence). Ceux qui auront des exemptions en titre paieront 4 s. pour les pauvres. En 1704, l'exemption du logement des gens de guerre sera supprimée aux officiers municipaux pour absences non motivées aux assemblées ; les assesseurs, eux, seront privés de leurs gages (aucun texte ne dit si ces sanctions ont été appliquées).

L'Assemblée se réunit à l'Hôtel de Ville à intervalles irréguliers, suivant les nécessités de l'administration. Elle est présidée par le Maire, en son absence le deuxième Consul. Le Maire lui soumet les différents problèmes posés par l'administration, pour lesquels une décision est à prendre ou a été prise. Le Procureur du Roi donne ses conclusions ; et la solution est votée, assez souvent elle réalise l'unanimité. Le procès-verbal de la séance est couché sur le registre des délibérations par le secrétaire greffier, et signé par tous. Il arrive que l'un ou plusieurs des membres refusent de signer en manière de protestation s'ils ne sont pas satisfaits de la décision prise. S'il se présentait une question difficile à résoudre, demandant un examen approfondi, des députés étaient commis pour l'étudier et rendre compte de leurs recherches dans une autre assemblée où la décision serait prise.

e) **Attributions.**

Tout ce qui concerne l'administration des intérêts communs est de la compétence des assemblées : ses attributions sont donc multiples : administratives, financières, militaires... Nous étudierons ces attributions dans la deuxième partie de cet exposé.

SECTION II

Edit de 1766

Un Edit vint apporter de nombreuses modifications à cet état de choses : l'Edit donné à Versailles en mai 1766, contenant règlement pour l'administration des villes et principaux bourgs du royaume, et la déclaration du Roi donnée en conséquence le douze du même mois, contenant règlement pour l'exécution de l'Edit. L'un et l'autre furent enregistrées au Parlement de cette province, le 29 janvier 1768, et au Présidial de Valence, le 23 février

a) Composition.

A la tête de la Ville se trouvent maintenant un Maire, quatre Echevins, six Conseillers, un Syndic-Receveur et un Secrétaire-Greffier ; ils constituent le corps de ville. A côté d'eux, faisant partie de l'Assemblée, les notables. Le Maire, comme le Syndic-Receveur et le Secrétaire-Greffier, est nommé pour trois ans ; ces deux derniers indéfiniment renouvelables. Les Echevins sont élus pour deux ans, les Conseillers pour trois ans ; ils sont, les uns et les autres, renouvelables tous les ans deux par deux et ne peuvent être élus à nouveau qu'après un intervalle égal à la durée de leurs pouvoirs. L'institution des notables est la partie la plus curieuse de l'Edit. Ces notables doivent être âgés d'au moins trente ans, domiciliés dans la Ville et le Bourg depuis dix ans, et être passés par les charges de leur communauté, s'ils appartenaient à une communauté qui eut des syndics et des jurés. Leur mandat, toujours renouvelable, durait quatre ans. Ces notables sont au nombre de quatorze : représentants de la Cathédrale (1) ; du clergé (1) ; de la noblesse et des officiers militaires (1) ; du Présidial (1) ; de la justice mage, de l'élection ou de l'Université (1) ; des commansaux de la maison du Roi : avocats, médecins ou bourgeois vivant noblement (2) ; des notaires ou des procureurs (1) ; des négociants en gros, des marchands tenant boutique ouverte, des chirurgiens ou autres exerçant les arts libéraux (4) ; des artisans (2).

b) Election, nomination.

Le Maire est choisi par l'Evêque parmi trois sujets qui lui sont proposés ; ces trois sujets sont élus par l'Assemblée des notables. Les

autres officiers sont élus par scrutin et billets, à la pluralité des suffrages, par cette même assemblée de notables réunie sous la présidence du Lieutenant Général au Présidial ou, en son absence, du premier officier du siège, sans voix délibérative. Le Maire est pris parmi les Echevins, les Echevins parmi les Conseillers, les Conseillers parmi les Notables, les Notables parmi les députés : il y a gradation des charges.

Les Notables sont élus par les Députés des corps et communautés, choisis eux-mêmes dans des réunions particulières et votant à pluralité de voix. Les communautés d'artisans doivent être au moins dix-huit membres pour avoir droit à un Député, si elles sont au-dessous de ce nombre, elles se groupent avec d'autres.

Cette nouvelle organisation devait être appliquée dans un bref délai, ce qui fait que le 21 mars 1768, les Députés sont convoqués à l'Hôtel de Ville pour élire les notables ; ceux-ci se réunissent le lendemain pour élire les officiers municipaux. Dès l'année suivante, les élections eurent lieu le 25 avril, suivant l'ancien usage (1). Malgré les modifications apportées, les anciennes formalités subsistent.

La présidence des élections n'appartient plus à l'Evêque, mais au Lieutenant Général. Un arrêt du 26 mars 1779, entre Monseigneur et la Sénéchaussée, prononce le maintien en la présidence à l'Hôtel de Ville en faveur du Lieutenant Général et en son absence au premier officier du siège. L'élection se fait par scrutin et billets. Les nouveaux élus prêtent serment entre les mains du Maire qui a donné « aux Echevins les marques et ornements consulaires et les a installés aux places et honneurs de leurs offices, tant lesd. Echevins que les Conseillers ».

Le lendemain 26, le Corps de ville renouvelle le mandat des officiers subalternes qui étaient à sa nomination et qui prêtent serment, « lesquels, ayant le chacun la main levée à la manière accoutumée, ont promis la fidélité et l'exactitude dans leurs fonctions. »

L'élection des Conseillers pris, nous l'avons vu, parmi les Notables oblige à la réunion d'une Assemblée des députés pour procéder à leur remplacement. Cette Assemblée se réunit en présence du Maire et des Echevins ; aucune date fixe n'est prévue.

(1) Voir pièces justificatives n° 5.

Si l'Evêque ne préside plus les élections, l'Edit de 1766 lui accorde d'autres compensations :

1. Le droit de nommer le Maire parmi trois sujets qui lui sont proposés par la Ville.

2. Le droit d'établir et de nommer l'un de ses grands vicaires, avec titre de Conseiller de Ville, pour être convoqué et avoir voix délibérative à toute Assemblée.

3. Le droit de nommer un Notable pour avoir ainsi trois officiers à sa nomination dans le corps municipal, en plus du nombre de Conseillers et Notables ordonné par la même déclaration.

L'influence de Monseigneur pouvait, dans certains cas, devenir trop grande. C'est ce qui se produisit en 1782. En plus des trois officiers qui sont à sa nomination directe (deux sont ses grands vicaires et le troisième son secrétaire), son procureur fiscal est Notable de la justice. A ce moment, les rapports entre la Ville et Mgr de Grave sont tendus : d'où l'atmosphère orageuse de l'Assemblée, lorsqu'il s'agit de questions relatives à l'Evêché. C'est pourquoi un arrêt du Conseil d'Etat du 13 juin fait défense à tout officier de l'Evêque, par état ou nomination, d'assister à aucune délibération où il s'agirait d'affaires relatives à l'Evêque et à l'Evêché. (Délibérations des 21 octobre, 25 décembre 1781 ; 1^{er} mars, 9-16 juin 1782).

c) Réunions, Attributions.

Les Assemblées sont maintenant établies à jour fixe. Obéissant à l'Edit, une Assemblée de Notables s'est réunie le 13 avril 1768 pour prendre les décisions nécessaires.

Le 1^{er} et le 15 de chaque mois, à deux heures de relevée, le Maire et les Echevins se réuniront pour tout ce qui concerne la régie et l'administration ordinaire de la Ville et qui pourrait requérir célérité. Les Conseillers auront le droit d'assister à ces réunions, sans que le Maire et les Echevins soient tenus de les y appeler. L'Assemblée détermine les affaires à y traiter, « tout ce qui concerne le service du Roi, comme logement, voitures, fournitures journalières aux troupes de passage, visites à faire aux casernes et comptes des soins à donner aux fournitures du casernier, complet et bon état d'icelle. La Police de l'approvisionnement : taxes et vérifications des denrées, celles des étaux des boulangers en particulier, taxes des différentes qualités de pain qu'ils doivent débiter ensemble, celle du poids

de ville et fonctions de peseur ; la perception et la taxe du droit de monture ; l'observation des règlements pour les marchés, l'inspection sur les commis de police dont ils prendront le serment. En un mot, toute la police de santé, propreté, sûreté, telle que l'a toujours exercé le corps consulaire. La direction du Syndic-Receveur en la poursuite du procès que la Ville pourra avoir ; diligences y relatives. La correspondance pour toutes les affaires courantes ; les honneurs de la Ville et présents ordinaires de vins et bougies ; les réparations d'entretien jusqu'à la somme de 100 L, les députations aux assises ; les requêtes des nouveaux habitants pour les exemptions ordinaires et autres objets de pareille nature... »

Tous les premiers dimanches de chaque mois, à quatre heures de relevée, une Assemblée comprenant le Maire, les Echevins et les Conseillers, se tiendra à l'Hôtel de Ville pour toutes les autres affaires de la communauté. Il y sera délibéré sur « tout procès à entreprendre pour le recouvrement et la manutention des revenus de la Ville, soit en demandant, soit en défendant ; l'état des procès en cour ; les baux annuels de la boucherie, ceux au rabais des fournitures à faire aux troupes de passage et toutes réparations d'entretien excédants 100 L... »

Une Assemblée de Notables sera convoquée les seconds dimanches de janvier et de juillet, à deux heures de relevée. Les officiers municipaux y rendront compte des affaires de la communauté et le Syndic-Receveur y représentera les registres, en donnant un bref état de la recette et des dépenses, et des dettes actives et passives de la communauté. L'année suivante, l'on s'aperçut que les mois de janvier et juillet ne pouvaient convenir qu'aux villes où l'administration commençait le 1^{er} janvier, et non à celles où l'administration commençait le 25 avril, comme à Valence ; les mois de mai et novembre leur furent substitués.

Entre temps, une Assemblée de Notables peut être convoquée si les besoins de l'administration l'exigent. L'Edit, du reste, détermine certaines affaires qui seront de nature à être portées et réglées extraordinairement à ces Assemblées : établissement des octrois, adjudication des baux et revenus patrimoniaux, emploi de l'excédent des recettes, députations.

Toutes ces Assemblées furent régulièrement tenues dans les premières années ; elles s'espacèrent peu à peu.

L'Assemblée n'est plus présidée par le Maire, mais par le Lieutenant Général au Présidial ; en son absence, le Maire ou le premier Echevin. Des contestations s'étant élevées sur la manière dont le Lieutenant Général devait être prévenu des assemblées, la Cour du Parlement de Grenoble rendit des décisions ; ces décisions soulevèrent les protestations de la Ville. Le Lieutenant Général sera invité la veille de l'Assemblée par le Greffier en personne, si le Greffier ne le trouve pas, il laissera un billet d'invitation, contenant qu'il est passé chez lui pour l'inviter, de la part des officiers municipaux, à l'Assemblée du lendemain. Un valet de ville, en manteau, ira le chercher à l'instant où l'on sera prêt à tenir l'Assemblée, et le reconduira chez lui une fois la séance terminée. Les fonctions du Lieutenant Général sont déterminées par la déclaration de Sa Majesté du 10 mai 1766 : c'est au Lieutenant Général à rédiger la totalité du procès-verbal, donc l'Assemblée ne peut commencer sans lui. Mais les Echevins ne sont pas obligés de le prévenir de ce qui doit être traité à l'Hôtel de Ville.

SECTION III

Prérogatives des officiers municipaux

Leurs droits de préséance

Une grande considération s'attachait à l'exercice des charges municipales, qui, si elles n'étaient pas ou peu lucratives, étaient du moins honorifiques. Un arrêt du Conseil de 1723 accorda l'exemption du logement des gens de guerre aux officiers municipaux.

Des contestations s'élevaient parfois entre les membres de l'assemblée au sujet de leurs droits de préséance : droits auxquels chacun était extrêmement attaché.

En 1704, le Lieutenant Général de Police et les membres du clergé se disputent le droit de parler et d'opiner le premier : le Lieutenant, en vertu de l'Edit de création de sa charge ; le clergé, à cause de sa qualité et de la possession qu'il en a de temps immémorial.

En 1796, le s. Allier proteste que l'on doit nommer trois Conseillers de robe, le troisième comme adjoint pour suppléer, en cas d'absence des deux élus, il y a été déjà contrevenu l'année dernière.

Bien que troisième Echevin, le s. Viret, imprimeur, n'a pas le pas sur le s. Didier, procureur et quatrième Echevin. L'art. 284 de la Déclaration de 1766 admet la classe des procureurs avant celle des arts libéraux. Messieurs de la Première Chambre ont décidé que l'ordre de séance devait décider de celui des signatures, donc les officiers de juridiction, ayant la priorité des séances, doivent légalement avoir celle des signatures. (Délibération du 24 mai 1768).

Un peu plus tard, un arrêt de la Cour du Parlement de cette province, le 22 avril 1769, intervient pour régler la préséance de l'ordre ecclésiastique et de la noblesse sur les officiers de juridiction, tant en priorité de signature des délibérations qu'aux autres honneurs et préséances appartenant dans l'état aux deux ordres. (Délibération du 24 avril 1769). Les ecclésiastiques et la noblesse invoquent pour justifier leurs prétentions : 1. l'article 28 de la Déclaration qui, en s'expliquant sur la manière de former le nombre des notables prescrits, place à la tête des corps où ils doivent être choisis les ecclésiastiques et la noblesse ; 2. l'usage universel du royaume suivant lequel ses représentants ont toujours eu la préséance sur ceux du tiers. Les officiers de juridiction invoquent l'art. 43 de la Déclaration qui, en réglant l'ordre suivant lequel le président de l'Assemblée prendra les opinions, lui prescrit de prendre le suffrage des officiers de juridiction immédiatement après celui des officiers municipaux, avant celui des Notables ecclésiastiques et de la noblesse. La Cour ordonne l'exécution de l'article 28, suivant sa forme et teneur : donc que, dans les actes d'Assemblées de Notables, ceux de l'ordre ecclésiastique et de la noblesse signeront avant les officiers de juridiction. Le clergé et la noblesse sont les deux premiers ordres de l'Etat ; on ne peut leur contester la prééminence sur le tiers, qui est le dernier, et dont les officiers de juridiction font partie. Avantages dont ils ont toujours joui et que Sa Majesté a voulu leur conserver, en les nommant les premiers pour le choix des Notables. Comme la priorité des signatures est une suite nécessaire de la prééminence, le tiers ne peut davantage la disputer aux deux premiers ordres que la prééminence même ; pour les priver de ces prérogatives, il faudrait une loi expresse et il n'en existe aucune. L'art. 43 ne veut pas dire que les officiers de juridiction doivent signer les premiers. Cet article s'explique en ce que les officiers municipaux doivent opiner les premiers, parce qu'étant directement

chargés des affaires de la communauté ils sont censés les mieux connaître, donc plus que tout autre en état de rendre compte à l'Assemblée et de leur proposer un avis. Les officiers de juridiction doivent donner leur avis immédiatement après, parce qu'étant accoutumés à discuter des affaires ils sont plus capables en les présentant sous toutes les formes dont elles peuvent être envisagées, de faciliter aux divers notables le choix dans les différents avis qui peuvent être proposés. Tels sont les vrais motifs du législateur pour régler ainsi l'ordre des opinions pour l'avantage de la communauté ; il n'a point entendu priver le clergé et la noblesse d'une prééminence inséparable du rang qu'ils tiennent dans le royaume.

CHAPITRE II

LE MAIRE ET LES CONSULS

Depuis des siècles Valence avait à la tête de son administration quatre Consuls élus, dont le premier portait le nom de Maire, le second était administrateur de la communauté et dépositaire des revenus de la Ville. On vit les Consuls siéger aux Etats de Languedoc tenus à Vienne en 1436, au Puy en 1439. Ils n'oublièrent jamais de siéger aux Etats généraux du Dauphiné où ils occupaient la troisième place. Ces magistrats urbains, dont la toute puissance ne dépassait pas les murailles de la Ville, se montraient d'ardents défenseurs de leurs privilèges et des prérogatives de la Ville.

SECTION I

Nomination

Différents arrêts concernant le Maire et les Consuls

Leur application

Les Consuls, nous l'avons vu, sont élus pour un an avec les autres officiers municipaux le 25 avril. Le premier Consul est pris parmi les nobles, docteurs en médecine ou avocats et aussi parmi les procureurs, notaires, bourgeois et marchands qui ont été seconds Consuls ; le second parmi les procureurs, notaires, bourgeois et marchands ; le troisième parmi les artisans ; le quatrième parmi les laboureurs.

A la suite de nécessités financières, le pouvoir royal, par l'Edit d'août 1692, porte création et établissement en chacune des villes et communautés du royaume, pays, terres et seigneuries de l'obéissance de sa Majesté des offices de Maire et d'Assesseur. Valence, très attachée à sa liberté d'élection, cherche les moyens de se soustraire à ce droit de contrôle du souverain. Elle va demander à l'Intendant d'approuver son projet d'acquérir la charge de Maire en sa faveur pour y disposer comme elle avisera, et à l'Evêque de l'aider de son crédit. La Ville obtint satisfaction : un arrêt du Conseil d'Etat du 20 décembre 1692 réunit au Corps de ville la charge de Maire créée par l'Edit d'août, moyennant le paiement de 22.000 L dont

2.000 L pour les 2 s par Livre, entre les mains du s. Gotte, chargé du recouvrement de la finance et sur la simple quittance du Trésorier-Receveur Casuel ; la Ville pourra procéder à l'avenir à l'élection du Maire ainsi et comme elle avait coutume de le faire avant l'Edit. (Délibération du 31 janvier 1693). Cet arrêt lui permet d'emprunter la somme nécessaire et d'y affecter comme hypothèques les fonds lui appartenant. Il s'agit de trouver la somme. Le s. Grégoire, lieutenant en la judicature-mage, ayant offert les conditions les plus avantageuses, est nommé et élu pour remplir la charge de Maire. Il passe avec la ville des conventions minutieuses. Il ne pourra être dépossédé de sa charge soit pour en établir un autre, soit sous quelque prétexte que ce soit, sinon pour éteindre la charge et remettre les choses en l'ancien état en lui procurant le remboursement des 16.500 L qu'il prête à la Ville (15.000 L pour le principal et 1.500 L pour 2 s par Livre). Le remboursement ne pourra en être fait qu'en deniers clairs et non en cottes d'écart ou autres effets. Jusqu'au remboursement il lui sera payé 480 L de gages, à prendre annuellement par préférence sur les plus clairs des deniers des fermes ou à défaut sur les premiers deniers qui seront imposés. Il jouira en outre de tous les autres droits honorifiques attachés à la charge par l'Edit de création « ce moyennant il se tiendra pour content et satisfait ». S'il est fait quelque taxe sur la charge ou si, à raison de celle-ci, le s. Grégoire est obligé de prendre des provisions, le tout sera payé et supporté par la Ville qui demeurera aussi chargée de faire cesser à ses frais les oppositions et les empêchements qui pourraient arriver à la jouissance de sa charge. En cas de décès du s. Grégoire avant le remboursement, son héritier pourra exercer ou faire exercer la charge, à l'effet de quoi la Ville lui en continuera l'élection ; si « mieux elle n'aime faire le remboursement en la manière ci-dessus prescrite ». Les biens de la Ville lui seront et demeureront spécialement affectés et hypothéqués par préférence à tous les autres créanciers. Il reste encore à trouver 5.500 L pour arriver à la somme fixée par l'arrêt, l'Intendant veut bien accorder un secours de 3.000 L à prendre sur le fond de dégrèvement ; et le s. Grégoire procurer les 2.500 L restant à pourvoir, à condition de lui en payer les intérêts au denier 20 et de lui remettre un arrêt du Conseil d'homologation et validation de la délibération. Dans la quittance du s. Gotte il sera fait mention que 16.500 L d'une part et 2.500 L

d'autre part proviennent des deniers du s. Grégoire. Le Conseil le 3 mars 1690 homologue la délibération. La Ville demande au s. Grégoire le paiement de 170 L pour frais et expédition de l'arrêt. Le Maire se rend à Grenoble pour se faire recevoir en sa charge par l'Intendant Bouchu. Le 22 avril il est installé en l'Hôtel de Ville. Un peu plus tard, il doit de nouveau se rendre à Grenoble pour se faire recevoir par « nos Seigneurs du Parlement », sous peine de n'être pas reconnu par eux.

En avril 1694 le s. Grégoire est malade, l'élection est renvoyée à huitaine. Il meurt le 26, les honneurs dûs aux Consuls décédés en exercice lui sont rendus ; ces honneurs consistent en l'assistance à son enterrement des autres Consuls revêtus de leurs marques consulaires et en la célébration d'un service à sa mémoire. Il va s'agir maintenant de régler la succession avec les héritiers du s. Grégoire ; tout pouvoir pour traiter est donné à l'Evêque. Le s. Grégoire étant mort sans que la Ville ait satisfait au remboursement, son fils, en suite des conventions passées, doit être pourvu en l'exercice de la charge. Le s. Fabien Grégoire, étant en bas âge, ne peut exercer la Mairie ; assisté de son aïeul, il demande que le choix de la ville se porte sur le s. Bachasson, avocat au Parlement. En 1696, le s. Bachasson se désiste de sa charge, le s. Lotellier, assesseur, par le privilège conféré à son office, demande à être nommé premier Consul, ce qui lui fut accordé.

La Ville, par une convention avec le s. Fabien Grégoire, obtint de nommer qui bon lui semblerait comme Maire jusqu'à ce que celui-ci fut en âge d'exercer la charge.

Avant sa majorité, le s. Fabien Grégoire poursuivit devant la Chancellerie la dispense d'âge nécessaire. Il ne put l'obtenir, la Ville ne voulant pas lui accorder sa participation, de crainte d'être obligée de payer les taxes considérables alors demandées tant pour l'hérédité que pour l'augmentation des gages. Devenu majeur il adresse à la Ville, le 9 avril 1709, un acte extra-judiciaire d'avoir à le nommer ou à le rembourser ; celle-ci juge préférable pour ses intérêts de le nommer et passe outre aux protestations du Procureur qui réclame l'application de l'Edit de juin 1704. (Délibération des 9-14-25 avril 1709). Cet Edit, portant création en titre d'offices héréditaires de la moitié des places d'échevins, consuls, jurats ou capitouls, ne semble pas devoir s'appliquer à la Ville où le Consulat

est annal. Le s. Fabien Grégoire ne pourra prendre que la qualité de Maire élu ou nommé et signer simplement Maire.

L'Edit de mars 1709, portant création de Consuls alternatifs et triennaux, amène une nouvelle complication ; le s. Robin et le s. Besse sont pourvus l'un et l'autre de l'office de premier et de troisième Consuls ; l'Assemblée les reçoit tous deux en l'exercice de leurs charges. Le s. Fabien Grégoire réclame son remboursement ou la jouissance de ses droits acquis. Un arrêt de la Cour du Parlement de Grenoble du 17 juin le maintient en ses fonctions ; la Cour rend même le 22 novembre un arrêt de réception en la charge. Ces deux arrêts seront enregistrés dans le registre des délibérations pour éviter toute contestation. (Délibération des 29 juin, 7 décembre 1710).

Tout semblait donc parfaitement réglé quand, pour avoir diminué ses cottes et celles de ses parents dans le rôle des tailles de 1713 et 1719, le s. Grégoire fut suspendu de ses fonctions par un arrêt du Conseil d'Etat du 13 décembre 1712 (1). A la suite de cet incident, il demande à être déchargé de l'exercice de la Mairie en le laissant jouir des droits utiles et honorifiques. L'Assemblée accepte son départ ; des conditions sont à nouveau édictées. Le s. Fabien Grégoire ne « pourra reprendre à l'avenir pour luy ni pour autrui les fonctions et exercices » « il continuera de jouir, comme il a fait jusqu'à présent des droits utiles de la Mairie énoncés dans lesd. conventions consistant aux gages annuels de 480 L et 110 L pour droits d'indemnité des octrois ou indits ». A l'égard des droits de l'Université, les deux portions affectées sur les gradués de l'Université aux deux premiers consuls seront divisées à commencer de la fête de Saint-Marc prochain en trois portions égales : une desquelles appartiendra au s. Grégoire, les deux autres aux deux premiers Consuls dont l'élection sera faite sous cette condition ; le s. Grégoire continuera néanmoins à jouir d'une des deux portions jusqu'à la Saint-Marc prochaine. Toutes les autres conditions, portées par les conventions pour la suite du remboursement, subsisteront en sa faveur ; il en jouira, comme des droits ci-dessus, jusqu'à son remboursement. Ceux qui seront élus premiers Consuls ne pourront prendre le titre de Maire. Le s. Grégoire remit en dépôt au second Consul, qui en demeure chargé jusqu'à l'élection, la pièce d'or et le chaperon.

(1) Voir pièces justificatives n° 6.

L'Edit de juin 1717 vient supprimer les offices de Maire et autres officiers municipaux dénommés dans l'Edit de 1692, soit qu'ils aient été acquis par des particuliers, soit qu'ils aient été réunis aux villes. Valence s'empressa d'en poursuivre le remboursement de la finance. En septembre 1720, le s. Cartier, receveur des tailles en l'élection, reçoit 21.600 L, tant pour le principal que pour l'intérêt. 18.331 L 7 s 8 d sont données au s. Grégoire pour son remboursement, le surplus servira à payer plusieurs particuliers auxquels la Ville doit.

L'élection des Maires et Consuls se poursuit sans incidents pendant quelques années.

Comme nous l'avons vu, à l'occasion de l'élection de l'Assemblée, l'Edit de novembre 1733 resta lettre morte pour la Ville jusqu'en 1745 où, à cause de plusieurs arrêts du Conseil d'Etat, dont celui du 3 mars 1742, l'élection des Consuls ne put avoir lieu. Les Consuls en charge continuèrent leurs fonctions : noble Denis de Marquet, premier Consul, étant mort en 1744, le s. Blache, second Consul, remplit également l'office de premier Consul.

M. Blache, second Consul, représenta plusieurs fois qu'il serait juste de le remplacer dans ses fonctions, « ayant donné pendant plus de quatre ans ses attentions pour le bien public, ce qui lui aurait fait négliger ses affaires, et le mettait hors d'y vaquer par la suite ». Le s. Finet, troisième Consul, demanda aussi à se désister de sa charge, ne pouvant vaquer à ses affaires personnelles. L'Intendant de la Porte, « attentif à tout ce qui pouvait regarder les intérêts de la Ville », obtint du Roi une commission de premier Consul pour le sieur Pierre Reyné Crozac de Vaugrand, de second Consul pour le sieur Jacques-Honoré Morier et de troisième Consul pour le sieur Reymond Chambon. L'Intendant avait commis son subdélégué pour procéder à leur réception et installation, après une enquête préalable sur leurs âge, mœurs, religion. Leurs commissions sont enregistrées avec l'approbation de tous et les pourvus de charges installés devant le lieutenant criminel, en l'absence de l'Evêque (1). L'Assemblée remercie les sieurs Blache et Finet de tout leur soin et bonne administration, de laquelle ils sortent avec « tout l'applaudissement et la satisfaction de tous les habitants, malgré les difficultés dont elle a été remplie ». Aucune élection de Consuls n'eut

(1) Voir pièces justificatives n° 7.

lieu jusqu'en 1751. A cette époque, un arrêt du Conseil du Roi réunit à la communauté les charges municipales non levées, moyennant finances, et permit ainsi le rétablissement de l'ancienne élection des Consuls.

L'Edit de 1766 apporta les importantes modifications dont nous avons déjà parlé. Le Maire et quatre Echevins remplacent les Consuls existants. Le Maire est nommé par brevet de l'Evêque parmi trois sujets qui lui sont proposés (1). Cette innovation retirait à la ville la liberté totale du choix de son Maire et mettait ce magistrat à part de ses collègues du Conseil. Le titulaire, désigné par brevet de l'Evêque, prêtait ensuite le serment requis devant le Lieutenant Général au Présidial. Sur sa demande et après délibération de l'Assemblée, le brevet et l'ordonnance rendue par le Lieutenant Général en suite de la prestation de serment étaient enregistrés. Le Maire était alors installé « les échevins l'ont fait placer au premier rang d'entre eux », et il « a reçu les félicitations de toute l'Assemblée ». Un Syndic-Receveur nommé pour trois ans et indéfiniment renouvelable est élu par l'Assemblée des notables. Il remplace le deuxième Consul administrateur, mais il n'a pas voix délibérative aux assemblées ; le comptable est séparé de l'administrateur. Il doit donner caution jusqu'à la somme de 15.000 L. En 1768 le s. Antoine Grézier, notaire, est élu ; il reste en charge jusqu'à son décès. S. Alphonse-Angélique Guibert fut nommé le 14 avril 1782 ; décédé peu après, s. Michel Pinet lui succède ; c'est lui que nous trouvons en exercice à la veille de la Révolution.

SECTION II

Attributions

Les Consuls sont chargés par l'Assemblée d'agir en son nom et d'exécuter ses décisions. Ils représentent la Ville ; ce sont eux qui sont assignés lors d'un procès contre cette dernière. Le pouvoir est donc pluri-personnel, c'est-à-dire formé par la réunion de plusieurs personnes ayant toutes les attributions : les actes des uns entraînant la responsabilité des autres. Les Consuls sont personnellement

(1) Voir pièces justificatives n° 8.

responsables sur leurs biens de leur administration : un Consul, qui n'avait pas rendu ses comptes à la Chambre, vit son appartement occupé et ses meubles vendus pour payer les frais.

Si le premier Consul porte le nom de Maire, il n'est que le premier des Officiers municipaux : présidant les Assemblées, marchant à la tête du corps de ville dans les cérémonies publiques, recevant les serments de certains officiers municipaux : procureur, greffier... L'Edit de 1692 précise certaines de ses attributions : aucun mandement ou ordre concernant le paiement des dettes et les charges de la communauté ne pourra être expédié sans sa signature ; les lettres et ordres adressés aux Consuls devront être ouverts en sa présence ; il allume les feux de joie, à la clef des archives, paraphe le rôle des tailles et logement de troupes, préside les Assemblées des hôpitaux.... Cet Edit lui accorde en outre le droit de présider les élections, ce qui fut, nous l'avons vu, la source de contestations.

Le second Consul est administrateur et receveur des revenus de la Ville ; c'est lui qui présente les comptes au vrai et les affirme véritables devant la Chambre des Comptes.

Les Consuls, dépositaires des clefs de la Ville, ont la prérogative du commandement de cette Ville en l'absence des officiers de la Citadelle ou de vacances de leur emploi. Ce pouvoir donne lieu en 1762 à un sérieux différend : en l'absence du Gouverneur, le capitaine des bas officiers prétend le représenter à une cérémonie publique. La Ville rédige un mémoire explicatif de son droit qu'elle envoie à M. Dusmenil pour le transmettre à M. de l'Hôpital (1). Le droit de commandement civil a toujours appartenu à la Ville : on le trouve mentionné dans la charte octroyée par l'Empereur Sigismond « les clefs des portes de la ville resteront entre les mains des Consuls suivant l'ancien usage, sans qu'ils puissent en être privés sous quelque prétexte que ce soit, avec faculté de commettre à la garde et dépôt de ces clefs les personnes qu'ils jugeront à propos ; sauf le cas du séjour de l'empereur de la Ville, auquel les bourgeois seront tenus de les lui remettre pour en disposer à sa volonté pendant ce temps ». Lorsque Valence fut annexé au Dauphiné, le Dauphin ne crut pas pouvoir trouver un meilleur garant que le « zèle des citoyens et la confiance entière qu'il leur accorda en

(1) Voir pièces justificatives n° 1.

tout ce qui regarde leur sûreté, leur administration et son service, la Ville fut fidèle au Dauphin, sans troubles, sous la direction de ses Consuls ». Lors de la construction de la Citadelle, un Gouverneur y fut nommé ; Valence envisagea avec crainte les troubles que la rivalité des pouvoirs pourrait faire naître. Le Roi régla les droits et devoirs du Gouverneur de la Citadelle de façon à calmer les inquiétudes des habitants. Les Consuls demeurèrent dépositaires des clefs de la Ville et seuls répondant de sa fidélité. Pendant deux siècles, après l'établissement de l'état-major, les Consuls ont continué à veiller à la sûreté de la place, on lit dans les registres des procès-verbaux, la transmission annuelle des clefs de la Ville de Consuls en Consuls le jour de leur élection. Si, en 1762, les Consuls n'ont plus les clefs de la Ville entre leurs mains, c'est par la négligence ou la faiblesse de quelques magistrats trop dépendants ou trop timides ; les droits de la Ville n'en ont pas moins été conservés et toujours reconnus, même par l'état-major qui admet leur droit à présenter les clefs au passage de hauts dignitaires. Les villes de Vienne, Romans, Montélimar, auxquelles Valence avait demandé ce qui se passait chez elles en l'absence de l'état-major, suivent les mêmes règles : le Maire et les Consuls remplissent les fonctions de l'état-major qui n'a d'autorité qu'en ce qui regarde les militaires.

SECTION III

Rétributions — Privilèges — Prérogatives

Primitivement, les Consuls ne recevaient aucun gage, par la suite ils touchent une légère rétribution. Nous trouvons mentionnés dans les comptes du Consul administrateur : 36 L de gages pour le second Consul ; 10 L pour le troisième et 7 L 10 s pour le quatrième ; rien n'est marqué pour le premier. L'Edit de 1692 attribue 480 L au Maire perpétuel. L'Edit de 1766 ne fait aucune mention des gages et rétributions des Maires et Echevins ; ils ne doivent sans doute plus en avoir, mais ils ont toujours certains avantages : parts affectées sur les gradués de l'Université aux deux premiers Consuls. Le Syndic-Receveur recevra 300 L par an, à la charge de remplir tou-

tes les fonctions qui lui sont attribuées par l'Edit, sous la direction des Echevins.

Les Maires et Consuls jouissent de certains privilèges et sont exonérés de certaines charges. Mais il n'est jamais dit exactement en quoi consistent ces privilèges, sauf pour l'exemption du logement des gens de guerre. L'Edit de 1692, qui mentionne les exemptions dont jouit le Maire perpétuel, nous permet de supposer quels pouvaient être ces privilèges : exemption de tutelle, curatelle, ban, arrière ban, logement des gens de guerre et autres contributions. Le Maire perpétuel était même exempt des droits de tarifs qui se levaient dans les villes abonnées, et des octrois dans toutes les villes pour leurs denrées et provisions ; moyennant le paiement annuel de 110 L par le fermier, le Maire perpétuel de Valence paiera ses octrois.

Une grande considération s'attache aux fonctions de Maire et Consuls qui jouissent en général de l'estime et de la confiance des habitants. Ils accomplissent honnêtement ce qu'ils croient devoir faire, et prennent les intérêts de la Ville. Leurs fonctions donnent droit à des prérogatives honorifiques auxquelles ils sont très attachés ; ces prérogatives sont du reste l'occasion de nombreuses contestations.

Les Maire et Consuls ont droit au port du chaperon, de la robe et du manteau consulaires. Ils ont leurs places attitrées dans l'église : dans le chœur, côté Evangile ; les officiers de juridiction sont du côté Epître ; ils sont placés de telle sorte que le Maire soit toujours vis-à-vis du premier officier de Justice. Le Maire a droit au pain bénit et autres droits honorifiques, immédiatement après le premier officier du Présidial ; le Lieutenant Général seul aura le pas et préséance sur le Maire qui l'aura sur le Lieutenant criminel. Un grave différend met aux prises les Consuls et les Syndics de la Cathédrale, après la reconstruction du chœur en 1732. Ceux-ci veulent mettre le banc des Consuls au dessous de la chaire. Des mots violents sont échangés. La Ville fait appel à Monseigneur qui juge la place très honorable, puisqu'il avait placé le banc de la Justice de l'autre côté, dans la même figure, après le banc du Présidial. (Délibération des 28 novembre 1732 et 18 janvier 1733).

La Ville dut, par la suite, obtenir gain de cause, car en 1776 on retrouve les Maires et Echevins dans le chœur. MM. du Présidial

occupent du côté de l'Évangile « huit stalles, comprises celle du Commandant ou Sénéchal qui est à leur tête, étant seulement précédés par un chanoine dignitaire qui occupe la première stalle. MM. les officiers municipaux sont placés du côté de l'Épître, dans les stalles qui correspondent à celles de Messieurs du Présidial, n'étant de même précédés que par un chanoine dignitaire qui occupe la première stalle. »

Le 6 juin 1776, lors de la fête du Saint-Sacrement, le juge-mage et son lieutenant ont indûment occupé les stalles affectées aux Maire et Echevins, stalles auxquelles ils n'ont aucun droit. Ces officiers ne doivent être dans le chœur que lors de la présence de Monseigneur aux solennités où il officie pontificalement, l'un devant lui présenter l'aiguière, l'autre la serviette. Ce jour là ils sont placés sur des chaises, dans la partie extérieure, près de la crédence. L'Evêque, appelé comme arbitre, reconnaît le droit des officiers municipaux.

Le rang que doivent occuper les Consuls dans les cérémonies publiques est fixé d'avance. Plusieurs arrêts, dont deux de février 1692 et octobre 1695, furent rendus à ce sujet entre la Ville, le Gouverneur, les officiers du Présidial et l'Université. (Délibération du 9 mars 1692). Pour se rendre aux feux de joie, les Consuls doivent prendre l'Evêque et le Gouverneur, celui-ci marchant à la gauche de l'Evêque. Derrière Monseigneur et le Gouverneur, viennent les officiers du Présidial et les officiers municipaux, les premiers à droite, les seconds à gauche. L'Edit de 1766 fixe pour les Echevins l'ordre à observer pour leur marche dans les cérémonies publiques : lorsque les Echevins sont au nombre de quatre, le Maire marchera seul, en les précédant ; lorsque les Echevins seront en nombre impair, le Maire formera avec l'un d'eux le premier rang, dont il occupera la droite. A la suite de l'Edit, un arrangement provisoire et verbal est fait entre les trois corps du Présidial, de la Ville et de l'Université : les officiers du Présidial marchant au milieu, ceux de l'Université à gauche, ceux du corps municipal à droite. Plus tard, la Ville reprit sa place derrière le dais aux processions (place qu'elle avait toujours occupée), ne pouvant trouver rang entre les membres de l'Université et du Présidial, d'autant plus qu'un arrêt contradictoire a réglé que ces deux corps doivent marcher parallèlement dans les cérémonies publiques. (Délibérations du 20 mai et du 24 août 1781).

Quelques mois plus tard, Mgr de Grave, dont les rapports avec la Ville étaient assez tendus, obtint du Roi un règlement pour le cérémonial entre la Ville et l'Evêque, lors des cérémonies publiques.

1. L'Evêque, lorsqu'il aura reçu un ordre de Sa Majesté pour faire chanter un « Te Deum », en fera informer le premier officier de justice et le Maire ou, en son absence, le premier Echevin.

2. Ordre pour se rendre de l'Eglise au feu de joie : deux par deux, Monseigneur au premier rang. Après avoir fait trois fois le tour du bûcher, le Maire présentera le flambeau fourni par la Ville à Monseigneur, avec lequel il allumera le premier bûcher aux quatre coins ; après lui les premiers officiers de justice, puis les officiers municipaux.

3. Reconduire l'Evêque dans le même ordre.

4. Les officiers municipaux ne pourront se dispenser de préparer le bûcher.

La Ville proteste contre ce règlement contraire à l'arrêt du Conseil de 1695, qui était de règle, elle se pourvoira pour obtenir une décision favorable, faisant connaître la surprise faite à Sa Majesté par les prétentions de Monseigneur.

Vis-à-vis de l'Université, le Maire et les Consuls jouissent de certaines prérogatives ; le premier Consul est conseiller né de l'Université en suite d'une transaction reçue par M^e Delande, notaire, le 29 décembre 1515, et passée entre les Consuls et l'Université. Un des bedeaux ira avec sa masse chercher le premier Consul, en son absence le second, pour assister, revêtus de leurs marques consulaires, aux promotions qui se font en l'Université et pour lesquelles ils auront leurs parts des émoluments ; de leur côté, les Consuls promettent de faire jouir l'Université de toutes ses libertés et privilèges. Cette transaction fut confirmée en 1543, 1565 et par un Arrêt du Conseil, le 24 octobre 1616. (Délibération du 17 février 1771). Si les Consuls n'ont point paru depuis de nombreuses années à l'Université, leurs droits n'en ont pas moins été conservés par le paiement annuel de leurs émoluments. Aussi, en 1771, le Maire et les Echevins requièrent l'Université de leur donner la place à laquelle ils ont droit pour assister à la dispute solennelle d'une « chère de théologie » : le Maire, après les trois premiers

agréés d'un côté, le premier Echevin après les trois premiers agréés de l'autre. Il fut satisfait à leur demande ; par la suite nous voyons les officiers municipaux reprendre à nouveau le chemin de l'Université.

SECTION IV

Devoirs à rendre

Le Maire et les Consuls n'ont pas que des prérogatives, ils ont certains devoirs à rendre vis-à-vis de l'Evêque, du Gouverneur et du Lieutenant Général.

Le Maire et les Consuls doivent une visite solennelle à Monseigneur et au Gouverneur lors de leur nomination et installation. Revêtus de leur chaperon, les Maire et Consuls nouvellement élus rendent visite à l'Evêque comme à leur seigneur temporel et spirituel. Par contre, aucun règlement ne les soumet à pareille visite chez le Gouverneur. Si pendant quelques années, ils se sont rendus annuellement aux portes de la Citadelle, c'est pour se faire représenter les clefs de la Ville, attendu le privilège de Valence de se garder par ses Consuls, qui avaient les clefs entre leurs mains et dont le Gouverneur s'est emparé sous le fallacieux prétexte qu'il devait répondre de la sûreté de la Ville ; et si parfois, à la suite de cette cérémonie, les Consuls ont fait quelque visite au Gouverneur, ce ne fut que comme une politesse personnelle.

L'Edit de 1766 édicte des devoirs à rendre au Lieutenant Général du Présidial. Le Maire nouvellement nommé ne prête plus serment à l'instant de sa nomination ; il sera tenu, avant de le prêter, d'aller rendre visite, en habits de cérémonie, au Lieutenant Général et de lui en rendre encore une après la prestation de serment. Les Echevins nouvellement nommés prêtent serment dans l'instant de leur nomination, à l'Hôtel de Ville, ils ne seront tenus d'aller faire une visite au Lieutenant Général, en habits de cérémonie, qu'après leur prestation de serment.

CHAPITRE III

LES ASSESSEURS, LES AUDITEURS DES COMPTES, ASSESSEURS ET PEREQUATEURS DES TAILLES LE SECRETAIRE GREFFIER.

SECTION I

Les Assesseurs.

Les assesseurs ont été créés par l'Edit d'août 1692, en même temps que les Maires, et supprimés par l'Edit de juin 1717. Ce sont des personnes qualifiées et expérimentées dont les avis peuvent être utiles pour la bonne gestion des affaires communales. Ils sont investis de leur charge par des lettres de provisions de Sa Majesté, mais ils doivent se faire recevoir par le Maire. Bien que nommé par « provisions » de Sa Majesté, l'assesseur peut être placé dans les représentants de la population ; il est pris parmi les habitants et est entièrement indépendant du pouvoir central qui n'exerce par lui aucune influence sur la communauté.

Pour être assesseur il suffit d'avoir 25 ans accomplis, d'être de religion catholique et de posséder une certaine capacité et une certaine expérience. Les assesseurs pour la ville de Valence sont au nombre de six. Ils ont rang immédiatement après les Consuls, ont séance et voix délibérative aux Assemblées comme les autres officiers municipaux dont ils partagent les prérogatives, privilèges et exemptions. Ils ont 60 L de gages annuels. L'Edit porte même que dans les municipalités où l'élection est le mode de nomination des Consuls, la moitié de ceux-ci doit être prise parmi les assesseurs. C'est pourquoi, dans les délibérations, l'on voit les assesseurs de temps à autre demander à être nommés premier ou second Consul ; satisfaction est accordée à leur demande. En l'absence du Procureur près l'Hôtel de Ville, l'assesseur dernièrement reçu en remplit les fonctions ; la création par l'Edit de Mars 1694 d'un office de substitut de Procureur près l'Election, supprima cette prérogative.

SECTION II

**Les Auditeurs des Comptes,
Asseseurs et Péréquateurs des Tailles.**

En ce qui concerne l'administration financière de la Ville nous trouvons, à côté du second Consul, les auditeurs des comptes, assesseurs et péréquateurs des tailles. La Ville commet elle-même par l'élection, le 26 avril, à l'exercice de ces fonctions. L'Edit de 1692 vient lui enlever la nomination de ces officiers en les instituant sous forme d'offices héréditaires. Cette nouvelle disposition fut abrogée par l'Edit de juin 1717 qui rendit à la Ville son ancien droit de nomination.

Le 26 avril 1722 il est à nouveau procédé à leur élection malgré les oppositions du s. Savoye, procureur. Celui-ci en demandait la nomination dans une Assemblée générale à la forme des règlements des lançons (1), étant juste, dit-il, que chaque particulier intéressé à la taille donne son suffrage. Après l'Edit de 1766, au lieu de procéder chaque année à leur élection ou le plus souvent à leur renouvellement, les auditeurs des comptes, assesseurs et péréquateurs des tailles sont nommés dans une assemblée de notables lors du décès de l'un d'eux ou d'une impossibilité d'exercice.

Les auditeurs des comptes, assesseurs et péréquateurs des tailles sont au nombre de deux. Ils procèdent à l'audition des comptes des Consuls administrateurs et les arrêtent. Ils dressent le rôle des tailles, l'état des sommes à imposer, prennent le pied de la taille, et garnissent avec le secrétaire greffier les cottes aux trois rôles (2).

(1) Le lançon est équivalent au mandement actuel. Cette feuille d'imposition est envoyée à la Ville par l'Intendant.

(2) Voir deuxième partie, chapitre VIII, section IV : « Charges Royales, la Taille. »

SECTION III

Le Secrétaire-Greffier.

a) Nomination, Différents titulaires.

Valence avait toujours eu son Secrétaire-Greffier, chargé des écritures en l'Hôtel de Ville ; c'était en général un notaire, un procureur ou un avocat laissé à sa nomination. L'Edit d'août 1634 avait institué cette fonction en titre d'office, mais sans caractère obligatoire. L'Edit de juillet 1691 établit cet office en chaque ville et communauté du Royaume où il y a hôtel et maison commune et où lesdits greffiers n'ont point encore été institués. Valence perd son droit de choisir librement son Secrétaire-Greffier, si l'on peut dire, car l'obtention des lettres de provisions est là une simple formalité qui n'entraîne aucune ingérence du pouvoir central : c'est du reste le titulaire en exercice lors de la promulgation de l'Edit qui obtint des provisions de Sa Majesté, le s. Pierre Chaix. L'Edit de 1717 supprime l'office.

L'Evêque revendique le droit de nommer le Secrétaire-Greffier ; la Ville lui en a passé la reconnaissance le 2 juillet 1677 et un arrêt du Parlement de Toulouse (1) lui reconnaît ce droit le 26 février 1678. Le Secrétaire-Greffier est donc nommé par brevet de Monseigneur, il prête serment devant le juge-mage. La Ville l'installe en ses fonctions : il est « conduit à la table où il a coutume d'écrire ». Le même s. Pierrè Chaix est toujours maintenu en ses fonctions : il reçoit le brevet. (Délibérations des 11-16-25 janvier 1718). L'Edit de 1766 retire cette nomination à Monseigneur pour la donner à l'Assemblée de Notables : le Secrétaire-Greffier, comme le Syndic-Receveur, est élu pour trois ans et indéfiniment renouvelable ; il prête serment.

De 1692 à 1789, quatre titulaires occupèrent la charge. Le s. Pierre Chaix, jusqu'en 1733 : en 1708, il en avait baillé la ferme pendant neuf ans, avec l'acceptation de la Ville, au s. Mathieu Chaix, sous la réserve des gages et privilèges, pour pouvoir vaquer à ses affaires personnelles.

(1) Le Parlement de Grenoble étant suspect à l'Evêque, celui-ci obtint du Roi l'autorisation d'en référer à un autre Parlement.

· Le s. François Mésangère, jusqu'en 1768.

Le s. Jean-François Mésangère, pendant à peine un an ; le 6 août 1669 il prie l'assemblée d'accepter sa démission, ses occupations ne lui permettant plus de continuer ses fonctions.

Le s. Pierre-Apolinaire Muguet.

b) Attributions, Rétribution.

Le Secrétaire-Greffier assiste à toute Assemblée, qu'il s'agisse des affaires de la Ville, du logement des gens de guerre, des tailles, des adjudications. Il a rang immédiatement après le procureur et comme lui n'a aucune voix délibérative.

Son travail est important, nous n'avons qu'à nous reporter à l'Edit de création en titre d'office de sa charge pour nous en rendre compte. Le Secrétaire-Greffier doit : écrire et dresser aux Assemblées générales et particulières toutes les délibérations, le rôle, l'assiette et le département des tailles et autres levées de deniers tant ordinaires qu'extraordinaires, assises et imposées sur la Ville ; expédier et délivrer copie aux receveurs, collecteurs et autres comptables desdites assiettes, rôles et départements pour qu'ils en fassent la levée, suivant le dû de leur charge ; expédier les mandats des cottes et portions, les mandats et ordonnances des deniers qui seront levés desdites communautés ; écrire et assister à la clôture des comptes ; recevoir et écrire les baux à ferme, les diverses adjudications ; expédier sous les Consuls les billets de logement des gens de guerre ; assister à l'ouverture des lettres de cachet et ordres de Sa Majesté, à la réception des ouvrages...

Le Secrétaire-Greffier touche 300 L de gages ; il jouit de certains privilèges : exemption de tutelle, curatelle, logement des gens de guerre et autres charges. Après l'Edit de 1766, ses gages sont portés à 340 L. Il recevra en outre « ce que lui donne le règlement des tailles pour la confection des rôles, au moyen de quoi il ne pourra rien prétendre de plus pour aucune des fonctions qui lui seront confiées ou qui avaient coutume de l'être par le passé, comme la confection des rôles de la capitation et du don gratuit, délibération et expédition d'icelle pour ce qui regarde la Ville et délivrance d'extraits et pièces des archives, non plus que son assistance aux comptes des tailles ». En 1769, moyennant 20 L d'augmentation an-

nuelle, le Secrétaire-Greffier est chargé de la « fourniture de l'encre, des plumes et des papiers nécessaires aux assemblées de l'Hôtel de Ville, aux rôles de la capitation, don gratuit et de logement, aux registres de délibérations et enregistrement de mandats, aux expéditions concernant la Ville et généralement tout le papier à l'exception de celui des rôles de taille, attendu l'allocation qui en est faite par le bureau de l'élection et à l'exception aussi des imprimés d'usage pour mandats, passeports, billets, convocations, affiches. Il devra également fournir la cire.

CHAPITRE IV

CHARGES DIVERSES — CHARGES RACHETEES ET REUNIES AU CORPS DE VILLE

SECTION 1

Charges diverses

Pour assurer les divers services d'intérêt général, la Ville procédait à la nomination d'officiers subalternes. Suivant leur mode de nomination, les officiers peuvent être classés en deux groupes : ceux nommés par l'Assemblée le 26 avril et ceux nommés directement par les Consuls.

1° PREMIER GROUPE. — Un premier groupe de ces titulaires est nommé dans l'Assemblée du 26 avril. Nommé, il serait plus exact de dire continué en leurs fonctions, ceux-ci exerçant leur charge un temps assez long ; chaque année, le 26 avril, ils prêtent serment. En réalité, ils sont à la disposition du Maire et des Consuls qui peuvent les continuer ou les destituer s'ils ne sont pas contents de leurs services. L'Edit de 1766 laisse leur nomination et destitution à la délibération du collège des Echevins. Dans ce premier groupes, nous trouvons :

a) **Les valets de ville.**

Les valets de ville ont été établis pour exécuter les ordres des consuls. Nous trouvons quelques rares renseignements sur eux, au hasard des délibérations.

Leur nombre varie suivant les besoins : un ou deux. L'Edit de 1766 porte leur nombre à trois, pour peu de temps ; en 1775, la troisième place, devenue vacante, le resta pour éviter une charge onéreuse à la Ville.

Au début, les valets de ville n'avaient aucun gage : seulement, de temps à autre, quelques gratifications. En 1698, le s. Bourbonnais, qui en remplissait les fonctions, ne veut plus continuer faute de salaire ; la Ville demande à l'Intendant l'autorisation de comprendre les gages du valet dans les charges locales : 36 L pour chaque valet ; un peu plus tard : 72 L pour le premier, 36 L pour le second. Le premier valet jouira, outre ses gages, des émoluments qui peuvent lui être dûs à raison des services qu'il rendrait aux particuliers de la Ville, lorsqu'il sera appelé par eux. Il jouira également de la portion des gradués en l'Université attribuée aux valets de ville. Quant au second valet, ou mandeur, il jouira, outre ses gages, des droits qui seront taxés dans la parcelle des rôles des tailles, comptes d'icelles et des Indits. A la suite de l'Edit de 1766, une Assemblée de Notables fixe les gages des trois valets : 130 L au premier, 120 L au second, 110 L au troisième. Moyennant 60 L, payables quartier par quartier, ils seront tenus de la fourniture des bois et des chandelles nécessaires aux assemblées, quel qu'en soit le motif, sauf à celles où il s'agira du rôle des tailles, le bureau de l'élection leur allouant une certaine somme. Ils seront tenus également de la fourniture des vitres et chassis. Etant donnés leurs gages, les valets de ville feront toutes les courses extraordinaires indépendamment de leurs autres fonctions.

Le premier valet aura 48 L par an pour habiller les cinq enfants nécessaires à « porter et lever la cue » des robes consulaires de Messieurs les Consuls et de celle du Procureur du Roi, dans les cérémonies publiques. Les enfants, demeurant à l'hôpital général, seront coiffés et devront paraître dans la livrée de la Ville.

Les valets sont logés par la Ville ; lors de l'installation d'une manufacture dans le local qu'ils habitaient, une indemnité de 12 L par an leur est donnée pour leur logement. Les valets sont habillés par la ville : souliers, bas, culottes, justaucorps, chapeaux et manteaux, aux armes de la Ville, de couleur verte. Tous les trois ans, ils ont droit à un habillement neuf ; nous en trouvons relatée la dépense dans les comptes consulaires : 111 L 11 s 6 d pour le tissu, plus 12 L de façon ; 54 L 12 s pour deux chapeaux ; 14 L pour quatre paires de bas ; 24 L pour six paires de souliers.

b) **Le fourrier.**

Le nom de fourrier est parfois donné au premier valet de ville, parfois à une charge distincte. Il est spécialement chargé de transcrire les feuilles de route, d'écrire les billets de logement. (Délibération du 26 avril 1719).

En 1768, il touche 200 L de gages « pour les fonctions ordinaires ou extraordinaires dont il sera chargé. » (Délibération du 17 avril 1768). Par la suite, ses gages sont portés à 250 L. (Délibération du 25 juillet 1768).

c) **Le conducteur de l'horloge.**

Le conducteur de l'horloge, comme son nom l'indique, est chargé de prendre soin de l'horloge et de l'entretenir. Il reçoit d'abord 30 L par an, puis 72 L ; dès qu'une réparation est de quelque importance, ses frais lui sont payés. A la suite de l'Edit de 1756, ses gages de 72 L lui sont continués ; il reçoit en plus 48 L pour les menues réparations.

Lors de la destitution d'un conducteur de l'horloge dont les Echevins n'étaient pas contents, celui-ci refusa de rendre les clefs.

d) **Le peseur.**

Le peseur est chargé du poids de la Ville.

2° DEUXIEME GROUPE. — Dans un second groupe on peut placer les pourvus de charges, dont la nomination ou destitution appartiennent aux Consuls ; certains sont même nommés occasionnellement.

a) **Portiers.**

La Ville ayant un certain nombre de portes y mettait des portiers ; en général, ceux-ci étaient nommés par commission du Gouverneur. Leurs gages variaient suivant l'importance des portes. Les portiers de Saint-Félix et de Saunière avaient 72 L chacun ; celui du Port, 54 L, celui de Pontpéry, 24 L. En plus de leurs appointements, ils jouissaient de l'exemption du logement des gens de guerre.

En 1705, le Lieutenant Général de police requiert contre la négligence des portiers qui reçoivent leurs gages et ne font aucun ser-

vice ; une lettre de l'Intendant mentionnant le désir du Roi de connaître le nombre des portes de la Ville, des portiers, de leurs gages, de leurs fonctions, fut l'occasion de son intervention.

b) **Le tambour.**

Le tambour est chargé des publications. Habillé par la Ville, il touche 50 L par an.

c) **Les commis au poids de la Ville**

En 1782, nous trouvons mentionnée l'obligation pour les commis au poids de la Ville de prêter serment, à l'effet de donner probante foi aux procès verbaux qu'ils pourront faire.

d) **Le manilier de Saint-Jean.**

La Ville, en vertu d'un vieux privilège nomme, sur la proposition du curé, le manilier de Saint-Jean. Il touche 24 L de gages ; en 1769, à condition de sonner régulièrement la retraite bourgeoise à 10 heures, été comme hiver, il lui sera donné 6 L d'augmentation. En 1789, ses gages sont portés à 42 L.

e) **Les précepteurs de la jeunesse, ou maîtres d'écoles (1).**

f) **Les prud'hommes**

Il est fait mention des prud'hommes dans la Délibération du 26 avril 1701, « avant la création des experts, la Ville était en droit et coutume de nommer des prud'hommes, et d'autant que les experts en titre ont été supprimés et qu'il est important à la Ville de se conserver dans son droit » ; elle nomme les s. Jean Meynard et Louis Blard pour « faire les fonctions de prud'hommes dans la Ville et son mandement, avec les droits accoutumés ». Il n'en est plus fait aucune mention par la suite.

g) **Les chasse-gueux.**

Les chasse-gueux sont établis par la Ville lorsqu'il en est besoin. Ils sont chargés de la police des mendiants. La Ville leur fournit des

(1) Voir deuxième partie, chapitre V : « Instruction ».

bas, des souliers, un chapeau, une épée et une bandouillère, leurs habits qui seront de drap rouge doublé de sergette bleue et de parements de la même couleur. Ils touchent quelques sols par jour pour leur subsistance ; en 1713 : 7 s 6 d. Cette somme sera imposée sur les trois ordres. En 1750, conjointement avec la communauté du Bourg, la Ville établit à poste fixe deux chasse-gueux, jouissant d'un traitement dont le Bourg supportera le cinquième.

h) Les garde-fruits

Comme les chasse-gueux, les garde-fruits sont nommés par la Ville lorsqu'il en est besoin. Leur salaire, conformément à l'arrêté général rendu par le Parlement en mars 1699, sera pris sur l'imposition à laquelle doivent contribuer les trois ordres.

SECTION II

Charges rachetées et réunies au corps de ville

Quand le Roi érigeait en titre d'offices une charge qu'il semblait important pour l'intérêt de la Ville de garder en sa nomination, celle-ci tentait de la racheter. A certaines époques, les besoins fiscaux augmentant, les ventes d'offices se multiplièrent à un point tel que la Ville dut se contenter de racheter certains offices, car c'était pour elle des dépenses extrêmement lourdes.

Valence se montrait jalouse de ses droits d'octrois, aussi cela ne surprend pas de la voir racheter la charge de contrôleur des octrois, moyennant 4000 L. Elle commença à en payer le montant tout en suppliant l'Intendant de le faire diminuer et en lui demandant d'accorder une ordonnance pour l'imposition de cette somme sur les trois ordres. Supprimé en 1717, cet office fut à nouveau rétabli en 1726 : le Roi est alors supplié de décharger la Ville de cet établissement. Cependant, si telle est sa volonté, « supplier le Contrôleur Général ed procurer un abonnement des charges » par une réunion non extinctive au corps de la Ville pour faire exercer la charge par ceux qui lui seront proposés par la Ville, « et par une imposition sur toute la province ».

En 1697, moyennant 4140 L et 2 s par livre, la Ville rachète

l'office des jurés mouleurs et mesureurs en bois et charbons. (Délibération du 28 mars 1697).

Les déclarations du 13 septembre 1697 et du 6 mai 1698, portant attribution du droit de petit sel et de 50 L de gages à prendre dans les états de finance de cette généralité, réunirent au corps de Ville l'office de Conseiller garde-sel créé par l'Edit de 1696. Pour avoir le paiement des gages y attribués, la Ville en retirera la quittance et la fera enregistrer au bureau des finances. (Délibération du 28 mai 1699).

En 1705 et 1706, réunion au Corps de Ville de l'office de garde-sceau. En 1708, abonnement des offices de contrôleur des greffes de l'Hôtel de Ville. En 1723, abonnement des droits de courtiers jaugeurs et inspecteurs des boissons par la généralité de Grenoble. Valence a été taxée pour 655 L 14 s pendant trois ans, à imposer sur les trois ordres.

CHAPITRE V

CHARGES DE POLICE

Les charges de police, par le mode de nomination de leurs titulaires, occupent une place un peu à part des autres organes municipaux.

Le Roi, par les Edits d'octobre et de novembre 1699, crée des offices de Lieutenants Généraux de police, Procureurs, Greffiers, Commissaires et Huissiers de police dans chacune des villes et lieux du royaume où il y a juridiction royale. Mgr Bochard de Champigny, alors Evêque Comte de Valence, ayant à ce titre la police de la Ville, se pourvoit au Roi pour la conservation des droits de son Evêché. Sa Majesté, par un arrêt du Conseil d'Etat du 24 août 1700, déclare n'avoir pas entendu préjudicier, n'y innover en aucune manière au droit de police appartenant à l'Evêque dans la Ville, faubourgs, territoires de Valence et autres lieux de son Evêché. Moyennant le paiement de 6.000 L et 2 s par Livre, l'Evêque peut, si bon lui semble, « unir les offices créés par les Edits de 1699 à ses anciens offices de police dépendant de la juridiction de son Evêché ou les faire exercer par telle autre personne capable qu'il voudra choisir. Toutefois, ces officiers ou ces élus devront prendre des provisions du grand sceau et exercer l'office au nom de Sa Majesté, ainsi et de la même manière qu'ils eussent pu le faire, s'ils en avaient été pourvus par le Roi. » En suite de cet arrêt, Mgr de Champigny obtient pour lui et ses successeurs en l'Evêché des lettres patentes de Sa Majesté, le 19 septembre 1700. Ces lettres furent enregistrées au Greffe de la Cour à la poursuite de Mgr de Milon, le 11 août 1730.

Les Lieutenants Généraux et les commis de police sont donc proposés par l'Evêque à la nomination de Sa Majesté qui leur accorde des lettres de provisions, Valence garde la liberté de sa police. Aussi, lorsque le Conseil Royal des Finances taxa la Ville pour 6000 L et 2 s par livre pour la réunion au corps de la ville des officiers alternatifs de Lieutenants Généraux, celle-ci se pourvut pour en être déchargée, comme n'étant pas dans le cas prévu par l'Edit. (Délibération du 27 juillet, 3 août 1766) (1).

(1) Voir pièces justificatives n° 10.

SECTION I

Le Lieutenant Général de police

L'Evêque présente au Roi pour être pourvu de l'office de Lieutenant Général de police :

En 1701, noble Pierre-Alexis Crozat, sieur de Vaugrand ;

En 1724, son frère, Conseiller au Présidial.

Le s. de Vaugrand s'en démet volontairement l'année suivante en faveur de Jean-Pierre-Joseph Debeaux. Au décès de celui-ci, vers 1758, l'office reste sans titulaire pendant une dizaine d'années : le Parlement nomme alors par commission le s. Teyssonier, en attendant une nomination par l'Evêque.

Au reçu de ses lettres de provisions le Lieutenant Général de police prête serment devant le Présidial et le Juge-mage. Il est ensuite installé en l'Hôtel de Ville où ses provisions sont enregistrées.

La police appartenant à l'Evêque ; le Lieutenant Général n'a le droit de connaître que des articles qui lui ont été réservés (1). En 1765 le s. Teyssonier outre-passe ses droits ; il a entrepris le dépouiller la Ville du commandement civil qui lui appartient sur ses concitoyens ; il en a fait « emprisonner à long jour, sans écrou, ni constater le sujet de leur détention ».

Le Lieutenant Général de police a aussi quelques attributions administratives : il assiste à toute assemblée où il a voix délibérative. L'Edit de 1699 lui donne le droit de siéger après le premier Consul, mais à Valence, à la suite de contestations, il siègera après Messieurs de l'Eglise et de leur côté, cette place ne nuira cependant en rien à son droit de siéger partout après celui qui préside. Le Lieutenant Général paraphe les billets délivrés par le Maire et les Consuls pour le logement des gens de guerre, de même pour l'exécution de tous les ordres et règlements concernant ce sujet. Il doit signer en dessous du second Consul et non en dessus, comme l'a fait le sieur Debeaux en 1727.

(1) Voir deuxième partie, chapitre I : Justice et Police.

SECTION II

Les Commis de Police.

Les commis de police eux sont chargés de veiller à l'exécution des règlements de police. Une fois nommés, avant d'exercer leurs fonctions ils prêtent serment entre les mains du juge-mage (juge de police) à l'effet « d'avoir serment en justice de pouvoir faire exécuter les ordres de police et de dresser les procès-verbaux qu'il appartiendra ». Ils prêtent serment chaque année entre les mains du Maire et des Consuls. Ceux-ci ont le droit de les destituer à volonté, en cas de plaintes contre eux. Pour être nommé commis de police il faut être âgé de 25 ans, être de bonne vie et mœurs, de religion catholique.

Les commis de police ont 40 L chacun de gages annuels ; ces gages sont portés à 60 L, puis à 150 L en 1775.

LIVRE III

LES REPRÉSENTANTS DU POUVOIR CENTRAL

CHAPITRE I

LE GOUVERNEUR LE LIEUTENANT POUR LE ROI — LE MAJOR

Le Gouverneur, le Lieutenant pour le Roi et le Major représentent le pouvoir central au gouvernement de la Ville, en ce qui concerne l'armée. Ces offices datent de la construction de la Citadelle. Les droits des titulaires furent réglés, nous l'avons vu, de façon à calmer les inquiétudes des habitants au sujet des troubles que pourrait amener la rivalité des pouvoirs.

SECTION I

Le Gouverneur.

Nommé par lettres de provision de sa Majesté, le Gouverneur prête serment devant l'Intendant « après avoir levé la main à la magnière accoutumée a juré et promis d'estre fidelle au Roy et de procurer de tout son pouvoir le bien de son service et celluy de ses sujets dans son gouvernement ». Ses provisions et prestation de serment sont enregistrées dans les registres de l'Hôtel de Ville.

En 1692 nous trouvons comme gouverneur de la Ville, Pierre de Gombaud, seigneur de Pleinpoint. En 1721 : Pierre Aymé Comte de Marcieu ; nommé au gouvernement de Grenoble il est remplacé en 1749 par son neveu Pierre-Louis Ayme, Chevalier de Marcieu, « sans qu'avenant le décès du s. Chevalier de Marcieu neveu, ladite charge puisse être censée vacante, voulant en ce cas qu'elle retourne aud. Comte de Marcieu auquel nous l'avons réservée et réservons à

titre de survivance, le dispensant de prendre de nous de nouvelles lettres de provision ni de prêter un nouveau serment le tant qu'il nous plaira ». En 1754 le Chevalier de Marcieu prend le gouvernement de Grenoble et le Comte de Marcieu retrouve le gouvernement de Valence.

Leur succédèrent en 1760 Gabriel de Vaux, neveu du Chevalier de Marcieu ; en 1785 le s. du Verger. A son décès, survenu en 1788, l'Office de Gouverneur fut réuni à celui de Commandant de l'Ecole d'Artillerie, exercé alors par le s. Bouchard.

a) **Attributions.**

Le Gouverneur a des pouvoirs strictement déterminés ; nous les trouvons édictés dans ses lettres de provision : « pouvoir de commander et ordonner aux habitants et aux gens de guerre, ce qu'ils auront à faire pour notre service ; faire vivre les habitants en bonne union et concorde les uns avec les autres, et lesd. gens de guerre en bonne police et discipline suivant nos règlements et ordres militaires ; faire sévèrement châtier ceux qui y oseront contrevenir, veiller à la garde et sureté de lad. Ville et généralement faire pour sa conservation tout ce qu'il verra nécessaire et à propos ». « Ordonnons à tout habitant et gens de guerre vous obéir en tout ce que vous commanderez, ordonnerez pour notre service et la conservation de la place sans difficulté à peine d'être traité comme désobéissant à nos ordres ». (Délibération du 17 mars 1745).

b) **Gages, privilèges, prérogatives.**

Les gages du Gouverneur lui sont payés par le Trésorier de l'Extraordinaire des guerres. La Ville, elle, lui doit le logement ; dans le courant du XVIII^e siècle une maison lui fut construite dans l'enceinte de la Citadelle ; les jardins en étaient célèbres, dessinés, disait-on, par Lenotre. En plus du logement elle lui doit certains émoluments : d'après l'Etat fait en 1768 ceux-ci se monteraient à 551 L.

De la Ville pour les ustansiles	350 L
Du Bourg pour les ustansiles	75 L
Cantine estimée	72 L
Partie des glacis estimés	6 L
Deux minots de sel	48 L

Le Gouverneur jouit en outre de nombreux privilèges et exceptions, dont la franchise des octrois. A la suite d'une convention avec le fermier des indits, le Gouverneur paie les droits d'octrois et le fermier lui verse 366 L par an en compensation.

Le Gouverneur a droit également à certaines prérogatives. Il a sa place attitrée dans les cérémonies publiques, à l'Eglise où il se tient dans les stalles hautes du chœur, du côté Est de l'autel, immédiatement après l'archidiacre et avant le premier officier du Présidial « sans qu'il y puisse prétendre ni chaise, ni tapis, non plus que d'être encensé », (l'Evêque seul y ayant droit).

La nomination du Gouverneur et son entrée en la Ville sont l'occasion de réjouissances publiques. Des présents lui sont offerts : vins et bougies, suivant la coutume, et un présent plus important, pistolets, armes diverses (1).

SECTION II

Le Lieutenant pour le Roi et le Major.

Le Lieutenant pour le Roi et le Major sont chargés de commander en l'absence et sous l'autorité du Gouverneur avec les mêmes attributions.

En plus de leurs appointements, ils reçoivent de la Ville pour leur logement et ustensiles, le Lieutenant pour le Roi 200 L, le Major 150 L. Ils jouissent de la franchise des octrois ; comme le Gouverneur, en suite d'une convention avec le fermier des indits, ils paieront les droits d'octrois et le fermier leur versera 100 L par an en compensation.

En 1786 ces deux offices n'existent plus.

(1) Voir pièces justificatives n° 9.

CHAPITRE II

LE PROCUREUR PRÈS DE L'HÔTEL DE VILLE.

L'Edit de juillet 1690 établit un office de Procureur du Roi en chaque Hôtel de Ville. Jusque là les Procureurs près des Juridictions en remplissaient les fonctions.

Représentant du Roi dans l'Assemblée, le Procureur près l'Hôtel de Ville est chargé de « requérir et demander ce qui conviendra » pour le service de Sa Majesté et l'intérêt public. L'Edit définit minutieusement ses attributions, droits et prérogatives. Le Procureur a entrée en toute séance, audience et Assemblée qui se tiendront en l'Hôtel de Ville. Il y a voix consultative : il donne simplement son avis qui n'a aucune force impérative, l'Assemblée le suivra ou ne le suivra pas, comme elle l'entendra. Les conclusions qu'ils déposent sont orales ; il n'a pas le droit de les faire coucher sur le registre des délibérations. Voix seulement consultative et conclusions orales ce sont là deux points essentiels.

Le Procureur touche 300 L de gages annuels à prendre sur les revenus patrimoniaux et octrois. Il est exempt de tutelle, curatelle, logement des gens de guerre et autres charges publiques.

Les différents titulaires de l'Office et les différents arrêts les concernant.

Au reçu de ses lettres de provisions le Procureur demande au Maire à être installé en l'exercice de son office. Comme toujours, lorsqu'il s'agit d'office créé par un Edit, il est procédé à l'enquête de vie et mœurs, à la prestation de serment et à l'installation. Le tout est enregistré dans les registres de l'Hôtel de Ville.

Le s. Fonton fut le premier à remplir les fonctions de cet office. Il s'en démit volontairement le 9 janvier 1707 en faveur du s. Fortunat Savoye. A la suite de l'Edit de juin 1717 supprimant les charges municipales érigées en titre d'office, un arrêt du Conseil d'Etat vient établir que le Roi n'avait pas entendu comprendre dans cette

suppression les offices de Procureur. Les rapports entre l'Assemblée et le s. Savoye n'étaient pas bons ; il est intéressant d'examiner quelques-uns de leurs différends car ils permettent de préciser quelques détails d'administration locale.

En 1708 et 1709 le Procureur proteste contre l'enlèvement de son siège par les Consuls, prétention sans fondement riposte la municipalité : il a un siège derrière les Maire et Consuls, siège sans bras, un peu plus bas que le banc des Consuls. (Délibérations des 20 novembre 1708 ; 25 et 26 avril 1709). Le s. Savoye fait des oppositions dans presque toutes les Assemblées et veut les faire coucher dans le registre des délibérations : la municipalité s'y refuse. Le Procureur prétend qu'il y a là une cabale contre lui, que le Lieutenant Général, chargé d'informer l'affaire, lui avait « accordé une satisfaction », approuvée par l'Intendant, et que le second Consul n'a pas voulu la faire enregistrer. Avant de délibérer l'Assemblée prie le Procureur de sortir (il est coutume lorsqu'il s'agit d'une question intéressant l'un des membres de l'Assemblée de faire sortir l'intéressé). Celui-ci refuse. L'Assemblée se retire sans délibérer « n'ayant pu continuer ce qui restait à faire pour l'intérêt de la communauté ».

En 1736 le s. Savoye prétend à un droit d'assistance à la faction du rôle des tailles, à l'audition et reddition des comptes depuis le jour où il fut pourvu de l'office. Si ce droit pouvait se comprendre avant l'Edit de 1690, il n'a plus aucune raison d'être depuis : les 300 L accordées au Procureur lui tiennent lieu d'honoraires et récompensent son assistance aux affaires de la communauté ; le Procureur fut le seul exempt de la réduction au denier trente faite sur les gages des autres officiers. Si en 1707, grâce à des complaisances, le s. Savoye a pu obtenir ce droit, il lui fut refusé l'année suivante où on lui demanda de répéter les 72 L touchées. Il adressa alors une requête à l'Intendant qui ne répondit pas, ce qui permet de croire qu'elle était mal fondée. L'affaire fut portée devant le Parlement où elle est toujours pendante en 1736. Ne pouvant s'appuyer sur le règlement de 1661, antérieur à l'Edit de création, le s. Savoye ne peut raisonnablement prétendre à ce droit, d'autant plus que les Consuls, par un usage particulier à Valence, ne les ont jamais eus ; de plus le s. Savoye ne s'est attaché aux fonctions de sa charge que lorsqu'il crut pouvoir en tirer profit, la Ville ayant dû en 1709

se plaindre au Chancelier que son Procureur ne remplissait pas ses fonctions. (Délibération du 10 août 1736).

Le s. Savoye étant décédé le 15 mars 1745, le s. Antoine Churier, bachelier en droit, a été pourvu de l'office par lettres de provisions de Sa Majesté du 17 décembre 1745, après en avoir payé la finance à la veuve du s. Savoye.

A son décès en 1758, le s. Jean-Louis Blache, bourgeois, a été commis. Il venait d'être nommé quand parut l'Edit de juillet 1758, portant suppression des offices de Procureur du Roi de Police et Procureurs du Roi dans les Hôtels de Ville réunis aux offices de Procureurs de juridiction, comme ils l'étaient avant leur création par Edit de 1690. Les possesseurs des offices supprimés restent en fonctions, ceux vacants ou qui le deviendront seront réunis à perpétuité aux offices des procureurs de juridiction ordinaire à charge de payer des indemnités. Valence garde donc son Procureur en l'Hôtel de Ville. (Délibération du 27 juillet 1759).

Une mauvaise interprétation des articles 54 et 55 de l'ordonnance de juin 1750, portant que les commissaires de guerre feront le logement de la troupe avec les officiers de Ville, amena un grave différend entre le Procureur et la Ville. Celle-ci fut même condamnée par l'Intendant à une amende de 500 L, réduite à 300 L, puis complètement supprimée. Il fut statué que, par son ordonnance, le Roi n'avait nullement voulu exclure le Procureur de l'assiette du logement, celui-ci n'ayant dans toute l'assemblée que le droit de représentation. Il peut si bon lui semble assister à l'assiette du logement. (Délibérations des 10-17 avril, 8 mai, 14 août 1763).

En 1764, prenant prétexte de la fourniture à faire au corps de garde, le Procureur prétend assister à l'ouverture des paquets, lettres ou ordonnances concernant les affaires de la Ville. Il consent néanmoins, pour ne pas déranger les Consuls, qu'ils les ouvrent seuls et les lui envoient par un valet de ville qui les leur rapportera une fois lecture faite et notes prises. La Ville lui réplique que l'Edit de 1706 (art. 28) donne au Maire seul ou aux Consuls qui le représentent le droit d'ouvrir paquets, lettres ou ordonnances adressés à eux ou au Corps consulaire, sauf de porter à l'Hôtel de Ville ceux auxquels il convient de répondre ou qui méritent une délibération. Le Procureur doit seulement être averti, comme les autres officiers municipaux, d'avoir à se rendre à l'Assemblée, sinon il aurait deux

jours pour se préparer à donner ses conclusions par écrit. Les membres du Conseil seraient alors en droit, et avec beaucoup plus de raison, de demander pareille communication pour arrêter leur délibération bien plus intéressante que des conclusions « dont on ne prend que ce que l'on juge à propos et qui se réduisent à bien peu s'il faut en retrancher tout ce qu'il y a d'insultant et d'inutile ». Le s. Blache réclame aussi le droit de coucher ses conclusions sur le registre des délibérations. Or il doit les donner verbalement, « si parfois elles ont été couchées, c'est un passe-droit qui peut tourner en abus par la longueur, qui énerve les délibérants et les font quitter l'assemblée, nuisant ainsi à l'intérêt public. » (Délibération du 19 février 1764).

Le nouveau règlement d'administration édicté en 1766 n'apporte aucun changement au rôle du Procureur, il précise seulement quelques points qui ont été sujets à controverse. Le Procureur sera invité aux assemblées de la même manière que le Lieutenant Général, c'est-à-dire par le greffier en personne qui se rendra chez lui la veille de l'Assemblée ; si le greffier ne le trouve pas, il laissera un billet d'invitation contenant qu'il a passé chez lui pour l'inviter de la part des officiers municipaux à l'Assemblée du lendemain. Un valet de ville en manteau ira le chercher à l'instant où l'on sera prêt à tenir l'Assemblée ; il le conduira ainsi à l'Hôtel de Ville, et le reconduira chez lui une fois l'Assemblée tenue. Le Procureur n'a pas à être prévenu d'avance de ce qui doit être traité à l'Hôtel de Ville. Au cas où l'importance et la difficulté des matières qui pourraient se présenter le mettraient hors d'état de prononcer ses conclusions, il pourrait requérir un délai raisonnable pour s'instruire.

Le Substitut du Procureur

L'Edit de mars 1694 crée et érige en titre d'office un Substitut du Procureur du Roi, pour remplacer le Procureur en cas d'absence. Cet office fut rempli jusqu'en 1717 par le noble de Vaugelas, et le s. Lotellier.

Le Substitut touche 60 L par an. L'Edit de création de sa charge lui donne le droit d'obliger la municipalité à ouvrir lettres et paquets en sa présence.

CHAPITRE III

OFFICES DIVERS

SECTION I

Le Commissaire aux revues et logement des gens de guerre

Le commissaire aux revues et logement des gens de guerre, comme son nom l'indique, est chargé de faire les revues et logements des troupes qui marchent par étapes dans les villes et lieux du royaume.

a) Nomination.

Charge héréditaire créée par l'Edit d'août 1692, elle ne présente aucune incompatibilité avec l'exercice d'autres professions, on peut être négociant et commissaire des guerres. Les commissaires des guerres reçoivent des lettres de provisions ; lettres enregistrées en l'Hôtel de Ville où le pourvu est installé en sa charge.

Claude-François de Coston, major de la Citadelle, fut le premier titulaire de l'office en 1693. Le 16 mai 1701, le s. Perpoint lui succède.

En suite de l'Edit de juin 1712, le s. Joseph Mottet fut nommé pour exercer l'office alternativement avec l'ancien titulaire. Après eux furent pourvus de l'office les s. d'Albigny, Ruelle, de Sucy...

b) Attributions.

Le commissaire des guerres doit tenir la main à ce que le logement des troupes qui passent et séjournent dans la Ville par étapes ou autrement, la distribution des vivres et ustensiles pour leur subsistance soit faite « de manière que la troupe et les sujets n'en reçoivent aucune incommodité et que l'étape leur soit fourni conformément aux ordres donnés ».

Ses attributions sont diverses : Le Commissaire des guerres doit faire avec les Consuls « les revues des troupes de passage et séjournant, même des milices ; en tenir bon et fidèle registre ; en rédiger trois extraits, dont l'un sera envoyé au secrétaire ayant le département de la guerre, l'autre aux commissaires départis dans la généralité, la troisième à l'entrepreneur des étapes, pour en faire la distribution ; signer, conjointement avec le Maire, les billets de logement et les certificats des fournitures des étapes. »

Le commissaire des guerres ne doit pas empiéter sur les fonctions du commissaire ordinaire qui accompagne l'armée.

c) Privilèges, Prérogatives.

Le commissaire des guerres a rang, séance et voix délibérative après le dernier Echevin, tant aux assemblées pour le logement des gens de guerre qu'en toutes autres assemblées publiques ou particulières, même aux processions et autres cérémonies. En 1769, une lettre de Mgr le Duc de Choiseul exempte les commissaires des guerres de toutes fonctions municipales : leur fonction pour l'exercice du Roi ne leur laissant pas la liberté de vaquer à celle de la communauté. Ceux qui voudraient participer aux élections devraient être compris dans la classe des officiers militaires, pour nommer un député et concourir ainsi à l'exercice des charges de la mairie. En leur qualité de commissaire aux guerres, ils doivent être invités à assister aux Assemblées pour l'élection des officiers de ville, dans le lieu de leur résidence.

Etant donné la difficulté de trouver un logement, la Ville donne 300 L au Commissaire à charge de s'en procurer.

SECTION II

**Les auditeurs des comptes, assesseurs
et péréquateurs des tailles, de 1692 à 1717.**

De 1692 à 1717 les offices d'auditeurs des comptes, assesseurs et péréquateurs des tailles sont enlevés à la nomination de la Ville pour être donnés au Roi. (Voir livre II, ch. III, section II).

SECTION III

**Le Contrôleur des Greffes de l'Hôtel de Ville
et des Greffes de l'Écritoire
et des Commissaires aux revues et logement des gens de guerre.**

Sa Majesté pour parer aux abus qui se commettaient dans l'administration des biens et revenus de l'Hôtel de Ville et qui provenaient souvent de ce que, ceux qui en avaient soin n'étaient que pour un temps dans les charges, crée en 1704 un office de contrôleur des greffes de l'Hôtel de Ville et des greffes de l'écriture et des commissaires aux revues et logement de gens de guerre.

Les attributions en sont assez importantes : contrôle de tous les actes des greffes de la Ville concernant la police, la reddition des comptes des deniers communs et patrimoniaux, des octrois, les baux à ferme et adjudications, le cautionnement et généralement tout ce qui concerne les villes, communautés et leurs greffes, sans que les greffiers, clerks ou commis ne puissent délivrer aucune minute ni expédition d'aucun acte, en quelque sorte et manière qu'elle soit, qu'elles ne soient contrôlées et les droits payés, à peine de 100 L d'amende payables moitié à l'hôpital, moitié au contrôleur ; assistance aux commissaires des guerres ; contrôle des billets de logement et certificat des revues mis aux bas des copies de route qui doivent être délivrées aux entrepreneurs des étapes ; contrôle de l'expédition des greffiers de l'écriture ; contrôle de l'adjudication des ouvrages publics et généralement de tous les ouvrages qui sont faits aux dépens des biens et revenus de la Ville, et de la réception de ces ouvrages. (Délibération du 10 avril 1704).

Les contrôleurs perçoivent la moitié des droits perçus par ceux qu'ils contrôlent sans préjudice des droits de ces derniers, ils ont également des gages fixes. Ils sont exempts de taille personnelle, logement des gens de guerre, gué et garde, tutelle, curatelle et autres charges publiques.

Cet office plaisait peu à la Ville car il impliquait une tutelle du pouvoir central. Aussi, en suite de l'Edit de 1707, elle obtint l'autorisation de s'abonner.

SECTION IV

L'avocat du Roi en l'Hôtel de Ville.

Nous trouvons cet office mentionné dans la délibération du 26 avril 1710. En exécution de l'Edit d'octobre 1708, qui porte création en titre d'office formé d'un Conseiller avocat du Roi en chacun des Hôtels de Ville, le s. Rouveyre fut pourvu de l'office par commission en attendant la vente de la charge.

DEUXIEME PARTIE



LA GESTION MUNICIPALE

CHAPITRE I

LA JUSTICE ET LA POLICE

La Police a pour but de maintenir l'ordre moral et matériel de la Ville, de veiller à sa salubrité, à la sécurité et à la facilité de la circulation, à la réglementation des prix et des marchés. Elle cherche à prévenir autant qu'à réprimer, aussi elle dresse des arrêts et règlements, édicte des ordonnances.

L'Evêque, en tant que Comte de Valence, seigneur temporel de la Ville, a toujours « joui en toute propriété de toute la justice et police dans la Ville, faubourgs et autres lieux dépendants dudit Evêché » (1).

SECTION I

La justice

Malgré les différentes juridictions royales que nous trouvons établies à Valence au XVIII^e siècle, l'Evêque conserve sa juridiction en ce qui concerne la police, la voirie, l'édilité, tant en matière civile que criminelle ; ses officiers en connaissent seuls. Plusieurs arrêts ont confirmé ce droit : 1641, 1647, 1657, 1690. Sa justice est dite judicature-mage, elle est exercée par un juge-mage, un lieutenant, un procureur juridictionnel et un substitut. Elle ressort directement du Parlement de Grenoble où sont jugés ses appels. En ce qui concerne les contraventions au règlement de police, les sentences sont rendues sur les procès-verbaux des commis de police ; c'est la raison pour laquelle les commis de police prêtent serment lors de leur nomination devant le juge-mage.

(1) Voir pièces justificatives n° 10.

SECTION II

La police

L'Evêque, nous l'avons vu (1), a la possession de la police qu'il est en droit de faire exercer par les officiers de son siège, le Lieutenant Général de police et les commis de police. Mais les officiers municipaux, chargés de l'administration de la Ville, possèdent des droits importants en ce qui regarde la police, surtout quant à la faction et exécution des règlements de police, auxquelles ils sont les premiers intéressés.

La réglementation de la police se fait dans un Conseil de Police, ou Assemblée de Police, tenu au Palais Episcopal sous la présidence de l'Evêque. C'est une Assemblée des trois ordres où se trouvent en outre : des députés du Présidial, le juge-mage et le procureur juridictionnel. Le Conseil s'occupe de tout ce qui concerne la police et est seul compétent pour dresser les ordonnances et règlements de police. Or, en 1782, les officiers de police de l'Evêque se vantent d'avoir dressé seuls des articles de police dont ils poursuivent l'homologation au Parlement. La Ville proteste de son droit devant le Procureur au Parlement, et elle s'oppose formellement à l'homologation que pourraient en poursuivre les officiers de l'Evêque.

La police s'entend dans un sens très large : elle comprend tout ce qui touche à la sécurité, à l'hygiène et au bien-être de la Ville. En voici quelques exemples :

Pour veiller à la sécurité publique, l'Assemblée peut donner l'ordre aux habitants des trois ordres d'aller prendre la garde aux portes sous peine d'amende pour ceux qui y contreviendront ; les deux premiers ordres répugnent à cette garde. Les habitants montèrent ainsi la garde en 1720 pour empêcher l'entrée de tout étranger non muni de passeport, « à cause de la maladie contagieuse » qui est à Marseille.

Le juge-mage ayant accordé le privilège exclusif de ramoner à un certain Brunier, l'Assemblée déclare que cette ordonnance est contraire aux intérêts de la Ville et à la liberté des citoyens ; aussi elle autorise tout citoyen à ramoner, sur la présentation d'un certificat de bonne vie et mœurs.

(1) Voir : Première partie, chapitre V : « Charges de police ».

Etant utile pour le bien de la Ville d'avoir quelqu'un de compétent en la matière, l'Assemblée, en 1778, envoie un chirurgien à Grenoble apprendre d'une « maîtresse sage » la pratique des accouchements.

En 1782, un bail est passé à un ferblantier pour la fourniture des lanternes destinées à éclairer la Ville, moyennant 36 L par lanterne. Les lanternes devront avoir la même forme, la même hauteur et porter le sceau de la Ville en cire rouge et argentée. La dépense totale ne devra pas excéder 180 L. (Délibération du 26 octobre 1782).

A la suite de l'incendie survenu le 6 août 1778 dans les écuries du s. Grand, maître de postes, la Ville se rendit compte de l'urgente nécessité d'avoir des pompes et un seau. Le Maréchal de Ségur, en 1785, avertit le commandant de l'Ecole d'Artillerie Mgr du Bouchard, qu'il fait partir de Strasbourg trois pompes et cent cinquante seaux de cuir pour servir dans les cas d'incendie ; la Ville devra fournir l'emplacement et les autres ustensiles nécessaires. Le Roi accorde 60 L par an au garde-magasin d'artillerie pour tenir la pompe en état, l'Assemblée lui paiera, conjointement avec le Bourg, une pareille somme. (Délibérations des 19 juin 1785, 3 décembre 1786).

Pour parvenir à la sûreté et à la propreté des rues, l'Assemblée présente une requête au Parlement afin qu'il lui soit permis « d'arenter en tout ou en division de quartiers les boues et balayures de rues », à la charge par le fermier ou les entrepreneurs en général de faire l'enlèvement des boues aux jours de la semaine et aux heures prescrites par le bail. Elle demande qu'il lui soit aussi permis de donner et de passer des baux pour le louage des emplacements et terrains que les petits marchands détaillants et les revendeurs occupent sur les places des marchés et autres, et de les leur assigner à tel prix qu'ils conviendront. Les sommes provenant du louage des étaux, des « boues et ballayures » des rues, seront employées à établir des lanternes et à éclairer les rues, principalement en hiver. Le Parlement homologue la requête. (Délibération du 23 décembre 1781).

Le règlement de police

a) Faction

En 1697, les ordonnances et règlements de police antérieurs ne sont plus exécutés. C'est pourquoi, dans une Assemblée tenue au Palais Episcopal le 3 mai, un nouveau règlement est édicté concernant les marchés, le prix des denrées, la vente de la marée, la tenue et propreté des rues, le non travail du dimanche (1)... Les commis de police sont chargés de veiller à l'exécution de ce règlement sous les ordres des Consuls qui peuvent les destituer s'ils ne sont pas contents de leurs services.

En 1778, une promenade publique est aménagée hors des murs de la Ville. Pour prévenir les dégradations qui pourraient se commettre au nouveau cours, quelques articles de police sont dressés.

b) Exécution

La publication de ce règlement n'empêche pas les infractions. En 1710, il faut une nouvelle publication et la nomination de deux bourgeois pour visiter les marchés, surveiller les commis de police et veiller à l'exactitude du rapport des denrées.

Les délibérations des mois d'avril et de mai 1763 sont typiques du cas. La police, y est-il dit, dont dépend le bon ordre des villes, « consiste singulièrement à entretenir la netteté et l'abondance des denrées nécessaires à la vie, à réformer les abus qui peuvent se commettre dans le commerce », à « avoir attention que les visites chez les apothicaires et les marchands droguistes soient régulièrement faites pour assurer de bonnes drogues, que les visites soient faites aussi dans les matteries et étaux des bouchers pour que l'on y débite que de la bonne qualité de viande, conformément aux baux passés, que les hauts vents des boutiques soient à la hauteur suffisante et à bien d'autres objets auxquels les règlements généraux ont sagement pourvu. » Faute d'exécution de ces règlements, la Ville se trouve privée de ces avantages. Or nombre de gens sans aveu séjournent et établissent domicile dans la Ville

(1) Voir pièces justificatives n° 11.

sans rapporter des « autantiques de leur naissance, profession et mœurs », dans le but de mendier ou voler, ce qui occasionne de grands désordres. Contre les règles de police, les cabaretiers, « valaliens », revendeurs vont aux avenues les jours de marché arrêter et acheter à tout prix la volaille, le gibier, les fruits, le beurre, les fromages et autres choses que l'on y porte ; et par là les marchés s'en trouvent dépourvus ; l'habitant, qui devrait avoir la préférence, se trouve obligé d'acheter ce dont il a besoin, de la seconde main, à un prix excessif. On ne voit dans la rue que des tas de fumiers, de paille étendue et autres ordures capables d'infecter et de nuire à la vente. Dans tous les temps, à toute heure du jour et de la nuit, « il roule » sans être suivis des quantités de pourceaux. La majeure partie des cabaretiers, revendeurs de vin et habitants s'avisent de vendre et de débiter leur vin dans des bouteilles de verre rondes, inégales, non échantillonnées, au lieu de bouteilles plombées et marquées par l'« échantillonneur de police », dépositaire de la matrice.

Il est sans cesse contrevenu au règlement du Parlement du 17 juin 1660, qui fait défense et inhibition à toutes sortes de personnes de vendre, d'acheter et de charier ou de faire charier publiquement des marchandises et denrées le dimanche et fêtes solennelles, à peine de 20 L d'amende à chacun des contrevenants ; « à ces fins, il est enjoint aux marchands de tenir fermées leurs boutiques en ces jours, sous semblables peines. » Il est aussi contrevenu à la défense et inhibition faites à toutes sortes de personnes de « jouer aux lieux publics et fréquentés pendant les heures de service divin », à « la défense faite et aux cabaretiers de donner à boire et de recevoir dans leurs cabarets les habitants de la Ville à ces mêmes heures et aux habitants d'aller pendant ce temps au cabaret », le tout sous les mêmes peines. Les entrepreneurs occupent de leurs matériaux et débris, pendant deux, trois, quatre années, les places publiques et les autres endroits de la ville avec la plus grande effronterie malgré ce que l'on puisse leur dire. Pour remédier à cet état de choses, pendant plusieurs jours consécutifs, le règlement sera publié par le tambour de Ville. Cette publication serait encore insuffisante si les commis ne veillaient à l'exécution du règlement ; or un seul commis n'est pas suffisant, la Ville en propose un second à la nomination de l'Evêque.

L'exécution du règlement de police est rendue difficile du fait

qu'il n'est point homologué en Parlement : En effet, lorsque les sentences rendues sur les procès-verbaux des commis sont attaquées ou d'une exécution très difficile, l'appel en est porté à la Cour qui ignore le règlement. C'est pourquoi l'Assemblée juge nécessaire de dresser un nouveau règlement qu'elle fera homologuer. C'est en suite de cette décision qu'en 1782-1783 les officiers de l'Evêque, se targuant d'un droit non fondé, ont dressé les articles de police. En 1789 aucun nouveau règlement n'est encore fait.

CHAPITRE II

LE COMMERCE — L'INDUSTRIE — L'AGRICULTURE

Tout semble concourir à faire de Valence une ville propice au commerce. Reportons-nous aux mémoires de l'Intendant de Fontanieu en 1727 : « Sa situation sur le Rhône, qui a déjà reçu la Saône, lui assure la communication avec presque tout l'intérieur du royaume et lui procure le même avantage qu'à Lyon ; mais cet avantage se trouve considérablement augmenté par la proximité de l'Isère qui se jette dans le Rhône à une demi-lieue au-dessus de cette ville et qui peut lui servir au transport de toutes ses denrées et marchandises en Savoie et en Piémont. Valence, dans cette position, se trouve au centre de plusieurs grandes provinces : Le Lyonnais, le Vivarais, le Languedoc, le Dauphiné et la Provence ; et la descente du Rhône la met à portée de faire passer en peu de jours de navigation ses marchandises à Marseille et aux Echelles du Levant.

« Le pays dans lequel elle est assise entre l'Isère et la Drôme, dans le Dauphiné, est un pays renommé par la beauté de son climat et qui, du nom de la Ville, est appelé Valentinois. Ce pays, quelque beau qu'il soit, n'est pas assez fertile en denrées nécessaires à la vie pour fournir à la consommation des habitants pendant neuf mois, ce qui semblerait devoir réveiller leur industrie, mais il abonde dans les matières premières nécessaires au commerce, c'est-à-dire en soies, laines et chanvres qui se tirent du Viennois. Tels sont les avantages généraux du pays. La Ville en a encore de particuliers qui ne sont pas moins essentiels. L'étendue de son enceinte et de ses bâtiments qui pourraient aisément contenir 20.000 habitants, quoique le nombre en soit réduit à 6.000 qui diminuent encore tous les jours par la désertion nécessaire d'un pays sans subsistance et sans commerce. La beauté des sources et des eaux dont cette Ville est environnée et qui forment une espèce de nappe qui passe sous la Ville et va tomber dans le Rhône : ces eaux, par l'expérience de

tous les temps, sont douces, savonneuses et propres à toutes les espèces de teintures (1). »

Et cependant, à la fin du XVIII^e siècle, Valence était une Ville ni commerçante, ni industrielle. Si nous en croyons l'Intendant de Fontanieu, c'est l'habitant, paresseux par nature et par éducation, qui est la seule cause de cet état de chose. Dès qu'il a quelque argent, sa seule ambition est d'acquérir une « charge de conseiller ou une aggrégation » d'où « il ne s'élève aucun sujet pour le commerce ». Quoiqu'il en soit, nous voyons au cours du XVIII^e siècle les Consuls se préoccuper d'augmenter le commerce et de développer l'industrie pour remédier à la pauvreté des habitants. Ils sont encouragés dans ce dessein par l'Intendant.

SECTION I

Le commerce.

Avant d'étudier le rôle de la Ville dans les différentes branches de son activité économique, nous dirons un mot de son organisation corporative.

A) LES CORPORATIONS

Comme toute ville de cette époque, Valence possède ses corporations, c'est-à-dire des groupements des membres d'une même profession. Chaque corps de métier a ses statuts, déterminant minutieusement l'exercice de la profession. Il faut faire partie de la corporation pour pouvoir exercer le métier. La police professionnelle est aux mains des gardes-jurés qui furent tout d'abord les gardiens du métier pour en devenir par la suite les administrateurs. L'élection des gardes-jurés a lieu tous les ans entre le 1^{er} et le 20 décembre, pour entrer en exercice le 2 janvier (2). La date de l'année de l'exercice des gardes-jurés doit être gravée sur les plombs de fabrique et de contrôle. Chacun a son coin ou marque particulière, sur laquelle son nom et surnom en entier seront gravés au-dessous de la date de l'année d'exercice. Il y a tout un système pénal corporatif qui déter-

(1) « Mémoire sur les moyens à mettre en usage pour rendre Valence une ville de commerce », par M. de Fontanieu, Intendant de la province du Dauphiné (1727), précédé d'observations préliminaires par Jules Ollivier. Premier volume, p. 29.

(2) Voir pièces justificatives n° 12.

mine soit des réparations civiles, soit des pénalités (blâme, confiscation, amende, exclusion, peines corporelles, infamantes, capitales).

Nous possédons très peu de renseignements sur les corporations de Valence : quelques détails, relevés dans les Délibérations Municipales, attestent simplement leur existence :

Les perruquiers reçoivent pour travailler des lettres patentes. Leur nombre est fixé à douze ; en 1774, ils sont quatorze ce qui est trop pour le nombre d'habitants. Un libraire de Besançon, ayant eu connaissance du rétablissement des foires, fait transporter des livres à Valence ; protestation des libraires de cette ville, leur règlement oblige à remplir « certains préalables sur la vérification des livres avant de pouvoir les étaler et les débiter ; le libraire de Besançon devra s'y conformer. (Délibération du 29 mai 1740).

Les statuts des corporations, pour être rendus exécutoires, doivent être homologués par l'Assemblée et le Parlement. La Ville ne reste pas étrangère à l'existence des corporations. Elle fournit aux gardes-jurés de la draperie une grande salle où ils pourront faire déposer la table de trois aulnes de long (mesures de Paris), mais elle ne paiera pas la table. (Délibération du 19 septembre 1734). Elle veille à la bonne exécution des statuts, et lorsqu'il est en son pouvoir fait rendre justice. Des gardes-jurés avaient saisi des draps chez un marchand-drapier ; or, ces draperies ne présentaient aucune contravention aux règlements, l'Assemblée les fait rendre à leur propriétaire. En 1744 n'ayant pas de juridiction suffisante, elle ne peut faire rendre à un négociant avignonnais les « douvres et les soieries » que les marchands de Valence lui avaient enlevées.

La Ville sait résister aux exigences des corporations, lorsqu'il en est besoin, pour ménager ses intérêts. En 1716 les hôtes et cabaretiers de Valence et du Bourg avaient pris délibération entre eux, sur la maîtrise de leur profession, pour exiger 100 L de tous ceux qui s'établiraient à l'avenir dans leur métier, pour avoir permission de « tenir hôtellerie, auberges, maisons et chambres garnies, traiter, loger et donner à manger », « mestre telles enseignes que bon leur semblera contenant la qualité du loueur de chambres garnies, logeur donnant à manger et à boire ». Ils avaient envoyé cette délibération au Parlement pour en obtenir l'homologation. La Cour, avant de prendre une décision avait requis l'avis de la Ville. L'Assemblée déclare qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'exécution de la délibération,

attendu que c'est une nouveauté et qu'elle préjudicierait à l'intérêt pour la Ville d'acquérir de nouveaux habitants de toutes professions et de tous métiers. (Délibération du 14 juin 1716).

En 1734, l'Assemblée repousse les exigences des marchands, demandant que défense soit faite à tous colporteurs, marchands forains, errants, étrangers de venir vendre ou débiter aucune des marchandises suivantes : « toutes sortes de toiles, étoffes de soie, mouchoirs, bonnets, bas de soie, de laine ou de coton, au métier ou au tricot, galons or ou argent, ouvrages de mercerie, quincaillerie, orfèvrerie, bijouterie et généralement toutes les marchandises que les suppliants peuvent vendre, sous peine de saisie, confiscation et amende (moitié pour l'hôpital, moitié pour les marchands). Défense également de colporter ou de crier dans la rue aux marchands qui ne pourront vendre que dans leur boutique ; seuls les marchands domiciliés à six lieues pourront venir vendre aux marchés et vendre là seulement ».

Les corporations soumettaient donc le commerce à une réglementation sévère qui présentait de nombreux avantages, mais dont la rigidité nuisait au développement du commerce. En outre certaines corporations, dont celle des marchands drapiers, voudraient s'arroger tout le commerce. Cette corporation s'essaie à un plan d'usurpation soutenu par des injustices criantes dont l'effet est de décourager et d'amener à un abandon insensible de tout le commerce, dans une Ville qui en serait susceptible. Elle obtint un Arrêt du Conseil du 25 avril 1747 qui ne permet aux colporteurs que de vendre aux foires de l'Ascension et de Sainte-Luce, le jour suivant et le jour précédent. Par la suite les gardes-jurés (à la solde de cette corporation) firent saisir irrégulièrement les marchandises d'un colporteur reconnu. Le Lieutenant Général de police accorda la main-levée des marchandises et un appel au Parlement confirme sa sentence. Un peu plus tard, les gardes-jurés saisirent à nouveau les marchandises, exposées en vente en plein marché, d'un certain s. Perluret fils, comme n'étant pas admis dans la corporation ; le Lieutenant de police fit casser la sentence (1). Pour remédier à cet état de choses, la Ville demande un arrêt du Conseil.

(1) Voir Registre des Lettres des Intendants, Bibliothèque de Terrebasce, 11 février 1758.

La création d'offices s'étendit jusqu'aux corporations qui s'efforcèrent, elles aussi, de les racheter. En 1703 nous voyons répartir sur les marchands et artisans de Valence et du Bourg 3.560 L pour la finance des offices de Trésorier-receveur des deniers communs des arts et métiers. En 1707 les syndics, nommés par chaque corps et communauté des marchands, artisans et gens de métier, répartissent entre leurs membres 3.200 L, plus 2 s par livre pour « la réunion des offices créés pour parapher les registres aux corps et communautés des officiers faisant bourse commune et à ceux des marchands, banquiers, négociants et artisans, ensemble les droits et les gages y attribués ».

B) LES MESURES PRISES PAR L'ASSEMBLEE EN FAVEUR DU COMMERCE

a) Les foires

Louis XI, en 1450, avait accordé à Valence deux foires franches de huit jours. Foires qui furent confirmées, ainsi que les marchés du lundi et jeudi par François I^{er} et ses successeurs. Si les marchés subsistent, les foires n'existent plus depuis la première moitié du XVII^e siècle. Dès le début du XVIII^e siècle l'Assemblée s'efforce d'obtenir le rétablissement des foires, source de richesses pour la Ville.

En 1716 le s. Allier, secrétaire en la Chancellerie près du Présidial, se trouvant à Paris, en sollicite le rétablissement auprès du Chancelier. Cette démarche n'eut aucun résultat. (Délibérations des 14 juillet, 4 octobre, 24 décembre 1716.) En 1724 nouvel essai, à l'occasion du voyage à Paris d'un marchand minotier (s'il réussit dans ses poursuites, ses frais lui seront remboursés). Ses démarches furent interrompues en 1725, le bruit ayant couru du transfert de l'Université à Grenoble, si ces deux foires étaient rétablies ; or, le rétablissement des foires ne compenserait pas le préjudice causé par la translation de l'Université. En 1738 l'Assemblée refait une nouvelle tentative, cette fois couronnée de succès. Par arrêt du Conseil d'Etat du 7 octobre 1738, la Ville obtient le rétablissement de deux foires pendant huit jours ouvrables, mais sans franchises. Les Consuls devront faire expédier la patente de 500 L et en poursuivre l'enregistrement ; ils tâcheront en même temps d'obtenir les anciennes

franchises. (Délibération du 4 janvier 1739). En mars 1739, Louis XV signe les patentes de rétablissement bientôt enregistrées au Parlement, à la Chambre des Comptes et au Bureau des finances, mais « sans qu'à l'occasion des présentes on puisse prétendre aucune franchise des droits dus au Roy ». La ville n'avait donc que demi satisfaction. Ces foires se tenaient le jour de l'Ascension et le 19 octobre, lendemain de Saint-Luc, et duraient huit jours.

b) Mesures diverses

Les « passages », que Valence recevait de par sa situation, étaient une source de richesses pour son commerce. C'est pourquoi on la voit mettre tout en œuvre pour garder cette suprématie. A cause de la contagion qui règne dans la province en 1722, la route du courrier à mules fut transférée par le Vivarais de Tournon à Pont-Saint-Esprit. L'Assemblée, après un exposé assez piquant des dangers courus par le courrier sur l'autre route, réclame son rétablissement par Valence, elle l'obtint. (Délibération du 19 janvier 1722). En 1773 le projet de construction d'une route de Romans en Bresse passant par une partie du Dauphiné, et surtout celui d'une route de Romans à Crest en passant par Alixan, Montélier, Chabeuil, projets autorisés par un arrêt du Conseil d'Etat du 2 mai 1773, causeraient un grave préjudice à Valence, en rendant inutile la route qui passe sous ses murs. L'Assemblée n'eut de cesse qu'elle n'en obtint la suppression. (Délibération des 24 février, 9 mai 1775.) Elle s'oppose tout d'abord à l'exécution des travaux, puis députe à Paris le s. Dauphin, le chargeant de solliciter l'abrogation de l'arrêt, elle eut gain de cause.

L'établissement de la nouvelle route royale de Paris à Antibes, vers 1773, amène la prospérité de deux petits faubourgs, l'un à l'entrée sud de la Ville, l'autre à la sortie de l'embranchement allant vers Romans. Ils deviennent si actifs que le corps consulaire se plaint qu'ils aient absorbé tout le commerce. Toute la poussée de la Ville se fait désormais hors des murs, le long de la route. « Jusque là un peu endormie et ratatinée, elle s'éveille, mais se contente d'exploiter rouliers et voyageurs, acheteurs qui fréquentent ses foires, ses marchés, ses magasins ».

La construction du pont sur l'Isère à la Roche-de-Glun avait augmenté déjà sa prospérité.

C) REGLEMENTATION PARTICULIERE A CERTAINS COMMERCES

La Ville ne se contente pas de favoriser le développement du commerce, elle le réglemente et jouit même vis-à-vis de certains commerces d'un monopole.

a) Cocons

Le commerce des cocons est une source de revenus pour de nombreux habitants. En 1763 les négociants concluent un accord, décidant « de ne faire aucun prix aux cocons » jusqu'à ce qu'ils soient tous délivrés par les différents particuliers qui les recueillent, ou d'en offrir un prix très bas (20 s). Or ce prix n'a aucun rapport avec la valeur actuelle des soies, ni avec celle des pays où il n'y a pas de conventions, valeur qui est de 28, 30 ou 32 sols. Sur la requête de l'Assemblée, le Parlement rend un arrêt le 5 juillet ordonnant :

1° que le prix des cocons soit fixé par le juge de police qui en réglera la valeur sur les renseignements qu'il prendra de leur valeur annuelle ;

2° les négociants seront tenus de payer les cocons au prix fixé ;

3° défense aux négociants de « monopoliser » à l'avenir.

Vingt ans plus tard il faut demander au juge-mage une nouvelle réglementation du prix des cocons, les marchands recommençant à « monopoliser ».

b) Commerces assurant le ravitaillement de la Ville

a) BLE. — La Ville réglemente le marché des grains. Elle possède des magasins pour entreposer les blés et ses commis de police veillent à l'exécution des règlements. Elle prend les mesures jugées nécessaires par la situation sur le marché. En 1693, l'Assemblée interdit l'accaparement des blés à la Ville ou dans les campagnes, les marchés s'en trouvent dépourvus et il ne peut être fourni du blé pour les pauvres. Un peu plus tard, ce sont les Consuls de Romans qui obligent les fermiers d'Alixan, Charpey et Montélier à porter leurs blés dans leur Ville, empêchant ainsi l'approvisionnement de Valence et causant une augmentation des prix. L'Assemblée se pourvoit pour obtenir une ordonnance du premier Président, commandant en cette province, interdisant les agissements des Consuls de Romans. En 1699, c'est un fait inverse qui se produit : le blé acheté pour l'entretien des habitants n'est pas entièrement vendu

en juin ; la récolte approchant, on abaisse le prix du blé pour en permettre la liquidation. (Cette dernière mesure est prise à la suite d'une Assemblée de police). En 1770, le garde-magasin du Roi autorise la Ville à prendre 200 quintaux de farine dans ses magasins, à charge d'en remplacer la même qualité et la même quantité (deux tiers de froment, un tiers de seigle) en septembre. Les particuliers qui pourraient avoir des grains doivent les vendre à la Ville, interdiction formelle de les transmarcher ou laisser transmarcher.

Pour se procurer le blé nécessaire, si la Ville n'a pas de fonds, elle peut obliger le vendeur à attendre son paiement jusqu'à la vente qui en sera faite par le Consul administrateur, à proportion de la vente et concurremment au prix auquel le blé serait publiquement vendu.

Il arrive que la récolte soit déficiente. Pour parer à la disette des grains, l'Assemblée prend les mesures nécessaires : achat du blé dans une province étrangère ; un passeport est délivré à la Ville l'autorisant à cette acquisition. Ces mesures sont parfois trop énergiques, comme en mars 1709. Ne pouvant se procurer du blé, elle fait arrêter, au-dessous du domaine de la Motte, trois barques chargées de grains, destinées à Lyon et munies de passeport. L'Intendant n'approuve pas ces moyens ; un arrêt du Conseil d'Etat vient obliger les Consuls à rendre les barques et à payer les dommages et intérêts ; la ville de Gap, disposant de blé, pourra en procurer à Valence. La récolte de cette même année est très mauvaise, non seulement dans le Dauphiné, mais aussi dans le Languedoc, la Provence et le Lyonnais. Une Compagnie s'est formée pour faire venir des grains de Barbarie et de Dalmatie. La mer étant infestée de corsaires, surtout près de Malte et du Cap Bon, les frégates sont nécessaires pour protéger les navires chargés. Les provinces se partageront la dépense (le droit de convoi sera remboursé), à moins que Valence ne préfère former elle-même une Compagnie qui, sous l'escorte des frégates, fera son commerce pour son compte particulier. (Délibération du 21 août 1709). En 1789, il y eut même une petite émeute populaire, étant donné la cherté des grains, causée par la disette, sans aucune suite.

Si la Ville pouvait réglementer le marché des blés, elle était cependant soumise à un certain contrôle du pouvoir central. Le Contrôleur Général demande des états fidèles des achats de grains qui

se font dans cette province, tant pour y être transportés que hors de la province, et en même temps des certificats de ceux qui arriveront des autres provinces. Ordre est donné à la Ville d'envoyer tous les mois à l'Intendant un état certifié des grains, « contenant les jours d'arrivée d'iceux dans les marchés, les lieux d'où ils viennent, les noms des marchands, les prix communs, les quantités et lieux de leur destination ». Le commis devra en tenir un journal, marché par marché, sous peine de destitution. Si la récolte s'annonce déficitaire, des commis sont nommés pour dresser des mémoires concernant l'état de la récolte, la consommation des habitants en blé. Suivant le résultat de l'enquête, transmise à l'Intendant, des mesures sont prises en conséquence. C'est l'Intendant qui donne l'ordre au garde-magasin du Roi de donner le blé pour l'approvisionnement de la Ville. Le trafic des grains est soumis à des droits, dits droits de sesterage, et qui sont une des parts les plus importantes des revenus de la Ville (1).

Suivant le cours du blé, le Maire et les Consuls fixent le prix du pain. En 1781, Romans ayant établi une nouvelle procédure et un nouveau tarif pour le prix du pain, les boulangers de Valence demandèrent à l'Assemblée d'édicter un nouveau tarif, en se basant sur celui de Romans.

c) Boucherie

La boucherie est donnée à bail à celui ou ceux qui en font la condition la meilleure. L'Assemblée nomme des commis, leur déléguant tout pouvoir pour s'occuper de la passation du bail qu'elle ratifie simplement. Pendant le Carême, les commis font apposer des affiches annonçant la prochaine adjudication des boucheries. Au jour fixé, les intéressés se rendent à l'Hôtel de Ville où, en présence des Consuls, du procureur du Roi et des commis députés, il est procédé à l'adjudication (2).

Le bail est passé pour un an ou deux à dater de Pâques. En 1729, il y a même monopole des boucheries au s. Morel pour quatre ans ; dès 1730, la majeure partie des habitants se plaignent de l'entrepreneur : il débite rarement du bœuf et du mouton de la qualité

(1) Voir deuxième partie : chapitre VIII, section III.

(2) Voir pièces justificatives n° 13.

requis, du veau, seulement à quelques privilégiés, et il vend au-dessus du tarif fixé. L'Assemblée présente une requête au Parlement pour faire exiger du s. Morel l'exécution de son bail sous peine de résiliation.

A partir de 1738, les différentes espèces de viande sont partagées en deux catégories : les grandes boucheries et les petites boucheries ; les premières comprennent les viandes de veau, de bœuf et de mouton, les secondes, les viandes de vache, de génisse et de brebis. Chacune des catégories est adjugée à un groupe d'entrepreneurs différents.

L'adjudicataire ou les adjudicataires ont l'exclusivité de la vente de la viande sous peine de poursuites, voir même d'emprisonnement des contrevenants ; la Ville, s'il y a des contrevenants, prendra fait et cause pour les adjudicataires. Ceux-ci, par contre, devront s'engager à fournir de la viande de la meilleure qualité pendant tout le temps de leur bail aux prix convenus, et à payer régulièrement les droits d'octrois et ceux du pied fourchu.

Les bouchers doivent matter dans un endroit fixe appelé matterie. Les Consuls ont seul le droit d'en indiquer l'emplacement : le jugement, ayant, par une ordonnance, édicté aux bouchers d'aller matter leur bétail dans un certain lieu qui leur est incommode, a dépassé ses pouvoirs ; les bouchers matteront où ils ont coutume. Les bouchers auront leurs bancs et étaux dans la rue, seul endroit où ils pourront débiter de la viande : « à commencer près la porte de la prairie des Dominiquains jusqu'au moulin de M. de Brisiaux et dans la maison de l'hoirie de Jean-Baptiste Métifiot, près de la fontaine Saint-Estève ».

Si les commis-députés ne peuvent s'entendre pour les prix avec les bouchers, soit que ceux-ci ne consentent à vendre la viande à un prix raisonnable, soit qu'ils ne veulent donner aucune assurance pour l'exécution de leurs promesses et des baux qui pourraient leur être passés ; ils permettent à toute personne de matter, à condition qu'elles commencent à matter le samedi saint, « seules celles qui auront matté entre ci et la Madeleine pourront continuer à matter après, à peine de confiscation de leurs marchandises et de 30 L d'amende. Au surplus, elles seront tenues de matter aux quartiers des bouchers et non ailleurs, aux heures qui leur seront préfixées et en public, pour éviter les fraudes et abus aux droits des indits ».

Au cours du bail des raisons particulières peuvent obliger l'Assemblée à augmenter pour un certain temps le prix de la viande. Il en est ainsi en cas d'augmentation des droits sur les boucheries, en cas de cherté des bestiaux occasionnée par une maladie survenue dans le bétail ou par leur rareté. Si les bouchers vendent au-dessus du prix fixé sans autorisation, l'Assemblée peut les obliger à ramener la vente au prix normal sous peine de résiliation. De même pour la vente d'une viande de mauvaise qualité.

Voici quelques prix de vente des viandes de boucherie :

- 1696 Livre veau et mouton : 4 s — Livre bœuf : 3 s.
- 1698 Livre veau et mouton : 3 s — Livre bœuf : 2 s 6 d.
- 1701 Livre veau et mouton : 4 s — Livre bœuf : 3 s.
- 1716 Livre veau et mouton : 3 s — Livre bœuf : 2 s 6 d.
- 1736 Livre veau et mouton : 4 s — Livre bœuf : 3 s 3 d.
- 1738 Livre veau et mouton : 4 s — Livre bœuf : 3 s 3 d.
- 1742 Grandes boucheries : Livre veau et mouton 4 s — Livre bœuf 3 s 6 d.
Petites boucheries : Livre vache et génisse 2 s 6 d — Livre brebis 2 s 9 d.
- 1745 Grandes boucheries : Livre veau et mouton 4 s 6 d — Livre bœuf 4 s.
Petites boucheries : Livre vache et génisse 2 s 9 d — Livre brebis 3 s 6 d.
- 1750 Grandes boucheries : Livre veau et mouton 4 s 6 d — Livre bœuf 4 s.
Petites boucheries : Livre vache et génisse 3 s — Livre brebis 3 s 6 d.
- 1754 Grandes boucheries : Livre veau et mouton 4 s 6 d — Livre bœuf 4 s.
Petites boucheries : Livre vache et génisse 3 s 6 d — Livre brebis 3 s 6 d.
- 1755 Grandes boucheries : 4 s 6 d — Petites boucheries : 3 s 9 d.
- 1762 Grandes boucheries : 4 s — Petites boucheries : 3 s.
- 1767 Grandes boucheries : 4 s 6 d — Petites boucheries : 3 s 6 d.
- 1768 Grandes boucheries : 4 s 3 d — Petites boucheries : 3 s 3 d.
- 1770 Grandes boucheries : 5 s 6 d — Petites boucheries : 4 s 6 d.
- 1771 Grandes boucheries : 5 s — Petites boucheries : 4 s.
- 1775 Grandes boucheries : 5 s — Petites boucheries : 4 s.
- 1778 Grandes boucheries : 5 s 3 d — Petites boucheries : 4 s 3 d.
- 1782 Grandes boucheries : 5 s 3 d — Petites boucheries : 4 s 3 d.
- 1785 Grandes boucheries : 5 s — Petites boucheries : 4 s 3 d.
- 1787 Grandes boucheries : 5 s 9 d — Petites boucheries : 5 s.

Les députés et les commis sont libres de modifier ou de disposer comme bon leur semble les conditions de passation de baux. En 1782, l'on voit une tentative en faveur de la liberté des boucheries. La clause des anciens baux de boucherie, qui défend aux entrepreneurs de la deuxième qualité de viande, telle que vache et brebis, de matter ou de vendre du bœuf et du mouton au même prix, semble être désavantageuse au public « en ce qu'il est des temps, où la

difficulté des passages du Rhône peut empêcher la provision du menu bétail et occasionne une provision de débite onéreuse au Public, à qui il serait utile d'avoir toujours les bancs de petite boucherie au même prix ; que même les circonstances pourraient être telles qu'il serait de l'avantage du public de ne point passer de bail et de laisser pleine liberté de débiter au juste prix que la concurrence des bouchers établirait nécessairement ».

Quelques mesures d'intérêt général sont parfois prises par le pouvoir central. En 1697, c'est la Manufacture de laines qui demande à ce que les agneaux, utiles au commerce, ne soient pas tués. L'Assemblée fixe encore le prix de plusieurs produits dérivant des bestiaux : les graisses et suifs servant à la fabrication des chandelles ; les dépouilles et curées des bœufs, veaux et moutons.

d) Marée

La fourniture de la marée, comme celle de la boucherie, était passée à bail à celui qui en ferait la condition la meilleure et qui s'engagerait à fournir régulièrement du poisson frais de la qualité requise.

La convention passée, en 1716, avec le s. Lambert nous donne un aperçu des prix : 11 s la livre de sole, 6 s la livre de merlan, loup et autre marée de cette espèce, 5 s la livre de sardine (1). En 1740, le s. Viret souscrit la fourniture du poisson d'eau douce aux prix suivants par livre : la carpe, 5 s ; la tanche, 6 ; le brochet, 10.

En 1756, une convention est passée avec un voiturier pour le transport de la marée chaque semaine, suivant le règlement de police de la présente Ville ; il est interdit à tout autre de voiturer, sous peine de 50 L d'amende et de confiscation de la marée. Un habitant de Marseille s'est engagé à fournir tous les jeudis de chaque semaine, pendant un an, une charge de marée du poids de deux quintaux, « bonne et recevable, moitié fine, moitié basse, moyennant le prix pour chaque livre poids de table, de 20 s la première qualité, et de 10 s la seconde qualité ». (Délibération du 1^{er} février 1756).

(1) Voir pièces justificatives n° 14.

SECTION II

L'industrie

L'industrie était à peu près inexistante à Valence, à la fin du XVII^e siècle. Dans le cours du XVIII^e siècle, nous allons assister à un essor assez important, surtout à partir de 1760. Des manufactures s'installent, autorisées et subventionnées par la Ville qui exerce sur elles un contrôle. L'assemblée commet des députés chargés de veiller à la bonne marche des fabriques. Ces députés s'assemblent devant les Consuls en présence du Procureur pour rendre compte. De temps à autre, ils rendent compte devant l'Assemblée. En 1760, les dépenses pour les fabriques se multiplient tellement qu'elles excèdent les recettes ; le Bourg refuse de contribuer pour l'année au cinquième des dépenses de la fabrique des couvertures ; Valence paiera la totalité des sommes nécessaires, mais elle en avisera l'Intendant.

Pour favoriser l'installation des manufactures, l'Assemblée leur accorde de nombreux avantages : emplacement fourni gratuitement, exemption du logement d'es gens de guerre, capages (pour le personnel employé). Les avantages sont plus ou moins étendus, suivant l'importance de la manufacture. La Ville n'est pas libre d'accepter ou de refuser tel établissement ; l'Intendant doit autoriser l'installation de la manufacture et accepter les conditions passées entre elle et la Ville. Du reste, se rendant compte de la source de richesses que peuvent être pour Valence ces industries, il les favorise par des subventions et des dégrèvements. *

En 1728, une manufacture de serge s'installe dans l'hôpital. Etant donné le lieu de l'établissement, il faut demander en outre l'autorisation de l'Evêque. Le s. Bressieu offre, avec un fonds d'environ 150.000 L, d'établir dans l'hôpital quelques manufactures de tanneries de toile et surtout de serge, dont il prétend faire revivre la fabrique. Il deviendra le fermier de l'hôpital au prix des baux qui subsistent aujourd'hui et de 700 L d'augmentation pour le produit du travail des pauvres qu'il emploiera ; il demande cette ferme pour vingt années, et dans les dix dernières, il donnera 900 L pour le produit du travail des pauvres. (Délibérations des 6 juin, 18 août 1728). Il sera logé lui, ses deux associés, huit maîtres-ouvriers et

huit maîtresses-ouvrières dans l'hôpital, si les logements sont suffisants. Les bâtiments de l'hôpital seront augmentés jusqu'à concurrence de 7 ou 8000 L par le Roi. Il plaira au Roi de lui accorder une diminution de 10 s sur chaque minot de sel qu'il gabellera au grenier de Valence, pour le vendre dans toute l'étendue de la province, conformément aux privilèges accordés par les fermiers généraux aux marchands de Romans et de Crest, par délibération du 12 février 1723.

L'entrepreneur, ses deux associés et les seize maître-ouvriers seront exempts du logement des gens de guerre et leurs cottes, tant pour la capitation que pour le capage, les industries, les facultés mobilières et les moyens secrets, seront fixés par les Consuls. Il aura le privilège de faire enlever les fumiers, boues et immondices de la Ville, à l'exception néanmoins des fumiers que les particuliers déclareront réserver à « l'aménagement de leurs terres ». Et généralement il sera chargé de tenir la Ville nette, avec défense de le troubler sous peine d'amende. Ces conditions présentent un avantage pour la Ville au point de vue santé, car il y a une lacune des règlements de police pour un point si essentiel ; elles présentent aussi un avantage pour l'entrepreneur, car il y a augmentation de ses revenus par la vente des engrais pour la culture des terres. Le s. Bressieu pourra se servir d'un « pré, appartenant à l'hôpital et enjoignant les murs, pour ses manufactures, et à cet effet, arracher les saules et mûriers qui pourront l'incommoder. » Il demande qu'il lui soit accordé des lettres patentes ou un arrêt du Conseil pour vingt années consécutives.

Cet essai ne fut pas suivi, il faut attendre 1758 pour voir l'installation d'une école de dentelles, installation suivie de celle de plusieurs autres manufactures. En 1743, cependant, l'Assemblée avait autorisé la construction d'un artifice à friser les draps. (Délibérations des 15-29 septembre).

Donc, en 1758, une demoiselle Laffont, maîtresse dentellière, s'installe dans quelques pièces sises dans la maison de la veuve Bigeard, appartenant à la Ville. L'école devient tout de suite prospère. La Ville paie annuellement 300 L de gages à la demoiselle Laffont, qui est exempte du logement des gens de guerre et des corvées. L'établissement n'ayant pas, par la suite, répondu aux espérances de la Ville, celle-ci, en 1761, ne renouvelle pas les conven-

tions. (Délibérations des 27 mars, 23 avril, 10 mai, 18 juin 1758 ; 23 décembre 1759 ; 12 avril 1761). Ces conventions sont caractéristiques du genre (1).

L'Intendant ayant donné son approbation à l'installation d'une fabrique de couvertures de laines, la Ville fait venir de Reims un excellent ouvrier, le s. Loiseleur, et sa femme, tous deux très entendus pour la préparation et filage des laines. L'Intendant est prié d'obtenir du Roi et de son Conseil des lettres patentes portant exclusion de fabriquer des couvertures en cette province ailleurs que dans cette Ville, pour le temps qu'il plaira à Sa Majesté, en indemnité des dépenses causées par l'établissement. La manufacture est installée dans la caserne Saint-Antoine (les deux valets de ville qui l'habitaient cèdent leur logement et reçoivent en compensation 15 L chacun pour leur loyer) ; l'étuve et le blanchissage des couvertures demandent une pièce voûtée : celle qui se trouve au-dessous de la chambre consulaire, attenant au poids commun, et qui sert de bureau pour la marque des étoffes convenant parfaitement, les gardes-jurés transportent leur bureau dans la maison de la veuve Bigeard. (Délibérations des 23 avril, 10 mai, 18 juin, 15 octobre 1758). La fabrique prospère ; pour augmenter son rendement, une modification fut apportée en 1760 à son organisation. (Délibérations des 6 janvier, 29 juin, 6 juillet 1760). Malgré tout, la fabrique est très onéreuse. Le s. Treillard, fabricant de bonneterie, propose une nouvelle organisation. (Délibération du 14 février 1762), qui laisserait à la Ville chaque année 2400 L de main-d'œuvre pour quatre cents couvertures fabriquées. L'Assemblée accepte et le s. Loiseleur retournera à Reims, son voyage de retour lui étant payé.

Une fabrique qui prendra une grosse importance est celle de bonneterie, laine, soye, fleuret et coton, installée par le s. Treillard, en 1759, dans la caserne Saint-Antoine, pour neuf années. La fabrique progresse rapidement, ce qui résulte de l'état détaillé de la situation présenté en 1769 par le s. Treillard. (Délibérations de mai et juin 1763). Celui-ci propose en 1772 un nouvel établissement de douze métiers propres à imiter les bas et bonnets importés de Suisse et d'Allemagne, et faits au tricot, essayant par là d'enlever cette

(1) Voir pièces justificatives n° 15.

branche de l'industrie à l'étranger. (Délibération du 16 février). Le Gouvernement veut bien accorder au s. Treillard 100 L par métier battant, à condition que la Ville y contribue pour moitié. L'Assemblée accepte ces conditions avantageuses, elle fournira gratuitement la maison de la veuve Bigeard et ce qui en dépend, sauf le corps de garde qu'elle se réserve expressément, pour y établir la fabrique actuelle, composée de vingt-quatre métiers, et les douze que le s. Treillard se propose d'établir ; 600 L lui seront données dès qu'il aura quatre des métiers battants. La Ville sollicite de l'Intendant de lui procurer le titre de Fabrique Royale, son commerce s'étendant non seulement à tout le royaume, mais à l'étranger. En 1781, aux côtés du s. Treillard, l'Assemblée sollicite du Contrôleur des Finances du Parlement et de l'Intendant l'exemption pour la fabrique de la nouvelle marque qui ne pourrait que l'anéantir, en suite du règlement exigeant que les bas soient plombés au bureau de la draperie d'un certain plomb (1).

Des propositions avaient été faites en 1739 pour l'installation d'une manufacture de mouchoirs, toiles de coton et filatures en dépendant, par l'entrepreneur de la manufacture d'Aubenas, sans résultat. (Délibérations des 21 juin et 11 octobre 1739). Les propositions sont reprises en 1764 ; elles sont avantageuses pour la Ville et le Bourg, surtout après le voyage à Paris du s. Goudard, (directeur de l'établissement, qui a su ménager les intérêts de la Ville près de l'Intendant des Finances. En reconnaissance, l'Assemblée le recevra comme bourgeois de Valence. (Délibérations des 15 janvier, 14 septembre 1764 ; 19 janvier 1765). La Ville fournit, en 1771, une maison de la rue de la Roderie pour y établir une filature de coton et y élever des fileuses. La manufacture, à cette époque, comprend 104 métiers qui fabriquent tous les ans environ 2600 pièces, chaque pièce donne 25 L à 26 L de main-d'œuvre, ce qui fait un objet de plus de 60.000 L. L'intérêt de la Ville est donc, non seulement de la maintenir, mais de la développer. (Délibération du 6 janvier 1771). Pour rendre plus stable cet éta-

(1) Un plomb d'un ponce de diamètre doit être apposé sur chaque paire de bas, bonnet simple ou double. Le fabricant doit fournir le plomb et payer 1 s. pour chaque empreinte, en sorte qu'il en coûterait 21 s. par douzaine de paires de bas ou bonnets pour la marque, outre le poids de 8 à 9 onces par douzaine, ce qui augmenterait considérablement les frais de transports et autres droits.

blissement qui occupe déjà un grand nombre de personnes, l'atelier de teinture et d'impression est transféré d'Aubenas à Valence. (Délibération de février 1774). Une nouvelle filature est installée en l'Hôtel de Mars en 1774.

Un s. Taulieur, de Saint-Etienne, avait projeté en 1766 l'établissement d'une fabrique de rubans. Ce projet n'eut pas de suite, semble-t-il, pas plus que celui d'une papeterie que M. Joseph Montgolfier, de Rives, voulait établir, et que celui d'une fabrique de soie en 1773, bien que les eaux de Valence étaient estimées meilleures que celles de Lyon pour toutes sortes de teintures, fines et autres. (Délibération du 5 septembre 1773).

SECTION III

L'agriculture

Valence n'est pas non plus une ville agricole ; elle possède autour d'elle des terrains suffisants à son approvisionnement, sans plus. La seule culture importante et faisant l'objet d'un commerce est la vigne, vigne du reste renommée. L'Assemblée édicte quelques règlements à son sujet : interdiction de vendanger avant la maturité complète des raisins (ce qui porte préjudice à la qualité du vin), sous peine de confiscation des charrettes et bestiaux, des vendanges et de 30 L d'amende.

Tous les ans se tient à Die, le troisième lundi de mai, l'Assise des Eaux et Forêts. L'Assemblée y envoie un député, en général le quatrième Consul, pour rendre compte pour la Ville et se tenir au courant des règlements édictés. Moutons et chèvres causant des dommages aux bois, l'Assise est compétente en ce qui les concerne. Toute personne désirant avoir une chèvre doit en demander l'autorisation. Le Conseiller Cartier, malade, ayant besoin de lait pour son régime, envoie un certificat médical aux Assises pour être autorisé à avoir une chèvre à sa campagne. Il obtient l'autorisation « à la charge de la faire tenir à l'attache, loin des bois, ramières, arbres fruitiers, oseraies, vignes et haies, et de la tenir muselée en allant et revenant du paturage ». (Délibération du 15 septembre 1771). Sur

la demande du syndic des propriétaires des vignes, La Maîtrise particulière des Eaux et Forêts fait défense à tout habitant de certains quartiers d'avoir des moutons et brebis au-delà d'un pour chaque setérée, et de les faire paître dans les vignobles, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de saisie et confiscation.

L'autorisation de planter de nouvelles vignes est donnée par l'Intendant.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION MILITAIRE

SECTION I

La milice bourgeoise

Les bourgeois, âgés de vingt-cinq ans, du sexe masculin, défendent eux-mêmes leur ville, un capitaine à leur tête. Ils sont répartis en diverses sections : dizaines, vingtaines, cinquantaines, centaines, et nomment les officiers chargés de commander à ces sections.

De même que pour les corporations, nous trouvons très peu de renseignements sur cette milice bourgeoise dans les délibérations. Nous trouvons enregistré l'important arrêt du Conseil d'Etat du 6 septembre 1694, qui porte règlement pour les officiers des milices bourgeoises des villes et faubourgs de Grenoble, Vienne, Valence, Die, Montélimar, Crest, leur nombre, les privilèges et exemptions à eux attribués. (Délibération du 2 août 1695). Cet arrêt fut rendu à la requête des Echevins des Villes y nommés, en suite de l'Edit de mars, qui créait des offices héréditaires. De tout temps, ces Villes avaient nommé et établi librement leurs habitants à l'exercice de ces charges, ce dont ils s'étaient bien acquittés. Or s'il était ainsi permis par l'Edit à toutes sortes de personnes d'exercer ces charges, les Echevins ne pourraient plus répondre de la sûreté des Villes, et ces changements amèneraient beaucoup de contestations. En conséquence, les Echevins ont supplié Sa Majesté de les décharger de l'établissement de ces offices, en les laissant « en la liberté qu'ils ont toujours eue de les faire exercer par les bourgeois des villes de la manière accoutumée ». Ils l'espéraient d'autant plus, qu'ils sont hors d'état « d'acquérir ou de payer quelque chose pour les offices, sauf à confirmer ceux qui exercent lesdites charges et fonctions et leur faire payer le prix qu'il plaira à Sa Majesté pour les offices, eu égard à la pauvreté des

habitants et aux grandes sommes qu'ils ont payé depuis six ans que dure la guerre ». Sur l'avis favorable de Mgr l'Intendant Bouchu, Sa Majesté a décidé que les charges de Colonel, Major, Capitaines et Lieutenants de milice bourgeoise des Villes de Grenoble, Vienne, Valencé, Montélimar, Die et Crest seront fixées ainsi qu'il suit : à Grenoble, un Colonel, un Major, quinze Capitaines, seize Lieutenants. Un rôle non annexé à l'arrêt fixe le nombre des officiers des autres villes. Ces charges seront exercées par les particuliers qui ont été choisis et nommés par Mgr Bouchu, parmi ceux qui ont déjà fait les fonctions de ces offices ou qui, pour achever le nombre fixé pour les villes, ont passé soumission volontaire. Ils jouiront des droits, honneurs, privilèges attribués par l'Edit, à la charge de payer à Sa Majesté les sommes auxquelles la finance de ces offices est fixée par le rôle aujourd'hui arrêté au Conseil, sans avoir besoin de prendre des lettres de provisions.

Il est question des majors, sergents-majors et aide-majors à l'occasion des émoluments qui leur sont accordés. En 1720, 200 L de gratification sont accordées à l'aide-major en récompense de ses services (rendus pendant la contagion) ; même gratification en 1795, pour la même cause (toujours à la tête de la patrouille lors du bruit occasionné par les troupes de passage). En considérant les services qu'il rend au public, surtout lors du passage des gens de guerre, la Ville ne pourrait-elle payer la taxe demandée au « Major de la bourgeoisie », pour la création de gages sur cet office, comme elle l'a fait l'année dernière. Le Lieutenant Général de police s'y oppose, en déclarant inadmissible et inopportun de la faire supporter aux taillables déjà écrasés par les sommes extraordinaires et exorbitantes que l'on impose sur eux (cette année en plus la sécheresse et la grêle ont ruiné de nombreux particuliers) ; que la taxe soit supportée par les vingt officiers de quartier dits corps de penonage. En suite de l'Edit de 1766, les gages du sergent-major sont fixés à 160 L pour ses fonctions ordinaires avec le logement des troupes, la visite journalière des casernes et 60 L en sus pour assister journellement aux marchés, veiller et prêter main forte à l'exécution du règlement de police et autres fonctions que pourront lui donner les Echevins.

La milice bourgeoise a un uniforme. Michel Forest, dans « Les annales valentinoises » nous en fait la description : « l'aide-major,

à la tête des sergents de quartier, en uniforme bleu, parement rouge, la pertuisane (1) sur le cou ».

SECTION II

Les charges militaires

Les charges militaires pèsent lourdement sur la Ville et ses habitants. Si des mesures sont prises au cours du XVIII^e siècle pour y remédier, elles sont encore insuffisantes.

Le Bourg doit contribuer au paiement des charges militaires pour le cinquième. En cas de refus de sa part, l'Assemblée de Valence peut l'y contraindre en s'appuyant sur l'ordonnance, en forme de règlement, de l'Intendant le Bref, édictée le 16 juin 1685 (2).

A) LOGEMENT DES GENS DE GUERRE

Jusqu'aux réformes de Saint-Germain, les régiments n'avaient aucune garnison fixe, ils se déplaçaient, passant un mois ici, un mois là. Lorsqu'arrivait la mauvaise saison, la troupe prenait ses quartiers d'hiver, c'est-à-dire s'installait dans une Ville. La Ville devait pourvoir à son logement et lui procurer diverses fournitures.

Le logement se faisait chez les particuliers. A son arrivée, chaque soldat recevait son billet de logement signé par le Maire et le Commissaire aux revues et logement des gens de guerre. Le logement était une lourde charge pour les particuliers, surtout en temps de guerre où les passages de troupe étaient fréquents. En 1695, 1714, on voit les habitants désertir la Ville pour les campagnes environnantes afin de ne pas souffrir le logement des gens de guerre. Les militaires en plus sont peu soigneux, ils causent des dégâts ; si ceux-ci sont par trop importants, l'Assemblée essaie d'obtenir du commissaire extraordinaire des guerres une certaine somme pour distribuer à ceux qui ont souffert un préjudice.

Les Nobles, les ecclésiastiques, les titulaires de certains postes sont exempts du logement ; la petite bourgeoisie et le peuple en suppor-

(1) La pertuisane est une sorte de hallebarde avec un fer un peu plus long et un peu plus tranchant.

(2) Voir pièces justificatives n° 18.

tent seuls tout le poids, et encore d'une façon peu équitable, certains d'entre eux s'en faisant abusivement décharger. C'est pourquoi l'Intendant, en 1713, rendit une ordonnance enjoignant de tirer des billets de logement sur tous les habitants non privilégiés sans aucune exception. Les particuliers, qui prétendront en être exempts, devront justifier leur privilège dans la huitaine devant le Lieutenant Général au Présidial. Malgré cette ordonnance les abus continuent ; nouvelle ordonnance du Conseil de Guerre requérant l'application du règlement de Poitiers de 1651 : « Aucun habitant n'en sera exempt hormis les nobles, les ecclésiastiques, les gentilshommes faisant profession des armes, les chefs des Compagnies d'officiers royaux et particuliers, civils et criminels, les gens du Roi des sièges présidiaux et royaux, les Maire et Echevins, les Receveurs des tailles et taillons, les commis des fermiers des gabelles, des traites foraines ou les autres fermiers, les trésoriers ou les receveurs généraux et particuliers ayant le maniement actuel des deniers royaux ». Depuis, de nombreuses charges ayant été créées puis supprimées, leurs titulaires ne doivent pas continuer à jouir de l'exemption ; de même les titulaires dont la finance est au-dessous de 10.000 L, sauf ceux précédemment nommés. Les commensaux de maisons royales, archers et officiers de maréchaussée, monnayeurs et changeurs en titre ou par commission, maîtres de postes, directeurs des lettres qui ne font pas d'autre profession sont exempts. Par la suite, à date fixe, le rôle des habitants exempts du logement est envoyé à l'Intendant pour être apostillé (1).

C'est pour remédier à cet état de choses que fut décidé en 1714 la construction des casernes (2). Le 25 octobre 1716, Sa Majesté édicte un règlement pour toutes les villes du royaume, concernant le logement des gens de troupe : les Villes devront choisir des maisons pour servir de casernes, les meubler, fournir un sol à chaque soldat, cavalier ou dragon pour ses ustensiles, au sergent un sol de plus qu'aux soldats et au brigadier six deniers de plus qu'aux cavaliers et dragons. Cet argent sera remis de dix jours en dix jours par avance par les Maire et Echevins au major des régiments. Le Trésorier de l'extraordinaire des guerres n'aura plus à remettre une

(1) Voir pièces justificatives n° 17.

(2) Voir chapitre IV.

certaine somme pour le chauffage, car c'est à la Ville d'y pourvoir. Pour satisfaire au règlement, en attendant la construction des casernes, l'Assemblée louera des maisons. Sur la requête de la Ville, l'Intendant, par son ordonnance du 12 juillet 1723, autorise la faction d'un rôle pour l'imposition personnelle, sur tous les habitants sujets au droit de logement des gens de guerre, de 6 s par jour pour le chauffage et le loyer des casernes.

Pour l'aménagement des casernes ou maisons à ce destinées, l'Assemblée passe des baux au rabais à ceux qui en feront les conditions les meilleures. Mais la Ville n'a aucun fonds pour le sol et pour l'ameublement des casernes, elle demande à l'Intendant d'y pourvoir soit par imposition, soit par tout autre moyen (dégrèvement...).

Pour veiller à l'entretien et à la fourniture de ces locaux l'Assemblée nomme un casernier. Celui-ci est tout d'abord commis pour avoir soin des casernes lors du passage des troupes ; le paiement de ses salaires et vacations est fixé à 1 s par jour et par soldat. Le 1^{er} décembre 1719, l'Intendant envoie à Valence un particulier pour « avoir soin des casernes et choses en dépendant » avec ordre à la Ville de lui fournir « un logement et les autres choses convenables ». Par la suite l'Assemblée passe un bail, en général pour une durée de neuf ans, à un particulier qui se charge de l'entretien des bâtiments, meubles et ustensiles, moyennant le paiement d'une certaine somme en 1741 : 2.500 L par an ; en 1783 : 3.950 L. Avant de prendre possession de sa charge, le casernier fait l'inventaire des effets qui lui sont remis et dont il doit rendre compte à la fin de son bail.

Si la construction des casernes soulage les habitants, celles-ci n'en restent pas moins une charge très lourde pour la Ville : gages du casernier, réparations, renouvellement des fournitures (draps, couvertures, paillasse). En outre la Ville doit fournir aux troupes : le sel, le bois et la chandelle. Malgré tout, lorsque des troupes par trop nombreuses cantonnaient dans la Ville, il arrivait encore que les habitants dussent loger, et ce sont encore les mêmes qui supportaient tout le poids du logement. C'est pourquoi un état fut dressé de ceux qui donnent contribution pour ne pas loger et de ceux qui préfèrent loger, afin de ne pas faire supporter aux mêmes les deux charges, par suite du rôle omis ou mal fait.

Les officiers sont logés chez l'habitant et continuent à l'être après la construction des casernes. En 1698, lors du passage d'un régiment

Irlandais, les habitants sollicitent des aydes car les officiers demandent : des ustensiles, du bois, du linge, de la vaisselle. (Délibération du 22 août 1698). Pour éviter toute contestation et soulager les habitants, à l'avenir la Ville paiera une certaine somme aux officiers afin de pourvoir par eux-mêmes à leur logement : 18 L au Colonel, 14 L au Lieutenant-Colonel, 12 L au Major, 8 L aux Capitaines et Capitaines ayde-majors, 6 L aux ayde-majors, sous-ayde-majors, lieutenants, sous-lieutenants, aumôniers et chirurgiens-majors, somme à prendre sur les habitants suivant le rôle du logement. Cette mesure fut prise lors du passage du régiment de Flandres en 1764, en suite d'une ordonnance de l'Intendant (1) ; l'Assemblée lui demande de diminuer le montant de la somme accordée aux officiers supérieurs. Afin de permettre le paiement du logement en argent aux officiers en 1783, l'Assemblée dut mettre un droit additionnel sur les consommations pour en faire fonds. Le service du Roi étant le seul motif de cette imposition, elle veillera à ce que l'administration de la régie ne perçoive pas sur ce droit additionnel les 10 s par Livre. Vu l'urgence, l'Intendant autorise même 25.000 L d'emprunt pour ce paiement.

B) FOURNITURE DE L'ETAPE

Dans chaque Ville nous trouvons un fournisseur de l'étape chargé de fournir aux troupes les vivres nécessaires (le pouvoir central lui donne les moyens d'y parvenir).

La Ville, de son côté, doit procurer certaines fournitures aux troupes de passage. a) FOURNITURE DE FOURRAGE pour les chevaux : une ration de fourrage par jour et par bête ; la ration d'une façon générale comprenait : 20 l. de foin et deux tiers de boisseau d'avoine. Le Trésorier de l'Extraordinaire des Guerres remboursait quelques sols, en général 5 s, par ration ; la Ville supportait le surplus. Elle imposait les sommes nécessaires à cette fourniture qu'elle passait le plus souvent à bail à un particulier. En période de guerre les passages répétés obligent à des emprunts fréquents, il arrive, comme en septembre 1695, que personne ne veuille prêter la somme nécessaire pour se procurer le fourrage. L'Assemblée fait alors un état d'emprunt sur les plus aisés des contribuables qui

(1) Voir pièces justificatives n° 18.

seront remboursés à la prochaine imposition par compensation sur leurs cottes.

L'arrivée d'un régiment de cavalerie, début août 1708, est typique de la gêne causée à la Ville par cette fourniture. Le commis du munitionnaire et le s. Friol, chargé de la fourniture du foin, veulent bien tous deux procurer l'un l'avoine, l'autre le foin, mais ils en ont seulement pour un jour et le second n'a plus d'argent pour s'en procurer. Pour éviter que les soldats ne se servent eux-mêmes, l'Assemblée emprunte la somme nécessaire à l'achat de foin et d'avoine aux habitants. Personne ne voulant prêter d'argent, et le s. Friol ne voulant plus s'occuper de la fourniture du foin, le premier et le second Consuls, indisposés, remettent une ordonnance approuvée par l'Assemblée et visée par le Commissaire des guerres, par laquelle le s. Pleinpoint se charge de s'occuper de cette fourniture ; tous les habitants possédant du foin sont priés de l'apporter au s. Pleinpoint, ils en seront payés d'après l'état qu'ils en présenteront (suivant les ordres de l'Intendant). L'avoine du munitionnaire étant gâtée, deux particuliers en ont donné, mais ils n'en ont plus et ne savent où en trouver : l'Assemblée s'en désintéresse, car il y a faute du munitionnaire. Par surcroît, des fièvres règnent dans la Ville ; et le régiment, et le Trésorier de l'extraordinaire des guerres n'ont plus d'argent pour payer la solde des cavaliers, les habitants sont obligés de les nourrir, ce qui achève de les ruiner. Le s. de Montlovier, débiteur de la Ville de 500 L payables fin août, est prié d'en faire l'avance ; cette somme permettra de payer la solde pendant quatre jours, ce qui rend inutile un état d'emprunt.

b) FOURNITURE DES CHEVAUX ET DES VOITURES NÉCESSAIRES AU TRANSPORT DES TROUPES : ces attributions regardent le troisième Consul. En 1737, l'Assemblée, ayant considéré les avantages dont jouit la province de Languedoc au sujet du transport des équipages de troupe, par le traité qu'elle en avait passé avec un entrepreneur, demande la même faveur au Contrôleur Général. Des particuliers, riches et solvables, se chargent de la fourniture de toutes les voitures nécessaires aux troupes qui passent par la province, dont les soldats de l'hôtel royal des Invalides et leurs équipages (soldats convalescents envoyés dans les hôpitaux du Roi et dont la conduite est faite par la Ville). Une imposition, très minime en ce qu'elle serait répartie sur la généralité, n'excédant pas

10 L par feu, rétribuerait les bailleurs. Ce traité présenterait de gros avantages pour tous, Ville et habitants, les passages étant une gêne considérable pour les paysans dont ils interrompent les travaux, et souvent au moment où il leur est difficile de les laisser.

Le compte des fournitures des voitures et des chevaux fournis aux troupes de passage, du 25 avril 1767 au 25 avril 1768, par le s. Chalcon, troisième Consul, en suite des ordres du Commissaire des Guerres, s'élève à 202 L (1).

La Ville doit encore certaines redevances ; en 1693 : cinq mulets ou chevaux ; en 1706 : deux bœufs ou deux vaches...

C) LA MILICE PROVINCIALE

La Ville doit contribuer pour sa part à la levée d'hommes pour la milice ; elle doit les équiper entièrement ; leur nombre varie suivant les besoins. Les Consuls font dresser un rôle de tous les hommes non mariés de dix-huit à cinquante ans, en état de porter les armes et satisfaisant aux conditions de taille. En l'Hôtel de Ville, en présence des Consuls et de ceux couchés sur le rôle, il est procédé au tirage au sort du nombre d'hommes requis : cinq en 1701, trente en 1703, huit en 1704, cinquante en 1705, neuf en 1727.

Il arrive que les soldats de la milice désertent ; en 1708, le Maire reçoit une ordonnance de l'Intendant et du commandant du régiment de Bogey lui enjoignant de faire rejoindre aux soldats de milice déserteurs leur régiment, à peine de 50 L d'amende ; Valence n'est pas en cause, puisqu'elle n'a fourni aucun homme à ce régiment. En 1730, une ordonnance de l'Intendant porte amnistie générale en faveur des déserteurs.

D) CHARGES DIVERSES

a) Ecuries

La Ville doit fournir des écuries pour les chevaux. C'est pourquoi, en 1759, le Gouverneur de Marcieu juge de l'intérêt de la Ville de faire établir des écuries casernées, intérieures et adjacentes au corps des grandes casernes, capables de contenir un régiment de cavalerie ou de dragons ; il s'efforcerait alors d'engager la Cour d'entretenir toujours un régiment, ce qui serait utile et avan-

(1) Archives départementales, Grenoble, II C. — 240 à 302.

tageux pour Valence. A cette proposition, l'Assemblée répondit (Délibération du 6 janvier 1760) :

1. La Ville ne dispose d'aucun fonds pour faire construire les écuries, et il lui est impossible d'imposer en surplus ou d'emprunter.

2. Ce serait un avantage pour le « plat país » qui serait déchargé du logement des cavaliers et où l'éloignement du chef-lieu occasionne un relâchement de la discipline.

3. Depuis la réunion de la Lorraine à la France, il y a peu de régiments de cavalerie en Dauphiné ; mais, si le Comte de Marcieu, par son crédit, l'obtenait, de nombreux particuliers fourniraient ou feraient construire des écuries, ce qui leur permettrait d'avoir du fumier.

4. Ce serait même faire tort aux citoyens de les priver de cet avantage en faisant construire un corps d'écuries près des casernes.

5. Si les officiers, en quartier d'hiver, étaient chargés de la fourniture du fourrage, ils emploieraient toutes sortes de moyens pour obtenir la permission de mener les chevaux de leur Compagnie dans les villages voisins, pour se prévaloir des avantages qu'il y a de consommer du fourrage sur les lieux.

Par la suite, l'opinion de l'Assemblée se modifie et l'Intendant ayant donné l'ordre de loger les chevaux dans les plus grandes écuries les plus proches de la caserne, les particuliers qui hébergent les chevaux, réclament contre les dégradations commises et contre le poids de la charge qui leur incombe. La Ville envisage la construction d'écuries, construction jugée favorablement par le commandant en chef de la province. L'Intendant fait espérer un dégrèvement pour permettre le paiement de partie des dépenses ; l'Assemblée lui envoie le plan et les devis estimatifs. Cet emplacement nécessitant des dépenses trop considérables, l'Assemblée envoie un nouveau plan et un nouveau devis (les écuries seraient établies entre les deux murs de l'enceinte, joignant les casernes) ; l'Intendant les accepte et demande les moyens que la Ville emploiera pour parvenir au paiement de cette dépense. Les revenus annuels sont entièrement absorbés, la seule ressource reste l'emprunt ; la Ville sent le poids de cette nouvelle charge, mais elle en retirera du profit. Il n'est plus question des écuries par la suite ; cependant il est permis de supposer qu'elles furent construites, car l'on trouve mentionné un

droit d'amortissement pour l'acquisition des bâtiments nécessaires pour les écuries d'un régiment de cavalerie.

b) **Manège**

Le régiment de cavalerie de Beaufremont, en garnison à Valence, demande la construction d'un manège, construction jugée favorablement par le commandant en chef de la province et l'Intendant. L'Assemblée y consent, mais demande un important dégrèvement à l'Intendant pour en payer les frais. Le 13 juin 1767, la Ville prend à bail pour neuf ans le magasin appelé Hôtel de Mars, appartenant à l'hôpital général, moyennant 55 L. pour servir de manège et y placer le cheval de bois.

c) **Corps de garde**

La Ville doit fournir l'emplacement destiné à servir de corps de garde. C'est dans ce but qu'elle fit, en 1755, l'acquisition de la maison de la veuve Bigeard. Elle doit leur fournir le bois et la chandelle ; c'est pour remédier aux abus que cette fourniture occasionnait, que l'Intendant édicte un règlement la concernant (1).

d) **Compagnie des bas officiers invalides**

Une Compagnie de bas officiers invalides assure depuis 1721 la garde de la Citadelle ; le 8 décembre 1732, arrive une Compagnie fixe de cent hommes. La Ville leur aménage un local dont la fourniture est faite par l'entrepreneur général pour le royaume.

e) **Brigade de maréchaussée**

Pour satisfaire à l'ordonnance du Roi du 1^{er} août 1770, concernant les casernes des brigades de maréchaussée, la Ville a loué deux petites maisons, sises rue de la Roderie. Elle en achète une autre pour servir d'écuries ; pour cette dernière dépense, elle emprunte 3.000 L dont 1.400 L pour l'acquisition et le reste pour les réparations. L'ordonnance fixe la composition de ces casernes : au moins deux chambres à cheminée pour le Commandant, une chambre à cheminée pour chaque cavalier, et une pour le cavalier de passage, ce qui fait sept chambres à cheminée. (Délibérations des 23 septembre, 18 décembre 1770, 17 février 1771).

(1) Voir pièces justificatives n° 19.

En 1784, l'Assemblée se pourvoit près de l'Intendant et du Conseil pour obtenir un arrêt lui permettant l'acquisition d'une maison convenable pour servir de caserne, et pour obtenir la contribution du « canton » pour la sûreté duquel la brigade a été établie à la forme de l'ordonnance de 1778. (Délibération du 9 mai 1784.)

En 1790, l'effectif de la maréchaussée était d'une brigade avec l'état-major de toute la lieutenance dont la circonscription s'étendait de Saint-Vallier à Orange, sur le Valentinois et Diois.

f) Ecole d'Artillerie

En 1766 il est question du transfert de l'Ecole d'Artillerie de Grenoble à Valence. Ce serait une source de profit pour la Ville qui est prête à faire face à toutes les dépenses nécessaires. Des mémoires sont même échangés entre le Commandant de l'Ecole et les Consuls. Ce projet n'eut aucune suite.

En 1777 Sa Majesté fait savoir que l'Ecole et le Régiment d'Artillerie arriveront à Valence le 13 juillet. L'année suivante, en mars, l'Ecole regagne Besançon, son installation nécessitant des dépenses par trop considérables pour le moment.

Escomptant le profit qu'elle peut en tirer, la Ville essaie à nouveau d'obtenir l'installation de l'Ecole d'Artillerie. Elle envoie un député à Paris, en 1783, en solliciter l'établissement. Elle l'obtient et l'Ecole s'installe à Valence. Une Ecole d'Artillerie implique un terrain de pratique. C'est pourquoi (succédant à un premier traité du 28 juillet 1777), en 1784 un traité fut passé entre « M. du Bouchard, maréchal des camps et armées du Roi et les officiers municipaux sur le polygone », comprenant 163 setérées et limité par cinq bornes en pierre de Crussol (1). Le terrain a été estimé 77.921 L, soit, au 5 %, 3.886 L d'intérêts, payables 2.636 L par le Trésorier de l'Artillerie et le surplus par Valence et le Bourg.

E) LES RAPPORTS ENTRE LES CONSULS ET LES OFFICIERS

Les fournitures à procurer par la Ville à la troupe sont l'occasion d'incidents entre Consuls et officiers, non seulement des injures, des menaces, mais des voies de fait. Il faut ajouter qu'en général les militaires méprisent les civils.

(1) Le Polygone est situé sur la route de Romans, au Nord-Est de la Ville.

En 1739 le régiment de Montmorency arrive à Valence ; les équipages de la troupe sont voiturés par eau, ce qui évite à la Ville les frais de transport. L'aide-major et l'officier qui l'accompagne font comprendre au second Consul qu'il serait juste de leur accorder une libéralité en considération de l'économie réalisée. Le Consul leur répond qu'il ne pouvait rien faire de son propre mouvement et qu'il en réfèrerait à l'Assemblée. Les officiers se retirent. Ils se présentent le lendemain au domicile du second Consul, sous le faux prétexte de prendre l'expédition de la route, expédition que l'aide-major avait dans sa poche. Ils commencent par l'accabler de paroles malhonnêtes, puis ils le malmènent : coups de chapeaux sur le visage... ; le prenant alors par les jambes, d'une poussée dans l'estomac ils le culbutent par terre et tirent leur épée ; l'intervention des voisins empêcha seule la mort du Consul. (Délibération du 14 mars 1739).

Un autre jour, le second Consul, se rendant chez un habitant qui se plaignait d'un lieutenant logé chez lui, fut molesté, malmené par ce lieutenant et conduit au corps de garde où il fut ridiculisé et couvert d'affronts. (Délibération du 30 décembre 1746).

Un peu plus tard, le troisième Consul est insulté par le Commandant de la troisième Compagnie de milice d'Albi, alors qu'il allait lui demander le paiement de six chevaux sellés et d'une charrette attelée de deux mulets. Il aurait été tué si le major et d'autres n'étaient intervenus. (Délibération du 11 juin 1757).

A la suite de ces affronts, la Ville fait demander des réparations publiques qui lui sont toujours accordées. Le plus souvent, les excuses sont faites dans le Palais Episcopal en présence de l'Assemblée, elles sont généralement accompagnées d'aumônes pour l'hôpital.

CHAPITRE IV

LE DOMAINE DE LA VILLE ET LES TRAVAUX PUBLICS

La Ville possède les immeubles et les terrains nécessités par l'Administration. Elle doit veiller à leur entretien et à leur bon état comme à celui des rues, des murs et murailles, des portes, des aqueducs, des ponts, des puits, des fontaines.

La Ville possède, située rue de l'Herberie, une maison à l'usage de l'Hôtel de Ville où ses titres sont enfermés.

En 1725 elle fait l'acquisition d'une maison appartenant au s. Roux, pour loger les troupes de passage en attendant la construction des casernes.

En 1757 elle achète la maison de la Veuve Bigeard pour servir de corps de garde, avec l'intention d'y construire par la suite un Hôtel de Ville convenable ; elle paiera à la Veuve Bigeard 9.000 L en quatre versements égaux. (Délibérations des 17 novembre, 29 décembre 1754 ; 16 février, 2 mars, 27 avril 1755 ; 30 novembre 1756 ; 30 janvier, 27 mars, 17 avril 1757) (1).

En 1770 elle achète une maison pour servir d'écuries à la brigade de maréchaussée (Délibérations des 18 septembre 1770, 17 février 1771).

A) LES FORMALITES DE GESTION

Lorsqu'une réparation à faire vient à la connaissance de l'Assemblée, celle-ci nomme des commis chargés d'en examiner l'urgence et la nécessité. Ces commis rapportent leur avis dans l'Assemblée suivante où la décision est prise. La réparation autorisée, les commis sont chargés d'en passer le bail au rabais à celui qui en fera les conditions les meilleures. Toute réparation est en général pas-

(1) Cet immeuble était au coin de la place des Clercs et de la place des Ormeaux (n° 8 actuel) et des traces de cette affectation ont subsisté jusque vers 1900. Au début, il fut loué par Treillard pour sa fabrique.

sée à bail à un particulier. Dès qu'il s'agit d'une réparation de quelque importance, il faut l'autorisation de l'Intendant, qui n'a pas quelquefois le même point de vue que la Ville, et l'homologation du Parlement. Une fois les travaux effectués, ils doivent être « reçus par la Ville », les commis vont alors examiner s'ils sont conformes aux conditions passées, l'Assemblée se range à leur avis.

Les réparations d'entretien sont prises sur les indits comme charges extraordinaires de la Ville. Dès qu'il s'agit d'une dépense de quelque importance (réfection du pavé...) les indits n'y peuvent suffire ; l'Assemblée demande à l'Intendant un dégrèvement sur le soulagement des tailles ou l'autorisation d'imposer la somme dans le prochain rôle. Cette imposition soulève parfois des controverses. La réparation étant d'utilité publique, l'Assemblée est autorisée à l'imposer comme cas de droit, c'est-à-dire sur les trois ordres ; protestations du clergé et de la noblesse qui, dans certains cas, en refusent le paiement, d'où poursuites.

L'acquisition d'un immeuble ou d'un terrain demande, outre l'autorisation de l'Intendant et l'homologation du Parlement, l'obtention de lettres patentes du Roi (1). L'acheteurs doit payer en sus du prix d'acquisition, les droits de lods et de cens à celui de la directe duquel dépend le terrain. C'est en vertu de ce droit que la Ville paie tous les ans 7 L 8 s au chapitre de la Cathédrale pour cens ou rente sur la maison de l'Hôtel de Ville. A Valence, la plupart des directes des immeubles et des terres appartiennent à l'Evêque, au chapitre ou aux communautés. Une Déclaration du Roi, du 16 juillet 1702, décharge le Maire, les Echevins et les habitants du droit d'amortissement pour les acquisitions des maisons et des places faites pour la décoration des Villes et lieux publics. Pour l'acquisition de la maison de la veuve Bigeard, l'Assemblée dut payer 228 L 16 s 3 d pour les épices de l'arrêt et autres droits d'enregistrement ; 28 L pour le droit de requête plus les droits d'amortissement, insinuations, lods et en général tous les droits que les ventes occasionnent, se montant à 279 L.

En 1770, controverse entre la Ville et le chapitre de la Cathédrale, celui-ci réclame les droits d'indemnité et de main-morte sur

(1) Voir pièces justificatives n° 20.

les emplacements des casernes Saint-Antoine et de l'esplanade, relevant de leur directe. Or ces logements ont été achetés au nom du Roi et non au nom de la Ville, tout comme les maisons qui formaient l'emplacement où est construit le palais et l'auditoire de justice de Mrs du Présidial, c'est donc au Roi que devrait s'adresser le chapitre. Par Arrêt du Conseil d'Etat du 8 novembre 1668, le Roi « s'est chargé des lods et indemnités à raison de l'emplacement du Présidial ; mais il a débouté le chapitre à raison des emplacements des casernes Saint-Antoine et de l'esplanade, acquisitions faites par actes de 1724 et de 1727, sauf à lui à se pourvoir ainsi et contre qui il appartiendra ». Cet arrêt s'explique en ce que le corps des officiers du Présidial a fait l'abandon de ce local au Roi, qui l'a réuni à son domaine, par Arrêt du 8 juin 1700, tandis que « les maisons acquises pour le service des casernes, quoique acquises au nom du Roi n'ont point été déguerpies au Roi, ni réunies à son domaine », elles restent propres à la Ville qui en a payé le prix et s'en sert pour le logement des troupes, ce qui soulage ses habitants. En sorte qu'il ne lui serait point avantageux d'en faire l'abandon au Roi, il convient au contraire qu'elle s'en assure toujours au mieux la propriété. (Délibération du 20 mai 1770). Les acquisitions, toutes de la directe du chapitre, se montaient à 5.730 L (4.500 L d'une part et 1.230 L de l'autre). Pour les lods de cette somme, le chapitre a bien voulu se contenter d'une somme de 400 L et d'une somme de 20 L payable tous les ans, celle-ci « tant pour l'indemnité à venir que pour le cens, moyennant quoi la Ville sera dispensée de fournir un homme vivant ou mourant, ou de payer le lod de vingt ans en vingt ans. »

B) LES TRAVAUX

L'Assemblée doit effectuer les réparations nécessaires à la bonne gestion du domaine, faire construire lorsque besoin en est, et veiller à l'embellissement de la Ville.

a) Réparations

Les réparations sont nombreuses et fréquentes, depuis les petites réparations à l'horloge jusqu'à l'important travail de la réfection des pavés.

Voici quelques réparations faites de 1692 à 1789.

En 1738, le mauvais état des pavés en nécessite la réfection. Ce travail intéressant tous les habitants, chaque particulier devra y contribuer pour la partie qui se trouve devant sa maison. Le bail en est passé à 25 s la toise. En principe, la réfection devait être effectuée en trois ans ; en 1758 seulement, on voit l'entrepreneur réclamer 1.688 L 9 s pour son paiement. (Délibérations des 18 mai, 13 octobre 1738 ; 24 avril 1739 ; 15 octobre 1758).

En 1718, des réparations sont faites à l'Eglise Saint-Jean. (Délibérations des 21 mars 1718 ; 25 février 1725). Les réparations des églises se partagent entre la fabrique et la Ville, celle-ci est chargée des réparations de la nef.

Les réparations aux canaux d'écoulement des eaux revêtent, en 1771, une urgente nécessité, attendu que l'écoulement des eaux ne cause pas seulement des dommages « aux possessions », mais occasionne des maladies qui dépeuplent la Ville. La Ville profitera, en 1774, du fonds annuel accordé par le Roi pour les réparations des rivières et des torrents aux communautés qui s'y prêteront de leur côté ; le Maire et les Echevins offrent de fournir 2.400 L et supplient l'Intendant d'appuyer leur demande et de les autoriser à emprunter 2.400 L, la Ville n'ayant aucun fonds.

Un Arrêt du Conseil d'Etat du 23 mars 1773 ordonne qu'à l'avenir l'entretien, réparation et construction de tous les bâtiments servant à l'administration de la justice seront à la charge des Villes où ces cours et juridictions sont établies, sauf un secours pour les villes où cette charge serait trop onéreuse. Pour se conformer à l'arrêt, le Maire et les Echevins rédigent un mémoire qu'ils enverront à l'Intendant dans un mois au plus tard, demandant à Sa Majesté de faire supporter les frais par tout le ressort, la Ville ayant des charges extrêmement lourdes. Ils joignent au mémoire un état certifié des revenus actuels de la Ville, de leur produit, de ses charges et dépenses ainsi que des dettes qu'elle peut avoir tant constituées qu'exigibles. Le Contrôleur Général, en suite de cet arrêt, demande à la Ville de supporter 2.269 L 12 s 9 d, devis des réparations à faire au Présidial, ne voulant faire supporter au Roi que les réparations approuvées avant l'Arrêt du Conseil et se montant à 897 L 14 s ; l'Assemblée demande à l'Intendant d'intervenir. (Délibérations des 16 mai, 24 octobre 1773).

Le cimetière, près de l'église Saint-Jean, est cause d'émanations

malsaines ; l'Evêque, sur la demande de la Ville, rend une ordonnance en autorisant la translation hors de l'enceinte. Cette ordonnance ayant été homologuée par le Parlement, le cimetière est transféré au terroir de Sainte-Catherine, hors la porte Saint-Félix ; il servira pour la Cathédrale et Saint-Jean. L'Assemblée emprunte 4.000 L pour subvenir au paiement des frais. (Délibérations des 15 janvier et 23 avril 1775). En 1788, se conformant à l'Edit de novembre 1787, la Ville procure aux protestants un quartellé de terrain pour en faire un cimetière qui sera clos de murs. (Délibération du 27 décembre 1788).

En 1778, la sûreté du commerce sur le Rhône, la conservation du Bourg et de la Basse-Ville sont l'objet de la préoccupation de la Ville, le Rhône ayant emporté une porte de la Ville, une rue entière et un ancien quai. Si la tour de Constance, à demi ruinée, vient à être emportée, des dégâts considérables se produiront. Les coches et les diligences sont obligés de s'arrêter sur l'autre rive, où il n'y a que de mauvaises auberges, ce qui gêne beaucoup les passagers et rend très difficile la perception des droits et vérifications des commis des fermes du Roi. Sur la demande des intéressés des voitures à sel, directeurs et contrôleurs des coches et diligences, maîtres-patrons et conducteurs sur le Rhône, fermiers des péages, contrôleurs et visiteurs des fermes du Roi, la Ville enverra à Neker, Directeur des Finances, un plan exact des bords du Rhône, depuis la croix Rapan jusqu'à la porte Saint-Nicolas où la navigation devient de plus en plus dangereuse, spécialement au passage de la tour de Constance, pour obtenir les secours nécessaires en pareil cas. (Délibération du 15 mars 1778).

Valence a une double enceinte, extérieure et intérieure, l'Assemblée obtient du Ministre du Roi l'autorisation de démolir l'enceinte intérieure, à condition d'employer les meilleurs matériaux à faire rétablir et remettre dans le meilleur état l'enceinte extérieure, sous l'imputation des officiers du génie.

L'installation de l'Ecole d'Artillerie, par les nombreuses réparations et les aménagements qu'elle nécessita, fut la source de dépenses considérables, se montant à 45.997 L, dont 36.993 L pour les réparations aux casernes et leur ameublement. (Délibération du 10 mai 1784).

La Ville doit également veiller à l'entretien et perfection des

tâches sur les grandes routes de la province. En 1776, une ordonnance de l'Intendant du 21 septembre propose à la Ville le choix entre deux moyens : ou faire les travaux par elle-même, ou les faire exécuter. A Valence, les travaux sont faits par un adjudicataire, en suite de la passation de bail ; le devis en est arrêté par l'ingénieur des ponts et chaussées. Réception et vérification en sont faites lors de l'achèvement des travaux. Le prix de l'adjudication doit être imposé sur un rôle particulier au marc la livre de la capitation sur les habitants sujets à la corvée. Ce rôle sera confié à un habitant solvable pour en faire le recouvrement ; celui-ci sera nommé par la communauté et différent de celui qui perçoit les deniers royaux. L'entrepreneur doit être payé des deniers provenant du rôle, sur les mandats des officiers municipaux qui auront passé le bail, un tiers à moitié ouvré, les deux autres tiers lorsque les ouvrages seront parachevés et reçus sur certificat de l'inspecteur et du sous-ingénieur. (Délibération du 20 novembre 1776).

b) **Constructions**

L'Assemblée doit aussi faire bâtir les immeubles nécessaires à l'intérêt général.

1. La grosse affaire du siècle fut la CONSTRUCTION DES CASERNES. C'est en 1714, pour parer à la désertion de la Ville, occasionnée par le logement des gens de guerre, que fut décidée la construction des casernes, comme cela s'était déjà fait dans plusieurs villes du Royaume. L'Intendant émet un avis favorable et fait espérer le secours de Sa Majesté pour la moitié des frais, la Ville ne pouvant en supporter seule toute la charge. Valence demanderait 25.000 L à Sa Majesté, les 25.000 autres seraient levées par imposition sur les vins et vendanges entrant dans la Ville et le Bourg, sur tous les grains pesés au poids public et sur le sel débité dans le grenier à sel ; le tout sans exception de personne pendant six années consécutives, sous le taux réglé par les commis pour la construction, l'aménagement et l'entretien des casernes, la Ville ne pouvant surcharger encore l'imposition des tailles. L'Assemblée du Clergé de Valence, tenue dans le Palais Episcopal, le 6 juillet, étant donné l'utilité de la construction des casernes, décida la contribution du clergé à la construction et à l'aménagement des ca-

sernes (et non à l'entretien), en payant les droits imposés sur les farines moyennant 2 s 6 d par quintal, et sur les vins 7 s 6 d par charge, le tout pendant six ans. (Délibération du 15 décembre 1714).

Il s'agit alors de trouver un emplacement convenable. Plusieurs endroits sont proposés ; sur les conseils de l'Ingénieur du Roi, il est fait choix du quartier de la Citadelle. Le Trésorier de France remet alors un mémoire à la Ville concernant les bâtiments destinés à servir de casernes. (Délibération du 31 décembre 1719). Les particuliers, dont les maisons sont destinées à l'emplacement des casernes, se sont pourvus près de ceux qui en ont à vendre et qui se prévalent de la situation pour en faire des conditions excessives. Aussi ils demandent à ce que les commis, qui ont fait la liquidation de leurs maisons, fassent celles des maisons qu'ils se proposent d'acheter.

Le Gouverneur de la Ville, ayant examiné l'emplacement avec l'Ingénieur, se fait fort d'obtenir une gratification de 10.000 L pour l'achat des maisons nécessaires à l'établissement des casernes, l'Intendant accorde 12.832 L.

La construction commencée n'alla pas sans lenteur, elle dura plus de quinze ans ; faute d'argent pour en payer les dépenses, l'entrepreneur est obligé de s'arrêter. Un habitant est nommé chaque jour pour surveiller les travaux et éviter les fraudes. La construction des casernes terminée, des commis viennent les examiner pour voir si elles sont conformes aux conditions. La dépense se monte à 93.848 L 8 s 9 d. (Délibération du 23 septembre 1744).

Les casernes sont ensuite aménagées : fourniture de paille, paillasses, couvertures, draps, ustensiles divers...

2. ARCHIVES. — Les différents papiers ou archives de Valence étaient exposés à disparaître, « par danger d'incendie, de l'endroit dans lequel ils se trouvaient. » La construction d'une pièce voûtée pour les archives, réclamée à plusieurs reprises, fut enfin autorisée en 1767. En mars 1769, le bail au rabais en fut passé au s. Panaye, moyennant 1.440 L. (Délibération du 13 mars 1769).

3. CHAPELLE POUR LE NOUVEAU CIMETIERE. — En 1775, une chapelle est construite au nouveau cimetière, étant donné son

éloignement de la Ville ; elle servira à déposer les morts des environs. L'Assemblée demande à l'Intendant un devis estimatif à l'effet d'obtenir un secours, sur les fonds destinés à la charité publique, d'une somme de 2.000 L à 2.400 L, suivant les conseils de l'Evêque ; elle tâchera d'y contribuer pour le quart, voir même le tiers.

c) Embellissement

L'Assemblée ne se contente pas d'entretenir et d'acquérir tout ce qui peut être utile à l'intérêt commun, elle recherche tout ce qui est susceptible d'améliorer et d'embellir la Ville.

Les Gouverneurs et les Majors s'intéressent eux aussi à l'embellissement de Valence. C'est sur leur demande, en 1759, que l'esplanade, où des arbres avaient été plantés, et qui est maintenant un « lieu de promenade pour la noblesse et les gens de considération », reçoit des bancs en pierre de Châteauneuf de la meilleure qualité.

L'Evêque désirait que la Ville fasse l'acquisition d'un terrain hors des portes pour y faire une promenade publique. Le terrain qui forme l'enceinte du petit tour Beauregard semblerait convenir parfaitement, et Monseigneur se fait fort d'obtenir de l'abbé Daurelle, de la directe duquel relève le terrain, de lui faire grâce des lods et d'engager l'Intendant à accorder un secours. Pour plaire à son Evêque (la santé de ses citoyens s'y trouvant intéressée par ailleurs), l'Assemblée emprunte 3.000 L pour l'acquisition du terrain et les réparations à faire, « sauf pour le surplus d'attendre le secours de l'Intendant pour la perfection de cet ouvrage ». (Délibération du 13 avril 1773). Un peu plus tard, en 1778, l'Evêque avance 3.500 L pour la plantation du Cours et l'Intendant accorde un dégrèvement pour en permettre le remboursement. (Délibération du 29 novembre 1778).

Un plan d'alignement de la Ville est établi en 1777 par l'Ingénieur, « en vue d'attirer les passagers au lieu de leur voir prendre la route qui fait le tour des murailles ». (Délibération du 14 septembre). En 1782, des arbres sont plantés côté Saint-Estève, des banquettes sont construites le long du ruisseau qui termine au couchant la place, des pleins pouvoirs sont accordés à l'Assemblée pour la construction d'une salle de comédie. (Délibération du 27 octobre 1782).

CHAPITRE V

L'INSTRUCTION

La Ville a la charge de s'occuper de l'instruction des enfants ; elle fait donner deux enseignements : l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire.

SECTION I

L'Enseignement primaire

L'enseignement primaire est donné par des précepteurs de la jeunesse ou maîtres-écrivains, nommés par la Ville et dont Monseigneur ratifie le choix. Ces précepteurs, au nombre de deux ou trois, sont payés par la Ville d'abord 60 L, puis 120 L ; les enfants donnent une légère rétribution : « 5 s pour lire et ceux qui écriront, 10 s ; pour lire, écrire et chiffrer, 15 s » (par mois).

Les Consuls ont beaucoup de difficultés à trouver des maîtres capables ; ils sont obligés parfois de les faire venir des villes avoisinantes. Aussi c'est avec satisfaction qu'ils accueillent, en 1731, l'établissement des petites écoles par deux Frères de la doctrine chrétienne, établissement que l'Evêque veut bien procurer à la Ville. Monseigneur leur fournira les meubles nécessaires à leur exercice et la Ville paiera 150 L par an à chacun de ces deux frères. Leurs gages seront pris sur le produit des octrois, comme charge commune aux trois ordres, conformément à la lettre écrite par l'Intendant à son subdélégué, et qui sera enregistrée pour y avoir recours le cas échéant. (Délibérations des 29 mars 1731 et 20 avril 1732). Leurs gages sont portés par la suite à 200 L chacun et un troisième Frère leur est adjoint. Si ces Frères traversent, pour des causes différentes, des périodes par trop difficiles au point de vue pécunier, l'Assemblée leur accorde quelques libéralités.

Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 22 novembre 1776, affecte sur les biens du prieuré Saint-Félix, réunis au siège de Monseigneur, pour l'éducation de la jeunesse, tant en faveur de l'Université et du Collège qu'en faveur des Frères de la Doctrine chrétienne, les dismes de Valence, Fauconnières, le Domaine de Gilbaud et la prairie de Valence dépendante du Rivier, soit qu'ils appartiennent à la mense conventuelle, soit qu'ils fassent partie du prieuré. (Délivération du 9 février 1777).

A cause de l'état lamentable de la maison où enseignaient gratuitement les Frères, l'Assemblée a dû fermer l'école. Ayant trouvé un bâtiment convenable, elle le loue, en attendant de pouvoir faire exécuter les réparations nécessaires. Sur les biens provenant de l'ordre éteint de Saint-Ruf, la Ville reçoit 6.000 L pour les réparations, dont 4.000 L seront à prendre sur la vente des maisons conventuelles de Saint-Ruf, et 2.000 L sur la vente de la maison abbatiale. Les réparations sont passées à bail au s. Danier pour 15.800 L ; l'Intendant est supplié de donner toute l'aide possible pour subvenir au paiement de la dépense. A l'avenir, le Bourg contribuera pour sa part au cinquième de l'entretien de la maison des Frères, moyennant quoi, ses enfants y seront admis.

En 1782, différend entre la Ville et Mgr de Grave (les rapports entre eux étaient alors assez tendus) au sujet du Fr. Aubin, supérieur des Ecoles Chrétiennes. L'Assemblée prend sous sa protection le Fr. Aubin qui ne plaît pas à Monseigneur. Le Fr. Aubin reçoit obédience du Supérieur Général des Frères des Ecoles Chrétiennes (obédience vraisemblablement surprise à la bonne foi de ce dernier) de se rendre dans le Comté de Foix. La Ville et le Bourg se portent tiers opposants à ladite obédience avec « interpellation pour le Fr. Aubin de déférer à l'opposition et de continuer ses fonctions ». En octobre, en raison de ses fatigues, la Ville accorde au frère un congé de trois mois. On ne sait exactement comment se termina le différend, le Fr. Aubin semble cependant avoir repris ses fonctions.

En 1778, Mgr de Grave, dans la pensée d'assurer l'instruction gratuite des petites filles, conjointement avec la tenue du bureau de bienfaisance, attribuée aux Sœurs de Saint-Vincent de Paul, qu'il fait venir dans la Ville, la propriété de la maison du prieuré supprimé de Saint-Félix et des revenus sur les domaines situés à Montélier, provenant de l'abbaye de Saint-Ruf.

SECTION II

L'Enseignement Secondaire.

L'enseignement secondaire est donné par les prêtres de la Congrégation du Saint-Sacrement en suite de conventions passées entre eux et la Ville (1). En 1644 la Ville s'était soumise à payer 1.500 L aux prêtres de la Congrégation du Saint-Sacrement, moyennant quoi, ceux-ci s'étaient engagés à faire enseigner gratuitement les cinq classes qui composent les lettres humaines (savoir la rhétorique, les humanités et les trois classes de grammaire) et les deux classes de philosophie avec toutes ses parties. Le malheur des temps obligea la Ville à réduire la dotation à 700 L ; moyennant quoi la Congrégation n'était chargée d'enseigner gratuitement que les trois classes de grammaire, demeurant libre de prendre une rétribution pour l'enseignement des autres classes. A l'exception des deux classes de philosophie, pour lesquelles il y eut un arrangement avec l'Université, cet accord subsista jusqu'en 1768.

Le 23 septembre 1768 la Congrégation fait signifier à la Ville sa démission, qu'elle jugera acceptée si aucune réponse ne lui est faite dans le délai de trois jours. Elle fait cette signification à la veille de la rentrée, en vue d'obtenir une augmentation de la dotation eu égard à la cherté de vie. Grâce à des médiateurs qui lui firent sentir le peu d'opportunité de sa demande, la Congrégation continua son enseignement. Au cours de l'année une nouvelle requête plus décente est présentée à la Ville : le Roi ayant augmenté la portion congrue des Curés, la Congrégation demande l'augmentation de sa rétribution et une dotation pour les classes de rhétorique et d'humanités.

Le 9 juillet 1769 des commissions sont nommées pour examiner la requête conjointement avec le Maire, les Echevins et le Procureur du Roi ; elles donnèrent leur avis le premier octobre. Avec l'autorisation de Sa Majesté et de l'Intendant, la Ville paiera 1.500 L à la Congrégation pour l'enseignement gratuit des cinq classes de lettres humaines ; à la charge par la Congrégation de fournir annuellement des sujets capables pour l'enseignement des cinq classes, et de « proposer une personne pour avoir l'inspection et la discipline du Collège ». Afin de s'assurer de la capacité des sujets choisis, avec l'agrée-

(1) Voir pièces justificatives n° 21.

ment de l'Evêque et sous sa présidence, il sera établi un bureau d'inspection du collège composé du Maire, des Echevins et d'un nombre suffisant de personnes des différents ordres (conformément à ce qui se pratique dans les autres collèges). A ce bureau seront présentés les sujets qui ne pourront exercer qu'avec leur agrément. La Congrégation ne pourra demander aucune augmentation sous aucun prétexte. Au cas où la Ville pourrait parvenir à former au collège une dotation par union de bénéfices ou autres revenus, la somme, à laquelle la Ville se soumet, diminuera d'autant. Cet arrangement commencera seulement au quartier d'octobre qui suivra d'une part l'obtention et l'enregistrement des lettres patentes que la Ville doit obtenir pour se conformer aux Edits et Déclaration du Roi, et d'autre part l'acquiescement des prêtres de la Congrégation à cet arrangement, avec la ratification de leur Supérieur. Le Maire et les Echevins sont autorisés à passer tout traité qu'ils jugeront à propos au nom de la Ville, à exiger toute soumission estimée nécessaire, et à la faire homologuer devant qui de droit afin qu'elle ait une force légale et permanente.

Monseigneur trouve avantageuse cette proposition. Ce n'est pas l'avis de la Congrégation qui présente une nouvelle requête. 1^o La Congrégation demande 2.400 L (400 L pour chaque régent et autant pour le préfet). 2^o Elle ne peut consentir à l'établissement d'un bureau d'inspection, parce que, le collège se trouvant affecté à un corps ou communauté, ils ne sont point dans le cas de s'y assujettir. 3^o Elle ne peut se soumettre à ne demander aucune augmentation que si la Ville lui offre, au lieu de la somme qu'elle demande, celle de 4.800 L. 4^o La Ville devra fixer le temps et le délai dans lequel les lettres patentes seront obtenues.

La Congrégation maintenant ses prétentions (sauf en ce qui concerne la somme de 2.400 L qu'elle consent à abaisser à 2.000 L), l'Assemblée accepte sa démission, ses moyens ne lui permettant pas de tels frais. Dans la Délibération du 17 décembre, elle prie le Maire et les Echevins de s'adresser aux personnes ou aux corps qu'ils jugeront à propos pour les engager à se charger de l'enseignement sous les conditions de la Délibération du 1^{er} octobre ; elle les autorise même à passer une convention pour procurer l'enseignement des mathématiques, enseignement indispensable à ceux qui se destinent au service du Roi ou qui veulent prendre des charges dans la magistrature. (Délibération des 1^{er} octobre et 17 décembre 1769).

La Congrégation, ayant eu connaissance de cette délibération, dit qu'elle ne songeait nullement à quitter le collège et qu'elle acquiesçait aux conditions du premier octobre « sous quelques modifications ». La Ville lui répondit qu'elle dresserait les articles tels qu'ils devraient être acceptés, et qu'en cas d'acceptation de sa part, elle lui donnerait la priorité. La Congrégation ayant apostillé d'un refus presque tous les articles, le Maire et les Echevins s'entendent avec les RR. PP. Cordeliers qui veulent bien se charger de l'enseignement pour tirer la Ville d'embarras. La Congrégation, apprenant l'accord, déclare accepter toutes les conditions sauf l'inspection du bureau. Le Maire et les Echevins, engagés déjà fort avant avec les RR. PP. Cordeliers, ne peuvent traiter sans leur participation ; il leur semble préférable de conserver plutôt que d'édifier un nouvel établissement. D'accord avec les RR. PP. Cordeliers, auquel la Ville témoigne ses remerciements, le Maire et les Echevins passent avec la Congrégation du Saint-Sacrement les articles préliminaires au traité, sous réserve de la ratification de la Ville et du « bon plaisir de l'Evêque et de l'Intendant » (1) (28 janvier 1770). Le 4 février 1770 le Maire et les Echevins sont à nouveau commis par l'Assemblée pour passer le traité public avec la Congrégation, conformément aux articles arrêtés, et requérir l'homologation et l'enregistrement au Greffe de la Cour du Parlement. Le traité commencera au 25 octobre de l'année 1770, autant que la Ville y sera autorisée par le Roi sous le bon plaisir de l'Intendant. (Délibération du 4 février 1770). Le traité est passé le 24 avril 1770 et homologué par arrêt de la Cour le 1^{er} août 1770.

En 1787 le Collège manque de régents, l'Assemblée s'occupe sérieusement de remédier à cette insuffisance, car c'est une question d'extrême importance pour l'éducation des enfants. La rhétorique n'a ni élèves, ni régent ; les humanités et la troisième ont un seul régent et dix élèves ; la quatrième, un régent et dix élèves ; la cinquième et la sixième, un régent et cinq élèves. L'Assemblée décide de suspendre la somme qu'elle verse à la Congrégation jusqu'à nouvel ordre. (Délibérations des 5-9 décembre 1787).

Nous avons vu qu'une Université était établie à Valence ; mais ne dépendant pas de l'administration municipale, elle ne rentre pas dans le cadre de cette étude.

(1) Voir pièces justificatives n° 21.

CHAPITRE VI

L'ASSISTANCE ET LE CULTE.

6

SECTION I

L'Assistance.

a) Les secours aux pauvres

L'Assemblée doit veiller au bon ordre intérieur de la Ville et subvenir aux besoins des nécessiteux. Si elle considère comme un devoir de nourrir ses pauvres, elle n'en juge pas ainsi pour les pauvres étrangers.

En 1699 une Assemblée se tient au Palais Episcopal, en suite d'un arrêt du Parlement relatif aux mendiants, ceux-ci doivent se retirer dans leur paroisse où il sera pourvu à leur subsistance. (Délibérations des 20 avril et 3 mai 1699). Un rôle de répartition est établi parmi la population pour subvenir à leurs besoins. Nouvelle déclaration du Roi le 25 juillet 1700 : quelque personne pieuse sera chargée de distribuer la nourriture aux pauvres et devra envoyer un état arrêté à l'Intendant à la fin de chaque mois.

En 1710 les pauvres étrangers affluent et la plupart sont malades ; pour les faire sortir et empêcher l'entrée de nouveaux mendiants, l'Assemblée établit des chasse-gueux. (Délibération du 26 janvier 1710). Par sa déclaration du 18 juillet 1724, le Roi voudrait que les mendiants et vagabonds soient mis dans les hôpitaux des lieux où ils se sont arrêtés. Or l'hôpital de Valence n'est pas en état de les recevoir, ni de les nourrir sans subvention.

A nouveau en 1735 la maladie se répand parmi les pauvres. L'Assemblée présente une requête au juge-mage pour qu'il soit fait défense à tout habitant de donner retraite de jour ou de nuit à aucun pauvre mendiant, sous peine de 30 L d'amende ; qu'il soit interdit à tout pauvre étranger d'entrer dans la Ville, et qu'il soit enjoint à

ceux qui s'y trouvent d'en sortir sur le champ, sous peine d'être enfermés dans la prison de la judicature-mage, où ils ne recevront pour toute nourriture jusqu'au lendemain que du pain et de l'eau ; les 30 L d'amende seront appliquées au paiement du pain. (Délibération du 12 juin).

De nombreux mendiants logent dans les maisons de la Citadelle, de la Basse-Ville et du Bourg en 1763. Or un grand nombre de vols sont commis dans la Ville et la campagne, vols commis même pendant la nuit et avec effraction. On en accuse les mendiants qui seront chassés de Valence. (Délibération du 16 octobre 1763).

En faveur des familles nécessiteuses, le Roi prend de temps à autre des mesures. En 1709 il ordonne, en faveur des familles pauvres du Dauphiné, un prêt de mille minots de sel dont le prix sera imposé sur les trois ordres de la province, l'année prochaine. Valence est compris pour six minots et quart. L'Assemblée commet deux personnes, qui seront chargées de procéder avec le Curé à la faction du rôle des familles pauvres qui n'ont pas de quoi acheter du sel, et aussi de la quantité à leur distribuer. Un député sera chargé également d'aller prendre du receveur du grenier à sel le plus voisin les six minots et quart de sel. (Délibération du 14 juillet 1709).

En 1771 Sa Majesté a permis de prendre sur le dégrèvement accordé à la province une somme de 30.000 L, pour être employée à des ateliers publics où seraient admis indistinctement les hommes, les femmes, les vieillards, les enfants, afin de faire travailler les pauvres dans la saison où la cherté des denrées se fait le plus sentir. Cette somme sera distribuée au prorata des sommes que les Villes pourront donner. L'Assemblée pense qu'elle pourrait par là travailler à la perfection de la tâche imposée à la communauté, pour la confection de la grande route qui doit être faite par corvée au préjudice des arts et métiers et surtout de l'agriculture. Le Maire et les Echevins sont autorisés à faire leur soumission dès que les ouvrages commenceront ; ils devront remettre « entre les mains de la personne qui sera préposée par l'Intendant la somme de 600 L, en suppliant celui-ci d'accorder à la Ville une semblable somme de 600 L pour être le total employé à payer les ouvriers, charretiers et manœuvres qui travailleront à la perfection de la tâche ». L'Intendant est prié d'accorder l'inspection du travail au corps de ville, et de permettre à l'Assemblée de rejeter la somme avancée sur les corvéables par un

rôle de contribution. Ce qu'il accepte. (Délibération du 21 février 1771).

La Ville continue à faire sa soumission pour 600 L en 1772 et en 1773 pour l'entretien de ses chemins ; pour 1.500 L en 1779 afin de réparer les « chemins vicinaux », spécialement Beauregard, « perfectionner le nouveau cours » en le débarrassant de toutes les pierres que l'on porterait sur la route, repurger l'égoût principal, reconstruire le pavé.

b) Les hôpitaux

Valence a deux hôpitaux : l'un, l'Hôtel-Dieu, pour les malades, l'autre, l'Hôpital Général, pour les vieillards de l'un et l'autre sexe, les orphelins et les enfants trouvés. Le 22 juin 1693, Mgr de Champagne et les administrateurs de l'hôpital donnent la direction de l'Hôtel-Dieu aux filles Trinitaires. Outre les soins donnés aux pauvres ordinaires, elles donnent aussi les secours et les soins nécessaires aux officiers et soldats de troupes de passage en garnison. Sur la demande de Mgr de Milon, le Roi leur accordait en mai 1727 des lettres patentes, confirmant et autorisant les filles séculières appelées de la Charité en la direction de l'Hôtel-Dieu. (Délibération du 21 avril 1728). Ces lettres ont été enregistrées au Parlement de cette Province et en la Chambre des Comptes le 23 janvier et le 17 février 1728. La direction de l'Hôpital Général est donnée à des dames de Charité jusqu'en 1787, époque où elle fut confiée à la Congrégation des Sœurs du Saint-Sacrement.

La Ville a un droit de contrôle sur l'hôpital, c'est elle qui en nomme, le jour de l'élection de ses officiers municipaux, les quatre recteurs. Ses Consuls en sont les premiers recteurs ; les autres n'ont d'autres droits que ceux qu'ils ont reçus de la Ville par l'élection de leur personne faite dans l'Assemblée. La reddition des comptes de l'Hôpital a lieu devant Monseigneur en présence des recteurs, des Consuls et du Procureur du Roi.

En 1761 la difficulté des temps met l'Hôpital dans une situation difficile, l'Evêque a fait don de blé et accordé l'autorisation de deux quêtes annuelles, pour que la charité publique supplée aux vides que les deux dernières années ont fait aux facultés de l'Hôpital ; la Ville accorde un secours de 300 L, et des moyens sont recherchés pour pourvoir à une aide efficace. (Délibération du 19 décembre 1761).

Des députés ont été commis pour rédiger un règlement destiné à servir à l'administration de l'Hôpital. Ils y ont travaillé sur les « meilleurs matériaux » qu'ils ont trouvés : règlements des hôpitaux de Lyon, Montpellier, Grenoble. Ce règlement a été enregistré en l'Hôtel de Ville de Valence le 12 mars 1780 et homologué par le Parlement le 23 juin. Or voici que Mgr de Grave obtient en 1782 un arrêt du Conseil d'Etat pour le règlement des hôpitaux, sans tenir compte du règlement et de l'arrêt du Parlement déjà obtenus, et le fait approuver dans une Assemblée d'Echevins. L'Assemblée réunie déclare nulle et de nul effet cette délibération et celle du grand bureau des pauvres qui s'ensuivit, soit par défaut de pouvoir soit pour avoir été tenues sans consulter le Bourg ; elle annule aussi la délibération de mars 1780 pour les mêmes causes. (Délibérations des 22-24 février 1789). Entre temps, un mémoire avait été dressé sur les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à transférer et réunir l'Hôpital Général et l'Hôtel-Dieu. L'Assemblée approuve la délibération prise le 26 septembre 1782 par les recteurs des hôpitaux et le rapport qu'ils en ont fait, relativement au transfert et réunion de l'Hôtel Dieu à l'Hôpital Général ; elle en demande l'exécution le plus rapidement possible. Elle donne tout pouvoir aux recteurs pour y parvenir et aliéner aux prix, clauses et conditions qu'ils aviseront. (Délibération du 27 octobre 1782). A cause de vives oppositions, le projet dut être abandonné. La réunion de l'Hôpital Général et de l'Hôtel-Dieu n'eut lieu qu'en 1818 (1).

SECTION II

Le Culte

Valence possède de nombreux couvents dont certains, par les sommes qu'ils dépensent, sont une source de richesses pour la Ville. En particulier l'abbaye de Saint-Ruf, où environ 40.000 L de rente s'y « consomment » par an, fait la ressource des plus honnêtes familles. L'Assemblée, apprenant qu'il est question de séculariser

(1) Dupré de Loire : « Recherches sur les établissements de bienfaisance de la Ville de Valence ». Bulletins de la Société Départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme.

cet ordre, rédige un mémoire qu'elle remettra à l'Evêque lors de son arrivée. Ce mémoire n'eut aucun effet. Deux arrêts extrêmement importants, l'un du 21 juin 1773, l'autre du 16 septembre 1775 permettent à l'Evêque de poursuivre l'union à son siège, le premier des biens du prieuré de Saint-Félix, le second de la mense abbatiale de Saint-Ruf. Ce second arrêt permet aussi au chapitre de poursuivre l'union en sa faveur des biens de la mense capitulaire de Saint-Ruf ; le chapitre du Bourg est supprimé et réuni à celui de la Cathédrale. (Délibérations des 10-17 mars 1776).

Ces deux arrêts négligent entièrement les intérêts de la communauté qui éprouve une perte considérable par la suppression de ces abbayes. C'est pourquoi l'Assemblée y forme opposition. A la suite de nombreuses démarches la Ville obtient en 1776 l'affectation de certains biens à ses écoles (1).

La Ville supporte quelques charges religieuses : elle doit payer aux Curés de la Cathédrale et de Saint-Jean une somme pour leur logement, concurremment avec le Chapitre qui en supporte seulement le quart (2). En 1776, Monseigneur consent à affecter une des maisons de l'abbaye de Saint-Ruf au logement du curé de Saint-Apollinaire, ce qu'il est supplié de faire le plus rapidement possible. En attendant l'Assemblée lui paiera 150 L et le Chapitre 50 L.

La Ville est chargée des réparations à effectuer à la nef des Eglises. Elle approuve ou non l'établissement de la fabrique d'une paroisse et le règlement fait en conséquence.

(1) Voir chapitre IV : « Instruction ».

(2) Autrefois, il y avait quatre curés qui avaient une mense particulière et une maison curiale. « Dans des temps de calamité, n'étant pas en état de vivre, ils abandonnèrent au chapitre leur mense et maison pour une congrue. » Par la suite, en un temps moins reculé, il y eut un procès entre les curés, le Chapitre et la Ville. Les curés, demandeurs, voulaient que la Ville fut condamnée à leur fournir un logement ; la Ville, « deffenderesse et demanderesse contre le Chapitre, sur le fondement que le Chapitre ayant aliéné les maisons dépendantes de la mense des curés, en suite de l'abandon qu'ils lui en avaient fait et profité du prix, c'était au chapitre à en fournir le prix ». Le Parlement de Grenoble renvoya à l'Evêque la contestation qui, grâce à sa modération, se termina par une transaction : il serait payé annuellement à chacun des curés de Saint-Apollinaire et de Saint-Jean 18 L par la Ville et 6 L par le Syndic du Chapitre. Cette transaction fut toujours pleinement exécutée. (Délibération du 3 juillet 1763).

CHAPITRE VII

ATTRIBUTIONS DIVERSES

L'Assemblée s'occupe de toutes les affaires concernant l'administration de la Ville, quelques diverses qu'elles soient.

SECTION I

L'établissement de nouveaux habitants

N'importe qui ne peut s'installer à Valence et en porter le titre de citoyen. Tout étranger, qui a l'intention de s'y établir, écrit une lettre au Maire, lui demandant de le recevoir au nombre de ses habitants. Après examen de la demande, le Maire la rejette ou l'accepte.

Pour attirer les étrangers la Ville accorde à tout nouvel habitant, pendant deux ou trois années, l'exemption du logement des gens de guerre et de la taille. En 1772, Valence était très peu peuplée par rapport à son étendue, comme il était de son intérêt d'augmenter le nombre de ses habitants, l'Assemblée prend deux décisions. (Délibération du 22 mars) :

1. Les personnes du Vivarais, qui viendront habiter la Ville et qui sont ou seront reçues au nombre des habitants, jouiront des mêmes franchises que les anciens habitants, c'est-à-dire pourront faire entrer « franchises dans les temps prescrits par les Règlements les denrées provenant de leurs possessions situées dans le pays du Vivarais ; néanmoins, entre les trois rivières Doux, Rhône et Paire, et ce pour leur consommation et celle de leur maison seulement, suivant la fixation qui sera faite par la Ville, eu égard au nombre de personnes qui composent chaque famille, le cas y échéant, le tout sans abus ».

2. Tout artisan qui viendra habiter Valence, muni de son certificat contenant qu'il est de bonne vie et mœurs, jouira pendant dix ans des exemptions de toutes charges et impositions, à l'exception de la capitation, qui ne pourra cependant excéder celle qu'il payait dans les endroits où il habitait et qu'il sera tenu de justifier.

En 1708, le médecin de Valence est décédé, les Consuls offrent au s. Ruel, médecin à Romans, l'exemption permanente du logement des gens de guerre et de l'imposition personnelle pendant trois années, s'il vient s'établir. (Délibération du 3 octobre 1708).

SECTION II

Les procès

Quand un procès est intenté contre la Ville, les Consuls sont assignés en son nom. Mais aucun procès ne peut être intenté contre elle, ni par elle, sans le consentement de l'Intendant. C'est l'Assemblée qui délibère s'il y a lieu de poursuivre le procès ou d'accepter la transaction ; elle en charge parfois des commis ou députés qui, après un examen approfondi, trancheront la question. La Ville comparait par Procureur et par les avocats qui plaident pour Elle.

L'Intendant La Caze, voulant empêcher le procès des communautés et éviter les frais pour ceux qu'elles seraient obligées de soutenir, édicte qu'une commission gratuite d'avocats à Grenoble sera chargée d'examiner et de discuter les droits des communautés, de les guider dans les procès qu'elles auraient à intenter ou à soutenir. (Délibération du 5 juin 1785).

Les impositions étaient la principale source des contestations :

SECTION III

Enquêtes

C'est l'Assemblée qui doit répondre aux différentes enquêtes demandées par le Roi, enquêtes de toutes natures :

Etat certifié « des habitants qui ont quitté le royaume du fait de la religion, de la consistance de leurs biens, ceux qui les pos-

sèdent actuellement et à quel titre, s'ils font leurs devoirs de la religion catholique ». (Délibération du 12 novembre 1701).

Etat du nombre des habitants, de la quantité des fonds ensemencés, de la quantité de grains entiers qui restent en Ville, déduction faite de ce qui se consommera jusqu'à la récolte prochaine. (Délibération du 3 août 1709).

Nombre de personnes de la Ville ; prix et quantité des denrées ; terres incultes. (Délibération du 20 octobre 1711).

Etat des biens possédés par MM. de l'Eglise, état certifié des fiefs et autres biens nobles situés dans l'étendue de leur paroisse, contenant le nom des terres, des biens et la qualité des possesseurs. (Délibération du 29 juillet 1714).

Etat « de tous les biens engagés qu'on présuppose être possédés par la Ville et d'être engagistes du sesterage ». La Ville ne possède aucun bien de cette nature, et le droit de sesterage est compris dans le revenu des octrois, et n'est pas tenu par la Ville, en gagement du Roi. (Délibération du 6 mars 1716).

Dénombrement des habitants, noms, surnoms, états ou professions, nombre d'enfants et des domestiques mâles de 18 ans et au-dessus, capitation qu'ils payent, bestiaux qu'ils ont en bœufs, vaches, chevaux, mulets ou mules, bêtes de somme. (Délibération du 5 février 1777).

L'Assemblée commet des députés chargés de répondre aux enquêtes. Ceux-ci rendent compte de leur travail dans une autre Assemblée avant d'envoyer le mémoire.

SECTION IV

Les honneurs à rendre

C'est à l'Assemblée à rendre les honneurs de la Ville aux seigneurs de passage.

Ces honneurs consistent généralement en une harangue par un orateur commis, en présents de vin et de bougies ; et, quand il s'agit d'un seigneur que la Ville veut spécialement honorer, en présents d'armes (fusils, pistolets). Si le seigneur s'arrête dans la Ville, il y a, le soir, feu d'artifice et illuminations. Il arrive

aussi que les Consuls soient délégués en d'autres villes pour rendre les honneurs de la part de la Ville de Valence, il en est ainsi par exemple lors de l'arrivée d'un nouvel Intendant à Grenoble.

Dans certains cas, ces réceptions prennent un caractère de réjouissances publiques (1).

Citons parmi les notabilités qui passèrent à Valence :

- 1701 Le Duc de Bourgogne et de Berry.
- 1704 Le Duc de la Feuillade.
- 1714 L'Ambassadeur de Perse.
- 1719 Le Comte de Médavy, commandant la Province.
- 1720-1721 La Princesse de Modène.
- 1731 La Princesse de Conti.
- 1741 L'Ambassadeur Turc Zaïd-Affendi.
- 1744 L'Infant Don Philippe et Prince de Conti.
- 1745 Le Comte Voronzof, vice-chancelier de l'Impératrice Elisabeth de Russie.
- 1749 L'Infante, fille de Louis XV, femme du Roi de Lombardie, don Philippe.
- 1752 De Paulmy, seigneur d'Argenson.
- 1754 De Maugiron, conseiller au Parlement de Paris.
- 1773 Le Comte de Pusigneux.
- 1777 Le Comte de Falkestein.

SECTION V

Les réjouissances publiques

Lors d'un heureux événement survenu dans le Royaume, toute ville prend part à la joie générale.

Le Commandant de la Province ou le Lieutenant pour le Roi au Gouvernement de la Province avertit le Gouverneur de la Ville d'avoir à organiser des réjouissances publiques pour tel événement. Le Gouverneur transmet la lettre au Maire, qui exécute l'ordre reçu.

(1) « Annales de Michel Forest sur ce qui s'est passé de plus remarquable à Valence, de 1736 à 1784 », publiées d'après le manuscrit original par Brun-Durand Valence, Chenevier et Pessieux, 1879.

Ces réjouissances consistent généralement en un « Te Deum », chanté en l'église Cathédrale en témoignage de remerciements, suivi d'un feu de joie dressé sur la place publique et où se rend toute la population. Le feu de joie est allumé par l'Evêque, le Gouverneur et les quatre Consuls, qui reçoivent le flambeau des mains du valet de ville. Par déférence pour Monseigneur, certains Consuls lui remettent eux-mêmes le flambeau, ce qu'ils ne font jamais pour le Gouverneur, sauf le s. Ruel et le s. Blache. Ce fut là l'objet d'une contestation : le Major de la Ville se plaint qu'en l'absence du Gouverneur et du Lieutenant pour le Roi, les Consuls refusent de lui présenter le flambeau. Il n'a pas plus de droits que le Gouverneur : or celui-ci n'en a aucun à ce que les Consuls lui présentent le flambeau, ainsi qu'il ressort « des différents titres et papiers » (1).

Lors d'un événement particulièrement heureux, comme la naissance d'un prince héritier ou une importante victoire, une illumination générale suit le feu de joie, des arcs de triomphe sont élevés et des fontaines de vin dressées dans plusieurs quartiers de la Ville.

Il arrive que le Roi remplace les réjouissances par un don en argent. Lors de la naissance du Duc de Bourgogne, Sa Majesté a fait savoir à l'Intendant ses préférences pour des réjouissances plus solides ; à Valence : établissement de trois filles d'artisans, une dans chaque paroisse (Saint-Apollinaire, Saint-Jean, Le Bourg). En 1779, pour la naissance de la Princesse : dotation de deux jeunes filles, 300 L à chacune. (Délibération du 17 janvier). En 1781, à la naissance du Dauphin : distribution à chaque prisonnier des deux prisons d'un pain d'une livre, d'un kilo de viande et d'une chopine de vin. (Délibération du 8 novembre).

(1) Voir Registre des Lettres à la Cour des Intendants : 22 décembre 1734. — Bibliothèque de Terrebasse.

CHAPITRE VIII

Finances (1)

La gestion des finances communales est l'une des principales attributions de l'Assemblée, en vertu du principe que « les communautés doivent participer par leurs mandataires, à l'établissement de leurs charges et à l'emploi de leurs revenus ». Mais si la gestion financière appartient à la Ville, elle est soumise à un contrôle très sérieux du pouvoir central, afin d'éviter les dilapidations et le mauvais emploi des revenus. Ce contrôle se fait par l'intermédiaire de l'Intendant. Aucune nouvelle dépense ne peut être établie, aucune imposition ne peut être levée sans son autorisation. Autorisées par l'Intendant, une dépense ou une imposition le sont définitivement. Les comptes de la Ville sont, à date fixe, envoyés à la Chambre des Comptes de Grenoble pour y être examinés et apurés.

De temps à autre, le pouvoir central demande à la Ville l'état de ses dépenses et de ses revenus. En suite de l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 juillet 1716, l'ordre est donné à Valence de remettre au greffe du subdélégué, dans le mois suivant la publication, un état certifié véritable des dettes, revenus et charges de la Ville, les actes des baux à ferme, des revenus patrimoniaux ou deniers d'octrois dont elles jouissent, l'état des trois deniers comptes rendus et ceux qui restent à rendre. En 1723, le Roi ordonne la remise à l'Intendant, dans un mois à compter de la publication, d'un état contenant en détail les produits des revenus et deniers d'octrois suivant les derniers baux qui en ont été passés, sur quelles marchandises, denrées et autres choses ils sont établis, la quantité de chaque avoir sur chaque espèce de marchandises ou denrées, avec l'em-

(1) Par leur importance les finances feraient à elles seules l'objet d'une étude. Entrant ici dans le cadre d'une étude générale, nous en donnerons les caractères essentiels.

ploi en dépenses de ces sommes suivant les derniers comptes rendus par les fermiers d'iceux, de même que les aliénations qui peuvent en avoir été faites. (Délibération du 28 janvier 1729).

Deux ans plus tard, l'Intendant demande à nouveau la nature des denrées et marchandises sur lesquelles se perçoivent les deniers d'octrois, leur montant exact sur chaque denrée, la consommation annuelle qui s'en fait, pour voir s'il ne serait pas possible d'ajouter quelques octrois aux marchandises non sujettes. (Délibération du 6 mai 1725).

A l'occasion de la levée du dixième, en 1733, le Contrôleur Général demande à être informé du montant des revenus patrimoniaux et d'octrois, de celui de ses dettes et charges locales ordinaires et extraordinaires. (Délibération du 14 mars 1734).

Le Roi, en suite de la Déclaration du 11 février 1764, fait envoyer à toutes les villes un état à remplir sur la nature de leurs revenus patrimoniaux et d'indits, et leur produit. L'Etat, rempli par la ville de Valence, se trouve dans les archives départementales de Grenoble, II C 128, et contient d'utiles renseignements.

SECTION I

L'administration

Dans les cadres étroits qui lui sont ainsi fixés, la Ville gère librement ses finances.

a) Avant l'Edit de 1766

Le deuxième Consul est administrateur des revenus de la Ville. Il s'occupe personnellement des recettes et des dépenses. Il charge des préposés responsables de poursuivre le recouvrement des deniers patrimoniaux et des ressources diverses ; si besoin en est, il les perçoit lui-même. Le deuxième Consul ne peut cependant disposer à son gré des revenus de la Ville, il doit rendre compte de son administration à l'Assemblée. Non seulement ses attributions financières concernent les biens et les revenus de la communauté, destinés à l'administration locales, mais aussi les impositions royales.

b) **L'Edit de 1766**

Le Syndic-Receveur remplace le deuxième Consul à la tête de la gestion financière. Nommé pour trois ans il est indéfiniment rééligible, afin de donner plus de continuité à la fonction et d'assurer par là une plus grande compétence à son titulaire. Le Syndic assiste à toute Assemblée, mais, à la différence du second Consul, il n'y a pas voix délibérative : l'administrateur est séparé du législateur. Il doit présenter caution bonne et solvable jusqu'à la somme de 15.000 L, et faire enregistrer sa nomination et l'acte de cautionnement au greffe de la Chambre des Comptes dans les trois mois, à l'effet, en cas de négligence, de poursuites contre lui en non contre la Ville, cet enregistrement se fait sans frais. (Délibération de mars 1768).

Ses attributions sont les mêmes que celles du deuxième Consul, il rend compte également de sa gestion devant une Assemblée de Notables. Les dépenses sont payées par des mandats tirés par le Syndic-Receveur et visés par le Maire.

SECTION II

Les charges de la Ville

Nous avons vu, en étudiant les diverses activités de l'Assemblée, la multiplicité des dépenses de la Ville. Les charges locales sont divisées en charges ordinaires et en charges extraordinaires, dont l'Intendant arrête annuellement l'état.

a) **Les charges ordinaires**

Les charges ordinaires sont les charges à l'acquit desquelles les revenus patrimoniaux sont affectés. Elles ont été, pour la plupart, déterminées par arrêts du Conseil d'Etat des 21 septembre 1686 et 30 septembre 1687 ; celles établies par la suite l'ont été avec l'autorisation de l'Intendant, sans laquelle aucune charge ne peut être comprise comme ordinaire.

Il arrive que l'Intendant omette dans le règlement annuel, qu'il édicte pour les charges locales, certains gages, comme, en 1718, ceux de portiers, fourriers, expéditionnaires des routes, valets de ville, commis de police. L'Assemblée supplie alors l'Intendant de

rétablir ces gages suivant l'ancien usage, les fonctions sont nécessaires à la Ville qui en a payé les gages depuis un temps immémorial. (Délibérations des 19 et 22 juin 1718). En 1723, l'Assemblée envoie un mémoire détaillé à l'Intendant, contenant les raisons de la Ville à être déchargée du paiement des gages des charges nouvellement créées ; les héritages roturiers, déjà surchargés, ne pourraient supporter de nouvelles impositions, leurs propriétaires seraient alors forcés de les abandonner (1).

Nous allons voir quelles sont les charges locales de la Ville avant l'Edit de 1766. Les prix indiqués le sont d'après l'état établi en suite de la déclaration du Roi de 1764.

A Mrs du Séminaire pour le Collège	755 L
Aux Curés de la paroisse Saint-Apollinaire et Saint-Jean pour leur logement	63 L
(scavoir 43 L à celui de Saint-Apollinaire, 18 L à celui de Saint-Jean).	
Aux RR. PP. Minimes pour rétribution de messes en suite du vœu fait par la Ville à la Sainte-Trinité, pour être délivrée de la peste	13 L
Au Couvent des RR. PP. Cordeliers pour rétribution d'une messe le jour de l'élection	3 L
A l'Hôpital pour intérêt au denier vingt d'une somme de 24.778 L 19 s 3 d	1238 L 19 s 1 d
Au Seigneur Evêque à cause des traités faits entre la Ville et ses prédécesseurs	300 L
Pour cens ou rente au chapitre Saint-Apollinaire sur la maison de l'Hôtel de Ville	37 L 8 s
Au Gouverneur de la Ville et Citadelle pour son logement et ustensiles	366 L
Au lieutenant du Roi pour même cause	200 L
Au Major pour même cause	150 L
Au second Consul pour ses gages	36 L
Au troisième Consul pour ses gages	10 L
Au quatrième Consul pour ses gages	7 L 10 s
Au fourrier pour ses gages	132 L
Aux Frères des Ecoles Chrétiennes	475 L
Au Portier de la porte Saint-Félix	72 L
Au portier de la Porte Saunière	72 L
Au portier de la Porte Pompéry	24 L
Au portier de la Porte du Rhône	54 L
Au Commis de Police pour ses gages	40 L
Au Procureur du Roi pour ses gages	420 L

(1) Voir pièces justificatives n° 22.

Au Conducteur de la Grance Horloge pour ses gages	120 L	
Au Manillier de la paroisse Saint-Jean	24 L	
Aux deux valets de ville pour leurs gages	118 L	
Au garde magasin de la Citadelle pour son logement	48 L	
Au portier de la Citadelle pour présentation des clefs aux Consuls le jour de leur élection	3 L	
A l'imprimeur pour l'impression des billets de logement des gens de guerre et autres impressions	80 L	
Pour les deux vingtièmes	644 L	2 s
Pour le bois, chandelles, papiers et chassis de l'Hôtel de Ville	60 L	
Pour le bois, chandelle et papiers pour la faction du projet du rôle de la capitation	19 L	
Pour le port de lettres et de paquets	36 L	
Au secrétaire de la Ville pour les Délibérations, expéditions d'icelle et papiers timbrés	50 L	
Au casernier pour les 4/5 des 2100 L pour le service et fourniture de la paille et autres choses nécessaires aux troupes et pour l'entretien des meubles et ustensiles	1680 L	
A la brigade de maréchaussée pour son logement	60 L	
Au garçon major de la Ville	160 L	
Au quatrième Consul pour frais de son voyage aux Assises	36 L	

Soit au total 7606 L 17 s 1 d

L'installation de manufactures, par la suite, augmenta ces charges fixes ; de même les lods et cens dûs en suite de l'acquisition d'immeubles ou de terrains.

b) Les charges extraordinaires

Comme leur nom l'indique, les charges extraordinaires sont les charges qui n'existent pas régulièrement dans le budget de la Ville ou qui varient suivant les circonstances. Les revenus patrimoniaux sont encore affectés à l'acquit de ces charges.

Nous trouvons comme charges extraordinaires celles :

Pour la fourniture de bois, chandelles et sel aux troupes à leur passage et séjour, pour le bois et les chandelles aux corps de garde, et pour les voitures fournies gratis aux convalescents	3200 L
Pour les réparations et entretien de l'hôtel de ville, de l'horloge, des murs, portes, aqueducs, ponts, puits, fontaines et pour les frais de compte	1300 L
Pour les dépenses extraordinaires à cause des passages des seigneurs, feux de joye, baux de boucherie, frais de voyage ou d'express, mémoire, requêtes et procédures	600 L
Pour habillement des deux valets et tambour	400 L

Soit au total 5500 L

Ces chiffres sont ceux donnés par l'état de 1764. La Ville doit faire face à toutes les dépenses imprévues et variées qui parfois sont considérables, l'installation de l'école d'artillerie par exemple.

SECTION III

Les ressources de la Ville

Pour subvenir au paiement de ses charges, la Ville dispose de différentes sources, dont les principales sont les revenus de ses biens patrimoniaux.

A) LES REVENUS PATRIMONIAUX : LES INDITS

Les revenus patrimoniaux comprennent essentiellement les indits ou droits d'octrois. Nous mentionnerons simplement une pension annuelle de 6 L sur une maison située rue Pompéry, possédée par Pierre Pelourson boulanger, et dont la Ville jouit depuis un temps immémorial. A cette pension s'ajoutent, en 1723, un contrat de 30 L au denier 100, provenant de partie de remboursement de la charge de Maire et en 1757, une rente annuelle de 8 L 3 d sur un fonds de terre d'environ deux sesterées et demie au mandement de Valence, allouée par la ville à Pierre Didier.

a) Historique

Les droits d'octrois ou indits que perçoit la Ville sont patrimoniaux.

Les Evêques ont de tous temps joui, en vertu des concessions des Empereurs, « des péages, droits utiles sur eau et sur terre, faculté d'indire, d'exiger des deniers publics et de permettre des exactions sur toutes sortes de denrées et sorties de marchandises ». Ces droits ont été confirmés à plusieurs reprises par les Rois après le rattachement de Valence au Dauphiné.

Or la Ville, dès le XIV^e siècle, reçut des concessions de ses Evêques. Les droits d'indits lui furent cédés en suite de conventions ou transactions passées avec Mgr Louis de Villars en 1363, le Conseil Episcopal de Jean de Poitiers, Jean de Tournon en 1653 et en 1662. Par la suite plusieurs arrêts du Conseil lui en confirmèrent la pos-

session, entre autres ceux des 5 février 1654, 6 février 1666, 21 septembre 1686, 30 septembre 1687, 21 septembre 1696, 21 août 1734. C'est à raison de ces droits que la Ville paie une pension annuelle de 300 L à l'Evêché (1). Ces droits, on le voit, sont patrimoniaux et non d'octrois, point extrêmement important.

b) Mode de recouvrement

Le recouvrement des indits est donné à bail à un fermier des indits qui en paie le montant quartier par quartier. Après publications et affiches (du consentement du bureau de l'élection), le bail est passé en l'Hôtel de Ville devant le Trésorier de France et de l'Election, en présence des Consuls, des élus, du Procureur du Roi et des commis députés par l'Assemblée. Ces commis sont nommés pour veiller au bien et à l'avantage de la Ville et modifier, si besoin est, les conditions du bail. L'Arrêt de 1687 ordonnait la passation du bail devant l'Intendant, c'est à la suite de l'arrêt de juin 1689 que le bail fut passé devant le Trésorier de France et de l'Election.

Le bail des octrois est passé suivant des conditions et « paches » minutieusement déterminées et tirées des anciens baux, notamment de celui passé au s. Louis Bourgeois, le 6 décembre 1781. En 1731, l'Intendant de Fontanieu édicte un règlement et tarif pour la perception des droits d'octrois, qui, par la suite, demeure annexé aux conditions et paches (2).

L'adjudicataire, ou les adjudicataires, car le bail peut être passé à plusieurs, doit donner caution bourgeoise et solvable. Il a, comme tout agent chargé du recouvrement de finances, un pourcentage sur les sommes recouvrées qui lui sert de gages. Il ne doit faire aucun traité avec les adjudicataires des boucheries et les rendre participants directement ou indirectement, à peine de dommages et intérêts envers la Ville et de nullité du bail. Le bail est passé d'abord pour quatre années, puis pour six années à partir de 1730, à celui ou ceux qui « en font la condition la meilleure ». En 1721, « à cause de la conjecture du temps présent », maladie en Provence, et « par rapport aux barrières actuelles du Rhône et de l'Isère », le bail est passé pour une année seulement. (Délibéra-

(1) Voir pièces justificatives n° 23.

(2) Voir pièces justificatives n° 24, 25.

tions des 5 mars et 28 avril). En 1731, la mésintelligence et le peu d'ordre du fermier et de ses associés obligent la Ville à demander à l'Intendant la résiliation du bail pour éviter les suites fâcheuses que cet état de choses pourrait présenter pour ses intérêts ; l'Assemblée a dû user de contrainte pour obtenir le paiement du premier quartier. (Délibération du 2 octobre 1731).

Le bail est passé pour la communauté de Valence et du Bourg, le Bourg en prenant le sixième, suivant la coutume. En 1701, le Bourg veut toucher seul ses indits. A cet effet, son Consul a remis au second Consul de Valence l'ampliation d'une lettre de l'Intendant, permettant aux Consuls du Bourg de recevoir leurs indits jusqu'à ce qu'il ait été jugé sur les lieux ce qui serait le plus convenable à l'avantage de Valence et du Bourg. L'Assemblée adresse une requête à l'Intendant pour l'informer du préjudice que la Ville recevrait de la désunion des indits des deux communautés, contrairement aux arrêts du Conseil des 22 février 1684, 21 septembre 1686 et 30 septembre 1687, et des raisons qu'elle a de résister au Bourg. En avril 1705, une convention fixe que le Bourg ne peut prétendre qu'au sixième du prix de la ferme. (Délibération du 9 mai 1701).

Valence était très jalouse de son droit de lever par elle-même ses deniers d'octrois ; aussi, lorsque le Roi voulut créer des offices de receveurs, elle mit tout en œuvre pour garder ses prérogatives. (Délibération du 20 avril 1732). Le Roi, par l'Edit de juillet 1689, créa, dans toutes les villes et bourgs du royaume où se perçoivent les deniers d'octrois, deux offices de receveurs de ces deniers qui furent unis, par le même Edit, aux offices des receveurs des élections. En conséquence, les s. Cartier et Pays, receveurs de l'élection de Valence, furent obligés de payer la finance de ces offices, finance qui se monta à 3.900 L pour le s. Cartier et 3.300 L pour le s. Pays, « scavoir pour le premier, 2.400 L pour jouir des 200 L de gages et 1.500 L pour jouir l'année de son exercice d'un droit de taxation et de recettes de six deniers pour livres. Pour le second, 1.800 L pour jouir de 150 L de gages et de 1.500 L pour jouir aussi l'année de son exercice de même droit de 6 d par livre ». La Ville s'opposa à la jouissance et recette de ces droits par les receveurs, qui la poursuivirent pour la faire désister de son opposition. Une transaction fut passée le 19 janvier 1700 par devant M^e Aubert,

notaire à Grenoble. Les s. Cartier et Pays abandonnent la recette des octrois et les taxations qui y étaient attribuées, moyennant le remboursement des 1.500 L qu'ils avaient payées à cet effet, sous la réserve des gages attribués à ces offices et « de la finance qui leur servait ». Les Consuls continueront à rendre les comptes des octrois à la Chambre des Comptes, comme ils le faisaient par le passé, les s. Cartier et Pays n'ayant fait aucune recette des octrois et ne devant en faire aucune, par suite de l'abandon qu'ils en faisaient à la Ville.

Par l'Edit de mars 1694, le Roi créa deux offices de contrôleur des octrois que la Ville fut obligée de racheter au prix de 4.000 L. L'Edit de juin 1725 supprima les offices de receveurs et de contrôleurs : l'Assemblée remit au s. Cartier la quittance de la finance de 4.000 L que la Ville avait payée, pour qu'il en poursuive la liquidation concurremment avec la sienne, ce qui a été fait. Ce même Edit créa de nouveaux offices de contrôleurs et receveurs pour être vendus à ceux qui voudraient les acquérir. Les villes, auxquelles cette création portait un grand préjudice, offrirent au Roi de lui payer 80.000 L, (par une imposition générale sur la province), pour être maintenues dans leurs prérogatives ; Sa Majesté accède à leur demande. Pour satisfaire à l'art. 9 de la Déclaration de 1730, l'Assemblée décide « que le Deuxième Consul, alors s. Didier, et ses successeurs au Consulat sont nommés pour faire la recette des deniers d'octrois et revenus patrimoniaux de la Ville, dont la recette a toujours été faite jusqu'à présent par les seconds Consuls, et le compte par eux rendu à la Ville et par la Ville à nosdits Seigneurs de la Chambre des Comptes ».

L'adjudicataire choisit les personnes qu'il juge à propos pour les préposer au recouvrement des indits moyennant des appointements. L'état établi en suite de la déclaration de février 1764, mentionne :

Deux peseurs de blé, farine et marchandises, un pour la Ville, un pour le Bourg (405 L pour les deux).

Un commis receveur aux boucheries (180 L).

Un commis à chacune des trois portes pour veiller à la perception des droits (150 L chacun).

Un receveur de péage (200 L).

Un commis ambulant pour avoir l'œil et inspection sur les autres commis et veiller dans la Ville aux contraventions que l'on pourrait y commettre (200 L).

Un caissier, ou trésorier général, pour tenir la caisse de la recette générale de tous droits (500 L).

L'Assemblée, en 1786, édicte que l'adjudicataire et ses cautions ne pourront nommer que des personnes idoines et solvables, fournissant bonne et suffisante caution qui sera reçue aux formes ordinaires, et ce dans son intérêt.

La Ville possède deux bureaux de poids commun, l'un à Valence, l'autre au Bourg. Le fermier ou ses préposés tiennent registre séparé pour chaque espèce de droit (1). Ce registre est paraphé par le subdélégué de l'Intendant. Un bureau est établi aux trois portes. Les commis prêtent serment devant le subdélégué et toutes contestations dans l'exécution du règlement doivent être portées devant l'Intendant.

Pour éviter des difficultés sur l'arrondissement dans lequel doivent se percevoir les droits d'indits, la Ville, en 1767, supplie Sa Majesté d'ordonner la perception des droits à une lieue aux environs des deux communautés.

c) Les baux des indits passés de 1692 à 1771

1691-1692 : Jean Rodet, procureur, 9500 L.

1693-1694 : Louis Orlandin, Colonel de la Milice Bourgeoise, 9012 L.

1695-1696 : François Peyret, Capitaine de la Milice Bourgeoise, noble Louis Orlandin et Gabriel Voyer de Saint-Germain, marchand, 9.000 L.

1697-1698-1699-1700 : Joseph Faure, marchand, 8000 L.

1701-1702-1703-1704 : Joseph Peyret, Procureur aux Cours, 6000 L, dont 5000 L pour la Ville ; 1000 L pour le Bourg.

1705-1706-1707-1708 : Vincent Jobert, 7000 L, dont 5800 L pour la Ville ; 1200 L pour le Bourg.

1709-1710-1711-1712 : François Didier, 5503 L, dont 4586 L 6 s 8 d pour la Ville ; 916 L 13 s 4 d pour le Bourg.

1713-1714-1715-1716 : Jean Chanas, 6540 L, dont 5513 L 6 s 8 d pour la Ville ; 1026 L 13 s 4 d pour le Bourg.

1717-1718-1719-1720 : Georges Lambert, marchand, 6400 L, dont 5333 L 6 s 8 d pour la Ville ; 1066 L 13 s 4 d pour le Bourg.

1721 : Etienne, 4500 L, dont 3800 L pour la Ville ; 700 L pour le Bourg.

(1) Archives départementales Grenoble, II C, 240 à 302.

- 1722-1723-1724-1725 : Pierre Royannes, marchand, 5000 L, dont 4251 L 13 s 4 d pour la Ville ; 748 L 6 s 8 d pour le Bourg.
- 1726-1727-1728-1729 : Simon Gontier, 5350 L, dont 4543 L 11 s 8 d pour la Ville ; 806 L 8 s 4 d pour le Bourg.
- 1730 : Joseph Guillermin, 10300 L, dont 8668 L 6 s 8 d pour la Ville ; 1631 L 13 s 4 d pour le Bourg.
- 1731-1732-1733-1734-1735-1736 : Jean-Mathieu Raoulx, 10000 L, dont 8418 L 6 s 8 d pour la Ville ; 1581 L 13 s 4 d pour le Bourg.
- 1737-1738-1739-1740-1741 : Jean Viret, marchand, 10300 L, dont 8668 L 6 s 8 d pour la Ville ; 1631 L 13 s 4 d pour le Bourg.
- 1742-1743-1744-1745-1746-1747 : Mathieu, 10251 L 13 s 4 d pour 5/6 de la Ville.
- 1748-1749-1750-1751-1752-1753 : Joseph Guérimand, 13335 L pour les 5/6 de la Ville.
- 1754-1755-1756-1757-1758-1759 : Pierre Bérenger (fils), 14212 L 10 s pour les 5/6 de la Ville.
- 1760-1761-1762-1763-1764-1765 : Henry Roullie, auquel fut subrogé, en 1761, Louis Pansu. 14725 L pour les 5/6 de la Ville.
- 1766-1767-1768-1769-1770-1771 : Jean-Baptiste Chastagnier, 14858 L 6 s 8 d pour les 5/6 de la Ville.

d) Les droits d'indits

Les droits d'octrois ou indits sont divers. Ils consistent en :

1° Droit du poids du blé des habitants de la Ville et du Bourg pour leur usage particulier et celui de leurs domestiques, à raison de 2 s par quintal.

2° Droit du poids et sesterage des boulangers, revendeurs de pain, ouvriers en gâteaux, vermicelliers et amidonniers, à raison de 30 s par quintal.

3° Droit d'entrée des vins, à raison de 18 s par muids de tout le vin et vendange étrangère recueillis hors des fonds du territoire à Valence et au Bourg.

4° La commune du vin des habitants qui vendent en détail à

(1) Les chiffres donnés le sont d'après l'état dressé en suite de la déclaration du Roi, de 1764.

bouchon « celui de leur crû tant seulement à raison d'un sol par barral ».

5° Droit de trahut à raison de 16 d par florin du prix du vin débité par les hôtes, cabaretiers, boulangers et autres revendeurs de vin.

6° Au droit de trahut des boucheries, à raison de 6 L 12 s par bœuf pesant cinq quintaux et au-dessus au grand poids commun de la Ville ; 4 L 8 s par vache pesant trois quintaux et au-dessus même poids ; 3 L 6 s par brave ou brava ; 4 s par « gory », 12 s par veau, 9 s par mouton, 2 L par porc.

7° Droit du poids des marchandises, à raison de 2 s par quintal.

8° 120 L provenant de la location de deux magasins construits aux frais de la Ville depuis 1670, et loués aux fermiers généraux pour l'entrepôt du sel.

9° Droit de péage ou saillie qui s'exige sur toutes les marchandises passant par la Ville par terre et par eau, à raison de 9 d pour chaque charge de quatre quintaux, 3 d pour chaque douzaine de planches, 6 d pour chaque douzaine et demie de cordes en lattes ou pliées, 8 d pour chaque douzaine de bigons, 2 s pour chaque grosse pièce de bois. Ce droit appartient depuis des siècles à la Ville, ainsi que le prouvent titres et papiers. L'établissement des traitres foraines en 1619 annula le privilège des deux foires franches accordées à la Ville par François 1^{er}. Par suite de la cessation du commerce, que causa la suppression des franchises et des foires, les droits de péage diminuèrent considérablement. Ils furent alors joints, par articles séparés, à l'arantement des autres droits patrimoniaux comme en témoigne le bail passé le 6 décembre 1681 à Louis Bourgeois et les suivants. L'arrêt du Conseil d'Etat du 26 février 1684 en autorise la perception, comme celle des autres droits patrimoniaux, à condition que les deniers en provenant soient employés au paiement des charges ordinaires de la Ville. Deux arrêts du Conseil d'Etat d'août 1724 et d'avril 1725 demandent aux Villes les titres explicatifs de leur droit de péage ; à défaut d'y satisfaire, elles n'auront plus le droit de les percevoir. (Délibérations des 24 juin et 15 juillet 1725). L'Assemblée les rémit au s. Pas-selaigue, greffier des commissions extraordinaires du Conseil nommé à cet effet, ainsi que le prouve le certificat du 25 juillet 1725.

Si les sept premiers de ces droits ont été accordés à la Ville par

des concessions de leur Evêque, les deux derniers lui appartiennent en propre (1).

§

e) Evolution des droits d'indits

Le cours des événements amène des modifications inévitables en ce qui concerne les droits d'indits : augmentation de 2 s ou plus

(1) Droit de péage appartenant au Prince de Monaco (Délibérations des 25-26 avril 1739 ; 23 juin 1754). — Le Prince de Monaco, en tant que Duc de Valentinois, jouit d'un droit de péage sur la Ville de Valence. Il est intéressant d'en donner un bref aperçu. Par lettres patentes d'août 1647, il a plu au Roi de « délaisser, quitter et transporter incommutablement au Prince de Monaco, pair de France, duc de Valentinois, les 2 s anciens et les 2 s nouveaux qui se lèvent aux villes de Vienne, de Valence, sur chacune des charges de marchandises y passant tant par terre que par eau, le pontonnage dud. Vienne, et les 2 s pour livre desd. droits, ensemble ceux du péage d'Etoile, la partie de Saint-Rambert, gabelle de Romans et autres y nommés, et aurait le tout ainsi incorporé au Duché de Valentinois pour en jouir par le Prince et ses successeurs, de la même manière qu'en jouissait auparavant Sa Majesté, sans aucune réserve que l'hommage, avec permission par le Prince pour Sa Majesté d'établir des commis et gardes pour la perception des impositions, moyennant quoi Sa Majesté aurait repris les 42.000 L qu'elle avait données en assignation à ce Prince sur la douane de Valence ». Enregistrement en fut fait au Parlement et à la Chambre des Comptes. Le Prince jouit paisiblement de ses droits jusqu'en 1651, date où de graves débordements du Rhône causèrent la démolition des murailles. Les droits accordés au Prince servaient autrefois pour les réparations des murailles ; d'où réclamations de la Ville. Des arrêts contradictoires sont rendus, les droits sont transférés. Une transaction fut enfin conclue le 17 décembre 1653 entre la Ville et le Prince. La Ville reconnaissait au Prince les droits qui lui étaient concédés ; par contre Sa Majesté l'autorisait à imposer et à lever 2 s sur chacune des charges de marchandises passant tant par terre que par eau, pour employer les deniers qui en proviendraient aux réparations et entretien des murailles de Valence (5.000 L chaque an) et de la Citadelle (1.000 L chaque an). Le Prince promet « en cas où il ferait faire la recette des impositions aud. Valence, Bourg et mandements d'icelle, de quitter en faveur des habitants de lad. Ville le droit des impositions, tant seulement pour ce qu'ils feront entrer dans la Ville, le Bourg et leurs mandements, pour s'y consommer et s'y employer, et à leurs granges voisines pour l'usage des habitants. Ensemble ce qui pourrait être dû auxd. impositions pour le menu détail des choses que les habitants des villages situés à 3 lieues aux environs du pays de Dauphiné, allant et venant par terre audit Valence, vont acheter pour leur provision ordinaire, ou que les habitants de lad. Ville et Bourg porteront aux lieux ci-dessous d'une charge ».

La Ville jouit paisiblement des droits que lui avait accordés le Prince, lorsqu'en 1754 le fermier du Prince voulut « faire droits » sur les bois destinés aux domaines voisins de la Ville « contre la tenue de la transaction passée et la possession plus que centenaire dans laquelle sont les habitants de la Ville de jouir de la franchise des droits ». L'Assemblée en demande réparation au Prince.

par livre pour permettre de payer certains droits (Délibération du 23 décembre 1709) ; rétablissement du droit du « pied fourchu »... Nous nous contenterons ici de mentionner quelques faits qui semblent les plus importants et les plus caractéristiques de ces droits.

Le second Consul dresse, en 1726, l'état des revenus patrimoniaux et des deniers communs d'octrois pour servir de base au paiement « du droit de confirmation en la possession et jouissance de ses octrois par Valence, à cause de l'avènement du Roi ». La Ville est taxée pour 1516 L 12 s ; elle demandera à l'Intendant de lui en permettre l'imposition l'année prochaine, et si possible d'en modérer le montant. (Délibérations des 13 avril et 26 mai 1726). En 1732, le préposé au recouvrement fait encore taxer la Ville par un autre arrêté au Conseil Royal des Finances, pour 1000 L (400 L pour droit de sesterage et 600 L pour petit péage par terre). L'Intendant décharge la Ville du paiement de cette taxe. (Délibérations des 8 septembre 1732 et 18 janvier 1733).

Ayant appris que les deniers d'octrois étaient parfois employés pour d'autres dépenses que celles autorisées par l'Intendant, le Roi, par arrêt du Conseil d'Etat de 1750, ordonne vérification de la distribution des deniers. (Délibération du 10 juillet 1750) (1).

En 1758, contestation entre les habitants et les meuniers au sujet du droit de « mouture ». Les meuniers usent d'arbitraire : lorsque les grains sont bon marché, ils exigent leurs droits en argent, lorsque les grains sont chers, en nature. Jusqu'en 1748, ils exigeaient en argent 6 s par sétier, maintenant ils en demandent 8 s, et en nature un livage par sétier. De plus, le 13 décembre, ils ont passé entre eux un concordat « pour qu'aucun ne se paye en argent mais en nature sur le pied du vingt-quatrième, à peine de 150 L d'amende au profit des autres meuniers. » (Délibération du 2 décembre 1758). L'Assemblée demande au Parlement de Grenoble de trancher le litige. En attendant, les habitants pourront, à leur choix, payer en nature ou en argent (6 s par sétier). (Délibération du 2 février 1759). La Cour rendit son arrêt le 2 avril 1762, déclarant nul le concordat du 13 décembre 1758, et défendant à l'avenir d'en passer de semblables (2). Les habitants sont

(1) Voir pièces justificatives n° 26.

(2) Voir pièces justificatives n° 27.

maintenus en la faculté d'opter : si le paiement est en nature, il ne pourra dépasser la vingt-quatrième, et en argent, la vingt-quatrième du prix des grains suivant le prix commun du marché immédiatement précédent. La Cour n'empêche les habitants de convenir d'un moindre taux avec les meuniers ; elle défend aux autres meuniers de rien entreprendre contre ceux qui jugeraient à propos de se contenter d'un prix moindre. Les farines devront être pesées fidèlement et sans corde au poids commun, à peine de 3 L d'aumône au profit de l'Hôpital pour les meuniers contrevenants. (Délibération du 10 mai 1762).

La Cour, à la poursuite des Consuls et fermiers des Indits, rendit en 1764 un arrêt contre les boulangers et les cabaretiers, portant expressément qu'il est permis aux fermiers de marquer et poinçonner tous les tonneaux que ces marchands voudront vendre, avec défense de vendre d'autre vin que celui qui sera dans les pièces marquées. Il est formellement interdit aux habitants de prêter leurs maisons aux revendeurs et aux cabaretiers comme entrepôts. (Délibération du 30 août 1767).

L'Edit de 1766 ordonne dans ses articles 1 et 49 l'envoi à Sa Majesté d'un mémoire contenant « l'origine, la concession et l'acquisition des droits, privilèges et revenus de la Ville pour obtenir des lettres patentes confirmatives de ces droits, avec faction préalable d'un inventaire des titres et des papiers des archives dont il sera dressé deux doubles ». L'Assemblée demande un délai pour répondre à la volonté du Roi ; il lui faut tout d'abord « achever la construction d'archives voûtées », commencées depuis peu et nécessaires pour placer les différents titres et papiers ; en outre la lecture des vieux manuscrits est un long travail qui demande une personne expérimentée. Le mémoire est terminé en 1770 : il en est fait quatre originaux : un pour le Contrôleur général, un pour l'Intendant, un pour le Procureur général et un pour les Archives.

Nous arrivons maintenant à l'Arrêt extrêmement important du 3 juin 1775, dû à la politique libérale de Turgot. (Délibération du 25 juin 1775). Cet arrêt du Conseil d'Etat suspend la perception des droits d'octrois qui se perçoivent, tant à l'entrée des Villes que sur les marchés, sous le nom de minages, aunages, allages et autres. Cet Edit est institué dans le but de rétablir l'abondance dans les lieux où ces droits sont perçus. C'est là une grosse affaire pour

Valence dont ces droits sont la principale ressource. Nous voyons pour l'année 1767 leur montant s'élever à 3.898 L 6 s 6 d plus 66 L 14 s 6 d pour les petites boulangeries, ce qui fait un total de 5.965 L 1 s (1). L'Assemblée s'efforce d'obtenir le rétablissement de ces droits.

Elle fit remarquer tout d'abord que cet arrêt ne semble pas regarder Valence ; la Ville n'exige des fermiers, marchands et autres qui viennent y apporter ou y acheter des denrées, aucune espèce de droit qui puisse nuire au Commerce ou à la liberté des grains. Elle perçoit un droit de poids ou sesterage sur les grains de consommation de ses propres habitants, grains qu'ils sont obligés de peser au poids commun avant de les faire porter au moulin. Ce droit n'a donc rien à voir avec ceux visés par l'arrêt : 1° il se perçoit sur les habitants qui consomment, et non sur les marchands forains qui entrent et sortent dans la Ville ; 2° C'est un droit, patrimonial de sa nature, employé au paiement des charges locales ; 3° Il ne nuit pas au commerce, n'occasionne aucune augmentation dans le prix des grains, et n'empêche par l'abondance que l'on a voulu procurer à certaines villes manquant de denrées. Ce droit est de 15 s par quintal pour les blés consommés par les boulangers, ouvriers en gâteaux, amidonniers-vermiceliers, revendeurs de pain, et de 2 s par quintal pour le blé de consommation particulière des autres habitants. Il est affermé avec les autres droits de la Ville, et le prix actuel du bail est insuffisant pour payer les charges locales.

Si ce droit de poids ou sesterage était supprimé, il faudrait nécessairement en imposer le produit sur les immeubles. La taille, déjà lourde, serait considérablement augmentée (pour trois-quarts de lieux de terrain la Ville paie annuellement 9.000 L pour la partie du Roi, indépendamment des autres charges royales ou triviales) ; et cette seule et unique imposition surchargerait tellement le propriétaire-fermier, qu'elle en mettrait même plusieurs dans la nécessité d'abandonner leurs possessions, ce qui porterait préjudice à l'agriculture. L'imposition sur les immeubles serait indispensable, parce qu'il n'est pas possible de remplacer le produit du droit du poids par une augmentation sur les autres droits. Lors de l'Edit d'août 1758 portant établissement du don gratuit (5.000 L par an), le

(1) Archives départementales de Grenoble, II C. — 240 à 302.

Contrôleur Général ordonna que le don gratuit serait imposé au marc la livre de la Capitation, l'augmentation proposée n'étant pas possible eu égard aux droits qui étaient déjà perçus pour le paiement des charges locales. Si les droits de la Ville n'ont pu être augmentés en 1758, ils le peuvent encore moins aujourd'hui.

A la suite de l'Edit, les boulangers refusent de payer le droit de sesterage dont l'Intendant a ordonné de continuer la perception. De lui-même le fermier des Indits en cesse le recouvrement et, par le faux exposé qu'il en fait au Contrôleur Général, en obtient une lettre approuvant sa conduite. Cette lettre ayant été rendue publique, de nombreux habitants, surtout des boulangers refusent de payer le droit de sesterage, et rien ne peut vaincre leur obstination. C'est là une grosse perte pour la Ville, le fermier ayant payé seulement 1.419 L 10 s au lieu de 3.758 L 6 s 8 d pour un quartier échu. Si on ne parvient à percevoir sans difficulté et sans fraude ce droit de poids, la Ville se verra obligée d'imposer annuellement une somme qui ferait plus que doubler la taille réelle et industrielle. La Ville prendra l'avis de deux avocats à Grenoble, pour savoir si elle est obligée de se pourvoir au Conseil en interprétation de l'arrêt de juin, à l'effet de se faire maintenir dans la perception de son droit de poids, sur les motifs qu'elle en a donnés dans son mémoire. Ou si, l'arrêt du Conseil ne portant pas directement sur son droit de poids, elle peut se pourvoir par requête devant le Parlement pour demander qu'il soit enjoint, du moins par provision, à tous les habitants, et spécialement aux boulangers, de porter leurs grains au poids pour y être pesés conformément au règlement de la Cour de 1770. Qu'il soit enjoint également au fermier des indits de continuer à percevoir ce droit, sous peine de dommages et intérêts envers la Ville et même du résillement de son bail, avec injonction et contrainte de procurer l'entier paiement de son bail, même les arrérages échus jusqu'à présent. (Délibération des 23 juillet et 26 novembre 1775). Deux autres affaires importantes étant en suspens, l'Assemblée envoie un député à Paris chargé de régler pour le mieux les trois questions. (Délibération du 10 décembre 1775).

Par suite de la diminution des Indits, le Syndic-Receveur a dû suspendre la délivrance de mandats à ceux qui ne sont pas créanciers de la Ville à titre de salaire ou d'aliments ; ce qu'elle a fait à l'égard de l'entrepreneur des casernes, d'autant mieux qu'il n'y a

pas de troupes en garnison en ce moment, et que l'entrepreneur n'a pas encore fait réparer les dégâts causés par la grêle l'année dernière. Or l'entrepreneur, se trouvant à la tête des fermiers des octrois, (bien que ce ne soit pas les mêmes associés), a fait signifier à la Ville un acte extra-judiciaire par lequel il interpelle le Maire et les Echevins à consentir à la compensation du quartier échu pour les casernes avec celui du quartier échu pour les octrois ; il payerait alors comptant ce qui resterait dû. En cas de refus de la Ville, il proteste de former opposition à tout décret de contrainte. L'Assemblée contraindra le fermier au paiement de ce qu'il doit, lui ou ses cautions, par tout moyen de droit. Elle demandera la résiliation du bail passé avec lui (le bail n'étant plus dans le même état par le fait du prince, et le fermier pouvant s'en prévaloir pour demander d'amples dédommagements), en prenant de nouveaux arrangements pour la perception de ses revenus. Et enfin elle demandera la résiliation du bail avec l'entrepreneur des casernes : celui-ci étant en demeure de remplir ses engagements, et étant donné l'absence de troupes, la Ville est lésée par les sommes exorbitantes qu'elle donne pour cet entretien. Elle utilisera, si besoin est, le privilège des Mineurs. (Délibération du 28 janvier 1776).

En mars 1776 la Ville se trouve hors d'état de payer les gages et les appointements de tous les employés du service public. Elle leur fait signifier en son nom et en celui du Bourg des actes extra-judiciaires, par ces actes elle leur déclare qu'elle n'entend plus leur payer leurs appointements, attendu sa position, à partir du 25 avril prochain. Elle continue cependant le paiement des frères des écoles chrétiennes, du garde-major et des autres serviteurs à ses gages qui en ont besoin pour subsister. (Délibérations des 10 mars et 26 avril).

En avril la requête qu'elle avait envoyée au Contrôleur Général lui est retournée : le Ministre ne veut accepter aucune demande, désirant supprimer tous droits sur les grains. La Ville doit s'occuper sérieusement des moyens d'augmenter ses revenus ; elle y commet des notables. (Délibération du 14 avril 1776). Un arrêt du Conseil prononce la résiliation des baux du fermier des Indits et de l'entrepreneur des casernes. (Délibération du 23 juin 1776).

Lors de l'établissement de l'Ecole et du Régiment d'Artillerie en 1777, la Ville envoie à nouveau le s. Dauphin à Paris tâcher d'obtenir le rétablissement du droit de poids. (Délibération du 16 no-

vembre 1776). Elle eut enfin gain de cause, en avril 1778 le bail des octrois est passé au s. Béranger, y compris le droit de poids.

f) Les personnes exemptes des droits d'indits

Les droits d'indits, de par leur nature, sont supportés par tous les habitants. Une exemption à ces droits est quelque chose d'extrêmement rare. Les seuls exempts sont l'Evêque, le Gouverneur, le Lieutenant du Roi et le Major, résidant en la Ville. Ils paient cependant les droits d'Indits comme tous les autres habitants, en retour le fermier s'engage à leur payer annuellement une certaine somme pour leur droit d'indemnité, à raison de leur exemption : 366 L au Gouverneur ; 100 L au Lieutenant du Roi et 100 L au Major. L'exemption n'est due qu'à la résidence : ce fut en 1768 l'occasion d'une contestation entre le Gouverneur et le fermier qui refusait de lui payer son droit d'indemnité puisqu'il ne résidait pas à Valence. (Délibération du 30 août 1768).

Par l'Edit de création de sa charge en 1692, le Maire est exempt du paiement des droits d'indits. Moyennant 110 L que lui donne le fermier, il sera tenu de payer tous les droits sans distinction comme les autres habitants.

Le s. Roux, secrétaire du Roi, jouit de par son titre de l'exemption des Indits ; le même traité fut passé entre lui et le fermier qui lui paiera 166 L par an.

La Supérieure des Religieuses Trinitaires ayant l'administration de l'Hôpital demande l'exemption des droits d'octrois. La Ville lui refuse et explique les motifs de son refus à l'Intendant. (Délibération du 27 janvier 1760).

1° Les biens des religieuses sont entièrement indépendants des hôpitaux. Elles reçoivent, en suite du traité passé avec elles, une certaine somme pour l'entretien des directrices et domestiques et pour le linge et les remèdes (le médecin et le chirurgien sont payés par le receveur de l'Hôpital).

2° La Supérieure demande spécialement l'exemption pour le vin ; ce qui est inutile, le vin est une denrée surabondante dans la Ville et d'une qualité suffisamment bonne pour qu'il ne soit besoin d'aller en chercher ailleurs.

3° La Ville avait remboursé à l'Hôpital, une année de mauvaise récolte, les droits qu'il avait dû payer sur les vins amenés du dehors.

4° Le nombre des prétendus exempts tendant à se multiplier, la Ville a intérêt à empêcher toute exemption.

5° En ce cas, de nombreuses autres communautés, qui sont vouées elles aussi au bien public, n'auraient aucune raison de ne pas être exempts.

g) La reddition des comptes des indits

Comme nous l'avons dit, le second Consul, son compte clos et arrêté par les auditeurs des comptes, doit rendre compte à l'Assemblée de son administration consulaire. Ceci afin de vérifier si les revenus ont bien été affectés aux dépenses qui convenaient et s'il n'y a pas eu de passe-droit.

Le second ex-Consul présente au nouveau second Consul le compte de son administration consulaire pour être vu, examiné, clos et arrêté en l'Hôtel de Ville par les auditeurs titulaires des comptes de la Ville et Communauté, en présence du Procureur. Ces comptes sont rédigés suivant la même teneur. Au début, un court remontratif de l'élection des Consuls. Puis les recettes, avec un chapitre remontratif des sommes que le comptable ne prend pas en charge : « aucun chargé pour la somme de 120 L pour la ferme des greniers à sel appartenant à la Ville, attendu qu'elle fait fonds dans le moderne bail des Indits » ; « aucun chargé des gages de l'office de garde-sel appartenant à la Ville qui ont dû être compris dans les états du Roi, attendu qu'il ne les a pas exigés »... Ensuite les dépenses, subdivisées en plusieurs chapitres : charges locales ; cierges, flambeaux, réparations et autres ; fournitures de bois, chandelles et tourbes ; publication des arrêts et ordonnances ; frais du présent compte. De ce Mémoire trois originaux sont faits : l'un pour la Chambre des Comptes, l'autre pour les Archives de la Ville, le troisième pour rester entre les mains du comptable. Le compte clos et arrêté, l'Assemblée en prend connaissance ; elle remet alors à l'ex-second Consul les quittances de comptabilité. En général le comptable demeure créancier de la communauté, la somme qui lui est due est imposée dans le prochain rôle. Soit négligence de leur part, soit négligence du fermier qui n'a pas payé ce qu'il devait, les Consuls laissent parfois écouler un certain temps avant de rendre compte.

L'Edit de 1766 tenta de remédier aux inconvénients causés par le retard de la reddition des Comptes du second Consul, en instituant

deux assemblées fixes de notables pour « la représentation des registres qu'y doit faire le syndic receveur en donnant un bref état de la recette et de la dépense, des dettes actives et passives de la Communauté ». (Délibération du 13 avril 1768). A Valence l'administration consulaire commence le 25 avril, l'Assemblée fit choix des seconds dimanches de mai et de novembre. Les comptes resteront entre les mains des Echevins jusqu'au 15 mai, puis ils seront remis aux commissaires nommés pour les apostiller, clore et arrêter dans le courant de juin. (Délibération du 1^{er} mai 1769).

Les comptes des Consuls remis à la Ville, celle-ci doit à son tour les représenter à la Chambre des Comptes de Grenoble, où ils seront examinés et appurés ; en général le secrétaire-greffier les porte lui-même. Les longs retards apportés à la reddition des comptes des Consuls, amènent des retards dans la représentation à la Chambre. Pour l'obliger à rendre compte la Chambre adresse à la Ville des assignations, des sommations, des contraintes, voir même des amendes. Le compte remis à la Chambre il y subsiste parfois encore des souffrances ; une nouvelle mise en demeure est faite à la Ville pour « la levée de ces souffrances ». Toutes ces formalités sont une source de dépenses pour la Ville : en 1759 il est donné 737 L au Procureur de Valence à la Chambre « pour avoir dressé l'état et les comptes au vray présentés au bureau des finances par la Ville depuis le 25 avril 1748 jusqu'au 25 avril 1758, lors du jugement duquel il a été taxé pour ses droits ». En outre la reddition des comptes oblige la Ville au paiement des épices. Les épices sont imposées annuellement ; mais souvent les sommes imposées sont employées à d'autres dépenses et, lorsqu'il s'agit de rendre compte, elles n'existent plus ; la Ville doit alors se débrouiller pour trouver l'argent dont elle a besoin immédiatement et qui se monte parfois à une assez grosse somme : 2.700 L en 1761. (Délibération du 26 juillet).

Le cas de 1711 est typique de l'espèce. Le Receveur des Epices de la Chambre des Comptes, le s. Pascal, réclame le paiement des arrérages des épices qui lui sont dues depuis onze ans et qui se montent à 1520 L, plus 6 s par Livre pour les droits de recette et de contrôle. La Ville ayant imposé annuellement le montant des épices qui se trouvent entre les mains du s. Le Blanc, ancien trésorier-receveur, et du s. Moulas, l'actuel, le s. Pascal n'a qu'à les retirer en en déchargeant les receveurs sur ses quittances. (Délibération du 8 fé-

vrier 1711). Une nouvelle ordonnance de la Chambre porte contrainte contre la Ville à défaut de paiement ; il y est fait la même réponse que le 8 février. (Délibération du 16 août). La Chambre, à la requête du s. Pascal, rendit un décret portant injonction à la Ville de payer ou de faire payer au s. Pascal dans la quinzaine le montant des épices. (Délibération du 9 janvier 1712). Faute par Valence d'avoir payé le montant des épices, le s. Pascal arrête entre les mains du fermier des Indits tout le prix de sa ferme sur les termes échus ou à échoir. Le second Consul verra les rôles dans lesquels les sommes réclamées ont été imposées, et tout pouvoir lui est donné pour les exiger des receveurs. (Délibération du 20 mars 1712). 346 L 8 s ont été retirés des receveurs. (Délibération du 26 avril). La Chambre, sur la requête du s. Pascal, rend un décret pour la continuation du paiement. (Délibération du 31 juillet). A la suite d'une contrainte obtenue de la Chambre, le s. Pascal a retiré 100 L de l'auditeur des comptes...

L'Edit de 1766 apporte un changement pour la date de la reddition des comptes à la Chambre. Or l'Edit n'a pas été envoyé au Parlement de Grenoble tant qu'il n'a pas été enregistré, le Parlement se conformera aux anciens usages. La Ville ne sait à quelle conduite se tenir, elle demande l'avis du Contrôleur Général. L'Edit est envoyé au Parlement qui l'enregistre, la Ville devra donc se conformer à l'ordre qu'il prescrit pour la comptabilité. (Délibérations des 16 janvier et 1^{er} juin 1771).

Les revenus des octrois sont manifestement insuffisants pour subvenir aux charges de la Ville, surtout étant donné l'accroissement constant des charges locales. Nous nous en rendons facilement compte en examinant les comptes des Consuls (1).

Le Roi perçoit 10 s par Livre sur les octrois de la Ville, mais cette perception n'est qu'un accessoire au droit principal de la Ville.

B) IMPOSITIONS LOCALES

Pour suppléer à l'insuffisance des droits d'octrois, l'Intendant peut autoriser la Ville à imposer certaines sommes. En général ces impositions, servant à l'intérêt commun, sont réparties comme cas de droit sur les trois ordres ; ce qui soulève parfois les protestations

(1) Voir pièces justificatives n° 28.

du clergé et de la noblesse et entraîne des poursuites judiciaires. Lorsqu'elles ne profitent qu'à une partie de la population, c'est sur cette partie seule qu'elles seront réparties.

Les sommes à imposer peuvent être considérables. En 1727 l'Intendant a approuvé :

4.000 L pour la construction des casernes.

2.157 L pour le chauffage des troupes.

1.184 L pour une augmentation de 74 lits dans les casernes.

2.640 L pour le loyer des maisons servant de casernes à raison de 660 L par an.

3.956 L 6 s 9 d pour manque de fonds dans les octrois, scavoir :

531 L 10 s 6 d pour les charges ordinaires et extraordinaires ;

1.516 L pour la taxe de joyeux avènement à la Couronne ;

1.908 L 4 s 4 d pour 3 s par Livre pour « le traitant » des offices des receveurs et contrôleurs des octrois créés en juin 1725 ;

193 L 3 s 6 d pour le Bourg.

Ces sommes à imposer le sont, on le voit, pour différents motifs nous en citerons quelques uns :

**a) Pour l'abonnement et le rachat de certaines charges
et de certains droits**

874 L 16 s 6 d sur « les possédants fonds des trois ordres, comme cas de droit, pour l'abonnement de l'entrée des vins, eaux de vie et boissons, et 3273 L plus 2 s par Livre à cause des francs bourgeois de la Ville », 1707.

4140 L sur tous les fonds, peu importe par qui ils sont possédés, pour le rachat de la charge des jurés mouleurs en bois et en charbons, 1690.

1532 L 4 d pour l'abonnement des eaux et fontaines, 1695.

3000 L sur tous les habitants « faisant commerce ou possédant métier », pour la part et portion à laquelle ils doivent contribuer pour la réunion à leur corps des offices de gardes et dépositaires des archives, statuts et règlements mentionnés dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 31 mai 1712-1713.

655 L 14 s par an pendant trois années à imposer sur les trois ordres pour l'abonnement des droits des courtiers jaugeurs et inspecteurs des boissons...

b) Pour les réparations

6260 L sur les trois ordres pour les réparations à la Tour de Constance, 1698. Le clergé consent à être imposé, cette année seulement, pour une partie de ce qu'il devait être afin de soulager la Ville...

c) Pour fournitures militaires

6 d par jour sur tous les habitants sujets au logement des gens de guerre pour le loyer et le chauffage des casernes, 1720.

1698 L pour la part de la communauté des 3.001.057 L pour le « principal de l'ustancile des troupes pendant l'hiver, en conséquence de l'A. C. E. du 27 octobre », 1733.

d) Pour différentes causes

Imposition sur les trois ordres, en temps de paix et pendant quatre ans, de 40 L par feu (ce qui fait 10 L par an), pour servir de fonds à la reconnaissance générale envers le Duc de la Feuillade, Gouverneur de la province, en raison des bienfaits qu'il a répandus sur la région, 1704.

1025 L 15 s 6 d sur les seuls possesseurs de fonds nobles pour « partie de ce qu'ils doivent contribuer aux travaux publics », à raison de 61 L 13 s 1 d par feu.

2172 L 8 s 6 d sur tous les possesseurs de fonds « tant nobles que taillables, pour la portion dont ils doivent contribuer au remplacement des travaux de la corvée, à raison de 62 L 15 s 6 d pour chacun des feux », (en deux paiements égaux : l'un au 1^{er} juillet, l'autre au 1^{er} octobre), 1788...

Ces deux dernières impositions sont faites en suite d'une ordonnance rendue par MM. du bureau de l'élection. L'Assemblée fait remarquer que la répartition de la dernière est mal faite et tombe sur la classe indigente, les laboureurs, les agriculteurs.

Le recouvrement de ces différentes impositions est confié au receveur de l'élection ou à des particuliers, moyennant le paiement de quelques sols par Livre recouvrée.

C) LES DEGREVEMENTS

Le dégrèvement ou « soulagement de taille » est une aide accordée à la Ville par l'Intendant, en vue de lui permettre de subvenir

à ses charges. Le dégrèvement lui est accordé, soit à cause de dépenses extraordinaires comme la construction des casernes, soit en suite de dégâts causés aux récoltes, soit simplement en vue de l'aider à payer ses charges.

L'Intendant attribue à la Ville une certaine somme à prendre « dans l'état par lui arrêté de la somme accordée par Sa Majesté, en diminution de la taille d'une année, par Arrêt du Conseil ». La somme varie suivant les besoins : les différents paiements qu'elle permettra d'effectuer sont déterminés par l'Intendant, en général suivant les désirs exprimés par l'Assemblée. Mais il arrive que la Ville veuille affecter le soulagement à un objet qui ne plait pas à l'Intendant, comme en 1785, où elle voudrait l'affecter au rétablissement de la flèche de l'église Saint-Jean. Il arrive aussi que l'affectation sollicitée n'entre pas dans les buts de l'institution. Ainsi les vingtièmes ne peuvent être pris sur les dégrèvements ; ils sont une charge particulièrement affectée sur les revenus de la Ville et doivent être payés, de préférence à toute autre dépense, des deniers provenant de ces revenus. Les Consuls administrateurs seront tenus d'acquitter les charges dues au Roi, chacun pour leur année d'exercice et de préférence à toutes autres dépenses, à peine d'en demeurer responsables.

Tout ce qui touche au dégrèvement est réglé minutieusement. En 1733, l'Intendant envoie une lettre-circulaire au sujet des procès-verbaux et certificats nécessaires pour obtenir des dégrèvements dans les cas qui le méritent ; cette lettre sera lue à l'issue de la messe paroissiale et enregistrée après lecture. Ainsi, lorsque les intempéries causent des dégâts importants, l'Assemblée les fait expertiser afin de permettre d'en dresser un rapport qui sera envoyé à l'Intendant ; le dégrèvement sera accordé en conséquence. Cela arrive de temps à autre : en 1767, la gelée survenue à Pâques a entièrement gâté tous les fruits, en particulier les noyers, amandiers, feuilles de muriers, vignes, et la mortalité des bestiaux les a réduits à moins d'un quart ; les habitants se trouvent par là dans l'impossibilité de payer les impositions, d'autant plus que tout l'argent du Valentinois est sorti de la Ville pour acheter des grains dans les provinces étrangères afin d'éviter la famine. Les particuliers, dont les fonds ont été emportés en tout ou partie par le Rhône en 1772, doivent se pourvoir à l'Intendant qui leur accordera un dé-

grèvement, proportionné au dommage, sur le dégrèvement général de la province. En effet, si une communauté déchargeait et acceptait le déguerpiement des particuliers dont les fonds ont été emportés, elle se chargerait elle-même en diminuant ses feux et en supportant seule une perte qui doit l'être pour toute la province.

Voici quelques exemples de dégrèvements accordés à la Ville :

3000 L sur la taille de 1724.

1200 L au casernier.

300 L au s. Negro, ingénieur, pour son logement.

200 L à l'adjudicataire des réparations de l'église Saint-Jean.

200 L pour les réparations de la muraille du port.

460 L pour les frais de compte à rendre devant la Chambre des Comptes et les dépenses journalières.

5500 L sur la taille de 1731.

4000 L pour la construction des casernes.

1000 L au casernier.

500 L pour les besoins les plus pressants (300 L pour le logement de l'ingénieur et 200 L pour débet du compte consulaire).

D) LES EMPRUNTS

Lors de besoins immédiats d'argent, la Ville avait recours à l'emprunt. Mais l'emprunt n'était qu'un expédient, le moyen de se procurer de l'argent immédiatement, il demandait à être remboursé. En général, la somme empruntée était inscrite au prochain rôle d'imposition, à moins qu'il ne s'agisse d'une avance d'argent. La Ville ne pouvait emprunter de sa seule volonté, elle devait en demander l'autorisation à l'Intendant. Lorsqu'il s'agit de gros emprunts, comme ceux nécessités par l'installation de l'Ecole d'Artillerie, elle doit demander l'autorisation du Conseil.

L'Assemblée recourait à l'emprunt pour procurer le paiement des fournitures aux troupes de passage, parfois même pour le paiement des soldes des troupes quand le Trésorier de l'Extraordinaire des guerres n'avait plus d'argent (ce n'était pas un emprunt mais plutôt une avance de fonds), pour faire venir du blé...

Ainsi la Ville emprunte :

6.000 L pour faire venir du blé.

3.000 L pour la solde des troupes irlandaises (remboursables par le Trésorier de l'Extraordinaire des Guerres), 1694.

3.000 L pour l'acquisition et les réparations de la maison Bouvier, destinée à servir d'écuries pour la brigade de maréchaussée, 1771.

2.000 L pour l'apurement des anciens comptes, 1773.

L'installation de l'Ecole d'Artillerie nécessite un gros emprunt de 60.000 L autorisé par arrêt du Conseil. La Caisse d'amortissement en sera formée par une augmentation des droits d'indits sur les bestiaux qui se mâtent dans les Villes et les Bourgs, ou en doublant les droits qui sont actuellement établis, et ce pendant dix ans, sauf à proroger s'il y a lieu. La Ville priera Sa Majesté de décharger cette imposition du paiement de 10 s par Livre attendu qu'elle concerne uniquement le service du Roi.

E) LES CHARGES ROYALES

En plus des sommes qu'ils doivent payer pour servir à l'administration locale, les habitants supportent le poids des impositions royales, dont nous donnerons un bref aperçu.

a) La taille

La taille est réelle, c'est-à-dire perçue sur la terre et les maisons. Le lançon de l'imposition en est envoyé par le receveur des tailles de l'élection aux Maire et Consuls. Au reçu du lançon les consuls, les péréquateurs des tailles, les commis nommés à cet effet le jour de l'élection des officiers municipaux et le secrétaire-greffier dressent en l'Hôtel de Ville le rôle et l'état des sommes à imposer, et successivement prennent le pied de la taille. Après quoi les péréquateurs et le secrétaire-greffier garnissent les cottes aux trois rôles ; le plus souvent ils font ce travail chez eux, et les rapportent à l'Hôtel de Ville pour être signées.

Le rôle est alors remis au receveur en l'élection qui en assure le recouvrement par ses préposés. A la suite de l'Edit de juin 1717, supprimant les offices des receveurs des tailles, le second Consul est, en

cette qualité, chargé du recouvrement de toutes les impositions péréquées sur la communauté de Valence. En général, il en fait effectuer le recouvrement par un collecteur qui rend compte chaque année devant les Consuls et les auditeurs des comptes et péréquateurs des tailles. Il arrive que les receveurs et les consuls des communautés, par appât du gain ou par crainte, ménagent les grosses cottes et font tomber tout le poids de la taille sur les plus petites cottes, les moins en état de le supporter, le Roi prend alors des mesures générales pour remédier à cet état de choses.

Au début du XVIII^e, il est procédé à l'important travail de la révision des feux. Des commis dresseront « l'état des fonds incultes et abandonnés, celui des anciens et modernes affranchis et surtout celui des fonds dont plusieurs particuliers ne sont pas chargés au parcellaire, et sur la vérification qui en sera faite par les commis, prud'hommes, arpenteurs qui seront choisis par eux, ils seront chargés d'office au parcellaire, ils en seront avertis par une publication faite à ce sujet ».

Un peu plus tard, la Ville est autorisée à faire des recherches contre ceux qui possèdent des biens nobles et exempts de taille, et qui ne le sont pas aux termes du règlement de 1632, car il semble qu'elle possède plusieurs fonds de cette nature. Un délai de trois ans lui est donné pour effectuer cette recherche.

En 1709, la Ville possède 34 feux : 16 nobles, 18 roturiers.

b) La capitation

La capitation est une taxe établie proportionnellement à l'importance des fortunes. L'Intendant fixe la somme de la capitation que doit payer la Ville ; un homme de probité, et instruit des facultés mobilières et industrielles de chacun des habitants a été envoyé à Grenoble pour procéder avec l'Intendant à la capitation. Le formulaire de la capitation est ensuite remis au Maire avec ordre d'y travailler, des commis sont nommés pour procéder à la répartition du rôle.

Voici quelques-unes des sommes demandées pour la capitation :

1717, 8.217 L

1721, 9.132 L

1718, 8.020 L

1722, 6.249 L

1720, 9.132 L 13 s 4 d

1724, 6.402 L

1725, 6.352 L	1745, 6.666 L
1727, 7.470 L	1748, 6.670 L
1728, 7.207 L	1750, 7.239 L 5 s
1729, 7.203 L	1752, 7.702 L 5 s
1730, 7.259 L	1753, 7.195 L 17 s
1731, 7.311 L	1754, 7.195 L 17 s
1733, 6.523 L	1755, 7.195 L 17 s
1734, 6.523 L	1756, 7.195 L 17 s
1735, 6.021 L	1757, 7.280 L 17 s
1736, 6.367 L	1759, 8.022 L 10 s
1738, 6.666 L	1761, 8.390 L
1739, 6.666 L	1762, 8.390 L
1740, 6.666 L	1763, 8.390 L
1741, 6.666 L	1765, 8.390 L
1742, 6.666 L	1766, 8.390 L
1743, 6.666 L	1768, 8.376 L
1744, 6.666 L	

En 1705, une importante modification fut effectuée par rapport aux rôles par parcelles. A l'avenir, les rôles seront dressés par ordre de parcellaire, sans aucune distinction de classes et de qualités.

c) Le dixième ou le vingtième

Le dixième fut créé en 1710. La Ville rédige un mémoire concernant les biens communaux qui lui appartiennent pour servir de base à cette imposition. (Délibération du 25 janvier 1711). Supprimé peu après, le dixième fut à nouveau rétabli en 1733, époque où la Ville dut à nouveau fournir l'état de ses revenus patrimoniaux et d'octrois, de ses dettes et charges locales ordinaires et extraordinaires. Des commis rétribués, étant donné l'importance du travail, sont chargés de procéder à l'estimation des fonds suivant leur nature, qualité et autres. En octobre, la lecture du rôle du dixième fut faite à haute voix aux portes de l'église, en présence des habitants assemblés à son de cloche aux formes ordinaires, avec la faculté pour chacun de prendre un extrait de leurs cottes. Le rôle est ensuite remis à celui qui est chargé du recouvrement. La Ville elle-

même est comprise pour 381 L 6 s, un commis est chargé de voir sur quelle partie des charges locales le dixième sera retenu.

L'imposition du vingtième fut substituée en 1749 à l'imposition du dixième et devint définitive. Elle frappe tous les revenus des biens nobles ou roturiers, et non seulement ceux des propriétaires mais aussi ceux des usufruitiers. En 1752, l'état des sommes dues par la Ville pour le dixième et le vingtième se monte à 645 L 12 d, scavoir :

234 L, compris les 2 s par Livre, pour le vingtième des octrois et des revenus patrimoniaux.

24 L pour le vingtième des droits de foires et de marchés.

24 L pour l'équipement des miliciens en 1751.

363 L sur l'office de secrétaire-greffier de cet hôtel, pour le dixième et le vingtième depuis 1740.

d) Le cinquantième

Le cinquantième fut établi en 1726. L'état des maisons, le nom de leurs propriétaires, la somme de location furent demandés à la Ville pour asseoir l'imposition. L'Intendant de Fontanieu, le 26 février, rédigea une ordonnance en concernant la perception. Le cinquantième sera levé en nature sur les grains de toutes espèces, foin, vignes, bois, chanvre et légumes. Pour les fruits, seuls les noyers, les châtaigniers, les amandiers, les meuriers, les oliviers seront imposés. Il y a cependant possibilité, même pour les fruits, d'en compenser la valeur en argent. Pour les bois, le bois de chauffage seul sera soumis au cinquantième ; les bois de haute futaie, servant pour les bâtiments ou à l'usage des forges et des fourneaux, les bois et pâturages communaux en seront exempts. L'imposition s'exercera également sur les moulins (à blé, à huile, à papier...), les lacs, les étangs, les forges, les fourneaux, les verreries et les autres usines de même espèce, déduction des journées des ouvriers, de l'entretien des voitures et des frais d'exploitation. Les fruits et les légumes enclos dans les châteaux et maisons de campagne, ainsi que les produits de basse-cour, en seront exempts.

L'adjudicataire de l'imposition devra avoir des chevaux et des voitures pour enlever les produits, et être averti par les propriétaires avant l'enlèvement des grains, vins, denrées et autres.

e) **Le don gratuit**

Le don gratuit est établi par l'Edit d'août 1758. Valence et le Bourg sont compris pour la somme de 6.000 L par an pendant six ans, à compter du 1^{er} octobre 1760. Des commis sont nommés pour rechercher la manière la plus convenable pour établir le don gratuit sur les parties les moins onéreuses aux habitants. Ils proposent une augmentation des droits d'indits sur les viandes et les boucheries. Le subdélégué fait savoir à la Ville que, sur la demande de l'Evêque, le Ministre a accordé une diminution de 1.000 L, mais a rejeté le projet d'augmentation des droits d'indits. L'ordre est donné de travailler incessamment à un rôle de répartition de la somme sur les deux communautés, en forme de rôle de capitation, dans lequel les nobles et les privilégiés seront compris au prorata de leur capitation ; les ecclésiastiques et les communautés religieuses le seront pour « les mêmes sommes seulement pour lesquelles ils sont compris dans l'imposition qui se fait pour les droits d'inspecteurs aux boucheries et aux boissons ». Or, si les droits d'inspecteurs aux boissons, pour lesquels la province s'est abonnée, sont imposés comme cas de droit ; il n'en est pas de même des droits d'inspecteur aux boucheries, qui se paient et s'exigent réellement par des commis, ce qui fait que les ecclésiastiques ne supporteraient à peu près rien du don gratuit. L'Intendant décide que les ecclésiastiques contribueront au don gratuit sur le « même pied pour lequel ils sont imposés dans l'abonnement des courtiers-joueurs et inspecteurs aux boissons ». Les péréquateurs et le secrétaire-greffier sont chargés d'effectuer les opérations nécessaires à l'établissement du rôle, la communauté du Bourg est invitée à y assister, ils reçoivent 108 L pour leur travail.

En 1773, la Ville doit envoyer au Ministre un état des personnes qui jouissent de l'exemption du don gratuit pour voir si le règlement est bien suivi et s'il ne s'y glisse aucun abus. Les cottes de MM. du Présidial sont formées, non à raison de leurs cottes de capitation telles qu'elles sont envoyées au Receveur des Tailles en exercice, mais en raison des sommes auxquelles ces cottes sont modérées annuellement par l'Intendant. Le s. Bérenger, Procureur en l'élection depuis septembre 1773, doit supporter sa part du don gratuit au prorata de sa cote de capitation à laquelle il est imposé en qualité de Procureur du Roi à l'élection.

En 1782, un nouvel arrêt augmenta de 2 s par Livre le don gratuit, les péréquateurs en chargeront le rôle par entreligne. Les charges supportées par la Ville sont, on le voit, considérables. En 1764, outre la taille et les charges particulières, Valence supporte :

La capitation, outre le doublement	8.390 L
Le don gratuit imposé sur tous les rôles de capitation	2.856 L 14 s
Les trois vingtièmes depuis le quartier d'octobre 1759	7.148 L 6 s 6 d
Au total	18.395 L 0 s 6 d

CONCLUSION



Valence était administrée semble-t-il, de façon à peu près satisfaisante, d'après ce qu'il est possible d'en juger par les registres des Délibérations. Les élections se passaient sans brigue et sans trop de compétition. Les Consuls administraient avec honnêteté et intelligence, faisant ce qu'ils jugeaient utiles à l'intérêt de leurs concitoyens : l'on voit au milieu du XVIII^e siècle se développer l'industrie, s'embellir la Ville.

Valence était très attachée à ses privilèges et à ses prérogatives ; si quelque entorse était faite à ses droits, elle s'employait activement à en poursuivre la reconnaissance. De même, si Valence acceptait volontiers la souveraineté de l'Evêque qui, en général, favorisait sa Ville, elle protestait dès que Monseigneur voulait s'ingérer en-delà de ses droits dans l'administration. Ce fut là la cause du différend entre elle et Mgr de Grave.

Sous la réserve de quelques prérogatives honorifiques à l'Evêque, l'administration de la Ville relevait effectivement des Consuls. Il est évident que de temps à autres surgissaient quelques inévitables heurts : esprit de cabale d'un officier municipal, assemblées orageuses, membres peu assidus...

Pour atténuer ces difficultés, veiller à la bonne gestion de la Ville et à l'emploi régulier des fonds, le pouvoir central établit un contrôle. L'agent principal de ce contrôle était, nous l'avons vu, l'Intendant, intermédiaire entre le Roi et la Ville, il exerçait sur la Ville ce que l'on appelle la tutelle administrative. La Ville n'était donc pas pleinement maîtresse de ses décisions : une part de pouvoir lui échappait. Si elle administrait librement, dans les limites qui lui étaient fixées, il lui fallait l'autorisation de l'Intendant pour

toute mesure administrative de quelque importance qui engageait les finances publiques. La tutelle se faisait sentir spécialement en matières financières, l'intendant devait approuver le budget municipal, autoriser les impositions locales, les emprunts. L'Intendant avait tout intérêt à la prospérité des Villes de sa généralité et se montrait en général bienveillant pour elles. Valence n'eut pas à s'en plaindre ; comprenant la source de richesses que pouvait être pour la Ville le développement de l'industrie, ils le favorisèrent autant qu'il fut en leur pouvoir.

Les cahiers de doléances de Valence, que nous trouvons enregistrés, sont significatifs de l'état de la Ville (1), nous n'y trouvons pas de doléances contre l'administration en général, mais seulement sur quelques points.

La Ville réclame :

Le droit, qu'elle a toujours exercé, d'élire librement ses officiers municipaux ; en conséquence, d'annuler l'art. 4 de la Déclaration du Roi du 12 mai 1766, qui attribue à l'Evêque le droit de nomination du Maire et de quelques autres officiers.

L'établissement d'une juridiction consulaire compétente pour la police et la voirie dans l'intérieur de la Ville.

L'attribution de certaines maisons, appartenant à des couvents (étant donné le très petit nombre des religieux), pour les besoins de l'administration.

La suppression de l'imposition de 10 s par Livre au profit du fisc, sur les octrois et revenus patrimoniaux.

La suppression des traites et de la foraine, qui lui sont très préjudiciables, au moins pendant « la tenue de ses foires ».

La construction d'un nouveau corps de casernes suffisant pour l'entier logement de la garnison.

L'accélération des travaux effectués au quai de la rive gauche du Rhône.

La suppression du tirage de la milice et son remplacement par une imposition sur les trois ordres.

La réduction du droit de contrôle des actes.

Le rachat des rentes, cens et lods.

Que la construction des casernes, leur entretien, le logement

(1) Voir pièces justificatives n° 29.

des gens de guerre et surtout celui des officiers de la garnison soient supportés par chaque province et imposés sur les trois ordres.

La suppression de toutes les exemptions pécuniaires relatives aux droits, revenus et charges de la communauté, à titre soit d'office, soit de dignité.

La suppression des émoluments payés à tous les commandants et officiers des états-majors des places.

Vu : le Président de la thèse,
Lyon, le 16 mai 1941,
H. RICHARDOT.

Vu : Lyon, le 16 mai 1941,
Le Doyen de la Faculté de Droit,
P. GARRAUD.

Vu et permis d'imprimer,
Lyon, le 17 mai 1941,
Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
GAU.

PIÈCES JUSTIFICATIVES



Maires ou Premiers consuls

- 1692 - Antoine Brosset, Marchand apothicaire.
- 1693 - Antoine Gregoire, Lieutenant en la judicature mage.
- 1694 - Jean-Pierre Bachasson, avocat au Parlement, professeur en l'Université.
- 1695 - Jean-Pierre Bachasson, avocat au Parlement, professeur en l'Université.
- 1696 - Alexandre Laurans-Lotellier, Assesseur.
- 1697 - Jean Vialet, Assesseur.
- 1698 - Noble Louis de Rostaing de Champferier.
- 1699 - Jean Robin, Conseiller audiancier en la Chancellerie près le Présidial.
- 1700 - Jean-François Rouveyre, Avocat.
- 1701 - Laurans-Morel, Secrétaire en l'Université, Notaire.
- 1702 - Coulet, Avocat.
- 1703 - Antoine Soulier, Procureur.
- 1704 - Venance-Rey, Avocat.
- 1705 - Michel Montmcat, Marchand.
- 1706 - Noble Jean Delatour-Ducrest.
- 1707 - Joseph Mottet, Notaire procureur.
- 1708 - Alexandre Laurans-Lotellier, Juge royal des conventions, Assesseur.
- 1709 - Fabien Grégoire (fils).
- 1710 - 25 avril-17 juin, S. Jean-Laurent Robin, Avocat au Présidial, nommé
par commission.
17 juin-25 avril, S. Fabien Grégoire.
- 1711 - Fabien Grégoire.
- 1712 - Fabien Grégoire.
- 1713 - Fabien Grégoire.
- 1714 - Noble Jacques du Bouet de la Bretonnière.
- 1715 - Michel Montmcat, Marchand.
- 1716 - François Delandes, Avocat.
- 1717 - Jean Galhard.
- 1718 - Noble Louis de Marquet.
- 1719 - Joachim Chorier, Notaire.
- 1720 - Alexandre Rey, Avocat.
- 1721 - Laurans-Morel, Notaire, Secrétaire de l'Université.
- 1722 - Pierre de Montlovier, Avocat.
- 1723 - Pierre Gelas, Marchand.
- 1724 - Jean Laurent-Robin, Avocat.
- 1725 - François Martin, Bourgeois.
- 1726 - Noble Just Henry de Tardivon.
- 1727 - Denis Blanc, Marchand.
- 1728 - Noble Claude Roux.
- 1729 - Joseph Barie, Bourgeois.
- 1730 - Jean Ruel (fils), Médecin.
- 1731 - François Martin, Bourgeois.

- 1732 - Jean-Antoine Soulier, Avocat.
- 1733 - Jean-Louis Blache, Marchand.
- 1734 - Noble Antoine Debrisiaux.
- 1735 - Pierre Bouveron, Procureur.
- 1736 - Noble Jacques de Fasamajou, S^r du Carlat.
- 1737 - Jean Gilibert, Imprimeur et Libraire.
- 1738 - Noble Claude de Rostaing.
- 1739 - Laurent Vinay, Notaire.
- 1740 - Noble Dubessé (fils), Ecuyer.
- 1741 - Guillaume Silvestre, Epicier.
- 1742 - Pierre Bouveron, Avocat.
- 1743 - Jaque Morel, Marchand.
- 1744 - Noble Denis de Marquet ; celui-ci meurt en charge, en août 1744, le S. Blache, second Consul, remplit également les fonctions de premier Consul.
- 1748 à 1752 - Noble Pierre Reyné Crozac Devaugrand, nommé le 3 mai 1748 par commission du Roi, ensuite de l'Edit de 1733 et de l'Arrêt du Conseil d'Etat de 1742.
- 1752 - Jean-François Viallet, Bourgeois.
- 1753 - Charles Bergeron, Avocat en la Cour, Docteur en droit.
- 1754 - Jean Viret, Marchand épicier.
- 1755 - Noble Jacques Orlandin.
- 1756 - Alexandre Rougeron.
- 1757 - Antoine Vinay, Avocat.
- 1758 - Barthélemy Rolland, Procureur.
- 1759 - Noble Justin-Joseph de Tardivon de Montbrison.
- 1760 - Jacques-Honoré Morier, Notaire.
- 1761 - Laurent Gaillard (fils), Docteur en droit.
- 1762 - André Marchand, Graveur.
- 1763 - Noble Ducret-Delatour.
- 1764 - Augustin Boitel.
- 1765 - Jean-Baptiste Aymard, Avocat en la Cour, Docteur en droit.
- 1766 - Henri Blache, Notaire.
- 1767 - Noble Jean-Louis Defayon de Montbrun de Saint-Laurent.
- 1768 - Noble Jean-Louis Defayon de Montbrun de Saint-Laurent.
- 1771 - Joseph Boveron-Desplaces, Professeur à l'Université.
- 1774 - Pierre Teyssonier, Avocat du Roi au Présidial, Professeur de droit français en l'Université.
- 1777 - Noble Jacques-Philippe Decastera.
- 1780 - Amable-Antoine de Chantemerle, Chanoine, abbé de Saint-Félix, Vicaire général.
- 1783 - Noble Jean-Louis Defayon de Montlaur de Saint-Laurent.
- 1785 - En suite du décès du précédent : Pierre Teyssonier, Avocat du Roi au Présidial, Professeur de droit français en l'Université.

Seconds Consuls Administrateurs

- 1692 - Louis Souchier, Procureur et Notaire.
- 1693 - Jean Rast, Chirurgien.
- 1694 - Jean Laurent-Morel, Secrétaire en l'Université.
- 1695 - Michel Montmcat, Conseiller assesseur.
- 1696 - Joseph Perpoint.
- 1697 - Gaspard Durand, Chirurgien.
- 1698 - Antoine Soulier, Procureur.
- 1699 - Georges Lambert, Marchand.
- 1700 - Alexandre Muguet.
- 1701 - Blaise Odeyer, Apothicaire.
- 1702 - Guy Rozeron, Assesseur.
- 1703 - Jean Teysonnier.
- 1704 - Arnaud Morin, Procureur.
- 1705 - Antoine Faiol, Marchand.
- 1706 - Mathieu Rogeron, Apothicaire.
- 1707 - Jean-Louis Allier, Conseiller du Roy, Secrétaire en la Chancellerie près
le Présidial.
- 1708 - François Martin.
- 1709 - Salomon Chambet, Marchand.
- 1710 - Jean Galhard, Conseiller du roy, assesseur.
- 1711 - Guy Rozeron, Assesseur.
- 1712 - Jean Galhard, Conseiller du Roy, assesseur.
- 1713 - Pierre Gelas, Marchand.
- 1714 - Joachim Chorier, Notaire.
- 1715 - Jacques Maurel.
- 1716 - Denis Blanc.
- 1717 - Philippe Mondan.
- 1718 - Laurans Boitel.
- 1719 - Guillaume Silvestre, Epicier.
- 1720 - Mathieu Farnet, Marchand.
- 1721 - Jean Gilibert, Imprimeur et Libraire.
- 1722 - Joseph Borge, Bourgeois.
- 1723 - P. Bonthoux, Marchand.
- 1724 - Pierre Rey, Notaire et procureur.
- 1725 - François Vialet, Bourgeois.
- 1726 - Jacques Guercin, Notaire et Procureur.
- 1727 - Jean-Louis Blaye, Marchand.
- 1728 - Jean-Jacques Viret, Marchand.
- 1729 - Antoine Marchand (fils), Graveur.
- 1730 - Pierre Bouveron.
- 1731 - François Didier, Bourgeois.
- 1732 - Pierre Chaize, Marchand.
- 1733 - Joseph Guillermond, Bourgeois.
- 1734 - Laurens Vinay, Notaire.

- 1735 - Gabriel Bonthoux, Marchand toilier.
- 1736 - Jean Viret (fils), Marchand.
- 1737 - Pierre Lambert, Marchand.
- 1738 - Gabriel Brosset, Marchand.
- 1739 - Charles Malbruny, Marchand.
- 1740 - Alexandre Rougeron, Apothicaire.
- 1741 - Roland Barthélemy, Procureur.
- 1742 - Clément Dessagne, Marchand.
- 1743 - Alexandre Antelme, Marchand.
- 1744 à 1748 - Henri Blache, Notaire.
- 1748 à 1752 - Jacques Morier, Notaire, nommé par commission du Roi du
3 mai 1748, en suite de l'édit de novembre 1733 de l'arrêt du Con-
seil d'Etat de 1742.
- 1752 - Antoine Constantin, Marchand.
- 1753 - Pierre Baude, Marchand.
- 1754 - Augustin Boitel, Marchand épictet.
- 1755 - Joseph Reallier, Procureur au Présidial.
- 1756 - Nicolas Odier, Procureur.
- 1757 - Pierre Royannes, Chirurgien.
- 1758 - Jean-Baptiste Marcel.
- 1759 - Antoine Plenet, Bourgeois.
- 1760 - François Dupré, Procureur.
- 1761 - Benoist Pinet, Procureur en cour.
- 1762 - Pierre Laurent, Bourgeois.
- 1763 - Marcellin Béranger, Procureur.
- 1764 - Antoine Bonthoux, Bourgeois.
- 1765 - François Berger, Orfèvre.
- 1766 - Just Palais, Marchand.
- 1767 - Jean Charlon, Horloger.

Syndics receveurs

- 1768 - Antoine Grezier, Notaire
- 1771 - Antoine Grezier, Notaire.
- 1774 - Antoine Grezier, Notaire.
- 1777 - Antoine Grezier, Notaire.
- 1780 - Antoine Grezier, Notaire.
- 1782 - En suite du décès du précédent :
Pierre-Alphonse-Angélique Guibert, le 14 avril 1782. Décédé à son
tour, Michel Pinet est nommé le 30 juin 1782.
- 1785 - Michel Pinet.
- 1788 - Michel Pinet.

N° 1

Privilèges particuliers de la Ville de Valence

(Délibération du 24 octobre 1762. — BB n° 45.)

Plusieurs seigneuries dans la décadence du royaume d'Arles se formèrent de ces démembrements de petits Etats particuliers sous différents titres, dont au moyen d'un vain hommage prêté aux Empereurs, ils usurpèrent sur leurs peuples les droits d'une souveraineté indéfinie et sans borne.

Gontard, premier chef connu de la maison de Poitiers, s'érigea, vers le milieu du dixième siècle, en souverain de la comté du Valentinois, mais il ne put pas obtenir d'être reconnu en cette Ville, capitale du païs, ny la soumettre. Grande, peuplée, et ville Episcopale, elle se crut assez forte pour se gouverner elle-même sans dépendance étrangère.

Le maintien d'une République est difficile et orageux, même avec les meilleures lois possibles, le gouvernement de Valence, quelque nom qu'on luy donne, en manquait, il est déjà aisé de juger qu'elle dut y être l'influence des Evêques. La prééminence de leur dignité, leur qualité de Seigneur spirituel, l'illustre origine de la pluspart et leur richesse contribuèrent sans doute à leur donner beaucoup d'autorité dans cette anarchie ; elle s'agrandit naturellement par degré et bientôt il fallut pactiser avec eux et leurs reconnaître des droits en les bornant pour conserver quelques restes de liberté.

On trouve des vestiges de ces dissensions deuz le commencement du douzième siècle. Les entreprises furent poussées d'une part et les résistances de l'autre, jusqu'au point de demander et d'obtenir du Pape la déposition d'un Evêque. Ses successeurs se ménagèrent apparament avec plus de prudence, ils surent alléger le joug sans en rien diminuer et ils prirent enfin le politique parti de se faire accorder par les Empereurs, à titre de concession, tout ce que le tems et leurs soins avaient acquis de droits et d'autorité, même qu'ils espéraient s'en procurer dans la suite par force ou par adresse.

L'évêque Odon obtient de l'Empereur Frédéric premier une chartre donnée à Besançon au mois de décembre de l'année 1157, à l'ombre de laquelle il se flatta vraisemblablement de captiver la docilité de la Ville et de jouir plus tranquillement que ces prédécesseurs de tout ce qu'ils avoient voulu s'y arroger de pouvoir, tant honorifique qu'utile.

Il ne paroît pas que les citoyens de Valence se soyent élevés contre cette concession, ils la laissèrent vraisemblablement aux Evêques pour décorer leur siège à l'avenir, ou leur être utile dans le reste du diocèse et ils restèrent en paix, tant qu'on ne tante pas d'en détourner les brillantes prérogatives à leur charge.

On ne peut pas découvrir précisément en quels termes réels étaient alors les citoyens et les Evêques, s'il y avoit des articles expressement arrêtés ou s'il n'y avait d'établi qu'un usage et des coutumes constamment maintenues d'une part, en reprouvant de toutes façons les attaques que de l'autre on vouloit y porter. Mais ce qui paraît assuré, c'est que les dons des Empereurs aux Evêques n'avaient

pas fait pendant près d'un siècle grande sensation dans la Ville, et que si là tranquillité des habitants était souvent troublée, au moins n'y soient-ils que de leurs propres forces sans recourir n'y reconnaître de pouvoir étranger.

Guillaume de Savoie, évêque élu, entreprit encore de faire parade aux yeux des citoyens de l'autorité impériale, il obtint de Frédéric second la confirmation des droits déjà accordés à ses prédécesseurs. L'acte est datté de Crémone le 12 novembre 1238 mais ils ne se laissaient pas éblouir et ses promesses de ne point attenter aux libertés des habitants qu'il reconnut, contribuèrent seulement bien plus que ce vain titre à luy ouvrir les portes de la Ville dont il voulut inutilement faire le juge après les brouilleries qui l'avaient contraint d'en sortir. Tel fut encore pendant près de deux cens ans l'état orageux de Valence. Jusqu'en fin les habitants crurent qu'ils pouvaient trouver en repos en recourant aux mêmes moyens dont les évêques s'étaient servis pour le troubler. Ils étaient fatigués de ces concessions émanées d'un prince dont la Ville ne reconnaissait la puissance. Ils imaginèrent comme un remède naturel de leur faire aussy autoriser leur liberté, à la différence avantageuse qu'ils étaient en possession et jouissance de leurs usages et prérogatives contre lesquelles luttèrent les Evêques, tandis que ces derniers n'avaient cherché qu'un prétexte à les contrarier ou à diminuer pour se former en détail et en système suivi des droits tant souverains honorifiques qu'utiles qui ne leur appartenaient pas.

L'Empereur Sigismond de la maison de Luxembourg lors régnant accueillit gracieusement la suplication de Valence qu'il traita de Ville Impériale. Ses lettres patentes en forme de chartres accordées au mois d'octobre 1430 font une énumération très étendue des immunités, franchises et libertés de la Ville de Valence. Elles établissent les règles de justice constantes sur la plupart des délits, les poursuites à faire en matière de dettes, l'administration du patrimoine des pupilles ; déclarent la ville exempte du tribut, taille, lesde, péage et autres impôts sous quelques titres qu'on prétende l'y assujétir avec la faculté de s'en établir et de juger elle-même de ses besoins à cet égard. Et quant à la police intérieure de sûreté générale et particulière, elles disposent que les habitants de Valence ne pourront être condamnés et ne seront sujets à aucune garde de portes, murailles ou châteaux, à aucune patrouille de jour ou de nuit qu'en péril imminent d'invasion hostile déclarée et consentement des Syndics et conseillers de la Ville, s'ils y voyent nécessité. Que les maisons des habitants soient exemptes de toutes recherches, même sous prétexte de visite ou patrouille nocturne, à moins d'un grand tumulte ou d'une certitude morale de flagrant délit. Que les clefs des portes de la Ville resteront entre leurs mains suivant l'ancien usage, sans qu'ils puissent en être privés sous quelques prétextes que ce soit, avec faculté de commettre à la garde et dépôt de ces clefs les personnes qu'ils y trouveront propres, sauf le cas du séjour de l'Empereur dans la Ville, auquel les bourgeois seroient tenus de les luy remettre pour en disposer à sa volonté pendant ce tems. Qu'il sera libre aux habitants de s'assembler partout qu'ils voudront pour traiter de leurs affaires communs jusqu'au nombre de quatre vingt toutes les fois qu'ils verront bon être, quoique les assistants ne soient pas toujours les mêmes.

On trouve sans doute dans ces libertés, traitées par la chartre d'usage de tous les tems, l'origine du gouvernement présent des consuls de Valence ne la tirât ou que de l'obligation où ils sont d'en faire jouir les citoyens. On va se hâter de montrer

comment ce droit a acquis sous nos Rois la perpétuité que Monseigneur le marquis Dumesnil veut connaître.

On ne saurait trop remarquer que la Ville ne demandait et ne tint réellement rien de la manificence Impériale, son projet avait été simplement d'opposer aux Evêques une défense égale aux armes dont ils avaient voulu se servir, avec plus de force dans ces derniers tems, pour augmenter leur autorité en détruisant les immunités que la Ville avait conservé de son ancien Etat. Mais bientôt après des circonstances favorables lui ammenèrent pour toujours un repos et des avantages qu'elle avait désiré sans les trouver pendant cinq cent ans de liberté absolue.

Le Roy Charles VII venait d'unir au Dauphiné le comté de Valentinois par la cession que luy en firent les comtes souverains. Valence porta envie au bonheur de ses voisins, le séjour en province du Dauphin, depuis Roy de France, Louis XI, luy fut une occasion de se donner à ce prince et Louïs de Poitiers, évêque lors siégeant, se laissa déterminer d'autant plus aisément qu'il pouvait connaître les avantages que sa maison s'était déjà procurée près des Rois de France, et que par là il s'assurait sans contradiction à lui et à l'évêché des droits utiles et fructueux, des droits solides et autorités qui le dédommageroient bien amplement des vagues et pénibles prétentions de son siège à la souveraineté.

Ce fut au mois d'octobre de l'année 1450 que la Ville se mit sous l'obéissance du Dauphin en le reconnaissant pour Souverain et que l'Evêque Louïs de Poitiers renonça en sa faveur à l'objet jusques la perpétuel d'ambition de sa place pour luy acquérir réellement au moyen de l'hommage au Prince le comté de Valence avec tout l'honorifique et l'utile de la seigneurie. Et il en fut dressé deux actes le même jour, l'un de transaction entre le prince Dauphin et l'Evêque et l'autre de concession ampliation et confirmation des privilèges, franchises et immunités, usages, coutumes et cérémonies de la Ville et de ses habitants soit que l'origine en fut ignorée, qu'ils dérivassent de concessions impériales, ou de transactions et traités avec les Evêques et dans ce dernier acte fut la charte de l'Empereur Sigismond qui les comprenait tous.

Ce fut ainsy que la Ville scut enfin se fixer une tranquillité et un bonheur jusques là peu connu, sans perdre des libertés qu'elle avoit si soigneusement conservées dans des brouilleries aussi fréquentes qu'industrieusement suscitées et que ses prérogatives, qui, jusqu'à cette époque, n'avaient été qu'un sujet de troubles et divisions intarissables, devinrent par sa soumission au Dauphin le prix de son zèle et de son attachement envers le Prince, désormais son souverain, et luy furent pour toujours irrévocablement assurés et garantis par la nature et le droit du traité, convention, clauses de soumission comme en étant une condition intégrante et essentielle.

Il ne faut pas passer sous silence que cet événement, heureux à tous égards, produisit un autre bien : la Ville reconnut avec empressement dans ses Evêques des Seigneurs temporels ses protecteurs de qui elle tiendrait à l'avenir la sûreté de ses privilèges, si intimement liés aux leurs par le titre de leur juge, qu'ils ne peuvent plus en être séparés et que déroger aux uns serait violer les autres. Elles s'attachait à leur prouver ses nouveaux sentiments de paix, de zèle et de respect auxquels ils n'ont pas cessé de répondre avec bonté. Tel fut l'effet de sa soumission au Dauphin et de sa puissance reconnue et chérie des deux partis qui fixa des bornes légitimes aux droits respectifs dont ceux de la Ville loin de diminuer acquirent plus de certitude et plus de solidité par leur dépendance et la Seigneurie donnée à l'Evêché.

On n'omettra pas non plus de rapporter que la transaction et l'acte de confirmation des franchises et privilèges de la ville de Valence furent adressés aux Seigneurs gouverneurs ou Lieutenants généraux de la province pour en être à perpétuité les conservateurs et à la Cour du Parlement pour y être enregistrées et qu'elles ont été depuis approuvées et confirmées sous des règnes avec le même mandement.

Le but à tout ce qu'on a exposé est de constater que la ville de Valence a toujours joui de sa police, qu'elle s'est gardée elle-même et que, comme elle a offert sa fidélité et sa soumission volontaire au Dauphin, il ne crût pas pouvoir en trouver de meilleur garant que le zèle des citoyens et la confiance entière qu'il leur accordait en tout ce qui regardait leur sûreté, son service et leur administration. L'on ne demandera pas sans doute qui commandait cette ville lorsqu'elle se fut rangée à l'obéissance de ce prince, s'il n'y pourvu pas de nouveau, il s'en rapporta aux anciens usages, et elle fut fidelle et sans trouble sous la direction de ses syndics ou consuls. A environ soixante dix années de cette époque les malheurs de la guerre obligèrent François 1^{er} de construire à la hâte une citadelle pour arrêter des ennemis qu'on croyait sur le point de pénétrer avant dans le royaume et qui faisait alors le siège de Marseille. Cette nouveauté n'eut à souffrir de contradiction que dans la crainte du trouble que la rivalité du pouvoir faisait envisager aux habitants, et le Roy daigna rassurer la Ville en consentant à ce qu'un repos, dont elle connaissait si bien le prix, fut toujours sans allarmes. Les devoirs et droits du gouverneur de la Citadelle furent réglés d'une façon à calmer les inquiétudes des habitants ; les Consuls demeurèrent dépositaires des clefs et seuls répondant de la fidélité de la Ville ; le Seigneur Evêque eut d'autre part le droit de pourvoir à la majorité de la Citadelle pour otter tout soupçon et établir plus de confiance dans les relations indispensables de cette place à la Ville. Et quant à l'honorifique rien ne fut innové dans la prééminance des Consuls, leurs marches et pas furent réglés sur le Gouverneur dans toutes les assemblées générales des corps, ce dernier n'ayant obtenu de la précéder qu'où ils se trouveroient seuls, mais sans aucun devoir ny dépendance des uns aux autres. On voit même dans les différents arrests que le Conseil de sa Majesté a rendu sur ces matières de presseance, lors de l'établissement du Présidial de Valence qui demandoit dans les honneurs publics une place qu'aucun corps ne voulait céder, que le gouverneur de la Citadelle ou autres officiers pourvus par le Roy n'y sont points désignés sous ce titre, mais pour la seule fonction de leurs emplois, celui qui commandera les armes dans la ville de Valence sans autre nom quoique les gouverneurs et lieutenants de Roy fussent parties et en qualité dans ces instances.

Le Roy François 1^{er} voulut bien à cette époque maintenir et confirmer les droits convenus et accordés lors de la soumission de la Ville à Louis XI. Ses successeurs n'y ont pas dérogé, la Ville n'a jamais eu besoin de réclamer aux pieds du thrône des prérogatives reconnues dont elle n'a pas cessé d'être digne, et si les gouverneurs en ont dans la suite usurpé une partie, c'est plutôt par séduction que de force et d'autorité.

Les Consuls ont continué pendant deux siècles après l'établissement de l'Etat major de veiller seuls à la sûreté de la Ville, suivant l'ancienne possession qu'ils en avoient et on n'a pas pu trouver des vestiges de la cause et du terme auquel ils ont cessé de disposer des clefs et des portes. On a bien vu des tracasseries à ce propos élevées par le sieur Du Passage, gouverneur en 1604, qui voulait les leur enlever et

qui, sur la résistance des Consuls, s'adressa au seigneur Duc de Lesdiguières, gouverneur de la province, mais les représentations de la Ville l'engagèrent à différer sa décision au voyage qu'il devait y faire pour la tenue des Etats, afin sans doute d'être plus fidèlement instruit sur les lieux. Et il y a apparence qu'à ce voyage il condamna les prétentions du gouverneur, car on lit encore dans les registres les procès verbaux des transmissions annuelles des clefs de la Ville de Consuls en Consuls le jour de l'élection pendant plus de cinquante années sans y découvrir pourquoi ils ont ensuite cessé de les avoir, ce qui marque assés que la seule faiblesse de quelque magistrat trop dépendant et trop timide est la cause de cette privation. Mais malgré cette négligence le droit de la Ville n'en est pas moins conservé et n'en a pas moins été reconnu de fait par l'Etat-Major, même jusqu'à nos jours, par l'honneur qu'ont toujours eu les Consuls de présenter les clefs de la Ville aux Rois, aux Princes du sang ; notamment en 1701 lors du retour des princes Enfants de France de la frontière d'Espagne et aux seigneurs Gouverneurs et Lieutenants généraux de la province ; l'Etat-Major étant simple spectateur de cette fonction, soit dans la cérémonie annuelle de la présentation des clefs de la porte de la Citadelle aux Consuls le jour de leur élection quant ils vont en corps en faire part au Gouverneur ou lui notifier de s'adresser à eux à l'avenir pour les ordres du Roy (1).

N° 2

Réception, prise de possession et installation de M. Fiacre (François de Grave)

Evêque de Valence en 1779.

(Délibération du 9 mai 1779, — BB n° 50, 78° feuillet.)

RECEPTION

Du neufvieme May mil sept cent soixante douze, à quatre heures de relevée, Sieur Amable Antoine de Chantemerle, abbé de Saint-Félix et procureur fondé d'illustrissime et révérendissime Seigneur Messire Fiacre François de Grave, s'est transporté avec nous Joseph Bouvier, conseiller du Roy, notaire, et les témoins ci-après nommés dans l'hôtel de ville de Valence, ou ayant été trouvé le corps municipal assemblé, composé de M^{re} Laurent Gaillard, écuyer, lieutenant général en la Senechaussée et Siège Présidial, conservateur des privilèges Royaux de la Ville et de l'Université, noble Jacques Annet Joseph de Rostaing, MM. Charles François Desjaques, écuyer, lieutenant principal aud. présidial, M^e Jacques Honoré Morier, conseiller du Roy, notaire, S^r Antoine Constantin, négociant, tous quatre échevins, MM. Pierre Boyeron avocat au Parlement, MM. Claude Brosset, conseiller du Roy, professeur y droit en

(1) Les privilèges dont parle le mémoire sont les suivants : Frédéric Barberousse du 22 novembre 1157 (M. Chevalier, *Registre Dauphinois*, n° 4036) ; Frédéric II de novembre 1238 (*Ibid.*, n° 7654) ; Sigismond du 28 janvier 1416 (*vidimus* de 1444, archives de Valence, AA 5) ; Louis II dauphin (*Pilot de Thorey, catalogue des actes*, n° 780), et d'octobre 1450 (*Ibid.*, n° 792) ; du 10 septembre 1450 ; François I du 22 septembre 1542 (*Bibliothèque de Grenoble*, R 5811). Il n'est pas de notre sujet d'indiquer les graves réserves historiques qu'il y aurait à faire à l'exposé très tendancieux de la ville ; il suffit de le consigner comme témoignage de son état d'esprit.

l'Université de Valence, S^r Pierre Laurant, tous conseillers aud. hôtel de ville de Valence, M. Pierre Malet, curé de Saint-Jean, M. Mathieu Appollinaire Bergeron, chanoine théologal en lad. Eglise cathédrale, MM. Gabriel Bioussé Duplan, Juge mage, M^{re} Jean Baptiste Aymard, avocat au Parlement, S. Nicolas Treillard, Yves Marchand, François Berger, Victor Talon et Claude Bellon tous notables aud. hôtel de ville. Le surplus des officiers composant le corps municipal étant absent.

Led. S^{re} abbé de Saint-Félix a représenté aux assemblés et en leurs personnes à tous les habitants dud. Valence que l'évêché dud. Valence ayant vacqué par le décès d'illustrissime et révérendissime Seigneur messire Alexandre Milon, arrivé à son abbaye de Saint-Benoist-sur-Loire le dix huit novembre dernier ; il a plu à sa Majesté d'y nommer illustrissime et révérendissime Seigneur messire Fiacre François de Grave, Vicaire général du diocèse de Saintes, lequel en a obtenu des bulles de provision de notre Saint-Père le Pape le trente mars dernier, qu'il a remis à l'assemblée, conjointement avec la procuration dont led. seigneur de Grave l'a honoré, en vertu de laquelle il a requis les assemblés et en leurs personnes tous les autres habitants dud. Valence de reconnaître led. Seigneur de Grave pour leur Evêque et pasteur légitime, lui rendre les honneurs, la fidélité, l'obéissance, et le respect dus à leur seigneur spirituel et temporel, les ayant avertis que MM. du chapitre de la vénérable église cathédrale de Saint-Apollinaire de cette ville ont ce jourd'hui fixé à demain à l'issue de Vêpres la prise de possession dud. Evêché, en faveur dud. Seigneur de Grave, à laquelle prise de possession il sera procédé aux formes ordinaires, et a led. S. abbé de Saint-Félix, exhorté les assemblées de s'y rendre et d'y assister avec le plus d'habitans qu'ils pourront pour rendre cet acte d'autant plus authentique. Ce fait led. S. abbé de Saint-Félix s'est retiré de la Chambre du Conseil.

Sur quoy MM. Charles Augustin Bergeron, procureur du Roy au Présidial et aud. hôtel de ville, a requis la lecture desd. Bulles et procuration et l'enregistrement du tout et qu'il soit en conséquence procédé dès demain, à l'issue des vêpres, à la prise de possession dud. Evêché aux formes ordinaires.

Et un moment après, led. S. abbé de Saint-Félix étant rentré et ayant pris sa place, Monds de Rostaing lui a dit que tous les assemblées ont unanimement conclu que led. Seigneur de Grave est reconnu pour seigneur spirituel et temporel, Evêque et Comte de Valence, qu'il lui sera rendu de la part de la ville et des habitants la fidélité, l'obéissance, l'hommage et tous les honneurs possibles et qu'il sera prié, ou led. S. abbé de Saint-Félix pour lui, en qualité de son procureur, de jurer et promettre, avant lad. prise de possession, d'observer, exécuter et maintenir tous les droits, privilèges et immunités de lad. ville, ensemble les actes et transactions passés à ce sujet, offrant les assemblés d'assister avec le plus grand nombre d'habitants qu'il pourront et avec toute la décence qu'il leur sera possible, aud. acte de prise de possession pour satisfaire à leur devoir envers leur Evêque et Seigneur, et a led. S^r de Rostaing remis aud. sieur abbé de Saint-Félix lesd. bulles et procurations, en le priant de faire délivrer à la ville une expédition en forme probante du présent procès-verbal, et de celui qui sera tenu demain à l'occasion de lad. prise de possession. Dont et du tout les parties ont requis acte à nous notaire qui le leur avons octroyé pour servir et valoir à ce que de raison.

Fait et passé dans led. hôtel de ville en présence desd. sieurs Jean Joseph Morel et Fortunat Livoin, témoins requis et signés avec les parties, ainsi à la minute...

PRISE DE POSSESSION

Du dimanche dixième du mois de may mil sept cent soixante douze à Valence, à la porte principale d'entrée de l'église cathédrale de cette ville et au-dessous du clocher, a comparu par devant les conseillers du roi notaires et garde sb. soussignés, à l'issue de vêpres, M^{re} Amable Antoine de Chantemerle, abbé de Saint-Félix fondé de la procuration spéciale d'illustrissime et reverendissime seigneur M^{re} Fiacre François de Grave, ci-devant annexée, lequel étant en la présence de Messires Joseph Preclos, prévôt et abbé du Bourg, Charles de la Rolière, archidiacre, Guillaume Hiacinthe Maisonneuve, pressenseur, Louis Henry de Baratier, sacristain, Mathieu Apollinaire Bergeron théologal, Jean-Pierre Bachasson, Louis Dessere, Bernard Marboy, François Maussier, Paul de Geys, Laurent Chorier, Pierre de Tardivon, Joseph de la Lombardièrre, Paul Robert Ruel, Henri Fortunat de la Lombardièrre, et Rémi Bancel, tous chanoines de lad. église, assemblés aud. lieu, avec les sieurs curés, choristes, habitués et clergeons, sous la grande croix de la même église, revêtus de leurs surplis et bonnets quarrés, leur a représenté, aud. nom de procureur fondé, qu'ayant fixé le jour d'hier l'acte de prise de possession de l'évêché et comté de Valence au profit dud. seigneur Evêque de Grave pourvu dicelui en bonne et probante forme, à ce présent jour issue de vêpres, il les a requis de vouloir présentement y procéder suivant lesd. formes et formalités accoutumés, et ce en présence des S^{rs} échevins, officiers municipaux et notables habitants de cette ville ici assemblés pour y assister.

A l'effet de quoy led. s. abbé de Saint-Félix a de nouveau représenté et fait faire lecture des Bulles accordées par sa sainteté aud. seigneur de Grave, dûement certifiées et contrôllées par les banquiers Royaux de Paris ainsi que de la susd. procuration pour prendre lad. possession. A laquelle requisition MM. du chapitre ont adhéré et offert de procéder tout présentement à lad. prise de possession à l'effet de quoy nousd. Notaires avons mis es mains dud. S. prevot lesd. bulles. Ce fait led. s. Bergeron, comme syndic de lad. église et chapitre, a requis led. s. de Chantemerle de jurer et promettre par serment, au nom et en l'ame du seigneur de Grave, évêque, de maintenir, garder et entretenir tous les droits, privilèges, immunités et libertés de lad. Eglise et Chapitre, ensemble les jugements et traités ci-devant intervenus entre les Seigneurs Evêques ses prédécesseurs et led. Chapitre, dont il a demandé acte, et à l'instant noble Jacques Amet Joseph de Rostaing, MM. Charles François Desjacques, M^e Jacques Honoré Morier et s. Antoine Constantin, échevins, assistés du corps municipal et d'un grand concours d'habitants, ecclésiastiques, nobles, magistrats, bourgeois et autres, et MM. Charles Augustin Bergeron, procureur du roi au Présidial et en l'hôtel de ville, ont fait la même requisition pour l'intérêt de la ville et communauté dud. Valence, à ce que led. s. abbé de Saint-Félix aud. nom, ait à jurer et promettre, par le même serment, pour et au nom dud. seigneur de Grave, l'entretien et observation des privilèges, franchises, droits et libertés de lad. ville, avant lad. prise de possession. Ce qu'entendu par led. s. abbé de Saint-Félix, il a promis de satisfaire auxd. réquisitions, comme justes et raisonnables dont il a aussi été donné acte par nousd. notaires. Ce fait MM. du Chapitre ont revêtu led. abbé de Saint-Félix au susd. nom du procureur, d'un pluvial damas blanc sur son surplis, avec l'étole, par le ministère desd. S. prévôt et archidiacre, ensuite ils sont entrés solennellement dans la grande nef de lad. église, ou led. s. prévôt et archidiacre lui ont présenté de l'eau bénite à l'entrée, l'ont conduit avec

tout le reste du chapitre, les échevins et le peuple, dans la chapelle Saint-Apollinaire qui est à la gauche du chœur où repose le très Saint-Sacrement de l'autel, devant lequel led. S. abbé de Saint-Félix a promis et juré en l'ame dud. Seigneur de Grave, sur les Saints Evangiles, qui lui ont été présentés ouverts et les mains par lui mises sur iceux, l'entière observation et exécution de tout le contenu auxd. bulles, l'entretien, maintien et Conservation des droits, franchises, privilèges et immunités tant de lad. Eglise et Chapitre que de la ville et communauté de Valence, suivant la requisition desd. s. Bergeron, syndic, desd. s. Echevins et procureur du Roy.

Led. s. Prevot l'a ensuite conduit au pied du maître autel de lad. Eglise, qui est dans le chœur, où ils ont baisé led. autel et fait leurs prières ordinaires ; il l'a ensuite fait asseoir sur un siège portatif à la gauche dud. maître-autel, sur lequel les seigneurs Evêques sont en coutume de siéger lorsqu'ils officient pontificalement, et de là au siège qu'ils occupent dans le chœur, lorsqu'ils assistent aux offices divins, lequel siège est à la droite de l'entrée dud. chœur, par la nef. Led. s. Prevot a ensuite entonné le « Te Deum laudamus » qui a été chanté et poursuivi alternativement par les orgues et par le chœur jusqu'à la fin, pendant lequel toutes les cloches des différentes églises de la ville ont sonné, en signe de véritable réjouissance de lad. prise de possession, et le « Te Deum » fini, mesd. sieurs du chapitre, lesd. s. échevins et autres officiers municipaux, accompagnés d'un grand concours d'habitants ont suivi et conduit led. abbé de Saint-Félix jusque dans la première salle basse du Palais Episcopal qui est proche lad. église où ils l'ont embrassé et félicité, en sa personne, led. seigneur de Grave et par toutes ces cérémonies et autres en pareil cas usitées qui y ont été pareillement observées, led. seigneur de Grave a été mis et maintenu en la personne dud. s. abbé de Saint-Félix son procureur, en la possession et jouissance réelle, actuelle, civile et corporelle dud. Evêché et Comté de Valence, et de tous les droits utiles et honorifiques qui en dépendent avec inhibition et défense à quiconque de lui donner aucun trouble, ni empêchement sous les peines du droit et a led. s. abbé de Saint-Félix retiré lesd. Bulles, dont et du tout il a encore été donné acte par nous d. notaire pour servir et valoir à ce que de raison. Fait et clos aud. Valence dans le susd. Palais Episcopal, et ont led. s. abbé de Saint-Félix, lesd. s^{rs} chanoines, échevins, procureur du roy, officiers municipaux et autres assistants signé la minute demeurée au pouvoir dud. M^e Mésangère...

Contrôlé à Valence, le 11 May 1772.

INSTALLATION

Aujourd'huy cinquième jour du mois de juin mil sept cent soixante douze avant midy à Valence par devant moy Jean François Antoine Mésangère, avocat conseiller du roy, notaire roy et apostolique de Valence, secrétaire du vénérable chapitre et église Saint-Apollinaire du Valence, et dans la sacristie delad. Eglise où étaient capitulairement assemblés M. Antoine Daurelle, doyen, Joseph Preclos, prévot et abbé du Bourg, Amable Antoine de Chantemerle, abbé de Saint-Félix, Charles de la Rolière, archidiacre, Joseph D'Armand, prieur du Bourg, Guillaume Maisonneuve, précenseur, Louis Henry de Barratier, sacristain, Mathieu Apollinaire Bergeron, théologal, Jean Pierre Bachasson, Louis Desserre, Bernard Marbos, François Maussico,

Paul de Geys, Laurent Charico, Pierre de Tardivon, Louis Charles Delancelin, Rémy Bancel, Joseph de la Lombardière, tous chanoines de lad. Eglise Saint-Apollinaire, Monds. Daurelle, doyen, a représenté à M. les assemblés qu'ayant eu l'honneur d'haranguer le jour d'hier, quatrième du courant, de la part delad. Eglise et Chapitre Monseigneur illustrissime et reverendissime Messire Fiacre François de Grave, Evêque et Comte de Valence, prince de Soyon, Conseiller du Roy en tous ses conseils, à son arrivée dans cette ville, il témoigna désir d'être installé ce jourd'hui dans lad. Eglise en exécution de sa prise de possession de l'évêché, faite par le ministère dud. s. abbé de Saint-Félix, son procureur spécial, suivant le procès verbal sur ce intervenu par devant moy dit notaire le dix du mois de may dernier. A quoi MM. les assemblés voulant satisfaire incessamment et donner des marques publiques de la satisfaction et du contentement universel qu'ils ont reçu en général et en particulier de voir à leur tête Mondseigneur de Grave, prélat d'un mérite distingué, d'une piété, doctrine et vertu consommée, ils sont allés le prendre à l'instant dans la chapelle de son palais épiscopal proche lad. Eglise, revêtus de leurs surplis, marchants processionnellement avec la croix, plusieurs chanoines honoraires et tout le reste du bas chœur, étant lesd. S. Daurelle et Preclos en chape et étant arrivés dans led. Palais Episcopal ils l'ont trouvé revêtu de ses habits pontificaux, et entonnant l'antienne sacerdo et pontifex ils l'ont conduit en procession sous le dais jusqu'à la partie principale de lad. Eglise qui est à l'entrée du clocher en chantant le cantique Benedictus Dominus Izrael, ayant passé par la place aux Clercs autour de lad. Eglise, accompagné de MM. les Echevins et d'un grand concours de noblesse d'épée et de robe, magistrats bourgeois, marchands et autres notables habitants, et étant arrivés à lad. Eglise led. s. doyen s'est arrêté entre lad. porte et le bénitier et la il a de nouveau porté la parole et complimentté Mondseigneur l'Evêque, le suppliant de la part du Chapitre de vouloir bien promettre et jurer comme ses predecesseurs Evêques, l'entretien, l'exécution et l'observation des droits, privilèges et immunités de lad. Eglise et Chapitre, à quoy Monseigneur l'Evêque a satisfait ; led. s. doyen lui a ensuite présenté le goupillon dont il s'est aspergé et a aspergé toute lad. Eglise ; ce fait led. s. doyen lui a aussi présenté la navete pour y mettre, comme il a fait, de l'encens dans l'encensoir avec lequel led. s. Doyen l'encensé par trois diverses fois ; Mesd s. l'ont ensuite conduit dans la chapelle sous la vocable de Saint-Apollinaire a coté gauche du chœur ou repose le Très Saint-Sacrement de l'autel en chantant le « Te Deum », et y étant arrivés, Mond'Seigneur l'Evêque s'est mis à genoux, a quitté sa mistre et sa crosse et a fait ses prières à Dieu prosterné au pied dud. autel pendant que le chœur a continué de chanter le « Te Deum ». Mondit seigneur, s'étant relevé et ayant repris sa crosse et sa mistre, a été conduit au pied du maitre autel, qui est dans le chœur de lad. Eglise, ou il a fait une profonde révérence à la croix et, s'étant mis à genoux sur un prie-dieu à ce destiné, il a continué ses prières pendant lesquelles led. S. Doyen s'est approché de l'autel à côté de l'épître et, le « Te Deum » chanté, il a été dit le verset protecteur... et tout ce qui est marqué dans le pontificat, et l'oraison finie Mond. Seigneur l'Evêque s'est levé du prie-dieu, a fait une profonde reverrence devant l'autel, a repris sa crosse et sa mittre et a monté avec ses ornements pontificaux sur un throne a ce préparé à la gauche dud. autel, ou étant il a fait une très belle predication sur les obligations mutuelles du pasteur envers ses ouailles et sur

celles de ses ouailles à l'égard du pasteur et, sa prédication finie, Messieurs les dignités, chanoines et autres membres delad. Eglise et Chapitre sont venus baiser son aneau tandis que le chœur a chanté l'antienne « ave priesiel », après laquelle Mond. Seigneur est descendu de son throne pour venir au pied de l'autel ou il a fait une profonde inclination à la croix et, ayant de nouveau quitté sa crosse et sa mitre, il a monté à l'autel qu'il a baisé dans le milieu, pendant lequel temps le chœur a chanté l'antienne de Saint-Apollinaire patron de l'Eglise « reddientur..... » avec le verset et Mond Seigneur a chanté à côté de l'épître l'oraison : « deus qui es pereneni »... Et, ayant repris sa crosse et sa mitre, il a donné solennellement du milieu de l'autel sa bénédiction épiscopale au peuple ; de la il a été conduit à la sacristie ou il a quitté sa chape et a pris son camail, et, étant rentré dans le chœur accompagné du chanoine hebdomadier officiant de ses assistants, il est allé siéger dans la chaire, qu'occupent dans led. chœur les seigneurs Evêques, qui est à la droite de l'entrée d'icelui par la nef de l'Eglise, et, s'étant assis un moment, il est revenu au pied de l'autel ou il a commencé l'introit de la grand messe qui a été continuée par led. s. chanoine hebdomadier et ses assistants et led. Introit fini Mond Seigneur a repris sa place dans la susd. chaire et a assisté à la messe avec autant de modestie, de devotion que d'édification, après laquelle Mesd. S. du Chapitre l'ont accompagné jusqu'à la porte de son Palais Episcopal. Dont et du tout il a été fait et octroyé acte par moyd Notaire, à la réquisition des parties pour leur servir et valoir ce que de raison. Fait et arrêté aud. Valence dans le susd. Palais Episcopal en présence de MM. Charles François Desjaques, ecuyer, lieutenant principal au présidial, Mr Jacques Honoré Morier Conseiller du Roy Notaire, S. Antoine Constantin, négociant et M^e Benoit Pinet, Procureur, ancien Echevin, MM. Gabriel Biousse Duplan, Juge-mage, Pierre Boveron lieutenant, François Mésangère Cleyrac, procureur fiscal et de plusieurs autres témoins requis et signés avec Mond Seigneur l'Evêque, Mesd. S. du Chapitre et Moy dit Notaire ainsi à la minute...

N° 3

Arrêt du Conseil d'Etat du 21 juillet 1693 qui maintient Monseigneur l'Evêque en la faculté de présider aux élections des Consuls et de recevoir leur serment

(Délibération du 6 juin 1694. — BB n° 24.)

Sur la requête présentée au Roy en son Conseil par Mgr de Champigny, nommé évêque de Valence, contenant que de toute ancienneté les Evêques de lad. Ville en ont esté les seuls seigneurs temporels sans que sa Majesté y aye jamais ni prétendu aucun droit de parage, en ont esté entre autres choses maintenus par arrêt contradictoire du Grand Conseil du 5 avril 1641 et par deux autres arrêts du Conseil de sa Majesté du 9 mars 1657 et 20 décembre 1690, rendus avec les officiers du Présidial de Valence, dans le droit et la faculté de convoquer les assemblées générales pour l'élection et création des Consuls et autres officiers de la Ville, de recevoir leur serment, de présider aux élections générales et particulières, d'y prendre et recueillir les voix, d'y conclure, d'y régler sommairement les contestations incidentes des lesd. assemblées sans forme ni figure de procès. Ce quey que lesd. arrêts ayant toujours

trouvé une pleine et entière exécution et que les Seigneurs Evêques se soient maintenus dans la possession paisible de jouir de tous les honneurs privilèges et attributions portées par lesd. arrêts.

Néanmoins comme par l'édit de création des officiers de mairie du mois d'août 1692 il est porté qu'ils convoqueront les assemblées générales et particulières, qu'ils y présideront et recevront les serments des consuls et que, sous ce prétexte, celui qui a esté pourvu de la charge de Maire de lad. ville de Valence aurait prétendu de troubler le suppliant dans la jouissance de ses prérogatives, quoyque sa Majesté n'aye point entendu de faire aucun préjudice au droit dû et particulièrement celui de l'Eglise, le suppliant aurait fait représenter aud. maire et autres officiers de la ville qu'il prétendait se maintenir en la possession de jouir des attributions portées par ledit arrêt, et qu'au cas qu'on voulut l'y troubler il se pourvoirait au Conseil. Ce qui aurait donné lieu à une Assemblée générale convoquée aux formes ordinaires dans l'hôtel de lad. ville de Valence le 9 may 1693, dans laquelle, led. Maire ayant expliqué la prétention du suppliant et les divers arrêts confirmatifs de son droit, il serait intervenu une délibération générale par laquelle tant led. maire que les autres officiers et habitants de lad. ville auraient déclaré qu'attendu les titres incontestables et la possession immémoriale du suppliant, il consentaient qu'il continuât de présider aux assemblées générales et particulières pour les élections consulaires, de recevoir le serment des consuls et de les revêtir du chaperon comme auparavant les édits du mois d'août 1692.

En conformité de laquelle délibération et des susd. arrêts du Conseil, le suppliant, pour prévenir les difficultés qui pourraient estre faites à l'advenir aux droit de son Eglise, ayant esté obligé de faire prononcer, il a esté conseillé de donner la présente requête pour lui estre sur ce pourvu. Requerait à ces causes le suppliant qu'il plut à sa Majesté, en interpretant en tant que de besoin led. édit du mois d'août 1692, ordonner que l'arrêt contradictoire du Grand Conseil du 5 déc. 1641 et ceux des Conseils de Sa Majesté des 9 mars 1647 et 20 décembre 1690 ensemble la délibération générale de lad. ville de Valence du 9 mai seront exécutés selon leur forme et teneur. En conséquence maintenir et garder le suppliant dans le droit et faculté de convoquer les assemblées générales pour l'élection et création des consuls et autres officiers de la ville, de recevoir leur serment, d'adcister et présider toutes les autres assemblées de lad. ville, d'y recueillir leurs voix et d'y régler sommairement les contestations incidentes et autres attributions pour lesd. arrêts. Vu ladite requête ensemble les pièces y énoncées justificatives d'icelle ouy le rapport du sieur Philipeaux de Pontchartrain, conseiller ordinaire au conseil royal, contrôleur général des finances.

Le Roy en son Conseil a ordonné et ordonne que la délibération de lad. communauté du neufviesme may mil six cents quatre vingt treize sera exécutée selon sa forme et teneur, ce faisant a maintenu et gardé, maintient et garde led. évêque de Vallence dans le droit et faculté de présider aux élections des consuls et recevoir les serremants ainsi que led. sieur Evêque et ses prédécesseurs en on jouy par le passé. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Marly le vingt unième jour de mois de juillet mil six cent quatre vingt treize.

N^o 4

Procédure d'élection des officiers municipaux

(Délibération des 24-25-26 avril 1707. — BB n^o 27.)

Du vingt quatrième avril mil sept cents sept, à Valance, dans le Palais Episcopal, à l'heure de huit du matin, par devant Monseigneur l'illustrissime et reverendissime Messire Jean de Catellan, Evêque et Comte dud. Valance, sont comparus noble Jean du Crest, sieur de la Tour, premier consul, Srs Devis Rougeron, Louis Chanas et Pierre Ruchon, consuls dud. Valance, lesquels ont représenté à Mond'Seigneur que suivant la coutume il doit être procédé à l'élection et nomination des nouveaux consuls conseillers et officiers municipaux à chaque jour vingt cinquième avril, à laquelle élection Mond'Seigneur ayant droit de présider dans l'assemblée générale qui doit être convoquée au sujet dans l'Hôtel de Ville. Les sieurs consuls l'ont supplié d'ordonner que la convocation en soit faite pas son mandement et de son autorité aux formes ordinaires. Et que tous les habitants dud. Valance ayent à s'y trouver demain vingt cinquième dud. mois à l'heure qu'il plaira à Mond'Seigneur de préfiger, à paine de l'amande contre les contrevenants.

Duquel comparant Mond'Seigneur a donné actes et ordonné en conséquence que l'assemblée générale pour la création des nouveaux consuls et conseillers sera faite le jour de demain à l'heure de huit du matin ordonnant à cet effect à tous les habitants de s'y rendre, à peine de l'amande contre le chacun des contrevenants et que les proclamations seront faites de par le Roi et de l'autorité de Mond'Seigneur, par tous les carrefours et lieux accoutumés de cette ville aux formes ordinaires, pour qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance et sest Mond'Seigneur sousigné avec le secrétaire de la Ville.

— Le 25 de bon matin, à 8 h., le conseil particulier s'est réuni en l'hôtel de ville pour subroger les membres absents et dresser le rôle de ceux qui doivent être proposés comme officiers municipaux. —

Du vingt cinquième jour du mois d'avril année mil sept cents sept, à Valance, dans le palais épiscopal, par devant Monseigneur l'illustrissime et reverendissime Messire Jean de Catellan, évêque et comte dud. Valance, sont comparus noble Jean du Crest, sieur de la Tour, premier consul, Srs Denis Rougeron, Louis Chanas et Pierre Ruchon, consuls, revêtus de leurs marques consulaires, accompagnés de grand nombre d'habitants, lesquels ont représenté à Mond'Seigneur qu'en conséquence de son ordonnance aujourd'huy, les proclamations accoutumées ont été faites de son autorité pour la création des nouveaux consuls et officiers municipaux de lad. ville. Aujourd'huy à l'heure de huit du matin, le conseil particulier s'étant à cet effet assemblé suivant la coutume et dressé le rôle de ceux qui doivent être proposés, de même l'assemblée générale qui doit ensuite être tenue a été convoquée à son de cloche en la maniere accoutumée et en conséquence la majeure partie des habitants de la ville s'étant rendu dans l'hôtel consulaire pour y assister et procéder à la nomination, lesd. Sieurs Consuls ont supplié Mond'Seigneur de se transporter dans l'église des R. P. Cordeliers pour assister à la messe quils sont en coutume de faire célébrer et ensuite dans led. hôtel consulaire. A quoy Mond'Seigneur ayant adhéré, accompagné desd. Sieurs Consuls revêtus de leurs marques consulaires, il a pris sa séance à sa place de président et à sa droite Messieurs Desblains et Debatel, chanoines en la

cathédrale et députés dicelle, Messieurs de Rostaing, de Champferrier, conseillers de la noblesse, et du Bouet Labretonnière, et à la gauche de Mond'Seigneur lesd. sieurs Consuls et Messieurs les lieutenants en la judicature mage et procureur fiscal.

En présence desquels led. sieur de la Tour, premier consul, a représenté à Mond'Seigneur que de son autorité cette assemblée a été convoquée aux fins d'une nouvelle élection et a requis y être procédé aux formes ordinaires. MM. Fortunat Savoy, conseiller du Roi, son procureur en l'échevinage, a représenté à l'assemblée l'importance du choix et l'élection des sieurs nouveaux consuls et conseillers politiques et requis en conséquence qu'il y soit procédé aux formes ordinaires et à cet effet que la lecture soit présentement faite du rôle de ceux qui ont été proposés pour consuls et conseillers.

Desquelles réquisitions Mond Seigneur l'Evêque a donné et ordonné qu'il sera tout présentement procédé à l'élection et nomination des nouveaux consuls et officiers municipaux aux formes ordinaires, et qu'à cet effet le rôle qu'il a dressé sera lu par le secrétaire de la ville.

Ensuite de quoy, le rôle ayant été lu, les suffrages de Messieurs de l'église, de la noblesse, avocats, péréquateurs et assesseurs des tailles, et assesseurs en la mairie ayant été pris, a été nommé pour premier consul sieur Joseph Mottet, notaire procureur.

Lecture faite du rôle de ceux qui ont été proposés pour seconds consuls, par pluralité de voix M^e Jean Louis Allier, conseiller du Roy, secrétaire en la chancellerie près le Présidial de lad ville, a été nommé second consul.

De même lecture ayant été faite de ceux qui ont été proposés pour troisième consul, Srs Henry Meysonnier Beaupré, marchand chossetier, a été nommé et élu pour troisième consul.

De même lecture ayant été faite du rôle de ceux qui ont été proposés pour quatrième consul, par pluralité de voix a été nommé et élu Jaques Marcelin, laboureur.

Lecture faite du rôle de ceux qui ont été préposés pour conseillers de la noblesse, avec M. de la Tour, qui demeure conseiller né, a été nommé Mrs de Rostaing de Champferrier,

pour conseillers de la robe, Mrs Coulet et Bruyère, avocats,

pour conseillers de la bourgeoisie, avec le Sr Rougeron, second consul, ont été nommés sieur Arnaud Morin, Adrian Molar et Blaise Odeyer,

pour conseillers de la troisième parcelle, avec le sieur Chanas, 3^e ex consul qui demeure conseiller né, Sr Jean Chanas, Jean Marbos et Jean Baptiste Besse,

pour conseillers de la quatrième parcelle, avec Pierre Ruchon qui demeure conseiller né, Jean Samois, Marcel Sardouille et Jean Pierre Rivière,

pour commis pour prendre le pied de la taille à la part des possédants fonds, Mrs les conseillers Serret et Coulet, avocats,

et à la part des industriels les Srs Montmcat et Jean Robert,

pour recteurs des pauvres, Mrs les chanoines Chomel, Désiré Chamarié, Mr le Marquis du Prayet, Degeyer et Planta Duclaux.

Ce fait, les sieurs anciens consuls ont déposé leurs chaperons et les nouveaux élus, à l'exception du Sr Mottet, 1^{er} consul, qui s'est trouvé absent, s'étant présentés et mis à genoux devant Mond Seigneur, il leur a représenté l'importance de l'exercice de leurs charges et exorté de bien et fidèlement s'acquitter de leurs fonctions

pour le service du Roy, le bien et l'avantage du public. Et en conséquence, Mond. Seigneur leur a fait prêter sermant sur les Saints Evangiles. Et yceux revêtus de leurs chaperons, Mond'Seigneur s'est retiré dans son Palais Episcopal accompagné desd. Srs Consuls nouvellement élus et de plusieurs notables de la ville. De tout quoy Mond Seigneur a donné actes et a signé avec le secrétaire de lad. ville.

Le lendemain, 26, Assemblée en l'hôtel de ville. — Auxquels assemblés s. Mottet, 1^{er} consul, a proposé que suivant la coutume Mrs les Conseillers nouvellement créés prêtent le serment de bien et fidelement exercer leurs charges, d'être secrets et assidus au Conseil et de donner leur avis pour le bien et l'avantage du public.

Sur quoi le sr Savoy, procureur du roi, a dit qu'ayant été procédé à la création et nomination des srs consuls et officiers municipaux ils doivent être assidus aux Conseils et garder le secret, requerrant en conséquence à ce que les srs conseillers aient à prêter le serment aux formes ordinaires.

Ce fait Mr de la Tour, premier ex consul, a remis au s. Mottet, 1^{er} cons. moderne, la pièce d'or, et le s. Rougeron, 2^e ex consul, a remis celle de plomb au s. Allier, second consul.

De tout quoi il a été octroyé ainsi et les s. ex. consuls déchargés.

Proposé par le 1^{er} Cons. qu'il est de coutume de nommer des conseillers pour le bureau des pauvres, pour le fait de la guerre et de la police, de procéder à la nomination des conducteurs de l'horloge, valets de ville et commis de police.

N° 5

Procédure des élections après l'Edit de 1766

(Délibération du 25 avril 1769. — BB. n° 48.)

Aujourd'hui vingt cinquième du mois d'avril année mil sept cent soixante neuf, dix heures du matin, dans l'hôtel de ville de Valence. Par devant nous Laurent Gail-lard, écuyer, lieutenant général en la sénéchaussée, conservatoire des privilèges royaux de la Ville et de l'Université, à l'issue de la Messe qui a été célébrée en l'église des RR. PP. mineurs conventuels et à laquelle nous avons assisté avec les maire, échevins, conseillers et notables de lad. ville, revêtus de leurs robes consu-laires ou habits de leurs Etats.

Ont été assemblés lesd. maire, échevins, conseillers et notables avec nous sous-signés à l'effet par eux d'élire deux échevins en remplacement de MM. de Tenoselly et Bouveron Desplaces, dont les fonctions finissent aujourd'hui suivant le verbal de leur nomination du vingt deux mars mil sept cent soixante huit, et de suite être aussy élu des conseillers pour remplacer ceux qui auront été choisis et nommés échevins et ceux dont les fonctions finissent de même ce jourd'hui dans le cas où il ne serait pas élu échevin. Le tout en exécution et à la forme des édits et déclara-tions du mois de may 1766 concernant la nouvelle administration municipale.

Auxquelles élections, sur le réquisitoire du procureur du Roy et en vertu de l'ordonnance verbale par nous à l'instant rendue, il a été procédé par scrutin et billets, séparément due veriffication, dénombrement et publication par nous faites des susd. scrutins pour chaque élection de sujets. Par l'évenement et résultat desquels ont été élus pour échevins à la pluralité des suffrages, noble Pierre Olivier de Vincent Demazade et Mr Pierre Peysonnier, conseiller avocat du roi au présidial, et pour

conseillers, noble Louis Delattier, marquis Debayanne et Mr Charles François Desjacques, conseiller du Roy, lieutenant principal au présidial.

Lesquels étant ici présent ont prêté serment de bien et fidèlement remplir le dû de leurs charges, pour le service du Roy, le bien et l'utilité de la ville, entre les mains de noble Louis de Montbrun, leur maire, qui a donné aux deux premiers les marques et ornements consulaires et les installés aux places et honneurs de leurs offices tant lesd. échevins que les conseillers.

De toutes lesquelles élections, délibération, prestation de serment et installation nous avons donné acte et rédigé le présent procès verbal dont lecture et publication ont été faites à l'assemblée et avons signé avec le maire, les anciens échevins et conseillers, ceux nouvellement élus et les notables avec le secrétaire de cet hôtel de ville.

(Délibération du 26 avril 1769)

Ont comparu Sr Paul Pialat, fourrier de la ville, Martin Belmont, sergent major de la bourgeoisie et commis de police, Pierre Antoine Rocherie, pezeur ; Pierre Robin, conducteur de la grand'horloge, François Place, autre commis de police, Jean Gay, François Colomb et Pierre Forest, mandeurs, valets de ville, tous nommés ou continués par délibération d'échevins du dix neuf avril mil sept cent soixante huit, lesquels ayant le chacun la main levée à la manière accoutumée ont promis fidélité et l'exactitude dans leurs fonctions. De quoy nous leur avons donné acte pour servir et valoir ce que de raison et ont signé avec nous les échevins, conseillers et le secrétaire.

(Délibération du 30 avril 1769)

Aujourd'hui, trentième avril, année mil sept cent soixante neuf, trois heures de relevée à Valence, dans l'hôtel de ville par devant nous noble Jean Louis Fayon de Montbrun, maire, Pierre Olivier, Vincent Demazade, Pierre Teyssonier, Marcel Claude Didier et Jean Jacques Viret, échevins, ont comparu les députés des différents corps nommés à la forme de la déclaration du 12 mai 1766 et de l'édit du même mois contenant règlement pour la nouvelle administration municipale pour procéder au remplacement de messire Louis Delattier de Bayanne, notable de la noblesse, et Mr Charles François Desjacques, lieutenant principal au présidial, notable dudit siège présidial, tous les deux élus conseillers de ville dans l'assemblée du vingt cinq de ce mois.

Lesquels députés sont..... sans que l'ordre cy-dessus puisse nuire aux droits de préséance qui peut compéter aux susd. corps en général et en particulier n'ayant aucun député pour MM. de la noblesse, du chapitre de la cathédrale, du présidial, de l'élection des procureurs, des marchands en détails, pour les laboureurs et vigneron pour les menuisiers, charpentiers et charons. Et avons donné acte aux susd, députés de la justice mage, des notaires et des négociants en gros de la rémission qu'ils nous ont faite des originaux de leurs verbaux de députation par nous veriffiés et après renfermés dans les archives avec ceux des autres députés icy présents qui furent remis et déposés ez archives lors de l'élection des notables des 21 mars et 4 avril mil sept cent soixante huit, étant tous les susd. députés icy présents signés avec nous le Procureur du Roy et secrétaire.

Et ce fait il a été procédé à l'élection par scrutin et par billets séparément du

notable à prendre pour la noblesse et officiers militaires en remplacement de Mr de Bayanne, duquel scrutin ayant été tiré vingt un billets ouverts et mis en évidence, noble de Sucs, commissaire des guerres, a été élu à la pluralité des suffrages.

Et comme dessus ayant été procédé à l'élection du notable à prendre dans le corps du siège présidial en remplacement de Mr Desjacques, Mr Louis Cartier, conseiller aud, siège a été nommé et élu à la pluralité des suffrages.

Et de tout ce que dessus avons arrêté le présent procès verbal dont il a été fait lecture. Et avons signés avec les susd. députés, présens le procureur du Roy et le secrétaire, les billets ayant servi au scrutin ayant été brûlés.

N° 6

Arrêt du Conseil d'Etat du 13 décembre 1712 suspendant le s. Grégoire de l'exercice de ses fonctions de Maire (Délibération du 30 janvier 1713. — BB n° 29.)

Le Roy ayant été informé que le sr Grégoire, maire de la ville de Valence, en procédant à la confection des rôles de la capitation de la Ville, tant de l'année présente 1712 que des précédentes, a diminué considérablement sa cote aussi bien que celle de ses parents ; qu'il a même osé faire imposer dans le rôle de la taille de la présente année une somme de 468 L 6 s 8 d pour ses frais de réception audit office, dont il prétend être remboursé par la Ville, sans que, pour raison de cette imposition, il ait obtenu aucune permission ni du Conseil, ni du S. Dangervilliers, intendant en Dauphiné et que les officiers de l'élection de Valence ont eu la facilité de passer ladite somme lors de la vérification du rôle. Sa Majesté aurait envoyé ses ordres au S. Dangervilliers pour vérifier ce qui aurait été fait, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé à ce sujet de l'ordre du S. Dangervilliers par le S. Degeys, premier président du présidial de Valence, le 5 septembre dernier et autres jours suivants ; et Sa Majesté ne voulant pas permettre qu'une pareille conduite demeure impunie, vu ledit procès-verbal ensemble l'avis du S. Dangervilliers, ouy le rapport du S. Desmarests, conseiller ordinaire au Conseil Royal, contrôleur général des finances, Sa Majesté en son Conseil a ordonné et ordonne que la somme de 468 L, qui a été imposée conjointement avec la taille de la ville de Valence de la présente année 1712 pour les frais de réception du maire prétendus par le sr Grégoire, sera appliquée au profit de la communauté, et qu'à cet effet pareille somme sera imposée de moins dans le rôle de la taille de l'année prochaine 1713. Ordonne Sa Majesté, que le sr Grégoire demeure interdit des fonctions de son office pour six mois à compter du jour que le présent arrêt sera enregistré en l'hôtel de Ville de Valence, lui fait très expresse inhibition et défense de récidiver à peine d'être procédé contre lui extraordinairement. Fait Sa Majesté pareille défense aux officiers de ladite élection de souffrir qu'il soit imposé de plus grandes sommes que celles comprises dans les commissions des tailles, à peine d'encourir les rigueurs des ordres. Enjoint au S. Dangervilliers de tenir la main à l'exécution du présent arrêt et de pourvoir que les cotes des capitations tant du sieur Grégoire que de ses parents soient rétablies sur le pied qu'elles doivent être par rapport à leurs facultés et que la Ville soit indemnisée des soulagement qu'ils se sont indûment procuré, tant pour l'année présente que pour les précédentes. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Versailles, le 13^e jour de décembre 1712.

N° 7

**Procédure d'installation des Consuls
nommés par Commission en 1748**

(16 juillet 1748. — BB n° 41, 29° feuillet).

Aujourd'hui seizième du mois de juillet, année mille sept cent quarante huit, à dix heures du matin, par devant nous, Joseph Marie Valette président, lieutenant criminel en la Seneschaussée et siège Présidial de Valence, et dans notre hotel ont comparu : Mrs Henry Blache et Jean Louis Finet, consuls, revêtus de leurs chapeçons et marques consulaires, accompagné d'un nombre d'habitants, en présence desquels ils nous ont représenté qu'il aurait plu à Sa Majesté d'accorder des commissions pour faire l'exercice et fonctions de conseillers du Roy, consuls de la présente Ville et communauté, conformément à l'édit du mois de novembre 1733 et arrêts des 29 Xbre et neuf mars en suivant et ce tant qu'il lui plaira, scavoir celle de premier à noble Pierre Reyne Crozac Devaugrand, celle de second à M^e Jacques Honoré Morier, notaire, et celle de troizième à M^e Reymond Chambon, marchand, cy devant enregistrés ensuite de la délibération du quatorzième de ce mois. Lesquelles commissions données à Choisy le troizième may dernier signées Louis et plus bas par le Roy Dauphin de Noyer Dargenson, scellées en cire rouge et sur le reply signée Bonneau. Ils nous auront représentés de même que la susd. délibération et prié de nous transporter dans l'Hôtel de Ville pour y prendre des srs Devaugrand, Morier et Chambon le serment requis et accoutumé et ensuite les installer et admettre auxd. commissions pour en jouir conformément à icelle, à laquelle réquisition ayant adhéré, accompagné desd. srs Blache et Finet, consuls, nous nous serions transporté dans la chambre du Conseil dud. Hôtel de Ville ou nous y avons trouvé assemblés Messieurs Desbrosses et de Chatillon, chanoines à la cathédrale, députés du Clergé, Gaillard, premier professeur, un des Conseillers de la Robbe, Boygron, avocat, Jaques Morel, Jean Louis Blache, Conseiller de la bourgeoisie, Moulas et Béranger, procureurs, Rougeron, apoticaire, Edmé Dotrissat, Charlon et Bret. Le Procureur du Roy.

Et ayant pris séance à la place du Président, Messieurs Blache et Finet à la leur consulaire et chacun de Messieurs les assemblés aussi à la leur par rang, il aurait été fait lecture par le secrétaire des susd. commissions et délibération de la Ville et de suite Messieurs Blache et Finet ont déposé leur chaperon entre nos mains, de même que celui du premier consul et lesd. sieurs Devaugrand, Morier et Chambon s'étant présentés devant nous et mis à genoux, ils ont prêté entre nos mains le serment aux formes ordinaires de bien et fidèlement faire l'exercice et fonctions de leur charge, d'être fidelle au Roy, obéissant à ses ordres et affectionné au service public. Après-quoy nous les aurions conduits et fait assoir aux places ordinaires à Mrs les premier, second et troizième consul où nous les avons installés et admis chacun en droit soy à leur commission pour en taire et jouir conformément à icelle de tout de quoy nous avons donné acte.

Et ce fait, l'assemblée a unanimement délibéré qu'elle nomme pour administrateur et receveur des deniers patrimoniaux d'octroys et autres revenus de la Ville et pour

en acquitter, même pour présenter et affirmer par devant qui il apartiendra les comptes au vray des deniers communs et d'octroys, led. sieur Monier second consul.

Après quoy led. Sr Blache a remis aud. sieur Monier la pièce de plomb, toutes les clefs de l'hôtel de Ville, Chambre du Conseil, Cabinet et toutes celles des archives avec le cinquième chaperon dont il avait été chargé, l'ordonnance du Roy portant règlement pour les étapes, le règlement general des commissaires du Roy pour la réformation des bois de la province et généralement tous les papiers dont il avait été chargé par l'Assemblée Générale du 26^e avril 1744. De tout quoy Monsieur le premier Consul a donné acte.

Mr le premier Consul a proposé qu'il est nécessaire de remplacer ceux de Mrs les recteurs des hopitaux qui sont morts ou qui ne peuvent pas vaquer à leurs fonctions par leurs infirmités. En place de Mrs Debovest, Dubessé et Chaix, la Ville ayant proposé Mr Pernilhac, chanoine, Cartier, conseiller, et Bachasson, docteur agrégé, ils ont été unanimement élus.

La pièce d'or a été remise à Mr Devaugrand, premier Consul.

Ensuite le commis de Police, le pezeur de la ville, le fourrier, le conducteur de l'horloge et les valets de Ville ayans comparu, ils ont le chacun prêté serment entre les mains de Mr le premier Consul de bien et fidèlement chacun en droit soy s'acquitter de leurs fonctions, leur continuation ou destitution ayant été laissé au pouvoir de Mrs les Consuls.

Monsieur le premier Consul a proposé qu'il est de coutume de nommer des Conseillers pour le bureau des pauvres et pour le fait de la guerre et de la police. Sur quoy il a été arrêté que Mrs Desbrosses, de Chatillon, Gaillard et Jean Louis Blache ont été continués.

Etant Mons. Valette, Messieurs les délibérants, le procureur du Roy signé avec le secrétaire...

N^o 8

Provisions de Maire données par l'Evêque (Enregistrées en suite de la délibération du 22 septembre 1768) (BB n^o 47, 107^e feuillet).

Alexandre Milon, par la Miséricorde de Dieu et de l'autorité du Saint-Siège Apostolique, évêque, comte de Valence, seigneur direct des terres qui enferment le comté, abbé de l'abbaye majeure de Saint-Benoit sur Loire et de celle de Notre Dame de Léoncel, conseiller du Roy en tous ses conseils et cy devant aumônier ordinaire de Sa Majesté.

En conséquence de la Déclaration du Roy du 12 May 1766 enregistrée au Parlement de Sa Majesté en la province du Dauphiné, sur les trois sujets qui nous ont été présentés par les notables de la ville de Valence dont nous sommes par nôtre Siège le Seigneur direct et le Pasteur. Bien informé par nous même de la religion catholique, mœurs, capacité, zèle pour le bien public de messire nôble Jean Louis Fayon de Montbrun de Saint-Laurent, l'avons choisi et choisissons par ces présentes signées de notre main pour remplir la charge et office de maire de la ville

de Valence, comme très capable par sa probité d'en remplir les fonctions et pour en jouir conformément à lad. déclaration sans préjudice des sujets qu'elle jugera à propos pour les exercer.

Néanmoins pour nous et nos successeurs des droits temporaires et dignités attachés à notre Siège et comté de Valence, confirmés de règne en règne par les monuments les plus authentiques, par les prédécesseurs de Sa Majesté elle-même, enregistrés au Parlement, Chambre des comptes et cour des Aydes depuis la réunion du comté de Valence dont le juge mage ressorti immédiatement au Parlement de Grenoble, et à condition sur lesquelles nous nous réservons le droit accordé par lad. déclaration de faire nos plus humbles représentations à Sa Majesté, selon la liberté qu'elle veut bien nous en accorder. Fait dans notre abbaye de Saint-Benoit sur Loire où notre grand âge et nos infirmités nous retiennent le vingt neuf du mois de juillet mil sept cent soixante huit. (Signé Alexandre, Evêque comte de Valence, et plus bas par Monseigneur Brisson).

**Prestation de serment du Maire
devant le Lieutenant général au Présidial**
(Enregistrée en suite de la délibération du 22 septembre 1768.)
(BB n° 47, 107^e feuillet.)

Le sénéchal de Valence en Dauphiné, conservateur des privilèges royaux de laditte Ville à tous ceux qui les présentes lettres verront salut : Scavoir, faisons qu'en jugement l'audiance sénéchale tenant le trente août mil sept cent soixante huit où étaient Mrs Gaillard, lieutenant général, Desjacques, lieutenant principal, Lalombardière, Cartier et Baude, conseillers.

Présent le collègue des échévins de Valence et avec icellui noble Jean Louis Fayon de Montbrun de Saint-Laurent, nommé à l'office de maire de la Ville par brevet qu'il nous a à l'instant remis, nous requérant de recevoir son serment et de l'installer audit office.

Les gens du Roy, M^{re} Teyssonier, son avocat, portant la parole, ont dit qu'ils ont vu le brevet de nomination de la personne dud. noble Jean Louis Fayon de Montbrun de Saint-Laurent à l'office de maire de cette ville, en exécution des articles 3 et 4 de la déclaration du douze may 1766, enregistrée au Parlement de cette Province et au greffe du Siège, ledit brevet donné à Saint-Bonnet-sur-Loire le 29 juillet présente année, signé Alexandre, évêque comte de Valence, qu'ils consentent que lecture et publication en soit faite à cette audiance, que led. Sr de Saint-Laurent soit admis en conséquence à prêter le serment en tel cas requis, qu'il soit reçu et institué audit office de par le Roy pour le terme et espace de trois années aux fonctions, honneurs et prérogatives y attribués, le tout conformément aux dispositions de l'édit et de la déclaration du mois de May 1766. Et qu'il soit ordonné que led. brevet sera enregistré au greffe du Siège et en registres de l'Hôtel de Ville pour que personne n'en ignore et l'ordonnance qu'il vous plaira de rendre expédiée et exécutée sans droits ny sceau.

Nous, après lecture et publication faite du dit brevet par le greffier civil de l'ordre verbal du Siège, avons donné acte du serment à l'instant prêté la main levée aux formes ordinaires par le noble Jean-Louis Fayon de Montbrun de Saint-

Laurent de bien fidèlement et à l'avantage du public remplir ses fonctions, l'avons en conséquence reçu et institué de par le Roy aud. office de Maire de la ville de Valence pour en jouir aux honneurs, immunités, rang, séances et prérogatives qui y sont attribués pour le terme et l'espace de trois années. Le tout à la forme des édits et déclaration de Sa Majesté du mois de may 1766. L'en avons mis en possession réelle tant par le bail du susd. brevet qu'en l'installant et plaçant au premier rang dudit collège des échevins. Avons ordonné que ledit brevet sera enregistré au Greffe du Siège et encore ensemble la présente ordonnance en registre de l'hôtel de ville, afin que personne n'en ignore. Et sera notre ditte ordonnance expédiée et exécutée sans droits ny sceau. Signé, Gaillard.

Si donnons en mandement au premier huissier ou sergent royal requis à la requête dud. maire de Valence, du collège des échevins ou de tous autres qu'il appartiendra, fere pour en pleine et entière exécution de la présente ordonnance tous exploits de justice et nécessaires de ce faire donnons pouvoir et commission. Signé, Gaillard.

N° 9

Lettre écrite le 2 décembre 1721 par M. le Gouverneur à MM. les Consuls

(Délibération du 28 décembre 1721. — BB n° 32, 4° feuillet.)

Messieurs,

J'accepte avec plaisir les marques d'attention et d'amitié que les habitants de Valence viennent de me donner par vos mains et je vous prie de les assurer que si ces belles et bonnes armes qu'ils m'ont envoyées servent jamais à ma sûreté, elles leur conserveront un père tendre et un ami zélé qui sera toujours empressé à chercher les occasions de leur être utile. Ils peuvent compter de trouver en moy ces sentiments autant que je verray régner entr'eux la paix et la bonne union, c'est à quoi, Mrs, je vous exhorte de tout mon cœur de les porter. Ils doivent une obéissance sans murmure aux ordres des dignes chefs qui sont chargez de la police de leur Ville et à ceux du très prudent conseil de santé qu'ils ont le bonheur d'avoir et que je regarde toujours avec justice, comm'un des mieux composé et un des plus estimables que nous avions en France. Cette union fraternelle et cette soumission filiale, que je demande à des habitants qui me sont très chers, sont des points essentiels pour les garantir du fléau qui semble les menacer. J'espère que le Seigneur les en garantira, mais en toutes occasions je seray charmé de pouvoir contribuer à leurs soulagements et à leurs avantages et vous prouver en particulier, Mrs, qu'on ne peut rien ajouter à la sincérité avec laquelle je suis votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : Le Chevalier de MARCIEU.

N° 10

**Délibération du 3 août 1766 relative au Pouvoir de Justice
et de police de l'Evêque
(BB n° 46.)**

Monseigneur l'Evêque et ses auteurs aud. évêché ont toujours joui en propriété de toute la justice et police dans la Ville, faubourg, territoire de Valence et autres lieux dépendant dud. évêché, comme seuls seigneurs et comtes de Valence, ensuite des concessions à eux faites par l'Empereur Frédéric 1^{er} du 9^e de calendes de décembre 1157 confirmées par l'Empereur Frédéric 2^e le 12 novembre 1238 et de la transaction intervenue entre Louis, dauphin, ensuite Roi 11^e de ce nom et Louis de Poitiers pour lors évêque de Valence le 16 février 1456.

Louis 13 ayant établi une sénéchaussée et siège présidial en cette Ville en l'année 1636 et les officiers de ce siège ayant voulu anticiper sur la juridiction du seigneur Evêque principalement au sujet de la police, il y eut contestation au Conseil où intervient l'arrêt du 27 mars 1641 en forme de règlement qui a maintenu le Seigneur Evêque en la possession de faire exercer par ses officiers ordinaires lad. ville de Valence en toutes matières tant civiles que criminelles, sans que le Sénéchal ou officiers du siège Présidial pussent prendre aucune juridiction, ni connaissance des exécutions et contraventions des règlements généraux de police ni de la police ordinaire de cette dite Ville, dont les officiers dudit Seigneur Evêque connaîtraient seuls. Lequel arrêt a été confirmé par 3 autres arrêts contradictoires des 7 mars 1647, 9 mars 1637, 10 décembre 1690 qui ont encore maintenu le Seigneur Evêque au droit de faire seul toutes les ordonnances de Police.

Qu'enfin Sa Majesté ayant créé des offices de lieutenants généraux de police, procureurs, greffiers, commis et huissiers de police de chacune des villes et lieux du royaume où il y avait juridiction royale par édit du mois d'octobre et novembre 1690. Mgr Bochard de Champigny pour lors évêque, comte de Valence s'étant pourvu au Roi pour la conservation des droits de son évêché, par arrêt du Conseil d'Etat du 24 août 1700 Sa Majesté a déclaré n'avoir entendu par ledit édit de création préjudicier, ni innover en aucune manière au droit de police appartenant audit Seigneur Evêque dans la ville, faubourg et territoire de Valence et autres lieux de son évêché, laquelle police continuerait d'être exercée comme avant par ses officiers ; que, par ce même arrêt, sur les offres faites par le sieur de Champigny, Sa Majesté mit et incorpora à la justice dudit évêché les nouveaux droits et fonctions attribués aux officiers de Police pour lors nouvellement créés, dont les officiers du Seigneur Evêque n'avaient pas le droit. Scavoir : la connaissance des Manufactures en ce qui avait été attribué aux maires et échevins de lad. Ville tant par les règlements généraux des manufactures de l'année 1669 ; de l'exécution de la déclaration du mois d'août 1699 concernant le trafic des blés et autres grains et réception du serment de ceux qui voudront faire le trafic

des blés et autres grains à l'exclusion de tous juges royaux ; port d'armes et assemblées illicites ; le droit et la fonction de parapher tous les bulletins qui seront délivrés par les maires et échevins pour le logement des gens de guerre et autres droits nouveaux portés par lesdits édits des mois d'octobre et novembre 1699. Et seront toutes les fonctions nouvelles et nouveaux droit exercés si bon leur semble par les officiers de la justice de police appartenant au Seigneur Evêque ou par telle autre personne capable qu'il voudra choisir, à la charge toutefois que lesd. officiers, à raison des nouveaux droits, ou toute autre personne capable que le Seigneur Evêque aura choisi, seront tenus de prendre sur la nomination et présentation de ses successeurs, évêques de Valence des provisions du grand sceau pour être en conséquence les nouvelles fonctions et nouveaux droits de police exercés au nom de Sa Majesté par ceux qui en seront pourvus, ainsi et de la même manière qu'auraient fait ceux qui auraient pu être pourvu en conséquence, aux gages de 200 L par an pour tous les officiers. Ensuite duquel arrêt le Seigneur de Champigny aurait obtenu tant pour lui que pour ses successeurs aud. évêché des lettres patentes de Sa Majesté conformes le 19 septembre 1700, enregistrées au greffe de la cour à la poursuite de Mgr l'Evêque de Milon le 11 août 1730 en suite de son arrêt du même jour pour être exécutées suivant leur forme et teneur et jouir par le Seigneur suppliant et successeurs audit évêché du bénéfice d'iceux.

De tout ce dessus il en résulte que le Seigneur Evêque a en toute propriété et en sa qualité de Seigneur Evêque comte de Valence la possession de la police dans la Ville et territoire appartenant au Seigneur Evêque, et qu'il est en droit de la faire exercer comme il fait par les officiers de son siège baillage, dont l'exercice n'est et n'a jamais été interrompu par absence dud. sieur juge, le sr lieutenant au siège étant continuellement sédentaire, sauf et excepté les nouvelles fonctions et nouveaux droits réservés par les susdits arrêts du Conseil et lettres patentes, aussi en ont-ils toujours jouis et été maintenus dans tous temps (toute la justice haute, moyenne et basse et la police ayant toujours appartenu entièrement au Seigneur Evêque).

Il appartient également et la Ville est en possession depuis plusieurs siècles du droit de commander par ses consuls à ses citoyens. Ce commandement civil leur est moins dur, ce sont eux autorisés par Sa Majesté qui se sont choisis et se choisiront des consuls pour les représenter, les protéger, diriger leurs affaires et conserver leurs droits. Cette magistrature tenant du gouvernement un pouvoir légitime et approchant de la nature de celui des gouverneurs, du suffrage des habitants, une confiance qui répond de leur soumission et de la qualité de citoyen de ceux qui en sont revêtus, les connaissances nécessaires pour maintenir l'ordre et faire observer les règles avec dignité, prudence et ménagement comme les circonstances diverses peuvent l'exiger.

Ledit Seigneur évêque de Champigny présenta au Roi pour être pourvu desd. offices des sujets, entre autres pour remplir les fonctions de lieutenant général de police Mr de Vaugrand, lieutenant criminel aud. siège présidial qui en fut pourvu installé et en a joui pendant plusieurs années, après lui Mr de Vaugrand, son frère et ensuite par M. Debeaux, décédé depuis plus de 10 ans, dernier pourvu de lad. charge tombée dans les parties casuelles, de même que tous

les autres offices de ladite création. Pendant et aussi longtemps que les offices ont été exercés on défie à qui ce soit de prouver que dans aucun temps Mr de Vaugrand non plus que Mr Debeaux aient jamais entrepris de s'écarter des limites renfermées dans les susdits arrêts et lettres patentes et par conséquent sur le commandement civil dévolu à Mrs les Consuls sur tous les citoyens. Cependant sur le fondement de ladite commission accordée à Mr Teyssonier qui ne peut lui donner plus d'étendue que les provisions de Sa Majesté en donnait relativement auxd. lettres aux anciens titulaires, il a entrepris de vouloir nous dépouiller de ce commandement civil sur nos citoyens à l'encontre de partie desquels il a exercé une autorité par emprisonnement à bon jour sans écrou, ni constater le sujet de leur détention.

Si comme il est évident la commission de la Cour confiée au Sr Teyssonier n'est que pour tenir la place de Lieutenant-Général de police que pendant les vacances, et qu'il n'y ait n'y dû avoir rien de plus dans le prononcé de l'ordonnance qui la renferme, il faut conclure et on ne saurait mettre en doute qu'il a excédé son pouvoir et qu'il a anticipé sur le droit de la Ville et le Commandement civil dont les Consuls sont, comme il a été observé, dans une possession bien ancienne sur lequel droit d'ailleurs le Sr Teyssonier n'a rien à se formaliser puisqu'à la forme des susdits arrêts et lettres patentes la Police appartient au Seigneur Evêque dans la Ville, faubourg et territoire et que le Lieutenant Général de police n'a droit que de connaître des articles qui lui ont été réservés et dans lesquels les précédents titulaires ont fixé toute l'étendue de leur pouvoir et juridiction sans entreprendre sur autrui. En sorte que quand bien même la Ville ne serait aussi bien fondée qu'elle ne l'est en titre et possession, ainsi que les Seigneurs Evêques l'ont reconnu, ce ne serait pas à lui à réclamer le commandement civil qui ne fait pas partie des susdits-arrêts auxquels se trouve limitée la connaissance des juridictions qu'il doit avoir de la police ; d'où il suit que tous les actes de juridiction, qu'il a fait sans aucune commission, sont autant d'attentat à l'autorité du commandement civil et par conséquent nuls et cassables par incompetence que des dommages et intérêts à nos citoyens sont dûs.

La Ville ne se plaint nullement de la susdite ordonnance contenant la commission, mais elle se pourvoit par requête à la Cour, pour demander d'être maintenu dans le droit de faire exercer par ses Consuls, le commandement civil sur ses citoyens.

N° 11

Règlement de police du 3 mai 1697

(Conseil de Police tenu dans le Palais épiscopal le 3 mai 1697.)

(BB n° 26, 54^e feuillet.)

Qu'il est défendu à tous hotes, traiteurs, cabaretiers, poulaiers, rotissant et revendeurs, non seulement d'achepter ou marchander par eux ou par personnes interposées, mais encore de paroître avant l'heure de dix heures du matin dans les marchés publics des lundye et jeudyie à la place de la Pierre et des autres jours à la place Saint-Jean delad. ville, et aussy aux boulangers et meuniers d'y achepter ou marchander aucuns grains, memes de paraitre dans lesd. marchés publics avant l'heure

d'une appres midy a paine de trois livres d'amandes pour chaque contravention et confiscation des choses acheptées.

A tous les susd. d'achepter ou marchander lesd. jours avant lesd. heures aucun gibier, volaille, poisson, beurre, fromage, laitage, huile, fruit, herbage, grain et autre danrée dans les rues ou portes delad. ville, et à tous les coquetiers et autres vendeurs de porter aucune desd. choses dans les maisons desd. hôtes, traiteurs, revendeurs, boulangers et meuniers, qu'ils n'ayent passé auparavant auxd. marchés avant lesd. heures, à peine de pareille amande de trois livres pour chaque contravention et confiscation desd. danrées.

A tous les susd. hôtes, traiteurs et cabaretiers de paroître par eux, leurs domestiques ou autres interposés dans le lieu où se débitera la marée avant l'heure de dix du matin chaque premier jour du débit delad. marée, à peine de trois livres d'amande pour chaque contravention et de confiscation de la marée par eux acheptée, même de celle qui se trouvera led. premier jour de débit sur leurs étaux ou dans leurs maisons avant lad. heure.

Et pour prévenir le monopole qu'on dit être exercé par les marchands delad. ville, en détournant les voituriers delad. marée d'en porter dans lad. Ville surtout pendant le temps de caresme, pour contraindre par là les habitants à ne se servir que du poisson qu'ils vendent très souvent à un prix excessif, il est délibéré et conclud que chaque année, lesd. srs Consuls feront une convantion avec quelque voiturier pour l'engager à voiturer chaque semaine, pendant le temps propre à ce, une certaine quantité de marée à raison d'un prix convenable et lesd. srs Consuls proposeront celui par qui le débit delad. marée sera fait aux habitants delad. ville, et au moyen de ce, il sera défendu à tous autres de vendre delad. marée dans lad. Ville à paine de cinquante livres d'amande et confiscation delad. marée. Lad. marée ne pourra être exposée au débit qu'elle n'ait été auparavant visitée par lesd. srs Consuls, a peine de vingt livres d'amande contre le préposé aud. débit et confiscation delad. marée.

Le prix delad. marée ne pourra être dans led. débit que celui qui sera réglé par lesd. srs Consuls et autorisé par led. sr Juge mage par rapport au prix convenu par eux avec led. voiturier, considération faite du déchept du détail avec ce qui sera jugé convenable pour les soins et pains du débit.

Le préposé au débit delad. marée exposera au public toute lad. marée sans qu'il en puisse cacher ou détourner aucune pièce sous quelque prétexte que ce soit, à paine de trois livres d'amande et confiscation delad. marée cachée.

Il est défendu à tous hôtes, traiteurs, cabaretiers, taverniers, marchands et autres habitants de se servir d'aucunes mesures de verre ou terre, mais seulement de métal deument étalonnées pour mesurer et vendre du vin et huile, a peine de trois livres d'amande pour chaque contravention. Pour empêcher que les boulangers ne fraudent dans le poids des pains qu'ils vendent pour un sol ou six deniers, et afin qu'ils soient plus facilement convaincus en cas de fraude, il leur est deffendu d'en débiter aucuns qui ne soient marqués des premières lettres de leurs noms et surnoms, a peine de trois livres d'amande pour chaque contravention et confiscation des pains non marqués.

Il est défendu à tous habitants, de quelle qualité et condition qu'ils soient et en tous temps, d'aller ou envoyer aucuns domestiques aux portes delad. ville ou ors

icelle, arrêter, achepter ou marchander aucunes danrées, à paine de trois livres d'amande pour chaque contravention et confiscation desd. danrées ce acheptées.

A tous habitans, de quelle qualité et condition qu'ils soient, de laisser plus de vingt quatre heures aucuns fumiers entassés dans les rues delad. ville et d'y mettre aucune paille, d'y avoir des troncs d'arbres, en quel temps que ce soit, plus de trois jours, et des bois de charpente, pierre de taille, cailloux, sable, terre, débris et autre pareille matierre ors du temps de bastiment achevé, à paine de pareille amande de trois livres pour chaque contravention et confiscation desd. choses, il est ordonné à tous habitans de balier et neteyer ou le faire faire lesd. rues chacun envers soy, du moins tous les trois jours, une fois, à paine d'une livre d'amande pour chaque contravention.

Il est défendu à tous habitans de laisser aller aucuns pourceaux dans lesd. rues depuis les sept heures du matin jusques à cinq heures du soir pendant le mois d'octobre, novembre, décembre, janvier, février et mars et depuis six heures du matin jusques à six heures du soir pendant le reste de l'année, a paine de trois livres d'amande pour chaque contravention et confiscation des pourceaux.

Le pavé étant détruit entièrement dans la plus grande partie des rues delad. Ville il est conclud et délibéré qu'il sera refait dans les grandes rues et autres où il sera jugé nécessaire par lesd. srs consuls et les députés pour le fait de police, et ce aux frais et dépens des propriétaires des maisons situées sur lesd. rues, chacun envers soy.

Il est défendu aux boulangers de cuire du pain, aux meuniers de charrier des farines, et aux bouchers de tuer aucun bétail, pendant les jours de dimanche et fêtes solennelles, a paine de trois livres d'amande et confiscation desd. pains, farines et bétail.

A tous marchands, ouvriers et artisans d'ouvrir leurs boutiques, travailler, étaler ou vendre aucunes marchandises pendant les jours de festes et dimanches, a peine de trois livres d'amande et confiscation desd. marchandises étalées.

A tous traiteurs, cabaretiers, taverniers et rotisseurs de donner a boire et manger pendant le temps des offices divins lesd. jours de fêtes et dimanches, a paine de trois livres d'amande et aussy de donner a manger gras sans permission expresse et par écrit de Mond'Seigneur l'Evêque ou de son grand vicaire les jours défendus par l'église, excepté aux gens de guerre et voyageurs actuellement, a paine de vingt cinq livres d'amande pour chaque contravention.

Aux paulmiers et autres tenants jeux de biliard, boules et autres jeux d'ouvrir leurs jeux, maisons et y laisser jouer lesd. jours de fêtes et dimanches pendant led. temps des offices divins, a paine de trois livres d'amande pour chaque contravention.

Les contrevenants aux présents reglements encourront de plain droit les amendes et confiscation cy dessus ordonnées, lesquelles seront prononcées par led. juge mage sommairement sur les seuls procès verbaux repétés du commis de police et assisté d'un assistant au moins avec les conclusions desd. srs consuls et procureur fiscal.

Pour exciter davantage chacun à surveiller à l'exécution du présent reglement, il est déclaré que le tiers des amendes et confiscations encourues par les contrevenants seront au profit des dénonciateurs et le restant appartiendra à l'hôpital général de cette ville.

Enjoint aux commis de police de prendre avec exactitude le taux du pain et de le faire observer aux boulangers et autres vendeurs de pain à peine de destitution.

Les contrevenants au présent règlement seront punys de plus grandes paines memes corporelles, s'il y échoit, en cas de récidive.

Et afin de donner une plus entière exécution au présent règlement lesd. srs consuls nommeront chaque premier jour du mois deux bourgeois de la présente ville pour visiter les marchés, boucheries et autres lieux nécessaires, y observer que le commis de police face son devoir et que les contraventions soient reçues et punies et aussy que le raport des danrées soit exactement fait et signé à la forme de l'ordre de 1667 et le présent sera imprimé et affiché.

N° 12

Acte d'élection du garde juré

(29 avril 1750. — BB n° 41, 81° feuillet.)

Du vingt neuf avril année mil sept cent cinquante, dix heures du matin, par devant nous Jean Pierre Debeaux, seigneur de Plovier, conseiller du roy et lieutenant général de police de la ville de Valence et son ressort, écrivant Antoine Bonthoux, étudiant en pratique en lad. ville, notre greffier commis, auquel nous avons présentement fait prêter serment la main levée à la manière accoutumée dans notre maison d'habitation et étude aud. Valence, a comparu sieur Alexandre Antelme, marchand drapier et toillier, habitant aud. Valence. Lequel nous a représenté que l'année de son exercice pour la marque des draperies en la qualité de garde juré étant expirée depuis le jour d'hier, il a fait avertir les sieurs Louis Demarest, Charles Bouvier, Claude Junillon, Alphonse et Louis Armand, tous marchands drapiers et tailleurs dud. Valence de comparoir pardevant nous, à ces présants an, jour, lieu et heure, pour procéder à l'élection et nomination du nouveau garde juré pour la marque des draperies à commencer à entré dans l'exercice de ce jour pour la présente année. Et attendu qu'ils sont icy présents, requiert qu'il nous plaise ordonner qu'il sera par eux présentement procédé par devant nous à l'élection et nomination du garde juré dont s'agist, et ordonne à celuy qui sera élu et nommé de prêter le serment accoutumé, sous l'offre que fait le comparant de remettre l'ancienne marque dont il s'est servit pendant l'année de son exercice et a signé Antelme.

Nous ordonnons qu'il sera présentement procédé par devant nous par lesd. srs Desmarest, Bouvier, Constantin, Junillon, lesd. srs Armand frères conjointement avec led. sr Antelme à l'élection et nomination d'un nouveau garde juré dont s'agist pour la marque des draperies. A quoi ayant été satisfait de la part des cy dessus nommés, led. sr Charles Bouvier a été unanimement élu et nommé garde juré pour la présente année pour la marque des draperies, auquel la conséquence nous avons déferé lad. charge pour la présente année a convenu entrer en exercice dès led. jour, et luy avons fait prêter serment la main levée à la manière accoutumée moyennant lequel il a promis de bien et fidelement remplir les fonctions de lad. charge. Ordonnons que led. sr Antelme, auquel nous avons fait aussi prêter serment la main levée à la manière accoutumée, assistera led. sr Bouvier dans ses fonctions pendant l'année de son exercice. Et, au surplus avons donné acte de la rémission faite par led.

sr Antelme aud. sr Bouvier des registres qu'il a tenu à raison de sa charge et de la représentation qu'il a aussi fait de la marque dont il s'est servit pendant l'année de son exercice, l'empreinte de laquelle a été présentement visée devant nous, et avons signé avec led. sr Bouvier nouveau garde juré, led. sr Antelme et les autres marchands nominateurs. Signé Bouvier, Antelme, Constantin, Armand, Desmaretz, Armand, Junillon, Debeaux, Plovier, Bonthoux. Collationné Bonthoux.

A Messieurs les Consuls de l'Hôtel de Ville de Valence.

Suplie humblement Charles Bouvier, marchand, un des garde juré des draps, satines, serges et autres étoffes qui se fabriquent en Dauphiné, disant que par l'arrêt du Conseil d'État du Roy du 11 mars mil sept cent trente deux portant règlement pour les manufactures de draps, il est disposé par l'article deux cent quatre enregistré en l'Hôtel de Ville que, pour favoriser lesd. gardes juré et les engager à faire exactement leurs fonctions pour l'exécution dud. règlement, Sa Majesté les a déclarés exempts de la collecte des tailles et autres impositions, de tutelle, curatelle et nomination à icelle, et du logement des gens de guerre pendant l'exercice de leur jurande qui ne pourra durer plus de deux années, à la charge qu'il ne pourra y avoir plus de quatre jurés en charge en chaque lieu de fabrique ou moins à proportion du commerce et du travail qui si fera. L'exécution duquel règlement a été ordonné par ordonnance de Monseigneur de Fontanieu du premier juillet suivant. A ces causes il vous plaira messieurs ordonné que la nomination de garde juré de la personne du suppliant, faite cejourd'hui devant Monsieur le Lieutenant général de Police, sera enregistré en registres dud. Hôtel de Ville pour jouir par le suppliant des exemptions portées par le susd. article deux cent quatre du susd. règlement dud. jour onzième mars mil sept cent trente deux et seras justice. Bouvier.

Soit la présente requête et acte d'élection et nomination de garde juré de la personne du suppliant montré au Procureur du Roy. Fait dans l'Hôtel de Ville, le vingt neuf avril 1740. Vaugrand, premier Consul. Mesangère, secrétaire.

Vu la requête cy-dessus, l'article 204 du règlement du 11 mars 1732, l'acte d'élection et nomination de garde juré de la personne du Sr Bouvier de ce jour, fait devant Mr le Lieutenant général de police et l'ordonnance de soit montrée cy dessus, nous déclarons n'avoir moyen d'empêcher l'enregistrement du susd. acte d'élection et nomination, qu'en conséquence le suppliant, jouisse des exemptions portées par le susd. article 204 du susd. règlement et pour le temps y énoncé. Fait à Valence le 29 avril mille sept cent cinquante. Chorier, Procureur du Roy.

Vu la susd. requête, notre ordonnance de soit montré, les conclusions du Procureur du Roy, l'article du règlement et nomination de garde juré y énoncées, nous ordonnons que le susd. acte de nomination de garde juré sera enregistré avec la susdite requête et présente ordonnance dans le registre dud. Hôtel de Ville, pour jouir le suppliant des exemptions par l'article deux cent quatre du susd. règlement du Conseil dont l'exécution a été ordonné par Monseigneur l'Intendant de Fontanieu. Donné à Valence le vingt neuf avril mil sept cent cinquante. Vaugrand, Premier Consul.

Enregistré en les registres de l'Hôtel de Ville de Valence en suite de l'ordonnance cy dessus par moy secrétaire soussigné le susd. jour. Mésangère.

N° 13

Bail des boucheries

1° (22 février 1733. — BB n° 36, 136° feuillet.)

Ce vingt deuxième février année mil sept cent trente trois à l'heure de deux de relevée, dans l'hôtel de ville de Valence, par devant nous Jean Antoine Hilaire Soulier, avocat et premier consul, srs Nicolas la Montagne, Claude Bleton, troisième et quatrième consuls, à la réquisition et présence de MM. Fortunat Savoye, conseiller procureur du Roy céans et par devant messire Fortunat de Chambon, Chomel, noble Antoine de Brisiaux, MM. Jean Pierre Bachasson, conseiller du Roy, professeur en l'Université de cette ville, Antoine Pansû, marchand, et Claude Vioussat, commis et députés par la délibération du 18 janvier dernier. Ensuite des affiches publiques et proclamations faites en vertu delad. délibération pour l'adjudication du bail des boucheries et fournitures de la viande dans la présente ville et lieux suburbains ont comparu Pierre Testu, Pierre Pillier, Jean Vialette, Antoine Gay, Simon Goubet, Jacques Carie, Jean Baptiste Chatagnier et André Coulet, tous habitants de cette ville, lesquels ont offert de faire la fourniture de toute la viande nécessaire pour la subsistance des habitants et étrangers, passants et séjournants, pendant deux années prochaines à commencer aux fêtes de Paques prochaines jusques aux mesmes fêtes de Paques de l'année mil sept cent trente cinq, aux prix de trois sols neuf deniers la livre du veau et du mouton et à trois sols la livre du bœuf, pendant lesd. deux années. La livre composée de seize onces poids de ville, à condition que sur chacune d'ycelles il leur sera permis de mettre un once de souquet de la même espèce, promettant de ni point suposer une chair pour l'autre. Que les habitants de ladit. Ville, les communautés ecclésiastique, seculières et régulières et les cabaretiers dans l'enceinte de la ville et au dehors pour les lieux suburbains ne pourront prendre de viandes ailleurs qu'aux bans qui seront par eux établis, promettant au surplus d'exécuter et de se conformer au règlement fait par Monseigneur l'Intendant du 8 juin 1731 sur le fait delad. boucherie et droits deubs à la Ville. Duquel règlement ils ont entendu la lecture qui leur en a été faite tout présentement, à condition encore qu'aucun autre boucher que eux ne pourra pendant lesd. deux années matter et que la ville prendra leur fait et cause en cas de contravention et attendu que personne autre s'est presanté pour faire la condition meilleure et entreprendre lad. fourniture.

Nous dits consuls, commis et députés par lad. délibération du 18 janvier avons fait l'adjudication de lad. fourniture auxdits Testu, Pillier, Viallette, Gay, Goubet, Carie, Chatagnier et Coulet aux susdites conditions et a celles qu'ils seront tenus de vendre aux marchands chandeliers de cette ville, les graisses et suifs qui proviendront de leurs matteries pour être convertis en chandelles, Qu'ils payeront exactement et fidèlement les droits deubs à la Ville et à son fermier des octrois expliqué dans le susd. règlement, et observeront les autres articles diceluy concernant la boucherie et que la viande qu'ils fourniront de chacune des trois espèces de veau, mouton et bœuf sera bonne, grasse et recevable sans qu'ils puissent demander à la Ville aucune indemnité pour raison des droits du pied fourché, promettant lesd.

srs consuls, commis et députés, soub l'agrement du seigneur Intendant, l'exemption de logement des gens de guerre aux susnommés entrepreneurs de lad. fourniture, l'observation de tout ce que dessus a été promis scavoir par lesdits srs consul et commis soub l'obligation des biens de la Ville et par les susdits preneurs sous obligation solidaire de leurs biens et de leurs propres personnes. Fait et passé dans la Chambre du Conseil de l'Hôtel de lad. ville en présence de Messire Joachim de la Coste, chanoine curé de la Cathédrale, Pierre Montaigu, marchand de cette ville, temoings requis et signés avec lesdits srs Consuls, députés et commis et lesd. srs Pillier. Non lesd. Testu, Vialette, Gay, Goubet, Carie, Chatagnier et Coulet pour ne le scavoir, de ce enquis et requis...

2^o (24 mars 1762. — BB n^o 45, 3^e feuillet.)

Laurent Gaillard et Charles Bérenger, consuls de la Ville de Valence, assistés de MM. Apolinaire Bergeron, chanoine syndic à la cathédrale, de noble Antoine de Brisiaux, Laurent Bachasson, docteur agrégé en la Faculté de Droit en l'université de Saint-Barthélemy, Rolland, Jean Chartron et Claude Bresson, commis et députés à l'effet des présentes par délibération du quatorze de ce mois, scavoir faisons que conformément à la susdite délibération nous aurions fait publier et afficher dans les villes, lieux et endroits ordinaires, que cejourd'huy vingt quatrième du mois de mars année mil sept cent soixante deux, trois heures de relevée, il serait dans le présent hotel procédé à l'adjudication au rabais de la fourniture des grandes et petites boucheries sous les conditions suivantes.

Art. 1^{er}

Que lesd. adjudicataires des grandes boucheries seront tenus de faire la fourniture de toutes les viandes de mouton, veau et bœuf de bonne qualité et en quantité suffisante pour la subsistance des habitants et des étrangers passant et séjournant dans la présente ville pendant une année, à commencer aux fêtes de Pâques de la présente année et à semblable jour finiront de l'année mil sept cent soixante trois, aux prix à convenir, composée chaque livre de seize onces poids de ville, bonne et recevable sans que le souquet puisse excéder une once par livre de la même espèce, et ne pourront substituer une chair pour autre, matter pendant la durée du bail vendre et débiter aucune viande de vache et brebis, avoir et tenir, soit dans leurs troupeaux et écuries, soit dans d'autres endroits de la présente Ville où les possesseurs des maisons pourraient leur donner azile et prêter la main, à peine de confiscation des viandes de brebis et vache matées et des vaches et brebis qui se trouveront dans les endroits susdits et trente livres d'amende pour chacune contravention.

2

Que les adjudicataires de la fourniture des viandes de vache et brebis aux petites boucheries seront tenus et obligés comme en l'article précédent et ne pourront matter vendre et débiter que de vache et brebis sous les mêmes peines.

3

Que les adjudicataires des grandes et petites boucheries ne pourront matter et établir leurs bancs et étaux que dans la rue seulement, où l'exploitation des bouche-

ries a toujours été faite en cette ville, à commencer près la porte de la prairie des Dominiquains jusqu'au moulin de M. de Brisiaux et dans la maison de l'hoirie de Jean Baptiste Métifiot près de la fontaine Saint-Estève.

4

Qu'en toute l'exécution de leur bail ils seront tenus de se conformer à l'ordonnance du seigneur intendant de Fontanieu du 8 juin 1731 sur le fait des boucheries et droits dus à la ville ou à ses fermiers des octrois.

5

Qu'aucune boucherie autre que les adjudicataires ne pourront pendant la durée du bail matter ni débiter dans la Ville et lieux suburbains des susdites espèces de viande, à peine de confiscation et de trente livres, et en cas de contravention la Ville prendra fait et cause pour les adjudicataires, après un procès verbal en bonne forme et rescensé.

6

Tous les habitants de la Ville, lieux suburbains, Communautés séculières et régulières et les cabaretiers dans l'enceinte de la ville et au dehors, sujets aux droits d'octroi, ne pourront prendre de viande ailleurs qu'aux bancs et étaux qui seront établis par lesd. entrepreneurs.

7

Que lesdits adjudicataires ne pourront substituer personne en leurs places sans le consentement de la Ville par le moien de Mrs les Consuls.

8

Qu'ils seront tenus, à la première réquisition qui leur sera faite par Mrs les Consuls ou députés de la Ville, d'ouvrir leurs matteries-écuries et autres endroits leur appartenant ou par eux possédés, pour être les viandes mattées et bestiaux vus et examinés s'ils sont conformes au bail à peine d'en être informé.

9

Les frais du bail seront à la charge de l'adjudicataire scavoir : deux tiers par ceux des grandes boucheries et un tiers par ceux des petites boucheries.

10

Pour l'entière exécution du bail les adjudicataires y seront tenus et obligés et pour les amandes qu'ils pourraient encourir par emprisonnement de leurs personnes, de saisies et ventes de leurs biens qu'ils soumettront au siège de la justice mage de cette Ville et à tous autres en bonne forme.

Et nous étans à cet effet transporté dans l'Hôtel de Ville les jours et an susdit trois heures de relevé y ont aussi comparu Sr Jean François Claude Roche et Barbier, négociants, perecateurs et auditeurs des Comptes, députés de la communauté du Bourg de cette ville aux mêmes fins que dessus, où étant ainsi assemblés, avons, à la réquisition du procureur du Roy en cet hôtel, fait faire lecture par le secrétaire, de mot à mot et tout au long des conditions cy dessus transcriptes, en présence de plusieurs bouchers qui ont fait différentes offres...

N° 14

**Convention au sujet de la fourniture de la marée
jusqu'aux fêtes de Pâques prochaines
passé au Sr Lambert, du 20 novembre 1732
(Délibération du 23 novembre 1739. — BB n° 39, 113° feuillet.)**

Nous soussignés, premier consul de cette ville de Valence et Pierre Lambert, marchand, y résident, avons convenu que Mr Lambert feray la fourniture de la marée chaque semaine pour la provision des habitants. Scavoir une charge par semaine d'environ deux cent soixante livres pesant, d'icy jusqu'au carême prochain et dans le caresme, deux charges du même poids par chaque semaine qu'il me sera permis de vendre ainsy que nous dit consul le permettons scavoir : la sardine à huit sols la livre, le merlan, le meuge, le loup, la rey et autres basses marées à neuf sols la livre et la sole, le saumon et autres fines marées au prix de dix huit sols la livre, le ton excepté de la fourniture duquel je ne me charge point, promettant de faire la fourniture des autres espèces au public à paine de tout depens, damages et intérêts et à fort fait à tous périls et risques aux cas que lad. marée ne s'est vue entière débitte ou qu'elle se trouva corrompue étant icy arrivée ; me soumettant de n'en faire aucune distribution qu'au préalable elle n'ait été vérifié par Mrs les consuls et trouvée bonne et de recette, à paine de confiscation et de dix livres d'aumone envers l'hopital général delad. Ville, et au moyen de lad. fourniture nous dits consuls promettons de ne donner la faculté à qui que ce soit de vendre ou débiter aucune marée attendu la presante convention qui tiendra lieu de bail aud. sr Lambert jusques aux festes de Paques prochaine. Fait a double à Valence ce 20 novembre 1732.

Signés : Soulier, premier Consul, Lambert.

N° 15

**Convention passée avec la Demoiselle Lafond,
métraiise danteleuse, par la Ville
(Délibération du 27 mars 1758. — BB n° 43, 42° feuillet.)**

Art. 1^{er}

Que Messieurs les Consuls conviendront avec lad. demoiselle Lafond qu'elle tiendra sale publique aux heures et à la forme prescrite cy après, dans laquelle elle enseignera à toutes les filles de la Ville, qui se présenteront à cet effet, à faire les dantelles de toutes les espèces et qualité qu'on fabrique dans la ville du Puy en fil et soye.

2

Que, pendant le premier mois, lad. Demoiselle Lafond sera libre de ne se charger que de quatre écollières, lesquelles seront nommées et désignées par Messieurs les Consuls ; le second mois elle aura de même la faculté de ne se charger que de huit écollières, dans le nombre desquelles seront comptées les quatre qui auront commencé à travailler le premier mois ; et le troisième mois elle sera tenue d'en

avoir au moins douze, y compris les susd. qui auront travaillé les précédents mois, et, après l'expiration des trois mois, elle sera obligée de recevoir toutes celles qui seront présentées par Messieurs les Consuls.

3

Que le travail desd. apprentisses leur apartiendra en entier sans que lad. Lafond puisse y rien prétendre, au moyen de ce, qu'elles se fourniront le fil, carreau, fuseaux et lad. Demoiselle Lafond leur représentera les premiers dessins gratis.

4

Que lad. Demoiselle Lafond ouvrira la sale destinée à donner ses leçons, en été à sept heures du matin jusqu'à onze et à deux heures après midy jusqu'à six ; et en hiver à huit heures et demy jusqu'à onze heures et demy et d'une heure et demy de relevé jusqu'à quatre heures et demy.

5

Que la Ville donnera annuellement à lad. Demoiselle Lafond pour ses apointements trois cent livres payables quartier par quartier et d'avance.

6

Que la Ville lui fournira une sale convenable pour recevoir au travail des apprentisses.

7

Il sera donné à lad. Demoiselle Lafond sur son chargé un poêle pour être placé dans lad. sale, à l'entretien duquel elle sera tenue et de le rendre à l'échéance desd. conventions.

8

Qu'il sera donné à lad. Demoiselle Lafond annuellement vingt quatre livres pour le chauffage dud. poêle, au moyen de quoi elle sera tenue de tenir la sale dans un degré de chaleur convenable.

9

Que, dans le cas que lad. Demoiselle Lafond présentera à la fin de la première année de son bail soixante filles en état de faire toutes sortes de dentelles des qualités de celles qui se fabriquent au Puy, il lui sera accordé par la Ville deux cent livres de gratification et quatre cent livres dans le cas qu', à la fin de la seconde année, elle put présenter cent cinquante écollières capables d'exécuter les mêmes ouvrages.

10

Que Monsieur le second Consul administrateur est prié de faire l'avance à lad. Demoiselle Lafond de cent quarante quatre livres, imputables sur ses apointements de la seconde année, pour aller achepter les fils, carreaux, fuseaux et dessins qu'elle sera obligée de fournir à prix d'emplette à ses écollières, et de lui paier les fraix de son voyage qu'elle fera pour aller au Puy suivant l'état qu'elle en donnera certifié.

11

Que s'il convient à lad. Demoiselle Lafond de prendre une associée, elle en aura la faculté, en la présentant à Mrs les Consuls avec une attestation de vie et mœurs.

12

Que lad. Demoiselle Lafond et son associée seront exemptes de logement de gens de guerre, taille d'industrie, corvées même pour les grands chemins et sa cote de capitation et celle de son associée demeure fixée à vingt sols, et sans que lad. associée puisse prétendre et exiger de la Ville autre chose que les susd. exemptions.

13

Que lesd. conventions seront passées pour avoir leur effet pendant trois années finies et accomplies, à prendre leur commencement le jour que Messieurs les Consuls jugeront à propos, avec cependant la faculté à la Ville de résilier et annuler les présentes à la fin de la première année en cas de mécontentement ou d'inexécution.

14

Et enfin il a été délibéré que Messieurs les Consuls sont priés de présenter à Monseigneur l'Evêque ou à Messieurs ses vicaires généraux la présente délibération, et de les supplier de vouloir bien l'agréer et Messieurs les curés de vouloir se charger de prendre sous leur direction la susd. école ou fabrique de dantelle.

Etant Messieurs les Consuls et délibérant signés à l'exception de Mr Gaillard qui s'est retiré. Le Bourg sera invité à se joindre à la Ville pour passer la convention et supporter un cinquième des dépenses.

N° 16

**Ordonnance de l'Intendant Le Bret
du 16 juin 1685**

concernant les indits du Bourg

(Délibération du 6 août 1764. — BB n° 46)

Pierre Cordier le Bret, seigneur de Blacons, conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des requêtes ordinaires de son hôtel, Intendant de Justice, police et finances en la province du Dauphiné... Sur les diverses plaintes à nous faites par les Consuls de la Ville que ceux de la communauté de Bourg Saint-Pierre les-la ville qui doivent supporter le cinquième du logement des gens de troupes de Sa Majesté, étant avertis de l'arrivée des troupes par l'un des mandeurs de la Ville de se rendre et assister si bon leur semble aux revues qui doivent être faites et ensuite prendre et loger leur portion à proportion du total, sont négligéans et refusans d'y satisfaire, et cella causant des retardements au logement des troupes et des justes plaintes faites par les commandans et autres officiers aux Consuls de Valence qui ne sont pas en état de les faire cesser de leur chef, à quoi étant nécessaire de pourvoir.

Nous, Intendant et Commissaire susdit, avons enjoint au Consul de la communauté du Bourg qui se trouvera en exercice, en charge de faire les billets de logement des

gens de guerre et de se rendre dans la maison consulaire dud. Valence, lorsqu'il sera averti par l'un des mandeurs de la Ville de l'arrivée desd. troupes pour être présent, si bon lui semble, aux revues qui doivent être faites par les Consuls delad. Ville suivant les ordres de Sa Majesté, et ensuite prendre et loger par le Consul le cinquième desd. troupes. Et à défaut d'y satisfaire par lui, dès à présent comme pour lors, l'avons condamné à aumône au profit de l'hôpital général de Valence, la somme de vingt livres pour chaque fois qu'il sera contrevenans et en demeure de satisfaire à la présente ordonnance, au paiement de laquelle ledit Consul sera contraint sur le certificat du mandeur en vertu de la présente sans qu'il soit besoin d'autre, le tout payable par led. consul du Bourg en son propre et privé nom, sans espoir d'aucune répétition contre lad. communauté. Et sera nôtre ordonnance exécutée nonobstant oppositions et appellations quelconques et sans préjudice d'icelle — Donné à Grenoble le seizième juin 1685. Signé : le Bret.

N° 17

Etat des habitants de Valence qui se prétendent exempts du Logement des gens de guerre (avec la décision de l'Intendant en marge) (Délibération du 27 août 1741. — BB n° 39, 135° feuillet.)

Bon	Mrs les quatre Consuls en exercice une année.
Si la finance de son office est de 10.000 L est exempt.	Le Procureur du Roy titulaire.
N'est exempt	Le Secrétaire greffier par Commission de l'Evêque.
Cet employ est de la fonction de secrétaire, je l'ay déjà mandé deux ou trois autres fois, n'est exempt.	Le fourrier qui fait les logemens, expédition des registres et autres affaires pour la Ville.
N'est exempt	Le commis de police.
N'est exempt	Celui qui a la conduite de l'horloge.

NOBLES

Sont exempts	M. de Bayane. Mad. la Marquise de Saint-Silvestre. Mad. la Marquise Duprayet. Mad. de Saint-Fereol.
--------------	--

Sont exempts

M. de Riordan.
Mlle de Marquet.
M. de Marquet.
Mad. d'Hauteville.
Mad. de Cocquiel.
M. de Bressac.
M. d'Hauterive.
M. du Carlat.
M. de la Rouillère.
M. de Saint-Marcel, ancien maréchal de logis des gen-
darmes.
M. de Bouet de la Bretonnière.
M. de Rostaing.
M. de Montoisson.
M. de Roux.
Mad. Serment.
Mad. de Bilion, veuve d'un ancien capitaine d'infanterie
et pensionnaire du Roy.
M. de Brisiaux.
M. de Chatelier de Charan.
M. de Ravel.
M. de Gadelonne.

OFFICIERS DU PRESIDIAL

Sont exempts

M. de Valernod, Lieutenant général et premier président.
M. Valette, second président.
M. Grégoire, lieutenant Criminel, charge unique.
M. de Chatenez, lieutenant Principal, charge unique.
M. Dubessé, lieutenant particulier, charge unique.

N'est exempt ni du lo-
gement effectif ni de la
la contribution.

M. Aymard, conseiller, contribue au logement.

Exempt

M. de Vaugrand, conseiller et gentilhomme.

N'est exempt ni du lo-
gement effectif ni de la
la contribution.

M. Cartier, Conseiller, n'a pas logé et contribue.
M. Desmons, Conseiller, n'a pas logé et contribue.
M. de la Lombardière, Conseiller n'a pas logé et contribue

Exempt

M. Teyssonier, avocat du Roi suivant le règlement de
Poitiers.

Exempt

M. Bergeron, procureur du Roi suivant le règlement de
Poitiers.

Exempt

M. Bayle, autre avocat du Roi suivant le règlement de
Poitiers.

PROFESSEURS DE L'UNIVERSITE

Sont exempts

M. Bachasson, professeur en droit.
M. Gaillard, professeur en droit.
M. Chomet, professeur en droit français.
M. de l'Etang, professeur en droit.
M. Planta du Claux, professeur en droit.
M. Montresse, professeur en Médecine.
M. Ruel, professeur en Médecine.
S. Morel, secrétaire de l'Université et receveur des Insignations ecclésiastiques par commission.

OFFICIERS DE L'ELECTION

Bon

M. Petit, président.
M. Planta, lieutenant et controleur des gabelles, cy devant professeur en droit.
M. Dalberny, procureur du roy.
M. Rey, élu.
M. Cartier, receveur de l'élection.
M. Saint-Germain, autre receveur en l'élection.

OFFICIERS DE LA JUDICIATURE MAGE

N'est point exempt

M. Biousse-Duplan, juge-mage.

Si la finance de son office n'est de 10.000 L il doit loger

M. Debeaux, Lieutenant général de police.

Doit loger

M. Blain, juge des appellations des terres suzeraines de l'Evêché.

Doit loger

S. Muguet, procureur fiscal.

AVOCATS

Bon

M. Teyssonier, avocat du Roy au présidial.

Est exempt comme employé s'il ne fait trafic, commerce ou autre métier qui déroge à son privilège.

M. Teyssier, avocat employé dans les fermes du Roy.
M. Planta, employé pour le contrôle aux entrepôts de sels.

Doit loger

M. Planta Cheysson.
M. Soullier, ancien avocat.

Doit loger	M. Bancel, avocat. M. Delandes, avocat. M. Vinay, avocat. M. Bancel Draguignan. M. Alexandre Rey. M. Demarnille, conseiller honoraire au présidial. M. de Chatillon, agrégé. Mad. Bigeard, veuve d'un conseiller. Mad. Vallantin, veuve d'un conseiller honoraire.
Doit rapporter son titre d'exemption	M. Orlandin, Colonel de la milice bourgeoise.
Exempté	Mad ^e Duperrau, Veuve de l'ancien prévot de Vinarest. M. Parisot, trésorier de France en la généralité de Lyon. M. Perpoint, capitaine d'infanterie avec apointements.
Doit rapporter son titre d'exemption.	M. Parize, garde magasin de l'artillerie.
Doit loger	Mad ^e Rouveyre, Vve du juge mage.
Exempts	M. de Goua, ancien afficier reformé avec apointements. M. Tardif, receveur au grenier à sel. M. de Renard, directeur de la douane. M. Monicault, directeur de la poste et Contrôleur à la Douane. M. Reynaud, receveur au petit bureau. Le nommé Lafond, contrôleur.

PROCUREURS ET NOTAIRES

Doit loger	M. Vinay. M. Bouveron.
S'il est en charge il ne doit loger	M. Valdome, substitut des gens du Roy au présidial.
Doit loger	M. Bonthoux. M. Rouillier.
Exempt s'il ne fait quelque profession de marchand.	M. Mottet, controleur des actes des notaires.
Doit loger	M. Roullié. M. Realier.

Doit loger	M. Colombier.
	M. Jobest.
	M. Moulas.
	M. Rey.
	M. Dupré.
	M. Mourier.
	M. Léorier.

OFFICIERS DE QUARTIER BOURGEOIS

Doivent loger	M. Boitel.
	M. Antelme.
	M. Blachette.
	M. Denis Blanc.
	M. François Leblanc.
	M. Bost, marchand.
	M. Jean Baptiste Bost.
	M. Bonthoux.
	M. Chanial.
	M. Cheze.
	M. Marchand.
	M. Pereilhac.

Doit loger surtout dans les cas présents	M. Roquefeuil, garde de M. de Sassenage.
--	--

Les sergents de quartier et caporaux.

Ceux qui contribuent en argent au logement des officiers ne doivent pas loger, mais ceux qui logent un officier et sont payés du loyer doivent loger des soldats, de même que les autres habitants sujets au logement.

Il y a aussi quelques bourgeois et marchands qui sont cottisés sur le rôle fait pour la contribution au payement des chambres des officiers qui ne logent pas, et d'autres qui logent les officiers de quartier, en leur payant par mois pour chaque capitaine 6 L. et 4 L. pour chaque lieutenant. Les autres artisans sont sujets au logement.

Ne sont point exempts surtout dans les cas extraordinaires.

Le srs Desmarais et Blache Beaulieu, gardes de Mg le Duc d'Orléans.
Les srs marchands orfèvres Grenier, Chariere et Montel, gardes de Mg de Sassenage.
Les nommés Jean Coupon, Jean-Pierre Drogeat et Daniel Menuisier.
La maîtresse de la Poste aux Chevaux.
Les quatre portiers de la Ville.

Ne sont point exempts	Les 2 chirurgiens de l'hôtel dieu nommés par la Ville et servent les soldats et pauvres.
Sont exempts s'ils ne font point, outre leur emploi, quelque métier ou commerce qui les assujettisse au logement.	Tous les employés aux fermes tant de la douane que pour les prisons ou pour les contrebandiers.

OFFICIERS DE LA MARECHAUSSEE

Sont exempts	M. de Rochefort, Lieutenant. M. Rouveyre, procureur du Roy. M. Chaix, assesseur. Le s. Maire, greffier. Un sous-brigadier et 4 cavaliers.
--------------	---

Certifié véritable par moi fourier en l'absence du second Conseiller ce 7 juillet 1741. Signé Montaigu.

Jean Bertier de Sauvigny, chevalier, Conseiller du Roi en ses Conseils, maître des Requêtes ordinaires de son Hôtel, intendant de justice, police, et finances en Dauphiné.

Vu l'état cy dessus nous ordonnons que les apostilles mises en marge seront exécutées suivant leur forme et teneur. Mandons aux Consuls de Valence, présents et à venir, de s'y conformer bien exactement, à l'effet de quoi sera le présent état enregistré au long sur les registres de l'hôtel de ville et déposé au Greffe d'icelle.

Fait à Grenoble le 6 août 1741. Bertier de Sauvigny.

N° 18

Règlement de Mgr l'Intendant pour le logement des Officiers de garnison.

(Délibération du 15 avril 1764. — BB n° 46, 40° feuillet.)

Christophe Pajot de Marcheval, chevalier, conseiller du Roy en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la province du Dauphiné.

Vu l'extrait de la délibération prise le vingt cinq du présent mois de mars par les habitants de la Ville de Valence dans l'assemblée générale des trois ordres tenue led. jour, et attendu que le bien et la comodité des habitants et celle des officiers de la garnison coucourent ensemble dans l'arrangement pris par lad. délibération pour l'assiette du logement des officiers de la garnison de lad. Ville, vû aussi l'ordonnance par nous rendue pour lad. assiette, Nous, Intendant du Dauphiné, avons homologué et homologuons la susd. délibération, laquelle sera exécutée suivant sa forme et teneur. En conséquence ordonnons :

ARTICLE 1^{er}

Qu'à l'avenir les officiers de troupe composant la garnison de la Ville et Citadelle de Valence, et ceux qui leur succéderont par les suites, se logeront amiablement chez les habitants de laditte ville, sujets au logement, ainsy et comme bon leur semblera, sans avoir besoin de billets de logement de la part des consuls et sans rien payer pour raison de ce aux particuliers chez lesquels ils se seront logés amiablement. Mais tous les trois mois ou lorsqu'ils changeront de logement par mécontentement ou autrement, ils remettront à leur hôte un reçu ou certificat du tems qu'ils auront loger, conçu dans la forme du modèle qui sera inséré à la suite de la présente.

ART. 2.

Il sera, à chaque revue de la garnison, remis aux sieurs consuls de la Ville par le Commissaire un état par luy certifié conforme à sa revue contenant le nom et grade des officiers présens de chaque corps, à l'effet de vérifier par les consuls si les reçus ou certificats remis aux habitans qui auront logés se trouveront conformes audit état.

ART. 3.

Les habitants, munis de certificats ou reçus cy-dessus, les porteront à l'hôtel de ville, où, après avoir été vérifiés sur l'état de revue, il sera expédié au dos de chacun un mandat par le consul administrateur pour le payement de la somme à laquelle se trouvera monter le logement énoncé dans chaque certificat, suivant les fixations qui seront faites cy après pour chaque grade.

ART. 4.

Les mandats, expédiés par les consuls et visés par notre subdélégué, que nous avons à cet effet nommé et commis, seront présentés au consul administrateur dépositaire des revenus de la Ville, lequel, sur lesdits revenus, payera le montant desd. mandats après avoir imputé sur iceux le montant des cottes de capitation, industrie, taille et vingtième des porteurs desd. mandats qui seront tenus de les acquitter comme s'ils en avaient reçu le montant en espèce. Lesdites retenues faites, l'excédent, s'il y en a, sera payé comptant par le consul administrateur qui, en présence desd. porteurs, croisera leurs cottes sur les rôles des impositions ou les émargera des sommes par luy reçues à compte, si le montant ne suffit pas pour les acquitter en entier.

ART. 5.

Tout habitant qui logera un officier de la garnison de la Ville et Citadelle de Valence sera payé du logement qu'il suportera, à raison de dix huit livre par mois pour un colonel commandant.

Pour celluy d'un lieutenant colonel quatorze livres.

Pour celluy d'un capitaine huit livres.

Pour celluy d'un trésorier huit livres.

Pour celluy d'un capitaine ayde major pareille somme de huit livres.

Et pour celluy d'un ayde major, lieutenant, sous ayde major, sous lieutenant aumônier ou chirurgien major six livres.

ART. 6.

Pour remplacer dans la caisse de la Ville les fonds qui en seront tirés pour l'acquit de la dépense à laquelle se monteront les logements des officiers de la garnison, nous ordonnons qu'il sera fait un rôle de tous les habitans sujets au logement des officiers, dans lequel chacun y sera compris relativement à la somme à laquelle il est actuellement capité, et ce rôle sera fait par les consuls conjointement avec les perrequateurs dans la même forme et de la même manière que le rôle de la capitation.

ART. 7.

Ce rôle fait et arrêté sera remis à nôtre subdélégué pour vérifier si, par inadvertance, on n'y a pas compris aucun exempt de logement ou de la contribution à icelluy et si on y a surchargé aucuns des cottisés, afin de faire rayer les premiers du rôle et de faire réduire les cottes des autres, de façon cependant que le montant du rôle soit suffisant pour acquitter la dépense de l'année pour laquelle il sera fait. Cette vérification faite, et le rôle visé par notre subdélégué, il nous sera adressé pour être par nous rendu exécutoire dans la forme ordinaire.

ART. 8.

Le rôle rendu exécutoire sera remis au collecteur des impositions de la Ville pour en faire le recouvrement dans la même forme et dans les mêmes termes, et pour indemniser led. collecteur des frais de recouvrement et de recette il sera composé, en sus deladitte somme due pour les logements, quatre deniers pour livre d'icelle, lesquels quatre deniers il se retiendra par ses mains.

ART. 9.

A fur et mesure que le recouvrement se fera par led. collecteur, il remettra les fonds de sa recette au consul administrateur, qui comptera à la Ville du montant du rolle et de l'employ qu'il en aura fait par un chapitre distinct et séparé dans le compte de sa gestion.

ART. 10.

Ordonnons que la présente ordonnance sera lue dans une Assemblée générale des trois ordres de la Ville de Valence, afin qu'aucun habitant n'en puisse prétendre cause d'ignorance, qui sera à cet effet convoquée à la diligence des consuls, et enregistrée sur les registres de l'Hôtel de Ville pour y avoir recours le cas échéant.

ART. 11.

A l'égard des officiers de troupes de passage qui ne font que loger une ou deux nuits dans la Ville, ils seront logés par billet conformément à l'ordonnance du Roy du 25 juin 1750, sans que les habitans qui les logeront puissent faire aucune répétition à ce sujet, observant que, tant qu'il sera possible, les consuls devront les loger dans les auberges afin qu'ils soient plus à portée d'y vivre, étant naturel que ceux qui auront le bénéfice de leur nourriture supportent par préférence la charge de leur logement.

ART. 12.

Mandons au Commissaire des guerres chargé de la police des troupes à Valence, à notre subdélégué et aux consuls delad. Ville de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de la présente qui sera exécutée nonobstant toute opposition ou empêchement quelconque. Fait à Grenoble le premier avril mil sept cent soixante quatre.

Signé : PAJOT.

Modèle du certificat qui sera donné pour chaque logement tous les trois mois ou à chaque changement.

Régiment de

Je soussigné au régiment de
certifie avoir logé chez habitant en cette ville
depuis le 17.... jusqu'au suivant.
En foy de quoi, je lui ai donné le présent pour servir au payement du logement
qu'il m'a fourni pendant led. tems, suivant et conformément au règlement de
la Ville. Fait à Valence, le..... 17.....

Ordonnance d'addition de Monseigneur l'Intendant à celle du 1^{er} avril 1764, contenant règlement pour le logement des troupes en garnison. (Délibération du 1^{er} juillet 1764, BB n° 46, 46^e feuillet).

Vu notre ordonnance du 1^{er} avril dernier, portant règlement pour le logement des officiers des troupes qui composent ou pourront composer à l'avenir la garnison des Ville et Citadelle de Valence, et l'extrait de la délibération du 15 août prise par le Conseil politique, nous, Intendant du Dauphiné, avons homologué et homologuons laditte délibération dont l'extrait est cy dessus et en conséquence avons ordonné et ordonnons ce qui suit.

ART. 1^{er}

Que, conformément à lad. délibération, les consuls de la Ville de Valence seront tenus dans la huitaine de faire imprimer, publier et afficher dans laditte Ville notre ordonnance dud. jour premier avril, si fait n'a été, et de nous en envoyer un exemplaire avec le certificat de publication et d'affiche au bas, visé par notre subdélégué.

ART. 2.

Que, dans le délai d'un mois à compter du jour delad. publication, les consuls seront tenus de dresser, assistés du Commissaire des guerres chargé de la police des troupes à Valence, un état exact de tous les habitans exempts et non exempts. Lequel état ou rolle contiendra les noms, demeures et qualités de chaque habitant et le logement qu'il peut supporter, afin que nous pensions à mettre en marge nos décisions pour ceux qui se prétendent exempt du logement ou de la contribution à icelluy ; lequel état devra être certifié par led. srs consuls et arrêté par le commissaire des guerres et nous être ensuite adressé double. Et, faute par lesd. consuls de satisfaire au présent article dans le délai cy dessus prescrit, nous autorisons led. commissaire des guerres à les y contraindre même par établissement de garnison, dont ils suporteront les frais en leurs propres et privés nom.

ART. 3.

Qu'immédiatement après le renvoy pour nous fait auxd. consuls de l'état cy dessus, ils seront tenus, dans le délai d'un mois, de former un rolle sur tous les particuliers qui y seront dénommé comme sujets au logement des officiers seulement, sans que ceux sujets au logement des soldats servis à l'imposition à faire sur eux à la fin de l'année pour le remboursement de l'avance qui aura été faite sur les revenus de la Ville par le consul trésorier receveur pour le payement des logements qui auront été fournis dans la forme prescrite par notre ordonnance dud. jour premier avril dernier. Et, faute par lesd. srs consuls et après eux qui leur succéderont de former annuellement lesd. rolles avant le quinziesme janvier de chaque année, ils seront solidairement responsables en leur propre et privé nom des avances qui auront été faites pendant l'année précédente par le consul trésorier de la Ville.

ART. 4.

Qu'immédiatement après la confection dudit rolle qui sera dressé de l'avis et en présence de notre subdélégué qui le visera, il nous sera adressé pour être vérifié et rendu exécutoire, ainsi qu'il est d'usage pour les autres impositions.

ART. 5.

Mandons au Commissaire des guerres chargé de la police des troupes et à notre subdélégué dans la Ville de Valence de tenir la main, chacun en droit soy, à l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée nonobstant toutes oppositions ou empêchements quelconque et sans y préjudicier.

Fait le 1^{er} juin 1764. PAJOT.

N^o 19

Règlement concernant la fourniture des Corps de Garde
(Délibération du 26 avril 1760. — BB n^o 44, 30^e feuillet).

Teneur de la lettre de Monseigneur l'Intendant du 14 février 1749.

Pierre Jean François de Laporte
.....La fourniture des bois et lumières aux corps de garde établis dans les différentes villes et quartiers de cette province, occupés par les troupes du Roy, se faisant dans la majeure partie desdits quartiers à la volonté des consuls et officiers municipaux, nous avons crû devoir, par un règlement, fixer la quantité de bois et chandelles qui doivent être fournis chaque jour, afin de prévenir les plaintes des troupes et rendre la fourniture uniforme dans tous les quartiers. C'est pour remplir cet objet que nous avons ordonné et ordonnons qu'à l'avenir les bois et lumières seront fournis par jour à chacun des corps de garde établis ou à établir dans les villes et quartiers du Dauphiné, sur le compte des communautés, scavoir :

Pendant les mois de janvier, février, mars, avril, novembre et décembre aux Corps de garde de soldats.

Demy livre de chandelles, des six à la livre cy 1/2 livre de chandelles

Deux cercles de bois dur et sec de douze pouces de diamètre sur trois pieds, six pouces de longueur cy	2 cercles
Aux Corps de garde où il montera un officier, outre les quantités cy dessus désignés pour les soldats, il sera fourni pour l'officier, s'il couche au Corps de garde, un cercle de bois cy	1 cercle
deux chandelle des six à la livre cy	2 chandelles
Pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre et octobre,	
Quatre tourbes et à défaut de tourbes un cercle de bois cy	4 tourbes ou [1 cercle de bois
Deux chandelles des six à la livre	2 chandelles

Aux Corps de Garde d'officiers

Outre les quantités cy dessus fixées pour les soldats il sera fourni pour l'officier, s'il couche au corps de garde, une chandelle des six à la livre seulement cy 1 chandelle

Lorsque les troupes sont casernées, le Roi leur fait fournir le bois de chauffage en nature ou leur fait payer six deniers par jour pendant les mois de novembre, décembre, janvier, février et mars seulement sur le pied des revues.

Lorsque les troupes sont logées chez l'habitant, il ne leur est dû aucun chauffage en nature, ny en argent, devant avoir place au feu et à la chandelle de l'hôte conformément aux ordonnances du Roy.

Les fournitures cy-dessus fixées ne pourront être excédées, à peine aux Consuls et officiers des Communautés d'en supporter la dépense en leur propre et privé nom, sans qu'ils puissent espérer d'en obtenir le remboursement par la communauté.

L'intention du Roi étant qu'il soit dressé tous les mois un état de la dépense qui aura été faite pendant les mois précédent pour le chauffage des troupes et pour la fourniture des bois et lumière des corps de garde des places et quartiers du Dauphiné, soit qu'elle soit à la charge du Roi, soit qu'elle soit à la charge des communautés, et que cet état soit envoyé régulièrement au ministre ; leurs commissaires de guerre et en leur absence nos subdélégués se les feront remettre exactement par les consuls et officiers des communautés ou par les entrepreneurs, et nous les adresseront dans les trois premiers jours du mois qui succèdera à celui pendant lequel lesd fournitures auront été faites, et ce dans la forme des modèles imprimés qui sont cy jointes. Dans le cas auquel les consuls et officiers des communautés ou les entrepreneurs refuseraient ou seraient en retard de remettre les états de fournitures auxd. sieurs commissaires ou subdélégués, dans le délai cy-dessus fixé, ils les enverront chercher par un cavalier de maréchaussée, qui restera en garnison chez lesd srs consuls, officiers municipaux ou entrepreneurs, et sera payé par eux à raison de trois livres par jour jusqu'à ce que les états aient été fournis. Fait à Grenoble le quatorze février mil sept cent quarante neuf. Signé, De Laporte.

Autre lettre. Paris 6 avril 1670

J'ay reçu, Monsieur, avec votre lettre du 18 mars dernier, les deux copies qui y étaient jointes concernant les fournitures à faire aux corps de garde établis et à établir dans Valence.

Vous devés sans difficulté vous conformer au règlement que j'ay arrêté le 14 février 1749 et duquel je joint icy un exemplaire, puisqu'il est suivi dans toutes les places et quartiers où il y a des troupes, mais il ne peut avoir d'effet rétroactif en faveur de qui que ce soit, ces sortes de fournitures ne pouvant, ni ne devant être susceptibles d'aucun rachat, telles demandes que l'on en puisse faire à la Ville. Et dans le cas auquel il viendrait à ma connaissance que les consuls en feraient quelques uns, ils en supporteront la dépense en leur propre sans aucune répétition.

Si l'officier de garde ne fait que monter la parade et ne couche point au corps de garde, il ne lui est dû ny bois, ny chandelles, ces fournitures n'étant faites que pour la nuit. S'il va coucher chez lui, vous ne devés rien faire fournir, et encore moins tenir compte de la non consommation à qui que ce soit, ne pouvant être question d'aucun rachat, sous les peines cy dessus.

A l'égard des 20 L 16 s demandées par le sr Savignac pour chandelles pour les patrouilles, il n'est rien dû à ce sujet. Si l'on fait faire des patrouilles, la chandelle qu'on y emploie doit être prise sur celle qui se fournit à chaque corps de garde, ainsi qu'il se pratique dans toutes les villes de la province et principalement dans les places où la fourniture se fait au compte du Roy ; ainsi, sur cet objet, vous n'aves rien à payer aud. Savignac qui, en faisant ses patrouilles, a dû se faire éclairer par le fallot du corps de garde qui sert ordinairement plus à cet usage qu'à relever les postes.

Voilà, Monsieur, tout ce que je puis vous marquer sur ces difficultés, qui au moien du règlement cy joint et de ce que contient cette lettre doit vous mettre en état de scavoir ce que vous devés faire, et de répondre aux demandes qui peuvent vous être faites. Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

DE LAPORTE.

N° 20

Lettres patentes du Roi permettant à la Ville d'acquérir une maison appartenant à Madame Bigeard et à M. de Saint-Maurice, son fils.

(Délibération du 31 juillet 1757. — BB n° 43, 27° feuillet).

Louis, par la grâce de Dieu Roy de François et de Navarre, dauphin de Viennois, comte de Valentinois et Diois, à tous présent et avenir, salut. Nos chers et bien aimés les consuls de la Ville de Valence en notre province en Dauphiné nous ont fait exposer la mauvaise situation de leur Hôtel de Ville, la caducité de ses baptiments et la nécessité où ils sont de prendre des maisons à loyer pour y établir le corps de garde que la Ville fournit aux troupes qui s'y trouvent en garnison, leur ont fait jeter les yeux sur une maison et emplacement situés sur la place aux Clercs et dont les propriétaires, qui sont lad. Vve Bigeard et le sieur Bigeard de Saint Maurice, son fils, chevalier de notre ordre militaire de Saint-Louis, consentent à se défaire en faveur de la Ville ; que, par la visite que les

exposants en ont fait faire, il a été reconnu qu'il y avait un terrain suffisant, non seulement pour y construire un Hotel de Ville convenable et un corps de garde avec un pavillon pour l'officier de garde, mais encore pour y placer le poid de la Ville, ce qui ne formerait qu'un même corps d'édifice, susceptible d'être augmenté par la suite et de servir un jour d'ornement à la Ville par sa situation sur la principale place. Qu'il a été en conséquence délibéré dans deux assemblées générales des Trois Ordres de la Ville, tenues les 2 mars et 22 avril 1755, de faire l'acquisition de ce terrain moyennant le prix convenu de neuf mille livres payables en quatre termes égaux d'année en année, mais que les exposants ont besoin pour consommer cet arrangement que nous voulions bien les y autoriser et leur faciliter en même temps les emprunts qu'il pourra les mettre dans le cas de faire. Et ils nous ont très humblement fait supplier de leur accorder nos lettres patentes sur ce nécessaires.

A ces causes et autres, à ce nous mouvant de l'avis de notre Conseil qui a vû l'extrait desd. deux délibérations des 2 mars et 27 avril 1755, ci attaché sous le contre scel de notre chancelier, et de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, nous avons permis et par ces présentes signées de notre main permettons aux exposans de faire, pour et au nom de lad. Ville de Valence, l'acquisition de la maison et emplacement situés sur la place aux Clercs de lad. Ville et appartenant à laditte dame Vve Bigeard et au sr de Saint Maurice, son fils, et aux clauses et conditions portées par lesd. délibérations, à l'effet d'y faire les établissemens qui s'y trouvent mentionnés. Les relevons et dispensons, pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence, de la rigueur des dispositions de notre édit du mois d'août 1749 que de tous autres réglemens concernant les gens de main-morte, comme aussi leur permettons d'emprunter, si besoin est, pour lad. acquisition les deniers qui seront jugés nécessaires par l'intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres en Dauphiné, et d'affecter et hipotequer, en ce cas, au remboursement des emprunts tant lad. maison et emplacement que les revenus ordinaires de la Ville.

Si donnons en mandement à nos ames et feaux conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement aydes et finances à Grenoble, que ces présentes ils ayent à faire enregistrer, et du contenu en icelles jouir et user les exposans et ceux qui leur succéderont dans l'administration des affaires de lad. Ville de Valence pleinement, paisiblement et perpétuellement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchement nonobstant toutes choses à ce contraires, car tel est notre plaisir et, afin que ce soit chose stable et ce toujours, nous avons fait mettre notre scel à nos dittes présentes. Donnée à Versailles au mois de juin, l'an de grâce mil sept cent cinquante six et de notre règne le quarante cinquième...

N° 21

**Délibération du 17 décembre 1769
concernant l'historique du collège.
(BB n° 48).**

« En l'année 1541, le sr Marel ayant fait une fondation pour procurer à la Ville un collège, il voulut que les Consuls en eussent l'administration, ce qui subsista jusqu'en 1628 ; que le défaut de fonds obligea de suspendre l'instruction pendant les années 1640, 1641, 1642. Il fut tenu plusieurs assemblées dans lesquelles la Ville délibéra sur la nécessité d'ériger un collège, sur les moyens qu'on pourroit employer pour l'établir solidement et sur les personnes auxquelles on pourroit en confier les fonctions. Enfin, le 14 octobre 1642, il fut convenu entre les Consuls et administrateurs de la Ville et Messieurs les prêtres de la Congrégation du Saint-Sacrement, par acte public reçu de M^e Rodet notaire et secrétaire de la Maison de Ville, sous le bon plaisir du Seigneur Evêque de Valence, que le collège serait établi aux conditions suivantes : 1) que Mrs de la Congrégation du Saint-Sacrement se chargeoient d'entretenir un collège en ville pour y enseigner les lettres humaines, en cinq classes, scavoir la première de rhétorique, la seconde d'humanité et les trois autres de grandmaire et, outre ce, deux classes de philosophie avec toutes ses parties, ainsi que cela se pratique dans tous les fameux collèges du royaume. 2) qu'ils seroient obligés de pourvoir perpétuellement des personnes capables de leur corps pour enseigner ces classes entre lors et la Saint-Luc prochaine, avec un préfet ou principal, ainsi que cela se pratique dans tous les autres collèges. 3) que, pour la dotation du collège, la Ville payerait annuellement à MM. de la Congrégation la somme de quinze cent livres, quartier par quartier, et le premier paiement se ferait le 25 janvier 1644, ainsi continuant ; que la Ville affectoit et hypothéquoit par expres les deniers qui proviendroient du droit de sesterage de poids par augmentation sur les farines des boulangers et, s'ils ne suffisoient pas, sur les premiers et plus clairs deniers des indits, jusqu'à ce qu'il y fut pourvu par d'autres moïens. 4) que la Ville se chargeoit de faire bâtir les classes et l'habitation pour le régent et, jusqu'à ce, de paier la somme de trois cent livres des mêmes deniers. 6) que les bâtiments demeureroient acquis, avec les droits et revenus du collège, à la Ville pour s'en servir aux mêmes usages, en tant que MM. de la congrégation viendroient de leur gré à contre-venir au contrat en abandonnant le collège et les exercices par eux promis. 7) que la Ville ou autres de sa part venant à procurer au collège des bénéfices par union ou autres voyes licites, sous le bon plaisir de Sa Sainteté, ou dans le cas qu'on leur donne d'autres rentes et pensions pour cette cause, la Ville serait déchargée au prorata de la rente de quinze cent livres, tout quoi devait comme condition préalable être autorisé et approuvé par le Roy et ses tribunaux compétents ensemble par le Seigneur et Evêque. L'acte de dotation fut homologué et enregistré au Parlement du Dauphiné le 27 septembre 1643, à la charge de rapporter les lettres de validation du Roi dans les six mois. Et ces lettres furent accordées le 5 mai 1644, d'après la ratification du supérieur de Mrs de la

Congrégation et celle de la Ville des 15 et 16 novembre 1643. En 1653, la Ville de Valence, par les malheurs des temps et la circonstance du séjour du régiment de Son Altesse, se trouvant dans l'impuissance de continuer le paiement de la somme de quinze cent livres, il fut convenu entre les Consuls et Mrs de la Congrégation, le 11 novembre de la même année, que le Collège serait réduit aux trois basses classes moyennant la somme de sept cent livres, ce qui fut confirmé par arrêt de la Cour du 19 décembre 1658 et par autre arrêt conventionnel du 21 juillet 1661.

La Ville fut condamnée à paier à Mrs de la Congrégation, pour prix du bâtiment du Collège, la somme de six mille cinq cent livres, dont il en a été païé cinq mille quatre cent, en sorte qu'il reste dû onze cent livres, dont la Ville supporte l'intérêt au cinq pour cent, outre les sept cent livres. Et il fut dit par le même arrêt que Mrs de la Congrégation auroient la propriété du bâtiment au cas qu'ils vinsent à quitter en remboursant la somme reçue. Les choses sont restées jusqu'à présent en cet état, sauf que Mrs de la Congrégation ont aussi enseigné les classes de rhétorique et d'humanité, en exigeant de chaque écolier une rétribution de vingt deux livres par année. Et quant à la philosophie, elle était sans exercice lorsque l'Université, par son décret du 30 août 1716, résolut de rétablir la Faculté de Philosophie et nomma deux professeurs auxquels il fut assigné, sous le bon plaisir du Roi et de Mr le Chancelier de France, trois livres par acte et vingt deux livres qui seraient païées par chaque écolier jusqu'à ce qu'il plut au Roi d'assigner aux professeurs des arts des gages suffisants, en sorte que depuis cette époque, la faculté des arts et de philosophie est sous l'inspection et la dépendance de l'Université.

Articles préliminaires arrêtés, sous la réserve de la ratification de la Ville et sous le bon plaisir du Seigneur Evêque de Valence et du Seigneur Intendant de la province, entre les Maire et Echevins de la Ville de Valence et les députés de MM. les prêtres missionnaires de la Congrégation de France, au moyen desquels ils continueront de se charger de l'enseignement du Collège actuellement établi chez eux.

(Délibération du 5 février 1770. — BB n° 48, 74° feuillet).

ART. 1

Pour l'enseignement des Cinq classes qui doivent composer le collège, scavoir, la rhétorique, l'humanité et les trois classes de grammaire, la Ville payera annuellement la somme de quinze cent livres à MM. les prêtres missionnaires et le payement se fera quartier par quartier, ainsi que cela se pratique pour les charges locales, sans qu'ils puissent demander aucune augmentation à la somme actuellement promise par la Ville, et dans le cas que lesd. pretres missionnaires soient admis à faire l'abandon du Collège, ils seront obligés de restituer les sommes fournies par la Ville pour la construction des classes, ou autrement de se conformer à ce qui est prescrit par l'arrêt de la Cour de Parlement de cette province du 21 juillet 1661.

ART. 2

Le payement de la somme de quinze cent livres commencera à courir au vingt cinq octobre mil sept cent soixante dix, en tant que la Ville y sera autorisée par Sa Majesté et sous le bon plaisir du Seigneur Intendant*; et, moyennant le payement de cette somme, l'enseignement des cinq classes sera fait gratuitement à commencer à la Toussaint de la présente année, sans qu'on puisse exiger des écoliers aucune rétribution autre que celle qui est usitée pour l'entretien des classes, bancs et chassiss.

ART. 3

Il sera fourni annuellement des sujets capables pour l'enseignement des cinq classes, et il sera proposé une personne prise parmi les Régents ou autres sujets de la maison, au Choix du Supérieur des prêtres missionnaires, pour faire les fonctions de préfet ou principal, avoir l'inspection intérieure du Collège et y maintenir l'ordre requis.

ART. 4

Attendu que la Ville fait la dotation du Collège, elle en aura l'Inspection, sans préjudicier en rien à celle que Monseigneur l'Evêque en a comme Inspecteur né des études ; et, en conséquence, pour s'assurer du progrès de l'enseignement et de la capacité des Régents, les maires et échevins pourront faire au Collège pendant le Cour de l'année académique, de concert avec MM. le Supérieur et Préfet, telle visite qu'ils aviseront, se faire représenter les devoirs donnés aux Ecoliers et leurs livres classiques, leur en demander l'explication et assister à l'examen probatoire desd. Ecoliers qui se fait à la fin de l'année. Et, dans le cas qu'il y eut des plaintes fondées sur l'incapacité d'un Régent, le Supérieur le destituera à la requisition du corps de Ville en leur accordant toutefois un delay raisonnable pour le remplacer. Si la Ville juge à propos, pour exciter l'émulation parmi les écoliers, d'établir des prix, ils seront distribués par les maires et échevins comme cela se pratique dans les autres collèges du Royaume.

ART. 5

Il sera fourni à la Ville, si elle l'exige et lorsqu'on en sera requis, un sujet capable d'enseigner les mathématiques, auquel il sera fait, soit par la Ville, soit par les écoliers qui se présenteront, une rétribution de cinq cents livres, jusqu'à ce que cette place ait été fondée d'une manière stable ; et celui qui professera cette science sera obligé d'ouvrir son enseignement six mois après la requisition qui en sera faite par la Ville.

ART. 6

Les parties, en tout ce en quoi il n'est pas dérogé par le présent traité, exécuteront ce qui est contenu dans le contrat primordial passé pour l'établissement dud. collège, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans le traité public qui sera passé après les préalables remplis. Fait et arrêté en double, à Valence, dans l'hôtel de ville, le vingt huit janvier mil sept cent soixante dix. Signé Montlaur Laurent, maire, Mazare, échevin, Teissonnier, échevin, Didier, échevin, Viret, échevin, Charbonnier, Supérieur, Anard, prêtre.

N° 22

**Mémoire contenant les raisons de la Ville à être déchargée
du paiement des gages des charges nouvellement créées,
pour être envoyé à l'Intendant.**

(Délibération du 30 mars 1723. — BB n° 32).

La Ville de Valence, après avoir fait examiner l'état des charges municipales nouvellement créées et les sommes qu'on luy demande pour en acquitter les gages annuellement, observera que, de la précédente création, elle n'a pas été obligée de payer aucune finance ni aucun gage pour l'office d'avocat du Roy qui fut exercé par commission du traitant pendant quelques mois seulement. Elle emprunta pour payer la finance de l'office de Maire de la précédente création, et elle abandonna à son engagiste les gages dud. office qui se montaient à 480 L.

Il n'y a jamais eu personne que ait fait les fonction et office de maire alternatif, ny de lieutenants de maire ancien et alternatif, et elle n'a jamais payé ny finances, ny gages pour raison desd. offices. Elle n'eut que six échevins ou assesseurs de la précédente création aux gages de 60 L. Elle n'a non plus jamais payé ny finances, ny gages pour raison des offices de contrôleurs des assesseurs anciens et alternatifs. La Ville est présentement hors d'état de payer lesd. charges nouvelles, parce que ses revenus d'octrois sont tous délégués par les indicats de deux arrêts du Conseil, et qu'elle est au contraire obligée d'imposer annuellement sur les héritages roturiers, avec la taille royale, une somme de 1400 à 1500 L pour l'excédent des charges assignées sur les revenus d'octrois.

Une augmentation des droits d'octrois serait très difficile à percevoir et encore plus à établir, par la résistance et les oppositions du clergé et de la noblesse qui n'ont jamais voulu souffrir aucune nouveauté à cet égard. Comme Mgr l'Eveque et Mrs les gouverneur, lieutenant du Roy et Major se sont soumis au paiement des droits, moyennant une certaine somme qu'on leur donne pour indemnité, il faudrait, en augmentant les droits, augmenter pareillement les indemnités.

Valence est encore chargée annuellement d'une somme de 1700 L pour la capitulation, à laquelle le clergé et la noblesse, tous les corps de justice, l'université et les employés aux fermes du Roy ne contribuent en rien, parce qu'ils sont cottisés dans des rôles séparés.

Elle a de tous temps essuyé le passage des troupes le plus considérable et une garnison d'un bataillon pour toute l'année, auquel Sa Majesté vient de retrancher les six deniers de chauffage que la Ville se propose d'imposer encore par forme de capitation sur tous les habitants logeables, afin de pouvoir conserver ses casernes qui sont des maisons qu'elle tient à louage. Elle se propose aussi d'imposer également le logement des officiers, afin de mettre tous ses habitants dans une tranquillité uniforme à l'égard du logement des troupes, et cette dépense se montera par mois à 650 L environ et ne laissera pas de faire une somme considérable pour toute l'année.

L'usage est encore de faire supporter annuellement aux habitants, par forme de capitation ou d'imposition personnelle, le sixième total de la taille royale, à cause

que le terrain du mandement est fort léger et de très peu de produit. Ainsy il ne serait pas possible aux habitants de supporter encore une imposition personnelle pour le paiement des gages des charges nouvellement créées sur une industrie qu'ils n'ont pas, puisque cette Ville n'a aucun commerce, ny aucun négoce.

Les consuls sont chargés, pendant leur administration de chaque année, de faire une avance de 1200 à 1300 L pour le bois et les lumières du corps de garde et autres menues dépenses de la Ville. Laquelle somme est imposée annuellement avec l'excédent des charges assignées sur les revenus d'octroi, conjointement à la taille royale, sur les fonds et héritages roturiers qui ont peine à supporter de quoi suffire au paiement des charges ordinaires. Aussi les redevables sont obligés de se laisser arrérager pendant plusieurs années de leurs impositions. Plusieurs preries sont réduites en terres labourables, par la diminution considérable des sources, et les autres n'arrosent que très peu, ce qui fait aussy une grande diminution de récolte.

L'Eglise et la Noblesse possèdent en fonds des terres exemptes de la taille, ce qui est le plus considérable et qui revient le mieux ; et leurs propriétés sont à peu près de la moitié de la totalité des fonds.

Les possesseurs de fonds roturiers, qui ne furent pas créanciers délégués dans l'imposition de la somme de 272300 L que la Ville fit pour le paiement de ses dettes en l'année 1687, furent obligés d'abandonner leurs biens fonds à ceux auxquels la Ville avait remis leurs cottes, parce que cette somme de 272300 L faisait le montant de la valeur de tous les fonds roturiers de la Ville ; aussi plusieurs fonds du mandement sont possédés à présent par des créanciers de lad. imposition de 1687. Les héritages roturiers ne pouvant supporter une aussi forte imposition que celle des gages des charges nouvellement créées, les propriétaires seraient forcés à les abandonner encore aujourd'hui. Ainsy la Ville de Valence est moins en état que toutes les autres de la province de supporter aucune de ses nouvelles dépenses, et elle espère aussy en être déchargée par les raisons cy-dessus.

N° 23

Mémoire sur les droits d'octrois.

(Délibération du 6 août 1758. — BB n° 43, 65^e feuillet).

Les deniers ou droits patrimoniaux de la Ville et du Bourg les Valence appelés indits, et improprement octrois, ont toujours été exigés et affermés, depuis les cessions qui en ont été faites à la Ville par les Seigneurs Evêques, et employés au paiement des charges ordinaires et extraordinaires, sont actuellement affermés au sieur Béranger suivant le bail passé le 17 avril 1754 pour le prix de 16.800 L, scavoir 15.525 L (des 15.525 L il en revient à la communauté du Bourg un sixième, montant 2.587 L 10 s, par conséquent il en reste à la Ville 12.397 L 10 s) pour les deniers communs à la Ville et au Bourg qui autrefois ne composoient qu'une seule commune et 1.275 L pour le péage et le magasin à sel qui sont propres à la Ville.

Ces droits, dont la Ville et le Bourg jouissent, n'ont pas été exigés en vertu

de lettres patentes, mais seulement en vertu des cessions faites et des transactions passées entre les Seigneurs Evêques et la Ville.

Les Seigneurs Evêques jouissent de ces droits, en vertu des concessions à eux faites par les Empereurs Frédéric premier en l'année 1157, et Frédéric second en 1238, confirmées par plusieurs déclarations et lettres patentes de nos Roys, et notamment par Louis 11, par une transaction autantique du 4 février 1456, par Louis 12 en 1514, par François premier en 1543, et par Louis 13 en 1610. Lesquelles confirmations ont été faites en considération et rémunération de la souveraineté des Comtés de Valence et Dye cédés aux dauphins et à nos Roys.

Ces mêmes droits ont été cédés à la Ville de Valence par les Seigneurs Evêques en divers temps, scavoir : par Louis de Villard en 1363 et 1364, et par Jean de Poitiers le 18 février 1417, à la charge par la Ville de réparer et d'entretenir les murs. Les cessions ont été confirmées par Louis de Poitiers, évêque, en 1458, et ensuite par Jacques de Tournon, par transaction passée avec la Ville le 14^e avril 1553, moyennant la pension annuelle de 220 L.

Par autre transaction du 4 avril delad. année 1553, passée entre le chapitre Saint-Apollinaire de Valence et la Ville, celle-cy acquies les droits qu'avoit ce chapitre sur les vins et autres danrées, moyennant la pension annuelle de 8 florins et sous certaines réserves et conditions.

En conséquence de ces commissions et transactions, la Ville continue la jouissance desd. droits qui étoient payables en espèces et qui furent convertis en deniers, pour la facilité du recouvrement et le soulagement des habitants soumis au paiement de ces droits ; et ils furent affermé, comme auparavant, sous la qualification d'indits et deniers patrimoniaux ; lesquels baux à ferme étant passés par les Consuls devant le sr juge mage de Valence qui est le juge du Seigneur Evêque.

La Sénéchaussée et le Présidial de Valence ayant été créés le 6 octobre 1636, les officiers de ce Siège prétendirent entr'autres choses que les droits, dont jouissoit la Ville, étoient des droits d'octrois, et que les baux à ferme de ces mêmes droits devoient être passés par devant eux. Cette prétention et plusieurs autres, formées respectivement par lesd. officiers, par le Seigneur Evêque et par les Consuls de Valence, donnèrent lieu à des contestations qui furent renvoyées au Grand Conseil et qui furent terminées par arrest du 27 mars 1641, par lequel aparaisant que led. droits avoient été acquis par la Ville et qu'ils sont patrimoniaux. Il est dit et décidé que la ferme des deniers patrimoniaux delad. Ville de Valence appelés indits sera adjudgée au plus offrant et derniers enchérisseurs, en l'Hotel de Ville, par le juge mage du Seigneur Evêque, en présence des consuls, et que les comptes seront rendus par devant les consuls auditeurs et autres ainsi qu'il s'étoit pratiqué. Lequel arrest a été confirmé par arrest du Conseil privé du Roy du 9 mars 1657.

Jacques Deleberon, Evêque de Valence, ayant réclamé contre les concessions et la transaction du 14 avril 1553, dont il demandait la rescision, il y eut instance au Conseil et arrest de défaut duquel il y eut recours ; et le Seigneur Deleberon étant décédé, il intervint transaction entre Daniel de Cosnac, évêque de Valence et Dye, le 20 may 1662 ; par laquelle les concessions faites à la Ville par les Evêques ses prédécesseurs et la transaction de 1553 furent confirmées, moien-

nant une augmentation de 80 L à la pension annuelle de 220 L stipulée au profit de l'évêché par la transaction de 1553, moyennant encore l'affranchissement à perpétuité de la taille sur une grande prairie appartenant à l'évêché, la quittance et décharge de tous les arrérages desd. tailles et autres impositions arrivant à plus de 1.500 L, outre une cense de deux sols avec directe sur la verge du poid de farines comprises dans la cession faite à la Ville.

Les baux à ferme desd. droits patrimoniaux continuent d'être passés devant le juge mage sans aucun trouble jusqu'en l'année 1673. Ce fut alors que le procureur général en la Chambre des Comptes du Dauphiné prétendit que la Ville de Valence ne pouvoit lever aucuns droits sans lettres patentes, ce qui donna lieu à plusieurs contestations et à un arrest du Conseil du 28 février 1673 qui renvoyoit les contestations à Dugue, Intendant, pour donner son avis à Sa Majesté et pour scelui être ordonné à qui appartiendrait.

En exécution de cet arrest, la Ville produisit par devers M. Delachèze, commissaire-subdélégué par le seigneur Dugue, intendant, les concessions, transactions, arêts cy dessus mentionnés et plusieurs autres pièces, sur lesquelles le commissaire donna son avis le dernier mars 1677 ; par lequel il dit que les droits que la Ville exige sur les boucheries, sur le poids des habitants et boulangers, marchandises et débit de vin sont les mêmes ou tiennent lieu d'eux dont jouissoient en propriété les Seigneurs Evêques de Valence par eux concédés à la Ville et que, conséquemment, lesd. droits appelés indits sont patrimoniaux de leur nature.

Le sieur Delachèze ayant apparemment négligé d'envoyer au Conseil son avis et les pièces produites par la Ville, et le Procureur général en la Chambre des Comptes ayant fait mouvoir le Procureur du Roy au bureau de l'élection de Valence, il intervint deux arrêts, l'un du 13 novembre 1677 et l'autre du 11 juin 1678, qui renvoyent de nouveau les contestations au seigneur Dugue, Intendant, pour dresser procès verbal et donner son avis, sur lequel il seroit ordonné ce qui appartiendrait.

Les sieurs Consuls de Valence, en exécution de ces arrêts, se pourvoient par requête au seigneur Dugue, les 11 janvier 1678 et 9 juin 1679, tendentes à ce que, donnant son avis, les droits exigés et affermé par la Ville sont déclarés purement patrimoniaux de leur nature ; que l'arrêt du Grand Conseil du 5 avril 1641 doit être exécuté et ordonné, que le nouveau bail à ferme serait passé conformément audit arrêt. Lesquelles requêtes ayant été communiquées au sr procureur du Roy, il y eut réponse fournie ; mais le seigneur Dugue ayant pour lors quitté l'Intendance du Dauphiné, les pièces cy devant mentionnées et plusieurs autres furent de nouveau produites et remises par devers le seigneur d'Herbigny, Intendant, pour donner son avis en l'exécution de l'arrêt du 11 juin 1678.

Il y a apparence que le seigneur d'Herbigny quitta l'Intendance du Dauphiné sans avoir donné son avis, puisqu'il ne paroît pas qu'il y ait eu aucune décision sur les pièces produites par la Ville. Il parait au contraire que le Procureur général en la Chambre des Comptes, qui avait abandonné sa prétention, se réveilla lorsqu'il scut que la Ville n'était plus nantie de ses pièces, et que, sur sa requête dans laquelle il exposa que la Ville percevoit des droits d'octrois sans titre et sans lettres patentes, il obtint arrêt du Conseil le 26 juin 1683, par lequel il fut fait défense aux Consuls de Valence de continuer la levée des droits appelés indits

et autres octrois pour lesquels ils n'ont point obtenu de lettres patentes de Sa Majesté, sauf à eux de se retirer par devant Sa Majesté pour leur être pourvu lettre s'il y échoit. Mais les Consuls, après la signification de cet arrest, s'étant pourvu par requête au Seigneur Le Bret, alors Intendant, dans laquelle ils établirent clairement que les droits exigés et affermés par la Ville sont de leur nature des droits patrimoniaux et non d'octrois, destinés et employés au paiement des charges ordinaires et extraordinaires et à l'acquittement des dettes ; il fut rendu arrest, sur l'avis dudit Seigneur Le Bret, le 22 février 1684, dûment enregistré à la Chambre des Comptes du Dauphiné le 18 juillet suivant, par lequel il a été permis aux Consuls et habitants delad. Ville de continuer la levée des octrois appelés indits comm'auparavant led. arrest du 26 juin 1683, dont la levée sera faite sur toutes sortes de personnes, à l'exception du Seigneur Evêque de Valence, du gouverneur lieutenant du roy et Major de la citadelle y habitant, et procédé à l'adjudication d'iceux par le seigneur commissaire départi en la province du Dauphiné, pour être les deniers en provenant employés au paiement des charges ordinaires et extraordinaires deladitte Ville et du Bourg et le surplus au capital des légitimes créanciers, ainsy qu'il sera réglé par le Seigneur commissaire départi.

C'est en exécution de cet arrest que la Ville et le Bourg ont continué de jouir et d'affermier leurs droits appelés indits qui leur sont patrimoniaux, acquis des Seigneurs Evêques et du chapitre Saint-Apollinaire, ainsy qu'il a été ébly et décidé par led. arrest, desquels droits il a été fait un tarif relativement à l'ancien par le seigneur de Fontanieu, Intendant, le 8 juin 1731 et trente unième avril 1734.

Ces droits, affermés comm'on a dit au commencement de ce mémoire, au prix de 16.800 L, y compris 1.275 L pour le péage et le magasin appartenant en propre à la Ville et à quoy la communauté du Bourg désunie de la Ville depuis plusieurs années n'a rien à toucher, ont toujours été et sont employés au paiement des dettes des charges locales arrêtées au conseil, d'autres charges ordinaires autorisées par les seigneurs intendants, aux fournitures pour le logement des troupes et pour les voitures qui leur sont données gratis aux frais de la Ville, au paiement des deux vingtièmes pour lesquels la Ville est comprise dans le rolle pour la somme de 644 L, à l'entretien des cazernes, des mares et des aqueducs et à plusieurs dépenses extraordinaires, ce qui souvent absorbe et souvent excède le prix du bail, ainsy qu'il paroît par les comptes rendus annuellement vérifiés à la Chambre des Comptes.

N° 24

Règlement et tarif pour la perception des droits d'octrois appelés indits de la Ville de Valence et du Bourg-les-icelle, par l'Intendant de Fontanieu.

(Délibération du 17 mai 1731. — BB n° 35, 160° feuillet).

Gaspard Moyse de Fontanieu, chevalier, seigneur de Saint-Aubin-sur-mer, Epineville, Villequoy et autres lieux, conseiller du Roy en ses conseils, maître des requêtes ordinaire en son hotel, intendant et contrôleur général des meubles de la Couronne et intendant de justice police et finances de la province du Dauphiné.

Sur ce qui nous a été représenté, qu'il s'élève journellement des contestations pour la perception des droits d'octrois appelés Indits de la Ville et Bourg-les-Valence entre le fermier et les habitants, à quoy étant nécessaire de pourvoir, afin que le fermier desdits droits puisse en jouir sans trouble et que les habitants ne soient inquiétés à l'avenir.

Nous ordonnons ce qui suit :

POIDS DES GRAINS ET FARINES

Article 1

Tous les habitants desdites Ville et bourg, mêmes les meuniers, fairont pezer au poids commun tous les grains qu'ils consommeront pour leur usage particulier, leurs enfants et domestiques et payeront le droit des poids à raison de deux sols par quintal.

2

Lesdits habitants fairont peser audit poids commun lesdits grains avant les porter aux moulins, prendront un certificat des préposés aud. poids, contenant le nom du propriétaire des grains, la qualité, le poids d'iceux, le nom du meunier, et la datte du transport au poids à peine, au cas de contravention, de trente livres d'amande, solidairement contre lesd. habitants et meuniers, confiscation des grains et voitures servant à leurs transports.

3

Les farines, provenues desdits grains, seront reportés par lesdits meuniers ausdits poids pour être de nouveau pesées et le poids constaté, dont il sera fait mention sur les certificats du poids desd. grains, en y enoncant par lesdits préposés, la datte du retour aud. poids ; lesdits certificats seront laissés aux propriétaires, le tout à peine de vingt livres d'amande contre les meuniers en cas de contravention.

4

Les Boulangers, ouvriers en gâteaux et revandeurs de pain seront tenus de peser comme dessus tous lesd. grains qu'ils consommeront dans leurs boulangeries, et payeront trante sols par quintal desdits grains, à peine de cinquante livres d'amande solidaire contre lesdits boulangers, ouvriers en gâteaux, revandeurs de pain et meuniers qui auront reçu chez eux ou moulu lesd. grains sans avoir été pesés. A peine aussi de confiscation desd. grains, farines et voitures servants aux transports d'iceux.

Il sera néanmoins passé auxdits boulangers, ouvriers en gâteaux et revandeurs de pain six setiers de grain pour chacun d'eux, autant pour leurs femmes, chacun de leurs enfants et domestiques, dont ils ne payeront que le simple droit de deux sols par quintal comme les autres habitants.

6

Les ouvriers en vermicelles payeront aussi le même droit de trente sols par quintal pour les grains qu'ils convertiront en vermicelles, pèseront lesd. grains

sous les peines portées à l'article quatre, tant contre lesd. ouvriers en vermicelles que meuniers. Et sera passé auxd. ouvriers même quantité de grains pour leur usage, celui de leurs femmes, enfants et domestiques que celle accordée aux boulangers, et ne payeront à raison de lad. quantité que led. droit de deux sols par quintal.

7

Les amidoniers payeront de mêmes led. droit de trante sols par quintal des grains destinés pour convertir en amidon, et seront tenus d'en faire leur déclaration préalable au proposé aud. poids de la quantité de grains qu'ils voudront travailler ; donc ils prendront un certificat dud. fermier ou préposé, à peine de cinquante livres d'amande et de cent livres aussi d'amandes en cas de fausse déclaration.

8

Les boulangers, revendeurs de pain, ouvriers en gâteaux et vermicelles ne pourront acheter, prendre en payement, ny échanger des farines avec les habitants desd. ville et bourg, ny autres, à peine de cinquante livres d'amande, confiscation de farines et voitures et de vingt livres d'amande contre lesd. habitants qui auront vendu, échangé ou donné enpayement lesdites farines.

9

Défendons à tous habitants desdites ville et bourg en leur mandement de prêter leurs maisons, greniers, et autres bâtiments, auxdits boulangers, revendeurs de pain, ouvriers en gâteaux et vermicelles et aux amidoniers, pour faire des entrepôts de grains et de farine, sans permission par écrit du fermier, à peine de trois cent livres d'amande solidaire contre lesd. boulangers, revendeurs de pain et autres ouvriers cy dessus nommez.

10

Ne pourront lesd. ouvriers n'y autres habitants faire entrer dans lesdites ville et bourg des farines, pains, gâteaux et vermicelles étrangers, sans en avoir fait déclaration au fermier ou préposés aux poids communs et payé les droits cy devant fixés, à peine de confiscation des farines, pains, gâteaux, vermicelles, voitures servant aux transports et cinquante livres d'amande. Seront réputés étrangers tous pains, gâteaux et vermicelles dont on ne prouvera que les droits ayent été payé.

11

Faisons défenses aux meuniers de porter n'y recevoir dans leur moulin les grains des habitants de la campagne et autres lieux circon-voisins pour moudre lesd. grains, sans avoir déclaré préalablement à un des préposés aux poids communs la quantité et qualité des grains, le nom des propriétaires d'iceux et leurs résidences, dont ils prendront un certificat qui sera expédié gratis ; avertiront un desdits préposés, avant de rendre les farines provenues desdits grains, et feront décharger le registre tenu auxdits poids ou en feront coucher décharge sur les certi-

ficats, à peine de cinquante livres d'amande contre led. meunier, confiscation des voitures servant aux transports desd. grains et farines ; et, dans le cas où lesd. meuniers garderont dans leur moulin au delà de quatre jours lesd. grains et farines desdits particuliers, ils seront tenus d'en renouveler la déclaration et d'en faire mention par lesd. préposés sur led. certificat, à peine de semblable amande de cinquante livres.

BOUCHERIE

12

Le droit de trahut des boucheries sera payé à raison de six livres douze sols par bœuf pesant cinq quintaux et au dessus, quatre livres huit sols par vache ou bœuf du poids de trois quintaux et au dessus, c'est à dire jusques à cinq quintaux exclus, trois livres six sols par brauve ou brave, deux livres quatre sols par gory, douze sols par veau, neuf sols par mouton et quarante sols par porc.

13

* Les bouchers ne pourront mater et vendre leurs viandes que dans le quartier des boucheries à moins que, par délibération desd. communautés, il ne fut indiqué d'autres endroits aux bouchers. Les bestiaux seront matés en présence du fermier ou de ses préposés ou dûment avertis ; les droits payés pour chaque espèce de bestiaux ainsi que dessus et les viandes exposées et vendues en lieux publics. Le tout à peine de cinquante livres d'amande et confiscation des bestiaux.

14

Défendons à toutes personnes, autres que les bouchers nommés par les dites communautés, de mater ou faire mater des bestiaux de boucherie, à peine de confiscation des viandes matés et de cinquante livres d'amande.

15

Tous lesdits habitants seront tenus d'achepter les viandes fraîches dans les bancs des boucheries établis par lesd. communautés, et ne pourront en faire entrer de salées dans lesd. ville et bourg, qu'en payant au fermier un droit de six deniers par livres, à peine de confiscation des viandes et voitures servants aux transports et de cinquante livres d'amande.

16

Pourra le fermier, pour la sûreté desdits droits de boucherie, établir une matterie aud. quartier des boucheries, ou autre endroit voisin approuvé par délibération desd. communautés, où les bouchers seront obligés d'aller égorger leurs bestiaux, sans payer aucun droit à raison de ladite matterie, sous les peines cy devant prononcées contre lesd. bouchers. Et le fermier fera ouvrir ladite matterie à toute heure, en sorte que les bouchers puissent servir le public, à peine d'être le fermier responsable du défaut de fournitures et d'une amande de cinquante livres.

17

Les particuliers, qui entreront dans lesdites ville et bourg des bestiaux de matterie, seront tenus d'en faire leurs déclarations au bureau des portes de ladite ville ou bourg, les représenteront à toutes réquisitions ; à défaut de quoy, ils seront condamnés à payer le prix des bestiaux non représentés, pour tenir lieu de la confiscation et en outre les droits que lesd. bestiaux auroient dû payer. Ce qui n'aura lieu à l'égard des habitants qui ont des moutons et brebis pour l'aménagement de leurs héritages, qui ne seront tenus de n'en faire qu'une simple déclaration sans frais et n'en payeront aucuns droits, si ce n'est au cas d'abus de leur part, auquel cas ils seront condamnés aux mêmes peines que cy dessus.

18

Les bouchers, charcutiers, cabaretiers, boulangers et autres vendeurs de porc frais ou salé payeront quarante sols pour chaque porc qu'ils matteront à cet effet, en faisant la déclaration préalable, et payeront ce droit au fermier à peine de confiscation des viandes et trante livres d'amande.

19

Chacun des bouchers, charcutiers, cabaretiers et autres revendeurs de porc frais ou salé sera afranchi au droit d'entrer un porc qui sera censé nécessaire à leur usage, et les autres habitants pareillement afranchis du même droit, pour tous les porcs uniquement destinés à leur consommation, en faisant leurs déclarations préalables sans frais.

20

Et pour assurer l'exécution de ce que dessus, défendons à tous ceux qui égorgeront des porcs de le faire qu'ils ne leurs ayent aparu desd. déclarations et que le droit en a été payé dans le cas auquel il serait deus à peine de dix livres d'amande.

DROIT DE TRAHUT DES VINS

21

Tous les habitants vendants des vins de leur crû à pots et autres mesures, jusques à un baral, exposeront un bouchon ou enseigne, avertiront préalablement le fermier et payeront un sol par baral de tout le vin qu'ils débiteront, à peine de trante livres d'amande et confiscation du vin et tonneaux, trouvés en perce dans les caves desd. contrevenants. Led. fermier pourra marquer les tonneaux et les faire étalonner pour la sûreté de son droit.

DROIT DE TRAHUT DU VIN DU PAR LES CABARETIERS, HOTES ET AUTRES REVANDEURS DU VIN

22

Sera payé par les hôtes, cabaretiers, aubergistes, et autres revendeurs de vin seize deniers par florin, le florin fixé à douze sols, de tout le produit débité par lesd. hôtes, cabaretiers et autres, sauf à distraire le vin nécessaire à leurs ménages, conformément à l'ancien usage.

23

Pourra led. fermier se transporter dans les caves desd. hôtes, cabaretiers, aubergistes et revandeurs de vin pour y faire telles visites qu'il jugera convenable pour la sûreté desd. droits, y marquer, étalonner lesd. tonneaux ; leurs défendons de mettre en perce sans avoir préalablement averti le fermier qui leur en délivrera certificat pour après payer le droit fixé en l'article précédent, à peine de confiscation des tonneaux en perce et de cent livres d'amande.

24

Ne pourront lesd. hôtes, cabaretiers, aubergistes et revandeurs de vin acheter du vin en détail dans les bouchons pour les revendre chez eux, à peine de cinquante livres d'amande.

25

Les hôtes, cabaretiers, aubergistes et revandeurs de vin seront tenus de déclarer au fermier la quantité de pièces de vin qu'ils auront achetés des habitants, dans les vingt quatre heures d'après la vente faite, et ne pourront les mètre en perce dans les caves et celliers desd. habitants, n'y les habitants le permètre sans qu'il leur ait aparu d'une déclaration faite aud. fermier de la vente du vin, à peine de cinquante livres d'amande contre lesd. cabaretiers, hôtes, aubergistes et revandeurs de vin, et d'être procédé contre lesd. habitants.

DROIT SUR LES VINS ETRANGERS

26

Il sara payé dix-huit livres par muids pour le droit d'entrée de tout le vin et vendanges étrangères ou recueillis hors des terroirs de lad. Ville et Bourg, à peine de cent livres d'amande pour chaque contravention, confiscation du vin et vendanges et des voitures servants au transport. Les habitants fairont entrer les vins de leur crû, provenus dans les terroirs desd. Ville et Bourg, avant les fêtes de Noël ; après quoy lesd. vins seront réputés étrangers et le droit d'entrée payé comme cy dessus.

27

Pourront néanmoins les habitants desd. Ville et Bourg faire entrer jusqu'aux fêtes de Noël, sans payer aucun droit, leurs vendanges et vins recueillis dans leurs héritages hors du terroir desd. Ville et Bourg, lesd. héritages néanmoins situés en cette province entre le Rosne, l'Izère et la Drôme, sans que l'exemption puisse être étendue sur les portions des fermiers, grangers ou culteurs desd. habitants. Lesdites fêtes de Noël passées, il sera payé, comme cy-dessus, dix huit livres par muids pour droit d'entrée. En cas de contravention ils seront condamnés aux peines portées au précédent article.

28

Défendons aux habitants des mandements desd. Ville et Bourg de souffrir aucun entrepôt dans leurs maisons et autres bâtiments à la campagne, pour les cabaretiers, hôtes, aubergistes, revandeurs de vin et tous autres, d'aucunes vendanges ou

vins recueillis hors du terroir desd. Ville et Bourg, à peine de cent livres d'amande solidairement contre les grangers et habitants de la campagne, lesd. hôtes, cabaretiers et aubergistes, revendeurs de vin et tous autres propriétaires desd. vendanges et vin, et de confiscation desd. vendanges, vin et tonneaux.

29

Les habitants desd. terroirs de Valence et du Bourg pourront faire entrer leurs vendanges recueillies dans led. terroir en payant trois livres par muids jusques aux festes de Noël ; et lesd. fêtes passées, ils payeront dix huit livres par muids, sous les peines portées en l'article 26.

30

Les particuliers qui tiendront, à titre de ferme, des vignes situées dans led. terroir de Valence et du Bourg, ou les cultiveront à moitié, et les particuliers qui achèteront les récoltes pendantes auxd. vignes payeront le droit d'entrée des vins ou vendanges provenant desd. vignes, à raison de trois livres par muids jusqu'aux fêtes de Noël ; lesquelles fêtes passées ils payeront les droits d'entrée à raison de dix huit livres par muids, sous les peines mentionnées en l'article 26.

31

Pourra le fermier, pour la sûreté des droits établis sur les vins, avoir des commis aux portes lors des vendanges, pour tenir un état de toutes celles qu'on fera entrer dans lad. Ville et Bourg. Enjoignons en ce cas à tous habitants, conducteurs de chariots et charettes de déclarer le nom des propriétaires desd. vendanges, en quel terroir elles sont provenues, à peine, en cas de refus ou fausse déclaration, de cinquante livres d'amande contre les propriétaires, et de prison contre les conducteurs de charettes et chariots.

POIDS DES MARCHANDISES

32

Le droit du poids sera payé par les marchands à raison de deux sols par quintal pour les marchandises, excédant le poids de cinquante livres, qu'ils vendront dans ladite ville et bourg ou qu'ils enveront au dehors pour être vendus. A cet effet seront tenus de les faire peser au poids commun, à peine de trante livres d'amande pour chaque contravention.

33

Tous les habitants desdites ville et bourg fairont pezer leurs coucons au poids commun, sans payer aucun droit pour les parties au-dessous de cinquante livres. Et pour celles, depuis cinquante livres et au dessus, ils payeront le droit à raison de deux sols par quintal. Seront de mesmes pesés tous les coucons que les marchands et autres particuliers fairont entrer dans lesdites Ville et Bourg pour y être ouvrés, et le droit du poids payé comme cy dessus. Le tout à peine de trante livres d'amande.

34

Les soyes, qui seront vendus dans lesdites Ville et Bourg ou envoyés au dehors, seront pesées aud. poids commun ; et le droit du poids payé comme cy dessus, sous mesme peine de trante livres d'amande. Sera néanmoins permis aux marchands et autres propriétaires des soyes de les envoyer où ils trouveront bon pour les faire ouvrir, en faisant leur déclaration préalable sur le registre tenu au poids qu'ils les représenteront dans quatre mois, à ce défaut payeront le droit comme cy-dessus.

35

Le droit de sortie des marchandises sera exigé, suivant l'ancienne coutume, seulement sur les charettes, mulets, chevaux et autres voitures passant debout, sans pouvoir exiger aucune chose des vins, bleds, danrés et marchandises qui entreront et sortiront pour le compte des habitants.

ARTICLES GENERAUX

36

Tous les habitants desd. Ville et Bourg, mêmes les employés aux fermes, gabelles et autres, seront tenus au payement des droits énoncés au présent règlement excepté Monsieur l'Evêque, Messieurs le Gouverneur, Lieutenant de Roy et Major de la Citadelle y résidants.

37

Les troupes en quartier et tenant garnison dans lesdites Ville et Bourg seront sujets aux mêmes droits. Les fermiers et les préposés tiendront des registres séparés pour chaque espèce de droit qui seront paraphés par notre subdélégué, et, dans tous les cas où le fermier et ses préposés seront tenus de livrer des certificats desd. déclarations qui leur seront faites, leurs enjoignant de les expédier sur le champ aux particuliers qui fairont lesdites déclarations, à peine de perte de moitié du droit à percevoir et de dix livres d'amande au profit des hopitaux.

38

Seront tous les bureaux du fermier pour la perception des droits établis aux portes desd. Ville et Bourg ouverts depuis le soleil levant jusques au soleil couché, sauf le temps des vendanges ; que lesd. bureaux seront ouverts et fermés en même temps que lesd. portes desd. Ville et Bourg, et, au dessus de la porte desd. bureaux, il sera mis un tableau dans lequel il sera escrit en gros caractère : BUREAU DES DROITS DE RECETTE DES OCTROIS DE LA VILLE DE VALENCE.

39

Ne pourront les portiers desdites Ville et Bourg ouvrir de nuit les portes, sans y appeler un des préposés du fermier pour le recouvrement desd. droits, à peine de dix livres d'amande, même de plus grande en cas de récidive, à la charge par lesd. proposés de loger près lesd. portes. Pouront néanmoins ouvrir aux courriers à toutes heures.

40

Le fermier, ses commis ou proposés prêteront serment par devant notre subdélégué dont il sera dressé procès verbal, et foy sera ajouté à leurs verbaux étant assisté de deux témoins deument recensés ou d'un autre employé et pourront sequestrer les denrées et marchandises et voitures en contravention. Led. fermier demeurera responsable desdits commis ou préposés.

41

Enjoignons à tous habitants desd. Ville et Bourg et leurs mandements, de quelle qualité et conditions qu'ils soient, de donner entrée aud. fermier, ses commis et préposés, dans leurs maisons, boutiques, greniers, caves, magasins et tous autres bâtiments pour y faire telles vizites qu'ils aviseront bon être pour la perception des droits et sans abus de leur part, à peine contre les propriétaires de trante livres d'amande et d'être procédé contre eux.

42

Le fermier fera recette des droits afferméés dans l'espace de dix huit mois, à faute de quoy les débiteurs seront déchargés du payement desd. droits, à la réserve des débiteurs contre lesquels il y aurait eu demande ou commandement de payer.

43

Toutes les confiscations, qui seront jugées et prononcées en conséquence du présent règlement, seront aplicables moitié au fermier, l'autre moitié à l'hôpital général ; et les débiteurs contraints au payement desd. amandes par toutes voyes, mêmes par corps, et seront les pères, mères, civilement responsables de leurs enfants, les maitres, maitresses de leurs compagnons et domestiques.

44

Toutes les contestations qui naitront en exécution de notre présent règlement seront portées par devant nous pour être jugées aux formes ordinaires. Sera ledit règlement exécuté suivant sa forme et teneur, nonobstant oposition et tous autres empeschements ; et sera lû, publié et affiché ou besoin sera, et transcrit dans les registres des délibérations desd. Ville et Bourg pour que personne n'en ignore ; copies collationnées, mizes en chaque bureau ez lieux évidents, pour qu'on chacun puisse en avoir lecture.

Fait à Grenoble le huit juin mil sept cent trante un.

FONTANIEU.

N° 25

**Paches et conditions sous lesquelles le bail à ferme
des deniers communs et d'octroys apellés indits des communautés
de la ville de Valence et Bourg-les-icèle sera passé en 1737.**

(Délibération du 25 août 1737. — BB n° 38, 130° feuillet).

Art. 1

Lesdits droits consistent au poids du bled des habitants dud. Valence et Bourg, pour leur usage particulier et de leurs domestiques, à raison de deux sols pour quintal, aux droits de poids des marchandises sur le même pied de deux sols pour quintal.

2

Aux droits de poids et séterage des boulangers, revendeurs de pain, ouvriers en gateaux, en vermicelles et amidonniers à raison de quinze sols pour quintal, réduction et modération faite, sous le bon plaisir du Roy et de nos Seigneurs de son conseil, du droit de trante sols pour quintal à celui du quinze pendant la durée du présent bail, tant seulement attendu l'excessivité du prix des loyers, bois et autres ustansiles nécessaires à la boulangerie, des tailles, impositions personnelles survenues depuis le tarif fait devant Mr le Juge mage en l'année 1623 sur le fait de la boulangerie ; et néanmoins sans que ladite réduction, faite seulement pour led. temps, puisse nuire aux droits qu'ont leur communauté de percevoir trante sols pour quintal et sans qu'il puisse être tirée à conséquence, avec les défenses aux boulangers, revendeurs de pain, ouvriers en gateaux et en vermicelles, habitants et meuniers portés par les art. 8, 9, 10 et 11 desd. règlement et tarif et les peines y exprimées.

3

Puis aux droits d'entrée des vins, à raison de dix huit livres par muid de tout le vin et vendange étrangère recueillis hors des fonds des territoires de lad. Ville et Bourg. Etant néanmoins réservé que les habitants desd. Ville et Bourg pourront faire entrer le vin et vendange qu'ils recueilleront dans leurs fonds et propriétés situées dans la province du Dauphiné, entres les trois rivières du Rhône, de Lisaire et de la Drôme, jusques aux fêtes de Noël, tous dols et fraudes cessantes et, passé lesd. fêtes, ils seront sujets auxd. droits comme pour les autres vins étrangers.

4

Et quant aux vins et vendanges des grangers et autres qui habitent dans les mandements de cette Ville et Bourg, recueillis aux vignes des territoires dud. Valence et Bourg, ils pourront faire entrer leurs vins jusques à Noël en payant trois livres par muid, et, passé lesd. fêtes de Noël, ils seront aussi sujets auxd. droits comme pour les autres vins étrangers. Les maîtres ne pourront prendre le vin et les vendanges de leurs fermiers, grangers ou culteurs en payement ou autrement sans payer led. droit ; et les particuliers, qui tiendront à titre de ferme des

vignes situées dans les mandements desd. Ville et Bourg ou les cultiveront à moitié et ceux qui achèteront les récoltes pendantes auxd. vignes, payeront de même led. droit d'entrée sur le même pied de trois livres et suivant la disrance des temps y marqués. Le tout conformément aux art. 26, 27, 29 et 30 du susd. règlement.

5

Consistant aussi lesd. droits à la commune du vin des habitants de Valence et Bourg qui vendent en détail à bouchon celui de leur cru, tant seulement à raison d'un sol par baral.

6

Plus au droit de trahut à raison de seize denier par florin du prix du vin débité par les hôtes, boulangers, cabaretiers et autres revendeurs de vin.

7

Plus à la sortie des marchandises réduites aux charetons, mulets et chevaux de charge et droiture.

8

Plus aux droits que la ville a sur les fossés qui sont autour d'icelle, duquel droit le fermier se servira, à son peril.

9

Et finalement consistent lesd. droits au trahut des boucheries à raison de six livres douze sols pour bœuf pesant cinq quintaux et au dessus, quatre livres huit sols pour vache pesant trois quintaux et au dessus, trois livres six sols pour brave ou brava, deux livres quatre sols pour gory, douze sols pour veau, neuf sols pour mouton et quarante sols pour porchet.

10

Les droits compris cy dessus seront affermés et délivrés, conjointement ou séparément, à celui ou à ceux qui en fairont la condition meilleure.

11

L'adjudicataire sera tenu à son entrée de se charger par inventaire de la clef des poids, pierres et cordages pour la conserver, entretenir et rendre de même à la fin de son bail, sans prétendre aucune chose pour l'entretien des poids et cordages.

12

Sera aussi tenu l'adjudicataire de donner caution bourgeoise, resceante et solvable pour l'exécution de son bail, trois jours après la délivrance, à peine de la fole enchère et des dommages et interets desd. communautés.

13

Le droit de séterage des boulangers et autres revendeurs de pain dans la Ville et Bourg sera payé au poids à raison de quinze sols pour quintal, sauf à distraire le bled nécessaire pour l'entretien de la famille et domestiques de ceux qui sont sujets aux droits de seterage, pour lequel bled, réglé à six sestier par année par l'article 5 du susd. règlement et tarif pour chaque personne, il ne sera payé au fermier que deux sols pour quintal,, les cordes et sacs distraits.

15

Toutes sortes de personnes, de quelle condition et qualité qu'elles sont, seront tenues de faire peser leur bled avant que le faire porter au moulin pour faire moudre, et payeront les droits cy dessus, chacun en ce qui les concerne, à peine de confiscation du bled et farine, et autres amandes et peines portées par le susd. règlement et tarif ; et pour éviter toutes fraudes et les abus qu'on pourrait faire du nom d'aucun des habitants, lesdits habitants seront obligés, en envoyant leurs grains au poid de ville, de les y accompagner, ou faire suivre par leurs domestiques, ou d'envoyer un billet écrit de leur main, comme le grain porté par un tel meunier est pour leur consommation et leur famille.

16

Ne sera permis a aucun étranger ny habitant de porter ou faire entrer aucun pain cuit, ny farine dans lesd. Ville et Bourg, ny les vendre sans avoir, par un préalable, réglé et payé le droit à l'adjudicataire, à peine de confiscation et de cent sols d'amande.

17

Les habitants de lad. Ville et Bourg ne pourront acheter aucun pain, ny chair ailleurs que dans lad. Ville et Bourg, et dans les bans clos des bouchers qui ont entrepris et entreprendront, pendant la durée du présent bail, la fourniture des boucheries desd. Ville et Bourg, à peine de confiscation et de cents sols d'amande.

18

Le droit de poid des marchandises sera aussi payé au poid à raison de deux sols pour quintal, et seront tenus les marchands de payer lesd. droits et faire porter et peser aud. poid toutes les marchandises qui se vendront en gros dans lad. ville, exédant le poids de cinquante livres.

19

Le fermier ou ses commis, de la fidélité desquels il répondra, tiendront bon et fidelle registre de tous les bleds, grains et marchandises qui se peseront aud. poids, et seront tenus de repeser la farine et en donner billet sans pouvoir pretendre aucune rémunération.

20

Le trahut du vin débité par les hôtes, cabaretiers et autres revendeurs de vin sera exigé par led fermier, à raison de seize deniers par florin du prix de la debite qui en sera faite, suivant l'ancien droit de ladite Ville et les arrêts intervenus à

ce sujet, duquel led. rentier pourra se servir pour le poinçonnement des tonneaux, en distrayant le vin qui sera jugé nécessaire pour l'entretien de leur famille et domestiques.

21

Et quant aux habitants desd. Ville et Bourg qui voudront vendre en détail le vin de leur crû, ils seront tenus d'avertir le fermier avant que de mettre bouchon, et de luy payer douze sol par muid, qu'est un sol par baral du vin qui sera vendu. Et ne pourront les habitants vendre aucun pain qui n'ait été pris et acheté chez les boulangers et revendeurs de pain, car ils seront tenus de payer le droit de seterage dud. pain et le trahut du vin à raison de seize deniers par florin, comme les autres cabaretiers, ce qui aura de même lieu dans le cas que lesd. habitants vendront et fourniront de leur viande à ceux qui viendront boire dans leur bouchon.

22

Le droit de sortie des marchandises sera exigé, suivant l'ancienne coutume, seulement sur les charettes, mulets et chevaux de droiture, sans pouvoir exiger aucune chose des vins, bled, danrées et marchandises qui se chargeront et sortiront delad. ville.

23

Ne pourra led. fermier prétendre aucun droit pour les danrées qui se consommeront pour le Seigneur Evêque dans son hôtel, ny pour l'étape, non plus que pour celes qui se consommeront par Mrs les Gouverneur, Lieutenant de Roy et Major de lad. Ville et Citadelle de Valence, suivant les arrêts du Conseil et lettres patentes. Et néanmoins si, pour éviter les prétextes de fraudes et contravention auxd. droits, les traités fait avec les sieurs Lieutenant de Roy et Major, par des délibérations prises à ce sujet les 19^e janvier et 30 août 1684, sont entretenus, le fermier pourra exiger d'eux led. droit en leur payant les sommes à eux promises à ce sujet, le tout conformément auxdittes délibérations et sans aucune diminution du prix de son bail. Comme aussi led. adjudicataire ne pourra prétendre aucun droit sur les danrées qui se consommeront par l'entrepreneur de la poste aux chevaux de la présente ville, qui se trouve exemp. dud. droit par le privilège de son employ, sans pouvoir prétendre aucune diminution par led. fermier pour raison de ce, sauf à luy de se régler et de traiter avec led. entrepreneur des postes ainsi qu'il avisera.

24

Ne pourra led. rentier traiter avec les boulangers et revendeurs de pain, si ce n'est qu'en sorte, qu'à la fin d sa ferme, il ne puisse avoir au plus qu'une charge de farine, et s'ils s'en trouvent davantage, le droit de seterage en sera payé à lad. Ville et Bourg ou au fermier qui succédera à l'adjudicataire dans lad. ferme.

25

Ne pourra led. adjudicataire prétendre aucun dédommagement ny dégrevement, au moyen des réglemens de police et taux faits et a faire, pour le fait des vivres qui se consommeront dans lesd. Ville et Bourg.

26

L'adjudicataire se fera payer les droits que lad. Ville est en droit d'exiger sur les gabures, conformément au dernier bail passé par lad. Ville avec Messieurs les fermiers généraux et les bayeurs des magasins ou greniers à sel appartenant à la Ville, dont le fermier jouira et fera ainsi qu'il avisera.

27

Les droits compris au présent traité seront délivrés à celui ou ceux qui en feront la condition meilleure, à forfait, pour se faire payer desd. droits affermés, tels qu'ils sont mentionnés cy dessus, par ceux qui se trouveront les devoir et à qui laditte ville peut avoir droit de les demander. Duquel droit, le dernier enchérisseur se pourra servir, néanmoins à son péril risque et de fortune, cas de guerre, peste, famine et autres cas fortuits prévus et imprévus, sans pouvoir prétendre aucun dégrevement, ny diminution de son prix, sous ces prétextes, ny sous celui que quelqu'un voudrait contrevenir auxd. droits, attendu que la Ville et Bourg les icele n'afferment que le droit que lesd. communautés ont contre les personnes cy devant non exceptées, ny réservées, à forfait, comme sus est dit, par condition expresse afin d'éviter procès et contestations entre lesd. communautés et le fermier. Lequel, en cas que quelqu'un voulût s'exempter indument du payement desd. droits, sera tenu d'en avertir la Ville, à peine de ses dépans, dommages et intérêts, pour assister par la. Ville en la cause, si bon luy semble, et empêcher l'intelligence qu'il pourrait y avoir entre les prétendus exempts et le fermier, sans que, pour raison de ce, led. fermier puisse prétendre aucune garantie ny dédommagement contre lesd. communautés.

28

Le prix du présent bail sera payé annuellement par le fermier, quartier par quartier, par avance, entre les mains du sieur second Consul administrateur de lad. Ville et du sieur Consul dud. Bourg ou, sur leurs mandats, aux créanciers desdites communautés sur lesd. droits, à chacun des sieurs Consuls de la Ville et Bourg pour la part les concernant, scavoir : au sr second Consul, administrateur de lad. ville, les cinq sixieme de l'entier prix de la ferme, aud. Consul dud. Bourg, le sixieme.

29

Le present bail sera passé pour le temps et terme de quatre années et six mois, à commencer au vingt cinquième octobre mille sept cent trante sept, jour de l'expiration du bail du sr Raoulx, et qui finiront au vingt cinquième avril 1742.

30

L'exaction, perception et payement desdits droits d'octroyes ou indits sera faite par l'adjudicataire et payée par les débiteurs desdits droits, suivant et conformément au règlement et tarif fait par Monseigneur de Fontanieu, Intendant de justice, police et finances de cette province, pour la perception desdits droits, le huitième juin 1731, homologué par l'arrest du Conseil le 30 août 1734, sauf

les art. quatre et six dud. règlement, dont le droit est réduit et modéré à quinze sols par quintal, sous le bon plaisir du Roy et de nos Seigneurs de son Conseil, par les raisons cy devant exprimées ; et les peines, amandes et confiscation indites et portées par led. règlement contre les fraudeurs desd. droits, leurs fauteurs et complices auront leur entière exécution. L'extrait dud. règlement et tarif demeurant joint et annexé aux présentes conditions du bail comm'en faisant la partie principale. Les copies duquel bail et extrait, que l'adjudicataire sera tenu de remettre dans le mois aud. second Consul et administrateur, seront à la charge dud. adjudicataire. Dressé audit Valence le vingt cinquième août 1737.

N° 26

**Arrest du Conseil d'Etat du Roy
concernant la distribution des deniers d'octrois du 10 juillet 1750.
(BB n° 43).**

« ...Le Roy étant informé que la communauté de Vénissieu, élection de Vienne, jouit d'un revenu assez considérable qui se consomme sans quelle en retire presque aucune utilité, et que la plupart de ceux qui sont chargés de la percevoir n'en rendent aucun compte, non plus que des deniers royaux qui s'imposent sur cette communauté, que d'ailleurs les villes et communautés, de Vienne, Valence, Crest, Gap, Montélimart, Le Buis, Nyons, Corps, Voiron, Vizille, La Mure, La Tour du Pin, le Pont de Beauvoisin, Crémieu, Rui, Demptezjeu, Moras, Serre et plusieurs autres communautés de la province du Dauphiné, qui ont des revenus d'octrois aux patrimoniaux, les employent à des dépenses non autorisées par l'Intendant de la Province. Et voulant remédier à ces abus, contraire à la bonne administration, ouy le raport du sieur de Machault, conseiller ordinaire au Conseil Royal, controlleur général des finances, Sa Majesté, étant en son Conseil, a ordonné et ordonne que, par le Seigneur Intendant et Commissaire départi en Dauphiné ou par celui qui sera par luy commis, il sera incessamment procédé à la révision des comptes des consuls, receveurs, exateurs et autres comptables qui ont eu maniement des deniers royaux ou des revenus communs et patrimoniaux de lad. communauté de Vénissieu depuis l'année mil sept cent dix sept jusque et compris la présente année mil sept cent cinquante, à l'effet de quoi les comptes, rolles, baux afermes, quittances, parcelles et autres pièces justificatives seront remis par devant led. Sg. Intendant ou celui qu'il commettra à cet effet. Veut aussi Sa Majesté que tout consul, receveur et autres comptables, leurs veuves et héritiers, qui sont en demeure de rendre leurs comptes depuis lad. année mil sept cent dix, soit tenu, à peine d'y être contraint même par corps, de les rendre incessamment par devant led. sieur Intendant ou celui qui sera par luy commis, en présence du député que lad. communauté sera tenue de nommer pour y assister, et de remettre à cet effet les rolles et autres pièces justificatives de la recette et de la dépense, pour être ensuite dressé des procès verbaux des dits et réquisition des comptables et dudit député comme aussy des dissipations des

revenus de la communauté, des abus qui ont pû se commettre dans l'administration desdits revenus et prévarications des consuls et officiers pour, iceux envoyés au Conseil avec l'avis du sieur intendant, être par Sa Majesté ordonné ce qu'il appartiendra ; et à cet effet évoque Sa Majesté, à soy et à son Conseil, toutes les contestations qui ont pu être formées au sujet desdits comptes et les renvoyer avec leurs circonstances, dépendantes devant ledit sieur Intendant. Fait défense aux parties de se pourvoir ailleurs que devant lui, et à tous juges d'en connaître à peine de nullité, cassation de procédure et de tous dépens, dommages et interest. Fait en outre Sa Majesté défense à tout consul, trésorier et receveur des Ville et Communauté de la province du Dauphiné, ayant des revenus d'oc-trois communaux ou patrimoniaux, de faire aucun emploi, ni de payer aucune somme, que sur le mandat tiré par les officiers desdites villes et communautés, visé et approuvé par le sieur Intendant ou son subdélégué, à peine de payer deux fois et de répondre en leur propre et privé nom des dommages et intérêt desdites communautés et de leur créancier. Enjoint Sa Majesté audit sieur Intendant de tenir la main à l'exécution du présent arrest, lequel sera imprimé, publié et affiché partout ou besoin sera. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Compiègne le dixième jour de juillet mil sept cent cinquante. »

Signé : Mr DE VOYER D'ARGENSON.

N° 27

Arrest de la Cour du Parlement, aides et finances du Dauphiné, à la poursuite de M. le Procureur Général, portant règlement sur le droit de mouture dont peuvent se prévaloir les meuniers de Valence du 2 avril 1762.

(Délibération du 10 mai 1762. — BB n° 45, 18° feuillet).

Extrait des registres du Parlement de Dauphiné. Entre les consuls, officiers et Communauté de la Ville de Valence, demandeurs, aux fins des requêtes, lettres et exploits des 28 mars, 4 mai, 26 juin 1759 et 25 juin 1761 d'une part, noble Antoine de Brisiaux et autres propriétaires des moulins de la Ville, Vincent Pom-marel, Antoine Millon, Louis Malexis et Etienne Buissières, meuniers de la même Ville, chacun pour ce qui les concerne, deffendeurs et assignés d'autre.

M^e Pison du Galand, avocat desd. consuls et communauté de Valence, assisté de Reymond, leur procureur.

M^e Le Maître, avocat dud. sr de Brisiaux et autres propriétaires des moulins de Valence, assisté de Perrotin, leur procureur.

M^e Calaud de la Salcette, conseiller du Roy, son procureur général, a requis que l'acte passé entre les meuniers de Valence le 13^e décembre 1738 soit déclaré nul, abusif, illicite et de nul effet, qu'il soit inhibé et défendu auxdits meuniers de le mettre à exécution et de passer de semblables à l'avenir, sous les peines portées par les ordonnances contre les monopoleurs, comme aussi ils soient condamnés le chacun à vingt livre d'aumône et solidairement, lad. aumône applicable à l'hôpital général de Valence. Au surplus, il estime...

La Cour, faisant droit à la réquisition des gens du Roy, a déclaré l'acte passé

entre les meuniers de Valence, le 13^e décembre 1758, nul, abusif, illicite et de nul effet, inhibe et défend aux meuniers de le mettre à exécution et d'en passer de semblable à l'avenir, sous les peines portées par les ordonnances contre les monopoleurs, comm'aussi condamne chacun desdits à trois livres d'aumône applicable aux pauvres de l'hôpital général de Valence et au surplus ordonne : 1^o que les habitants dud. Valence et de son territoire seront maintenus dans le droit d'opter, en retirant leurs grains du moulin, de païer le droit de mouture soit en grain, soit en argent ; 2^o dans le cas où les habitants paieront le droit de mouture en grain, permet aux meuniers de percevoir le droit sur le pied de la vingt-quatrième, avec défense aux meuniers d'exiger un plus fort droit, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de concussion. 3^o Lorsque les habitants voudront païer en argent le droit de mouture, permet aux meuniers d'exiger la vingtquatrième des grains, suivant le prix commun du marché immédiatement précédent la rémission des grains aux moulins, avec défense auxd. meuniers d'excéder la vingt quatrième ; sauf à la Cour à pourvoir aux parties, suivant l'exigence des cas dans les temps de disette ou de cherté excessive des grains. 4^o Maintient les habitants de Valence dans la liberté naturelle de convenir, si bon leur semble, avec lesd. meuniers et de fixer, de gré à gré, le droit de leurs grains à un moindre taux que la vingt quatrième, soit qu'on paie en grain ou en argent. 5^o Défend aux meuniers de rien entreprendre contre cette liberté naturelle, notamment d'infliger aucune peine à ceux desd. meuniers qui jugeront à propos de se contenter d'un droit moindre que la vingt quatrième, à peine de concussion. 6^o Ordonne que les farines seront pesées fidèlement et sans corde au poid commun, à peine de trois livres d'aumône contre les meuniers contrevenans, applicable au profit de l'hôpital. 7^o Ordonne que le présent reglement sera lû, publié et affiché à Valence et enregistré au greffe de l'Hôtel de Ville et de la police à la diligence du substitut du Procureur général du Roy qui sera tenu d'en certifier la Cour dans le mois et de veiller à l'exécution dud. règlement. Fait en Parlement, le 2^e avril 1762...

N^o 28

Bilan des Comptes consulaires conservés

(Archives Municipales de Valence : CC 50, 51, 53, 54, 55)

1692-1693 : Louis Souchier, notaire.

Recettes	4823 L 5 s 6 d
Dépeness	5301 L 10 s 6 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 478 L 5 s

1693-1694 : Jean Plats, M^e chirurgien juré.

Recettes	4874 L 6 s 4 d
Dépenses	5490 L 7 s 4 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 616 L 1 s

1699-1700 : George Lambert, marchand.

Recettes	5447 L 7 s
Dépenses	5996 L 2 s 8 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 548 L 15 s 6 d

1700-1701 : Alexandre Muguet, procureur aux Cours.

Recettes	3761 L 14 s
Dépenses	4025 L 17 s

Les Dépenses excèdent les Recettes de 264 L 3 s

1701-1702 : Blaise Odeyer, M^e apothicaire.

Recettes	3828 L 19 s 3 d
Dépenses	4417 L 9 s

Les Dépenses excèdent les Recettes de 661 L 7 s 8 d

1703-1704 : Jean Teysonnier, marchand.

Recettes	4711 L 4 s
Dépenses	5774 L 9 s 4 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 1063 L 5 s 4 d

1706-1707 : Denis Rougeron, M^e apothicaire.

Recettes	5800 L
Dépenses	6978 L

Les Dépenses excèdent les Recettes de 1178 L

1707-1708 : Jean Louis Allier.

Recettes	6539 L
Dépenses	7592 L 0 s 8 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 1233 L 0 s 8 d

1709-1710 : Du 25 avril 1709 au 20 janvier 1710, jour de son décès, Salomon Chambet, marchand.

Du 20 janvier au 25 avril 1710, Antoine Chaffy, troisième Consul.

Recettes	5083 L 16 s 8 d
Dépenses	5874 L 19 s 8 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 791 L 3 s

1711-1712 : Guy Rozeron, conseiller du Roi et assesseur en la Mairie.

Recettes	5148 L 14 s 9 d
Dépenses	5482 L 14 s 4 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	692 L 4 s 10 d
---	----------------

1712-1713 : Jean Galhard, assesseur en la Mairie.

Recettes	5610 L 14 s 2 d
Dépenses	6302 L 19 s

Les Dépenses excèdent les Recettes de	692 L 4 s 10 d
---	----------------

1713-1714 : Pierre Gelas, marchand.

Recettes	5393 L 6 s 8 d
Dépenses	6556 L 5 s 11 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1162 L 19 s 3 d
---	-----------------

1714-1715 : (25 avril-21 mai), Joachim Chorier, Notaire Royal de la Ville.

Recettes	5985 L 10 s 11 d
Dépenses	6747 L 15 s 7 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	762 L 4 s 8 d
---	---------------

1715-1716 : (21 mai-25 avril). Jacques Morel, marchand. A cause d'une indisposition de l'Evêque, l'élection a lieu le 21 mai.

Recettes	5537 L 6 s 8 d
Dépenses	5751 L 7 s 10 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	214 L 1 s 2 d
---	---------------

1716-1717 : Denis Blanc, marchand.

Recettes	6644 L 9 s 8 d
Dépenses	6921 L 1 s 4 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	276 L 11 s 8 d
---	----------------

1717-1718 : Philippe Mondan, marchand.

Recettes	5358 L 12 s 2 d
Dépenses	5972 L 2 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	613 L 8 s
---	-----------

1718-1719 : Laurens Boitel, marchand.

Recettes	6400 L
Dépenses	7468 L 15 s 7 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1068 L 15 s 7 d
---	-----------------

1719-1720 : Guillaume Silvestre, marchand.

Recettes	6400 L
Dépenses	7350 L 11 s 1 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	950 L 11 s 1 d
---	----------------

1720-1721 : Mathieu Fournet, marchand.

Recettes	28084 L 14 s 8 d
Dépenses	28559 L 16 s 8 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	475 L 2 s
---	-----------

1721-1722 : Jean Gilibert, Imprimeur-Libraire.

Recettes	5078 L 2 s
Dépenses	5707 L 15 s 9 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	629 L 13 s 9 d
---	----------------

1723-1724 : Bonthoux, marchand.

Recettes	18234 L 5 s
Dépenses	19388 L 16 s 4 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1154 L 11 s 4 d
---	-----------------

1724-1725 : Pierre Rey, notaire et procureur à Val.

Recettes	5145 L
Dépenses	5778 L 12 s 9 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	633 L 12 s 9 d
---	----------------

1725-1726 : Jean-François Vialet, bourgeois.

Recettes	8428 L 10 s 2 d
Dépenses	9086 L 14 s 5 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	658 L 4 s 3 d
---	---------------

1726-1727 : Jean-Jacques Guercin, notaire, procureur.

Recettes 11532 L 10 s

Dépenses 12656 L 1 s

Les Dépenses excèdent les Recettes de 1123 L 11 s

1728-1729 : Jean-Jacques Viret, marchand.

Recettes 11490 L 6 s 6 d

Dépenses 12457 L 18 s 7 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 967 L 12 s 1 d

1729-1730 : Antoine Marchand (fils), graveur.

Recettes 10874 L

Dépenses 11751 L 15 s 11 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 877 L 15 s 11 d

1730-1731 : Pierre Bouveron, procureur.

Recettes 10139 L 16 s 4 d

Dépenses 10253 L 17 s 11 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 114 L 1 s 7 d

1731-1732 : François Didier, bourgeois.

Recettes 8208 L 4 s 9 d

Dépenses 8565 L 1 s 10 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 356 L 17 s 1 d

1732-1733 : Pierre Chèze, marchand.

Recettes 9859 L 18 s 3 d

Dépenses 10630 L 12 s 8 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 750 L 14 s 5 d
(erreur dans le calcul)

1733-1734 : Joseph Guilhermond.

Recettes 8439 L 6 s 8 d

Dépenses 8730 L 8 s 2 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 291 L 1 s 6 d

1734-1735 : Laurens Vinay, notaire.

Recettes	8481 L	6 s	8 d
Dépenses	10110 L	9 s	7 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1629 L	2 s	11 d
---	--------	-----	------

1736-1737 : Jean Viret, marchand.

Recettes	8968 L	10 s	8 d
Dépenses	10898 L	6 s	1 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1929 L	15 s	1 d
---	--------	------	-----

1737-1738 : Pierre Lambert, marchand.

Recettes	8694 L	7 s	10 d
Dépenses	9425 L	10 s	7 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	731 L	2 s	9 d
---	-------	-----	-----

1738-1739 : Gabriel Brosset, marchand.

Recettes	8728 L	6 s	8 d
Dépenses	8900 L	12 s	10 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	172 L	6 s	2 d
---	-------	-----	-----

1739-1740 : Charles Malbruny, orfèvre.

Recettes	8743 L	6 s	8 d
Dépenses	8587 L	19 s	4 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	155 L	7 s	4 d
---	-------	-----	-----

1740-1741 : Alexandre Rougeron, apothicaire.

Recettes	8936 L		10 d
Dépenses	8634 L	3 s	11 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	301 L	16 s	11 d
---	-------	------	------

1742-1743 : Clément Dessagne, marchand.

Recettes	10833 L	8 s	3 d
Dépenses	11014 L	4 s	10 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	180 L	18 s	7 d
---	-------	------	-----

1743-1744 : Alexandre Antelme, marchand.

Recettes	15071 L 18 s 4 d
Dépenses	14249 L 19 s 8 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de 821 L 18 s 8 d

1744-1745 : Henry Blache, notaire royal.

Recettes	10326 L 13 s
Dépenses	12283 L 17 s 6 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 1957 L 4 s 6 d

1745-1746 : Henry Blache, notaire royal (deuxième année de son consulat).

Recettes	10326 L 13 s 4 d
Dépenses	16547 L 18 s 1 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 6241 L 4 s 9 d

1746-1747 : Henry Blache, notaire royal (troisième année de son consulat).

Recettes	10324 L 13 s 4 d
Dépenses	18114 L 0 s 6 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 7789 L 7 s 2 d

1747-1748 : Henry Blache, notaire royal (quatrième année de son consulat).

Recettes	10356 L 19 s 4 d
Dépenses	19511 L 9 s 9 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 9154 L 10 s 5 d

1748-1749 : Jacques-Honoré Morier, notaire royal.

Recettes	13408 L
Dépenses	15927 L 7 s 6 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 2519 L 7 s 6 d

1749-1750 : Jacques-Honoré Morier, deuxième année de son consulat.

Recettes	13408 L
Dépenses	12947 L 7 s 6 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de 460 L 12 s 6 d

1750-1751 : Jacques-Honoré Morier, troisième année de son consulat.

Recettes	14606 L 18 s 8 d
Dépenses	13004 L 14 s 2 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	1602 L 4 s 6 d
---	----------------

1751-1752 : Jacques-Honoré Morier, quatrième année de son consulat.

Recettes	20796 L 17 s 2 d
Dépenses	19764 L 14 s 5 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	1032 L 2 s 9 d
---	----------------

1752-1753 : Antoine Constantin, marchand.

Recettes	14824 L 15 s 5 d
Dépenses	13249 L 2 s 6 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	1575 L 12 s 11 d
---	------------------

1753-1754 : Pierre Baude, marchand.

Recettes	17128 L 12 s 11 d
Dépenses	16747 L 4 s 8 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	381 L 8 s 3 d
---	---------------

1754-1755 : Augustin Boitel, marchand.

Recettes	14316 L 10 s
Dépenses	13920 L 9 s 1 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	396 L 0 s 11 d
---	----------------

1755-1756 : Joseph Réalier, Procureur de la Sénéchaussée et Siège Présidial de Valence.

Recettes	18848 L 12 s 9 d
Dépenses	17099 L 19 s 10 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	1748 L 12 s 11 d
---	------------------

1756-1757 : Nicolas Odier, Procureur aux Cours.

Recettes	16405 L 10 s 3 d
Dépenses	14918 L 9 s 9 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	1487 L 0 s 6 d
---	----------------

1758-1759 : Jean-Baptiste Marcel, marchand.

Recettes	14810 L 9 s
Dépenses	17985 L 7 s 8 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	3174 L 18 s 8 d
---	-----------------

1759-1760 : Antoine Plenet, marchand.

Recettes	14888 L
Dépenses	14601 L 2 s 3 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	286 L 17 s 9 d
---	----------------

1760-1761 : François Dupré, procureur aux Cours.

Recettes	15453 L 9 s 3 d
Dépenses	15648 L 8 s 10 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	194 L 19 s 7 d
---	----------------

1761-1762 : Benoist Pinet, procureur ez Cours.

Recettes	17052 L 13 s 5 d
Dépenses	16930 L 16 s

Les Recettes excèdent les Dépenses de	121 L 17 s 5 d
---	----------------

1762-1763 : Pierre Laurent, négociant.

Recettes	14985 L 2 s 5 d
Dépenses	14880 L 18 s 1 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	104 L 4 s 4 d
---	---------------

1763-1764 : Marcellin Béranger, Procureur.

Recettes	14918 L 4 s 4 d
Dépenses	14618 L 14 s 1 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	299 L 10 s 3 d
---	----------------

1764-1765 : Antoine Bonthoux, bourgeois.

Recettes	20713 L 10 s 3 d
Dépenses	18889 L 16 s 11 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	1823 L 13 s 4 d
---	-----------------

1765-1766 : François Berger, orfèvre.

Recettes	19424 L 0 s 10 d
Dépenses	19651 L 16 s 2 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	227 L 15 s 4 d
---	----------------

1766-1767 : Just Palais, marchand.

Recettes	18448 L 1 s 9 d
Dépenses	19521 L 1 s 10 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1072 L 19 s 11 d
---	------------------

1767-1768 : Jean Charlon, maître horloger.

Recettes	16778 L 10 s 8 d
Dépenses	18407 L 7 s 6 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	1628 L 16 s 10 d
---	------------------

1768-1769 : Antoine Grézier, syndic-receveur, élu pour trois ans, notaire royal.

Recettes	15685 L 16 s 8 d
Dépenses	15260 L 11 s 9 d

Les Recettes excèdent les Dépenses de	425 L 4 s 11 d
---	----------------

1769-1770 : Antoine Grézier, deuxième année.

Recettes	16386 L 9 s 11 d
Dépenses	16649 L 7 s 11 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	262 L 18 s
---	------------

1770-1771 : Antoine Grézier, troisième année.

Recettes	19543 L 1 s 10 d
Dépenses	19815 L 13 s 11 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	272 L 12 s 1 d
---	----------------

1771-1772 : Antoine Grézier, élu à nouveau pour trois ans.

Recettes	15581 L 10 s 8 d
Dépenses	16369 L 9 s 7 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de	787 L 18 s 11 d
---	-----------------

1775-1776 : Antoine Grézier.

Recettes	15199 L 14 s 8 d
Dépenses	16000 L 10 s 1 d

Les Dépenses excèdent les Recettes de 800 L 15 s 5 d

N° 29

Cahiers de Doléances de la Ville de Valence

(Délibération du 3 mai 1789. — BB n° 53).

ART. 1

Le renvoy de toutes les fêtes au dimanche.

2

La résidence des gros bénéficiers dans leur bénéfice, sous peine de perdre leur revenu pendant leur absence, au profit des hopitaux de lieux ; les municipalités chargées de veiller à l'exécution de la Loy.

3

L'établissement d'un conseil ecclésiastique pour aider Sa Majesté dans le choix des personnes à nommer aux bénéfices consistoriaux.

4

Les bénéfices à charge d'âmes donnés au concours.

5

Que les canonicats soient à l'avenir la retraite des curés vieux ou infirmes et la récompense de leurs services.

6

Suppression de toutes bulles, annates, dispenses et provisions qui se payent en Cour de Rome, autant qu'elle pourra s'accorder avec une sage politique, les dispenses données gratis par les ordinaires.

7

Suppression de la dime ecclésiastique.

8

Suppression du casuel des curés et vicaires et qu'il soit pourvu à leur entretien convenable.

9

La vente des biens ecclésiastiques à concurrence des dettes du Clergé.

10

Que les derniers règlements du Conseil, qui fixent à dix le nombre des religieux pour former la conventualité, soient exécutés et qu'en conséquence les maisons, qui seraient supprimées, soient destinées ainsi que leurs biens à des établissements utiles.

11

Que tout citoyen puisse parvenir par son mérite et son service à tous emplois, charges et dignités, et que l'édit de 1750 concernant la noblesse militaire soit exécuté comme une loi de l'Etat.

12

Que la noblesse désormais ne soit que la récompense du mérite et des services rendus à la Patrie.

13

Que la constitution militaire soit fixée d'une manière invariable.

14

Que les troupes soient employées pendant la paix aux travaux publics avec supplément de paye.

15

Que les droits du fisc nuisibles au commerce et à l'industrie soient supprimés.

16

Suppression du tirage de la milice et qu'il y soit suppléé par imposition sur les trois Ordres ainsi que la province l'a obtenu pour la corvée.

17

Que les droits de contrôle des actes soient réduits.

18

Que la connaissance des contestations relatives à la perception de tous les droits soit rendue aux juges royaux.

19

Le rachat des rentes, cens et lods.

20

Que la construction des casernes des villes, leur entretien, le logement des gens de guerre, celui surtout des officiers de garnison, tous objets extrêmement onéreux aux municipalités et à la classe indigente du peuple, soient à l'avenir supportés par chaque province et imposés sur les trois Ordres.

21

Que la vénalité des charges de judicature soit supprimée.

22

Suppression des justices seigneuriales.

23

Qu'ils soit pourvu à un plan d'éducation publique et nationale tendant à l'amélioration des études dans les Universités.

24

Que toutes exemptions pécuniaires relatives aux droits, revenus et charges des communautés, soit à titre d'office ou de dignité, soient supprimées.

25

Suppression des émoluments payés par les villes à tous les commandants et officiers des états-majors des places.

OBJETS PARTICULIERS A LA VILLE DE VALENCE

ART. 1

Que la Ville de Valence soit rétablie dans le droit qu'elle a exercé de toute ancienneté d'élire librement ses officiers municipaux ; qu'en conséquence l'article 4 de la déclaration du Roy du 12^e Mai 1766 interprétative de l'édit du même mois, qui attribue à l'Evêque la nomination du Maire et de quelques autres officiers, soit révoqué et annulé, comm'ayant été rendu sans que la Ville ait été entendue et contraire aux droits imprescriptibles des citoyens.

2

Que la police et la voirie dans l'intérieur de la Ville, exercées par le juge de l'Evêque, soient rendues à la municipalité et qu'il soit établi une juridiction consulaire.

3

Que le présidial de Valence jouisse des mêmes attributions que les autres présidiaux du royaume et qu'il soit accordé un territoire à la sénéchaussée.

4

Qu'il soit donné un arrondissement à l'Université de Valence.

5

Que plusieurs couvents de cette ville, qui ne sont desservis aujourd'huy par un très petit nombre de religieux et qui occupent un terrain considérable, soient supprimés et leurs maisons accordées à la Ville pour ses besoins.

6

Que l'imposition de dix sols par livre au profit du fisc sur les octrois et revenus patrimoniaux de la Ville soit supprimée.

7

La Ville de Valence, située sur le Rhône, est dans le cas d'insister particulièrement sur la suppression des traites et de la foraine, comme luy étant plus préjudiciable qu'à tout autre ville de la province, en ce qu'elles gênent son industrie et sa subsistance ; ne serait-il pas possible de lui obtenir une exemption et franchise de tous droits pendant au moins la tenue de ses foires.

8

Qu'il soit construit incessamment un nouveau corps de cazernes suffisant pour l'entier logement de la garnison.

9

Qu'il soit représenté qu'il importe à la navigation que le quai, commencé sur la rive gauche du Rhône, soit continué avec beaucoup plus de célérité.

10

La Ville de Valence a un besoin pressant d'établir une juste balance entre ses revenus et ses dépenses. Comme les opérations des Etats généraux peuvent lui être favorables, elle attendra qu'elles soient terminées pour s'occuper de cet objet ainsi que de plusieurs autres importantes.

TABLE DES MATIÈRES



INTRODUCTION	7
SOURCES	9
CHAPITRE PRELIMINAIRE	13
SECTION I. — Géographie descriptive	13
SECTION II. — Géographie administrative (Place dans la Généralité de Grenoble, Juridictions Royales, Université)	15

PREMIERE PARTIE

LES ORGANES MUNICIPAUX

LIVRE I. — L'EVEQUE	21
SECTION I. — Bref aperçu historique	21
SECTION II. — Prise de possession, Installation	22
SECTION III. — Evêques titulaires du Siège Episcopal	24
SECTION IV. — Attributions	25
LIVRE II. — LES REPRESENTANTS DE LA POPULATION	27
CHAPITRE I. — Les Assemblées	27
SECTION I. — Avant l'Edit de 1766	27
a) composition.	
b) conditions d'éligibilité.	
c) élection (présidence, formalités, différents arrêts concernant l'élection de l'Assemblée et leur application).	
d) mode de convocation, lieu de réunion, fréquence, procédure.	
e) attributions.	
SECTION II. — Edit de 1766	34
a) composition.	
b) élection, nomination.	
c) réunions, attributions.	
SECTION III. — Les Prérogatives des officiers municipaux, leurs droits de préséance	38

CHAPITRE II. — Le Maire et les Consuls	41
SECTION I. — Nomination, Différents arrêts concernant le Maire et les Consuls et leur application	41
SECTION II. — Attributions	46
SECTION III. — Rétributions, Privilèges, Prérogatives	48
SECTION IV. — Devoirs à rendre	52
 CHAPITRE III. — Les Assesseurs, Les Auditeurs des comptes, Assesseurs et péréquateurs des tailles, Le secrétaire-Greffier	53
SECTION I. — Les Assesseurs	53
SECTION II. — Les Auditeurs des comptes, assesseurs et péréqua- teurs des tailles	54
SECTION III. — Le Secrétaire-Greffier	55
a) Nomination, Différents titulaires.	
b) Attributions, Rétributions.	
 CHAPITRE IV. — Les charges diverses, Les charges rachetées et réunies au Corps de Ville	59
SECTION I. — Les charges diverses	59
1 ^{er} groupe :	
a) valets de ville.	
b) fourrier.	
c) conducteur de l'horloge.	
d) peseur.	
2 ^e groupe :	
a) portiers.	
b) tambour.	
c) commis au poids de ville.	
d) manilier de Saint-Jean.	
e) précepteurs de la jeunesse.	
f) prud'hommes.	
g) chasse-gueux.	
h) garde-fruits.	
SECTION II. — Les charges rachetées et réunies au Corps de Ville.	63
 CHAPITRE V. — Les charges de police	65
SECTION I. — Le Lieutenant Général de police	66
SECTION II. — Les Commis de police	67
 LIVRE III. — LES REPRESENTANTS DU POUVOIR CENTRAL	69
 CHAPITRE I. — Le Gouverneur, Le Lieutenant pour le Roi, Le Major ..	69
SECTION I. — Le Gouverneur	69
a) attributions.	
b) gages, privilèges, prérogatives.	

SECTION II. — Le Lieutenant pour le roi, Le Major	71
CHAPITRE II. — Le Procureur près l'Hôtel de Ville	73
Les différents titulaires de l'office et les différents arrêts les concernant ; Le Substitut du Procureur.	
CHAPITRE III. — Offices divers	77
SECTION I. — Le Commissaire aux revues et logement des gens de guerre	77
a) nomination.	
b) attributions.	
c) privilèges, prérogatives.	
SECTION II. — Les auditeurs des comptes, assesseurs et péréquateurs des tailles de 1692 à 1717	78
SECTION III. — Le Contrôleur des greffes de l'Hôtel de Ville, des greffes de l'écritoire et des Commissaires aux Revues et logement de Sa Majesté de 1704 à 1708	79
SECTION IV. — L'Avocat du Roi en l'Hôtel de Ville	80

DEUXIEME PARTIE

LA GESTION MUNICIPALE

CHAPITRE I. — La Justice et la Police	83
SECTION I. — La Justice	83
SECTION II. — La Police	84
Règlement de police :	
a) faction.	
b) exécution.	
CHAPITRE II. — Le Commerce, L'Industrie, L'Agriculture	89
SECTION I. — Le Commerce	90
A) Les Corporations.	
B) Les mesures prises par l'Assemblée en faveur du Commerce :	
a) les foires.	
b) mesures diverses.	
C) Réglementation particulière à certains commerces :	
a) cocons.	
b) commerce assurant le ravitaillement de la ville (blé, viandes, marée).	
SECTION II. — L'Industrie	101
SECTION III. — L'Agriculture	105
CHAPITRE III. — L'organisation militaire	107
SECTION I. — La Milice Bourgeoise	107

SECTION II. — Les charges militaires	109
A) Logement des gens de guerre.	
B) Fourniture de l'étape.	
a) fourniture de fourrage.	
b) fourniture des chevaux et des voitures nécessaires au transport des troupes.	
C) La Milice provinciale.	
D) Charges diverses :	
a) écuries.	
b) manège.	
c) corps de garde.	
d) compagnie des bas officiers invalides.	
e) brigade de maréchaussée.	
f) école d'artillerie.	
E) Les rapports entre les Consuls et les officiers.	
 CHAPITRE IV. — Le domaine de la Ville et les travaux publics	119
A) Les formalités de gestion.	
B) Les travaux :	
a) réparations.	
b) constructions :	
1) casernes.	
2) archives.	
3) chapelle pour le nouveau cimetière.	
c) embellissements.	
 CHAPITRE V. — L'instruction	127
SECTION I. — L'enseignement primaire	127
SECTION II. — L'enseignement secondaire	129
 CHAPITRE VI. — L'assistance et le culte	133
SECTION I. — L'assistance	133
a) Les secours aux pauvres.	
b) Les hôpitaux.	
SECTION II. — Le culte	136
 CHAPITRE VII. — Attributions diverses	139
SECTION I. — Etablissement de nouveaux habitants	139
SECTION II. — Les procès	140
SECTION III. — Les enquêtes	140
SECTION IV. — Les honneurs à rendre	141
SECTION V. — Les réjouissances publiques	142
 CHAPITRE VIII. — Les finances	145

SECTION I. — L'administration	146
a) Avant l'Edit de 1766.	
b) L'Edit de 1766.	
SECTION II. — Les charges de la Ville	147
a) Les charges ordinaires.	
b) Les charges extraordinaires.	
SECTION III. — Ressources de la Ville	150
A) Revenus patrimoniaux : les Indits :	
a) l'origine historique.	
b) le mode de recouvrement.	
c) les baux des indits passés de 1692 à 1771.	
d) les droits d'indits.	
e) l'évolution des droits d'indits.	
f) les personnes exemptes des droits d'indits.	
g) la reddition des comptes des indits.	
B) Les impositions locales :	
a) pour l'abonnement et le rachat de certaines charges et de cer-	
tains droits.	
b) pour les réparations.	
c) pour fournitures militaires.	
d) pour différentes causes.	
C) Les dégrèvements.	
D) Les emprunts.	
E) Les charges royales :	
a) la taille.	
b) la capitation.	
c) le dixième ou le vingtième.	
d) le cinquantième.	
e) le don gratuit.	
Conclusion	177

PIECES JUSTIFICATIVES

N° 1	Privilèges particuliers de la Ville de Valence	187
N° 2	Réception, prise de possession et installation de Mgr Fiacre François de Grave, Evêque de Valence en 1779	191
N° 3	Arrêt du Conseil d'Etat du 21 juillet 1693 qui maintient l'Evêque en la faculté de présider aux élections des Consuls et de recevoir leur serment	196
N° 4	Procédure d'élection des officiers municipaux, 1707	198
N° 5	Procédure des élections après l'Edit de 1766	200
N° 6	Arrêt du Conseil d'Etat du 13 décembre 1712, suspendant le s. Gré- goire de l'exercice de ses fonctions de Maire	202
N° 7	Procédure d'installation des Consuls nommés par commission, 1748	203

N° 8	Provisions de Maire, données par l'Evêque. Prestation de serment devant le Lieutenant général au Présidial, 1768	204
N° 9	Lettres du Gouverneur aux Consuls, le 2 décembre 1721	206
N° 10	Délibération du 3 août 1766 relative au droit de justice et de police de l'Evêque	207
N° 11	Règlement de police du 3 mai 1697	209
N° 12	Acte d'élection de garde jurés, 29 avril 1750	212
N° 13	Bail des boucheries : 1) 22 février 1733 ; 2) 24 mars 1762	214
N° 14	Convention pour la fourniture de la marée du 20 novembre 1732	217
N° 15	Convention passée avec « la Demoiselle Lafond, metraisse dante-leuse » par la Ville en 1758	217
N° 16	Ordonnance de l'Intendant Le Bret du 16 juin 1685, concernant le logement par le Bourg du cinquième des gens de guerre	219
N° 17	Etat des habitants de Valence qui se prétendent exempts du logement des gens de guerre, 1741	220
N° 18	Règlement de l'Intendant pour le logement des officiers de la garnison, 1764	225
N° 19	Règlement concernant la fourniture du corps de garde	229
N° 20	Lettres patentes du Roi permettant à la Ville d'acquérir une maison appartenant à Mme Bigeard et à M. de Saint-Maurice, son fils	231
N° 21	Délibération du 17 décembre 1769 concernant l'historique du col-lège	233
N° 22	Délibération du 30 mars 1723 contenant les raisons de la Ville à être déchargée du paiement des gages des charges nouvellement créées, pour être envoyé à l'Intendant	236
N° 23	Délibération du 6 août 1758 contenant un mémoire sur les droits d'octrois	237
N° 24	Règlement et tarif pour la perception des droits d'octrois appelés indits de la Ville de Valence et du Bourg-les-Icelle, par l'Intendant de Fontanieu	240
N° 25	Règlement et tarif pour la perception des droits d'octrois en 1737	249
N° 26	Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 10 juillet 1750 concernant la distribution des deniers d'octrois	254
N° 27	Arrêt de la Cour du Parlement, aides et finances de Dauphiné, à la poursuite de M. le Procureur général, portant règlement pour le droit de mouture dont peuvent se prévaloir les meuniers de Valence, du 2 avril 1762	255
N° 28	Bilan des comptes consulaires conservés	256
N° 29	Cahier de doléances de la ville de Valence	266

